RATSCH

Autriche

et Polonisme

Biblioteka
UMK
Toruń
401634

L'AUTRICHE

ET

LE POLONISME

Paris. — Imprimerie Ad. Lainé, rue des Saints-Pères, 19.

L'AUTRICHE

ET

LE POLONISME

MATÉRIAUX POUR SERVIR A L'HISTOIRE DE L'INSURRECTION DE 1863

par

B. RATSCH

R 563

Faisant suite aux ouvrages du même auteur :

« LA QUESTION POLONAISE DANS LA RUSSIE OCCIDENTALE »

et

« LA RUSSIE LITHUANIENNE JUSQU'A LA CHUTE DE LA POLOGNE »

Traduit du russe

PARIS

LIBRAIRIE ADOLPHE LAINÉ

RUE DES SAINTS-PÈRES, 19

1869

Tous droits réservés

BIBLIOTEKA NARODOWA

WYDANO Z DUBLETU
Biblioteki Narodowej

401634

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA w TORUNIU

W.2525/69

AVANT-PROPOS.

Parmi les événements politiques qui ont marqué la fin du siècle dernier, et dont les conséquences se font sentir encore aujourd'hui, la chute de la Pologne occupe, sans contredit, une des premières places.

Une forme de gouvernement anormale et incompatible avec les conditions de stabilité de tout pays bien organisé; les dissensions intestines engendrées par l'arbitraire de la noblesse polonaise, et par l'intolérance, jointe à l'ambition effrénée, du clergé latin, qui de tout temps ont mis, à l'envi, leurs propres intérêts au-dessus des intérêts de la patrie; et, enfin, un ordre social emprunté au moyen âge, et n'ayant aucune analogie avec celui qui a servi de base aux institutions des autres pays de l'Europe : — tels sont les éléments néfastes qui, depuis longtemps, avaient jeté les germes de la dissolution au sein d'un pays que la Providence semble avoir

marqué du sceau de la fatalité, et destiné à servir d'enseignement aux générations futures.

Trois partages successifs, devenus inévitables, ont mis fin à l'indépendance de la Pologne, et ses débris sont allés se fondre dans les trois États voisins.

Depuis lors, la question polonaise semble jouir du privilége constant d'occuper, à un haut degré, l'opinion publique; émue, avant tout, du spectacle d'un pays désormais condamné à l'oubli, elle s'est prononcée spontanément sur les événements accomplis, sans s'être livrée, au préalable, à une appréciation approfondie et impartiale des causes qui les avaient provoqués.

La tâche entreprise par l'auteur, en sa double qualité d'historiographe et de Russe, de traiter à fond cette question si diversement interprétée, a dû nécessairement l'amener à faire entrer aussi dans le cadre de ses recherches le récit analytique des sanglantes péripéties polonaises, dont les provinces annexées, par le traité de Vienne, à l'Autriche et à la Prusse, ont, à diverses reprises, été le théâtre.

C'est ainsi que, poursuivant jusqu'au bout l'idée dominante de son ouvrage publié par nous sous le titre : *la Question polonaise dans la Russie occidentale*, Paris, 1868, suivi d'un autre, dont la traduction française vient de paraître sous le titre : *la Russie lithuanienne jusqu'à la chute de la Pologne*, Paris, 1869, l'auteur, s'appuyant sur de nom-

breux documents inédits, après avoir réussi à jeter un nouveau jour sur les points les plus intéressants de la question soulevée contre la Russie par les prétentions mal fondées du polonisme, — continue à élucider la question polonaise dans ses rapports avec les deux autres monarchies co-partageantes, — l'Autriche et la Prusse.

Une série d'ouvrages publiés par l'auteur, en langue russe, sous les titres : *l'Émigration polonaise*, et *Matériaux pour servir à l'histoire de l'insurrection de* 1863, contient, à cet égard, des données précieuses, étayées de documents d'une authenticité irrécusable.

Disséminé dans divers chapitres de ces œuvres, tout ce qui traite des machinations du polonisme en Autriche et en Prusse a été soigneusement complété par les traducteurs, et réuni séparément de manière à en former deux ouvrages distincts.

Tel est, à défaut d'autre mérite, celui de la traduction française que nous offrons ici aux lecteurs sous le titre de : *l'Autriche et le Polonisme;* elle sera suivie, à son tour, de celle d'un autre ouvrage ayant pour titre : *le Polonisme en Prusse,* et qui paraîtra incessamment.

LES TRADUCTEURS.

Paris, en octobre 1869.

CHAPITRE PREMIER.

LA GALLICIE ANNEXÉE A L'AUTRICHE.

« Un triple mal rongeait les entrailles de la République polonaise : un mal social, — l'asservissement des paysans ; un mal politique, — l'anarchie nobiliaire ; un mal religieux, — l'invasion de l'esprit de persécution. »

Henri MARTIN, *la Russie et l'Europe*, p. 51.

Origine de la Gallicie. — La Russie-Rouge et la terre de Galitch. — Domination polonaise. — Apparition des confréries religieuses pour la défense de l'orthodoxie. — L'occupation autrichienne. — Protection accordée par l'Autriche à la classe villageoise et au clergé grec-uni. — Réformes. — Les seigneurs polonais cajolés par la cour de Vienne.

La Gallicie, l'ancienne Russie-Rouge, renfermait, à l'époque de son incorporation aux États autrichiens, une population de deux races distinctes : la Gallicie occidentale était peuplée d'une race polonaise appelée vulgairement *Mazours* (Mazoviens), et professant le culte catholique ; la partie orientale était habitée par

un peuple petit-russien, déjà entièrement converti au culte grec-uni.

Selon l'auteur de l'ouvrage : *les Révolutions polonaises* (1), les traces de l'ancien développement social russe, en Gallicie, sont restées ineffaçables. Les Russes étaient bien plus heureux et plus civilisés que les autres peuples de l'Europe du moyen âge, surtout en les comparant aux Polonais. Les lumières du christianisme leur avaient été apportées de Byzance, où s'étaient réfugiées la littérature et les sciences de la civilisation classique des anciens; cette civilisation devint le partage des Russes simultanément avec le culte orthodoxe. Les avantages qui en découlèrent pour les Russes furent l'agrandissement des villes et le développement de l'agriculture et du commerce. Pendant que les Polonais attiraient dans leurs villes des Allemands et des juifs, on vit se former dans les terres russes un tiers-état riche et éclairé. La noblesse russe, qui portait le nom de *boyards*, et surtout les princes de la souche de Rurick, civilisés eux-mêmes, consacrèrent toute leur sollicitude à la propagation des lumières et de la civilisation dans leur pays, qui passait alors à juste titre pour un des plus florissants. Les villes et les villages possédaient partout des écoles. La littérature russe de cette époque présente des œuvres dont aucune des autres langues vivantes ne saurait se glorifier; le manuscrit de *Kralédvor* des Tchèques (2) pourrait seul être comparé au poëme russe

(1) *Polnische Revolutionen; Erinnerungen aus Galizien*, Prag. 1863. — Voyez l'annexe 1.

(2) *Recueil d'anciens poëmes tchèques découverts* par Viatcheslas Hanka.

l'Expédition d'Igor. Jusqu'à l'apparition de la *Divina Comedia*, les poésies allemandes, françaises et italiennes perdent toute valeur à la comparaison.

La différence devient encore plus frappante, lorsque l'on compare le travail de l'historien russe Nestor avec les chroniques contemporaines des autres nations. Nestor est historien dans la vraie expression du terme, tandis que les autres pays ne présentent que des chroniqueurs; il est le premier historien de l'époque moderne qui puisse soutenir une comparaison avec Tacite et Thucydide.

L'Église orthodoxe se trouvait également dans une situation florissante. Les princes régnants, ainsi que les boyards, contribuaient à sa prospérité par leurs riches offrandes, par la fondation de pieux établissements, par des dotations et des dîmes qui mettaient le clergé orthodoxe à même de satisfaire, jusqu'à la prodigalité, ses instincts de charité chrétienne. Les guerres intestines des princes amenèrent seules la décadence des terres russes, les discordes intérieures ayant ouvert un champ libre aux convoitises des Hongrois, des Polonais et des Tartares. Les riches domaines du souverain russe, Daniel de Galitch, avaient surtout excité la cupidité de ses voisins. Aussi cette terre fut-elle la première à tomber sous la domination polonaise. Après avoir fait, sous Ghédimine, partie du grand-duché russe-lithuanien, elle ne put même pas jouir plus tard des avantages de la protection que les descendants de Iagaylo se plurent parfois à répandre sur leurs terres héréditaires. Le long asservissement des habitants russes de la Gallicie, sous le

pouvoir polonais, n'a jamais été en état de désarmer les rigueurs du polonisme exercées contre eux.

La domination polonaise en Gallicie, durant quatre siècles, témoigne de la longanimité de ses habitants. Les procédés iniques qui ont signalé la conduite des Polonais dans ce pays y ont laissé des souvenirs si douloureux que les historiens polonais eux-mêmes ne sauraient les retrancher de l'histoire. Du côté de la Gallicie, au contraire, il n'y eut qu'un seul cas où les paysans, dans l'intérêt de leur défense, prirent les armes, au nombre de dix mille hommes, commandés par un des leurs du nom de Moukha, homme hardi et intrépide. Le seigneur, le prêtre catholique et le juif étaient venus dans la Russie-Rouge pour en détruire la prospérité, ce qui justifie pleinement le nom de *joug polonais* que l'auteur des *Révolutions en Pologne* donne à la domination polonaise dans ce pays (1).

Rome dominait la Pologne; elle y donnait l'impulsion aux affaires politiques, et cette unité de la Pologne qu'elle couvrait de sa protection ne devait servir qu'à y maintenir la suprématie des papes.

C'est dans la Gallicie que la Pologne fit ses premiers essais d'unité politique. Déjà, à l'époque de Casimir le Grand, qui avait réuni la terre de Galitch à la Pologne, ces tentatives d'unification avaient débuté par le rapt des églises orthodoxes au profit de la catholicité; c'est encore en Gallicie qu'avait commencé, vers la fin du seizième siècle, la persécution du culte orthodoxe par les jésuites.

(1) *Polnische Revolutionen*, p. 17.

L'introduction du rite grec-uni parmi la population fut loin de mettre un terme aux intrigues du clergé romain, et le souvenir de la pression exercée en Gallicie sous la domination polonaise s'est conservé, jusqu'à nos jours, dans les diocèses de Lemberg et de Pérémysl, souvenir que viennent corroborer les récits historiques des auteurs polonais eux-mêmes, non moins que les nombreuses archives du pays. La propagande latine était soutenue par les rois et les seigneurs; l'Église catholique se vit élevée et enrichie au détriment du culte orthodoxe. Les rois de Pologne, en général, avaient pris à tâche de dépouiller le clergé orthodoxe de ses biens-fonds, qu'ils abandonnaient aux prêtres latins. La noblesse polonaise, aussi bien que la noblesse indigène polonisée, suivirent systématiquement les mêmes errements. Les orthodoxes étaient traités de païens, jusqu'à ce qu'ils eussent embrassé le culte grec-uni, et il n'y a pas de violences qu'on ne se permît à leur égard, bien que Casimir, lors de la réunion de la Russie-Rouge à la Pologne, eût solennellement prêté serment de conserver aux habitants leurs lois et le libre exercice du culte orthodoxe. Un grand nombre de paysans furent forcés arbitrairement par leurs seigneurs d'embrasser le rite grec-uni. Le clergé orthodoxe obtenait de temps en temps des lettres de sûreté octroyées par les rois de Pologne; mais ces chartes restaient lettres mortes, en présence du peu de pouvoir dont jouissaient les autorités, et au milieu de l'éternelle anarchie qui était l'état normal de la République polonaise. L'habitant de la Gallicie finit par s'aguerrir à

cette lutte, et par concentrer toutes ses tendances nationales sous la bannière de l'Église qui, seule, avait réussi à conserver la langue primitive du pays.

Les Galliciens, réduits à défendre leur culte, furent les premiers à rechercher des moyens pour lutter contre le polonisme. La première confrérie religieuse, ayant mission de défendre le culte orthodoxe contre les persécutions du latinisme, fut celle de Lemberg, créée en 1439, et définitivement organisée en 1586, l'année de la mort d'Étienne Bathory. C'est elle qui servit plus tard de modèle aux autres confréries, au nombre desquelles parut en 1588 la première en Lithuanie, celle de Vilna. Sous le règne de Stanislas Lestchinsky, partisan ardent du papisme, de nouveaux coups mortels furent portés au culte orthodoxe. Après avoir usé ses forces dans une lutte désespérée, signalée par des exploits d'un rare dévouement, la confrérie de Lemberg disparut en 1708, et ses derniers débris finirent par reconnaître l'Union et la suprématie des papes. C'est ainsi que l'orthodoxie, à bout de forces, succomba en Gallicie après une lutte de quatre siècles.

Si Rome était satisfaite, le clergé latin du pays était loin de l'être. Les prêtres du rite grec-uni possédaient de riches paroisses, convoitées par le clergé latin, qui cherchait à s'en emparer, en plongeant dans l'abrutissement le clergé blanc-uniate. Le prêtre catholique fut bientôt suivi en Gallicie du propriétaire foncier polonais, apportant avec lui ses usages et ses lois, et accompagné de son acolyte habituel, — le juif. En présence de l'esprit inquisitorial du prêtre romain et de

la cupidité du seigneur malveillant, aidés des juifs, toujours prêts à vendre leurs services, pour gagner la bienveillance du seigneur et du prêtre, l'élément polonais finit par devenir odieux aux habitants de la Gallicie. Cédant aux séductions incessantes, la noblesse indigène seule ne tarda pas à se poloniser (1). Éloignés des princes moscovites, privés de leur appui et de leur protection, les Russes de Galitch supportaient sans espoir leur triste sort. Le propriétaire foncier tuait et pillait impunément le paysan, violait sa femme et sa fille, et aucun tribunal n'était assez puissant pour rendre justice à l'esclave opprimé, hors le cas exceptionnel où un seigneur avait tué un paysan qui ne lui appartenait pas; alors son propriétaire était en droit de porter plainte contre le meurtrier, et obtenait une indemnité équivalente à environ six florins d'Autriche (2). Aux violences et à l'arbitraire, la terre de Galitch opposait en vain son bon droit, en supportant toutes les persécutions avec une rare longanimité (3). Le papisme ne cessait d'opprimer les débris de la nationalité russe. L'église orthodoxe de Saint-George à Lemberg fut enlevée à main armée par les Polonais. Il arrivait souvent que des morts furent arrachés à leurs cercueils, les ustensiles d'églises jetés dans la rue, et des prêtres orthodoxes expulsés de leurs paroisses. Le mot russe *pope* (prêtre) fut transformé par les Polonais en une expression de mépris, et, pour achever d'avilir les églises orthodoxes, ils les

(1) *Poln. Revol.*, p. 16.
(2) Idem, p. 6.
(3) Idem, p. 17.

appelèrent *synagogues*. Lorsque le peuple gallicien eut passé sous le pouvoir de l'Autriche, il ressembla à ce navigateur échappé au naufrage, qui bénit la Providence de lui avoir conservé au moins la vie sauve (1).

La race petite-russienne en Gallicie, n'était la richesse et la fertilité du sol, eût été la plus indigente, la plus malheureuse des populations de la République. La domination polonaise a laissé de si tristes souvenirs qu'aujourd'hui encore le paysan de la Gallicie occidentale répugne à avouer son origine polonaise, préférant le nom de Mazour, d'Autrichien, et parfois même celui de Gallicien. Cette haine du nom polonais était plus grande encore dans la partie orientale de la Gallicie, surtout parmi la population russienne.

De leurs deux anciennes dénominations *russe* ou *russienne* (2), les habitants de cette partie de la Gallicie emploient de préférence la dernière. Elle témoigne de la tendance des Polonais à affaiblir les relations nationales des deux races de souche et de religion communes. Depuis l'époque où la Russie orientale commença à gagner de la prépondérance, et que la dénomination de *russe* eut obtenu la primauté, les partisans de la Pologne dans les terres russes s'obstinent à donner le nom de *Russiens* aux Russes qui jadis étaient tombés sous la domination de la Pologne. Cette expression, du reste, semble appartenir aux chroniques littéraires plutôt qu'à l'usage du peuple.

Le polonisme n'est jamais parvenu à abattre complétement l'esprit des populations russes, lequel trouva

(1) *Polu. Revol.*, p. 18.
(2) Transformée plus tard en *ruthène*.

son expression la plus énergique dans une quantité de proverbes où se reflètent le caractère national et l'expérience de la vie, acquise sous le poids de la domination polonaise.

Les provinces, aujourd'hui réintégrées par la Russie, s'étaient trouvées dans des relations si proches avec cette monarchie; elles avaient eu tant de fois l'occasion de voir ses troupes dans leurs contrées et d'éprouver le secours et la protection de la Russie dans des moments de désastres, que la masse de la population resta indifférente à la séparation d'avec la République polonaise, qui, de tout temps, leur avait été étrangère et odieuse. L'Autriche, de son côté, chercha à suivre l'exemple de la Russie, en se plaçant dans des conditions semblables vis-à-vis du peuple qui venait de lui échoir en partage.

L'Autriche redoutait le voisinage immédiat de la Russie pour ses peuples slaves en Hongrie (1); aussi, tout en acceptant sa part du démembrement de la Pologne, et tout en ne cessant de déclarer, lors de chacun de ces partages, qu'en recevant les anciennes terres du duché de Galitch, elle ne faisait que récupérer d'anciens domaines de la couronne de Hongrie, eut-elle soin de conserver de bonnes relations avec les Polonais.

A partir de 1773, époque du premier partage de la Pologne, l'Autriche introduisit un nouveau régime dans les provinces nouvellement annexées. La noblesse elle-même se vit dans la nécessité de faire trêve à ces

(1) Frédéric II, *Œuvres posthumes*, édit. de 1789, t. III, p. 204.

luttes armées, appelées *confédérations*, et prenant leur source dans ces interminables discordes intestines qui ne pouvaient être tolérées que dans cette République. Pour mettre un frein à toute licence seigneuriale, Marie-Thérèse créa des tribunaux de district, accessibles à tout homme du peuple, dont la vie et la fortune étaient mises ainsi sous la protection des lois en vigueur, sans qu'il cessât toutefois lui-même d'être asservi et d'être exposé à voir ses champs et son travail dans la dépendance du propriétaire, son maître, lequel était, en outre, investi du droit de juger en première instance les infractions du paysan aux obligations de la corvée. En dehors de cette limite, fixée par l'État, le paysan pouvait, à son tour, traduire son propre seigneur devant les tribunaux.

Le règne de Joseph II restera à jamais mémorable par la protection accordée aux villageois de la Gallicie. Animé d'une véritable charité chrétienne et mû par le désir de faire le bonheur de ses peuples, l'empereur Joseph entreprit une série de réformes qui furent autant de bienfaits, et qui, après sa mort, furent étendus aux autres cercles de la Gallicie, annexés aux États autrichiens, à la suite du dernier partage de la Pologne.

L'empereur Joseph ayant aboli le servage, les paysans de la Gallicie se trouvèrent en possession des droits civiques cinq ans avant que la noblesse polonaise n'eût étalé pompeusement devant toute l'Europe, comme l'élucubration d'une diète qui a duré quatre ans, sa prétendue générosité à l'égard de la classe agricole, générosité qui se résumait en réalité

à quelques dispositions fort minimes en faveur de la classe villageoise, et que les propriétaires furent les premiers à méconnaître. Du reste, en éludant les dispositions administratives par toutes sortes de subterfuges, les seigneurs de la Gallicie avaient assez prouvé le peu de soins qu'ils étaient disposés à donner à l'amélioration de l'état de leurs laboureurs, pour que Joseph II fût amené à promulguer, le 10 juin 1786, un code villageois, autrement appelé *règlements d'inventaire* (Rabots-patent), contenant, avec les détails les plus minutieux, tous les cas de conflit possibles, et destiné à mettre un terme à l'arbitraire des seigneurs. Le gouvernement autrichien fut obligé d'ajouter au paragraphe 40 de ce code, qu'il regrettait de se voir forcé de désigner dans les règlements des cas et des incidents particuliers, ne voyant d'autre moyen pour défendre les paysans contre les oppressions dont ils étaient victimes, oppressions se manifestant sous tant de formes et d'aspects différents, dans le but de paralyser toutes les dispositions administratives. Quel rayon lumineux ce paragraphe ne jette-t-il pas sur les relations patrimoniales du propriétaire foncier polonais avec le laboureur, relations tellement prônées par les publicistes polonais !

Joseph II eut soin de réorganiser l'administration locale, devenue dès lors le véritable représentant du pouvoir dans le pays. Il diminua l'impôt perçu aux barrières des villes, impôt datant du temps de la République, et qui entravait le commerce et l'industrie. L'empereur témoigna, en outre, beaucoup de sollicitude pour le sort des Israélites, en les plaçant

dans les conditions les plus propres à les rendre laborieux et utiles. Il est vrai que tous ses efforts pour les attirer à l'agriculture furent infructueux, grâce aux principes invétérés du judaïsme; mais il réussit au moins à retirer les juifs de l'avilissement dans lequel ils avaient croupi jusqu'alors, et à leur faire reconnaître la nécessité de s'adonner aux métiers, circonstance qui devait les éloigner des villages, et exercer par là une influence salutaire sur la condition des habitants des campagnes.

Avec le passage sous le pouvoir de l'Autriche se relâchèrent aussi les persécutions religieuses au sein de la population locale. La domination polonaise avait réduit le clergé orthodoxe à un état si déplorable d'ignorance et de misère, qu'il arrivait souvent que les prêtres uniates, privés d'écoles et de tous moyens pour acquérir la moindre instruction, ignoraient la langue slave qui était la langue de leur culte, ainsi que leurs dogmes religieux. Marie-Thérèse fut la première à doter le clergé orthodoxe de moyens pour améliorer sa position. C'est grâce à son initiative qu'il fut permis pour la première fois aux prêtres de la Gallicie d'envoyer leurs enfants au séminaire établi anciennement pour les uniates en Hongrie; le clergé grec-uni, privé jusque-là de toutes ressources matérielles, se vit, en outre, allouer par le gouvernement un traitement convenable, avec la jouissance des droits accordés au clergé romain, auquel il fut enjoint d'avoir dorénavant à respecter le clergé uniate (1). Comme l'ancienne cathédrale de

(1) *Poln. Revol.*, p. 18.

Pérémysl avait été livrée aux latins, les uniates en firent construire une autre; mais le nouveau temple tombant en ruines, faute d'entretien, l'impératrice consacra quarante mille florins d'Autriche pour élever une nouvelle cathédrale uniate.

Mais les réformes les plus radicales, destinées à assurer la prospérité des populations de la Gallicie, ne furent entreprises que sous le règne du successeur de Marie-Thérèse, — l'empereur Joseph II (1780-1790). C'est à lui que le clergé grec-uni dut principalement son élévation.

Ennemi acharné du parti ultramontain et clérical, l'empereur Joseph causa beaucoup d'embarras au clergé latin (1); il défendit aux évêques d'entretenir, sans son consentement, des relations directes avec Rome; les bulles des papes, avant d'être promulguées, devaient subir préalablement la censure de l'empereur; il défendit enfin aux évêques de solliciter, de leur propre chef, auprès du Saint-Siége, certains droits, connus dans l'Église sous le nom de facultés *quinquennales;* il les autorisa de son propre pouvoir à accorder des dispenses pour des mariages entre personnes de certains degrés de parenté, ainsi que pour des divorces, dispenses qui avaient été réservées jusqu'alors exclusivement aux papes. Beaucoup de lois canoniques concernant les mariages, la vie conjugale et les divorces, furent en partie complétées, en partie restreintes ou remplacées par de nouveaux règlements. De nombreuses affaires liti-

(1) H. G. Wauters, *Historia ecclesiastica*, Lovanii, 1858, t. III, p. 315.

gieuses, jugées jusqu'alors par les tribunaux ecclésiastiques, passèrent par ordre de l'empereur sous la juridiction des tribunaux civils; les prêtres mêmes devinrent justiciables des cours civiles, ce dont ils avaient été exempts jusqu'alors. L'empereur fit fermer un grand nombre de cloîtres des deux sexes; il abolit les processions publiques, les pèlerinages et les confréries religieuses; il établit des séminaires supérieurs indépendants des évêques, dans le but d'élever les jeunes clercs selon ses vues; les chaires de ces séminaires furent confiées à des théologiens et à des chanoines connus pour partager ses sentiments libéraux. Non-seulement il ne fut pas donné suite aux réclamations que le primat de Hongrie, l'archevêque, les évêques et d'autres dignitaires de l'Église adressèrent à l'empereur par l'intermédiaire du nonce apostolique, mais encore quelques-uns des auteurs de ces démarches eurent même à en pâtir. Le pape Pie VI se rendit en 1782 en personne à Vienne, pour dissuader l'empereur de la mise à exécution de ses nombreuses réformes. Joseph II le reçut avec les plus grands honneurs, lui fit force promesses, mais n'en tint aucune; — aidé de son ministre et confident, le comte Kaunitz, il poursuivit ses réformes sans relâche.

La suppression des couvents ayant mis d'immenses ressources à la disposition du gouvernement, l'empereur Joseph profita de la fermeture du cloître des Dominicains à Lemberg, pour faire transporter dans ce spacieux établissement le séminaire grec-uni, auquel il assigna de grandes sommes pour la rétri=

bution des professeurs et l'entretien des élèves, et rendit obligatoire l'usage de la langue russe pour l'enseignement. On peut juger de la joie avec laquelle la population russe accueillit la réhabilitation de sa langue natale qui avait été, pendant si longtemps, un objet de dérision de la part des Polonais. Bientôt après, une section spéciale fut ouverte à la faculté de l'université de Lemberg, pour les élèves professant le rite grec-uni, et l'enseignement s'y faisait également en langue russe.

Les biens des couvents et des églises catholiques, qui avaient jusqu'alors appartenu exclusivement au clergé latin, furent affectés à l'entretien du clergé des deux cultes.

L'empereur Léopold (1790-1792) continua l'œuvre de son prédécesseur, en suivant la voie des réformes qui devaient amener pour le clergé uniate sa régénération en même temps que les garanties de son bien-être domestique. Ce clergé se montra, du reste, d'autant plus digne de tant de bienfaits, que les conditions de sa vie intérieure le plaçaient dans une situation différente de celle du prêtre latin célibataire. En effet, dans la Gallicie orientale, le curé était en même temps propriétaire-terrien et servait ainsi doublement d'exemple à ses ouailles, et comme père de famille et comme cultivateur. L'état moral du clergé grec-uni, longtemps avili par le papisme, se développait au milieu même de l'oppression et des vicissitudes auxquelles il n'avait pu opposer que l'humilité chrétienne et la pureté des vertus évangéliques.

Affermir et rendre durables les liens qui réunissaient la Gallicie à la couronne d'Autriche, a été de tous temps le but de tous les efforts de ses souverains. Mais, si les essais tentés pour germaniser la Gallicie au moyen des propriétaires-fonciers allemands, établis dans le pays, avaient été infructueux en raison de la disproportion numérique entre la population allemande et celle des Russiens, la colonisation allemande, entreprise par Joseph II, n'eut pas plus de succès. Les mœurs grossières des Souabes constituaient un contraste trop frappant avec le reste de la population indigène.

En relevant la condition des habitants des campagnes par le développement de leur intelligence et l'amélioration de leur situation matérielle, le gouvernement autrichien avait espéré s'attacher cette province nouvellement annexée; mais dès les premiers pas il se heurta contre un élément hostile, — l'élément nobiliaire polonais. Celui-ci, ne voyant dans le peuple qu'une force brutale, bonne tout au plus pour le travail, préféra poursuivre ses buts économiques et politiques par des voies diamétralement opposées à celles de l'État.

Quant au libre exercice des cultes, et à l'instruction du clergé, le parti polonais fit tous ses efforts pour empêcher que le clergé grec-uni fût admis à jouir des droits accordés au clergé romain. Mais l'empereur Joseph, dont aucune résistance ne pouvait ébranler l'énergique volonté, loin de prêter l'oreille aux obsessions intéressées du clergé romain, brisa toutes les résistances, et finit par pro-

clamer l'égalité des droits et priviléges pour les deux cultes.

L'exercice de la justice dans les tribunaux et l'exécution des lois et des règlements en vigueur laissaient beaucoup à désirer. Les seigneurs de la Gallicie, fidèles à l'ancien régime polonais, ne se faisaient pas faute de corrompre les employés allemands, appelés par le gouvernement à imprimer un nouvel essor à l'administration locale.

Les propriétaires fonciers avaient l'obligation d'entretenir dans leurs terres des fonctionnaires appelés *mandataires*, et investis des droits de juridiction patrimoniale en première instance. Ces fonctionnaires remplissaient le plus souvent en même temps la charge d'intendants des domaines de ces mêmes propriétaires. Séduits par l'or corrupteur des seigneurs-propriétaires, même les employés plus haut placés, dont les garde-mangers ne désemplissaient jamais des produits des terres seigneuriales, finirent par favoriser les intérêts de la noblesse polonaise. En présence de cette vénalité des employés, les meilleures dispositions de l'État restaient sans effet, grâce aux entraves que leur opposait la sourde activité des seigneurs qui, sûrs de toute impunité, substituèrent bientôt aux règlements en vigueur tous les abus de la légalité polonaise trop connue.

Toutes les mesures employées pour civiliser le peuple, paralysées par les intrigues de ces mêmes seigneurs qui ne se souciaient guère de la régénération de l'état moral des villageois protégés par le gouvernement, n'aboutirent qu'à de bien faibles

BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA W JOZEFINIE

résultats. Pour éviter tout soupçon de pression, il fut décidé que l'enseignement ne serait point obligatoire. La civilisation surtout du peuple russien déplaisait souverainement à la noblesse polonaise, qui profita de l'ignorance des Autrichiens sur le sentiment qui animait le peuple de la Gallicie orientale, pour contrecarrer aisément les vues de l'administration. Comme la langue slave était restée la langue de l'Église orthodoxe, le gouvernement autrichien l'avait longtemps considérée à l'égal de la langue latine du culte romain. Aussi, en fondant des établissements ecclésiastiques uniates, s'empressa-t-il de remplir les vœux de ce clergé, en y introduisant l'enseignement des sciences dans la langue de leur église. C'est par la même voie que furent introduits dans les établissements ecclésiastiques l'alphabet cyrillien et l'usage de la langue russe, en général. Il en fut tout autrement dans les écoles publiques. Le polonisme avait persuadé au gouvernement que la langue du peuple en usage parmi les Russiens de la Gallicie n'était autre qu'un idiome de la langue polonaise; c'est de là que vient l'introduction en Gallicie de cette dernière langue, avec l'alphabet latin. Or il suffisait à l'homme du peuple que l'on enseignât en langue polonaise, dont les caractères n'étaient pas ceux de ses livres de prières, pour qu'il s'abstînt d'y envoyer son enfant. Devenue ainsi un objet de haine pour le laboureur, aussi bien que pour le propriétaire, l'école du village finit par tomber en désuétude et devenir lettre morte.

Avant le premier partage, l'Autriche, en sa qualité de seule monarchie catholique parmi les trois puissances co-partageantes, s'était bercée de l'idée que la République polonaise, à la veille de son anéantissement politique, se laisserait facilement influencer par son clergé, pour échapper à la domination russe ou prussienne, et pour se jeter dans les bras du Saint-Empire romain. Aussi Marie-Thérèse déclara-t-elle hautement que les provinces échues à l'Autriche n'avaient été annexées à ses États que bien malgré elle. L'Autriche, qui n'avait pas pris part au second démembrement, en fut largement dédommagée lors du dernier partage. Amalgame de provinces de différentes origines, à défaut d'une nationalité distincte et prédominante, l'Autriche avait cru trouver un moyen pour en finir avec la noblesse polonaise, si habituée aux troubles et à l'anarchie; c'était de la mettre entre deux feux, c'est-à-dire entre la population des campagnes et les magnats. La sollicitude éclairée des autorités autrichiennes pour le bien-être de la Gallicie conquit à la maison d'Autriche l'attachement sincère de la population dont le dévouement ne s'est jamais démenti. Il n'en fut pas de même des seigneurs polonais. Cajolés par la cour de Vienne, ils ont longtemps, avant 1848, mystifié le gouvernement, sans en excepter même le prince de Metternich. Les constitutions polonaises non-seulement n'admettaient pas la distribution des dignités honorifiques, mais encore elles interdisaient de porter des titres étrangers; ce qui n'empêchait pas cependant que la Pologne n'abondât en familles

titrées; on y voyait des domaines érigés en comtés, et dont les propriétaires portaient le titre de comtes. En Autriche, les magnats polonais devenaient tout aussi facilement princes et comtes du Saint-Empire, en reconnaissant ainsi involontairement leur qualité de sujets autrichiens. L'époque qui suivit le premier démembrement abonde surtout en distributions de titres honorifiques; plus tard, après le dernier partage, tous les anciens sénateurs de la République furent reconnus comtes à vie. La haute aristocratie polonaise, qu'on ne cessait d'accueillir à Vienne avec une politesse et une amabilité toutes particulières, choisit de préférence la capitale de l'Autriche pour son séjour d'hiver. C'est vers cette époque (1) que le prince Adam-Casimir Czartoryisky fut nommé chef des gardes de la Gallicie.

Les événements qui se déroulaient alors dans la République ne pouvaient qu'acheminer la Pologne vers sa complète dissolution, et le partage définitif allait bientôt mettre un terme fatal à l'existence politique de ce pays. Après l'assaut de Praga, en 1794, Varsovie capitula devant les troupes victorieuses de Souvoroff; de même Cracovie, cette ancienne métropole, sanctuaire de la Pologne, était restée un monument inerte, impuissant à ranimer l'enthousiasme des patriotes polonais. C'est qu'elle ne possédait plus ses anciens défenseurs, les Français, qui, en 1772, ne livrèrent la ville aux Russes qu'après avoir épuisé tous les moyens de résistance. La défense de Cracovie,

(1) En 1732.

en 1794, avait été confiée par Kostiouchko au général Viéniawski, qui, soit par négligence, soi par trahison, comme il en a été accusé, n'avait pris aucune disposition contre les assiégeants ; aussi, le 15 juin, la ville se rendit-elle aux Prussiens, commandés par Elsner. L'hôtel Lambert porte sur Viéniawski un jugement très-sévère. « Les habitants de Cracovie, dit-il (1), faisaient les préparatifs d'une défense vigoureuse que la trahison rendit inutile ; l'or prussien acheta la défection du commandant de la place, Ignacè Viéniawski; en vain un corps de faucheurs se jeta dans le château pour résister; Cracovie, sa citadelle et cinquante pièces d'artillerie, furent livrées à l'ennemi. Viéniawski se sauva avec le prix de sa trahison, et sa seule punition fut d'être pendu en effigie. »

Si l'histoire de chaque nation nous présente certains individus qui, dans le courant des siècles, ont sciemment trahi leur pays pour faire cause commune avec l'ennemi, et appelé ainsi des désastres sur leur patrie, les noms de ces traîtres, objet de la malédiction des peuples, resteront éternellement voués à l'opprobre. Il n'est pas de nation qui ait fait valoir son patriotisme autant que les Polonais; et cependant, depuis des temps immémoriaux jusqu'à la publication récente de l'ouvrage : *Notions sur les familles illustres et titrées de la Pologne*, la Pologne est restée le seul pays qui, de l'aveu de ses propres fils, ait produit un aussi grand nombre de traîtres à leur patrie. Pour s'expliquer cette anomalie, il suffit de ne pas oublier quel

(1) Roux-Ferrand, *Histoire populaire de la Pologne*, Paris, 1862, p. 48.

fut l'ordre social en Pologne. Enfanté par les classes privilégiées, formant la couche supérieure de la population, le polonisme n'est, proprement dit, qu'une faction nombreuse qui, au moment de l'action, se fractionne en divers partis opposés l'un à l'autre, et poursuivant des buts différents ; les uns se rapprochant de la France ou de la Russie, les autres se ralliant aux jacobins. Les uns comme les autres se croient les représentants de la nation, et chacun voit dans son adversaire un traître à la cause polonaise. Empiétant sans cesse sur les droits de la propriété, conditions de stabilité et de bien-être de toute société bien organisée, le polonisme ne voyait, au fond, sur le sol de la République que ses plantations, et dans le peuple qu'un instrument de labeur.

CHAPITRE DEUXIÈME.

LA POLOGNE AU LENDEMAIN DE SA CHUTE.

« C'est une belle chose que le patriotisme; j'aurais bien donné, pour l'indépendance de la Pologne, la moitié de ma fortune; mais je me serais empressé de décamper aussitôt avec l'autre. »
Paroles du comte Édouard RATCHINSKY.

Les ouvrages de Kozmian, d'Oguinsky et les articles de Mazade sur la Pologne. — Leur contraste avec les Mémoires d'Okhotzki. — Saturnales après le dernier partage. — Contrats de 1795 et 1796 à Lemberg. — Poninsky disculpé. — Quand la noblesse polonaise s'aperçut-elle de la chute de leur patrie? — Réflexion sur la constitution du 3 mai. — Rôle du parti Czartoryisky.

La dernière heure venait de sonner pour la Pologne. Elle avait disparu entièrement de la carte de l'Europe pour aller tomber en partage aux trois puissances voisines. L'acte du dernier démembrement de la République polonaise venait d'être consommé.

Quelques passages extraits des Mémoires de Kozmian (1) suffiront pour mettre en relief la véritable

(1) Kozmian, *Mémoires*, Posen, 1858, en polonais, t. I, p. 241.

situation de la Gallicie sous la domination autrichienne, après la chute de la Pologne. « L'apaisement de la révolution de 1794, dit-il, signalée par tant d'enthousiasme, d'espérances et de craintes, ayant amené l'occupation par les troupes autrichiennes d'une partie de la Pologne appelée la Gallicie occidentale, fut suivi d'un morne découragement et d'un profond abattement moral des Polonais. C'est en vain que le comte Dlousky, trésorier de Lublin, avait présenté à l'empereur d'Autriche un mémoire dans lequel il le suppliait de conserver dans la partie de la Pologne annexée à l'Autriche la langue nationale et une administration autonome. » Les Polonais avaient compté sur l'Autriche, qui n'ignorait pas les conciliabules séditieux qui s'étaient tenus à Vienne et à Dresde. N'ayant rien acquis par la diète de Grodno, qui avait ratifié le second démembrement, l'Autriche avait conservé de la rancune contre ses voisins, et elle n'avait aucune raison d'en vouloir aux Polonais. Mais leurs espérances s'évanouirent aux premières démarches des Autrichiens. Les compagnies et les escadrons polonais qui, pour échapper à la vengeance des Russes, avaient cherché un refuge sur le sol autrichien, y furent aussitôt désarmés, privés de leurs chevaux, et eux-mêmes forcés d'entrer dans les rangs de l'armée autrichienne ; les officiers eux-mêmes furent obligés d'endosser les manteaux de simples soldats. « Il était de plus en plus évident, dit Kozmian, que nous étions devenus les sujets, sinon les esclaves, d'une puissance dont le régime était loin de nous être favorable. »

Dans la masse des autres écrits dus à la plume des

patriotes polonais, les *Mémoires d'Oguinsky* (1) et un *Essai de libéralisme russe en Pologne* (2) sont deux produits littéraires qui méritent une attention toute particulière ; ce dernier ouvrage surtout, dans lequel le prince Adam Czartoryisky, par l'organe de la *Revue des Deux-Mondes*, nous présente la société polonaise, à l'époque de la chute de la République, sous le point de vue le plus favorable à ses projets ambitieux.

Sans un examen consciencieux des faits épars dans les *Mémoires d'Oguinsky*, et sans l'aide d'autres sources, le lecteur ne saurait déduire de cet ouvrage d'autre conclusion que celle-ci : c'est que la République était animée du plus ardent patriotisme. Le pouvoir monarchique en Pologne, réduit à une nullité complète, apparaît tout à coup, sous la plume d'Oguinsky, doté de cette force à la fois puissante et désastreuse pour l'indépendance nationale, et faite pour paralyser tous les efforts des Polonais. L'auteur s'efforce de prouver que les hésitations et le caractère vacillant du roi Poniatowsky glaçaient tous les élans patriotiques. A l'en croire, hormis un petit nombre de ses ennemis personnels, entraînés par des calculs intéressés dans la confédération de Targovitza et devenus ainsi traîtres à la cause nationale, les masses qui peuplaient alors les différentes provinces de la République, depuis le noble jusqu'au dernier homme du peuple, étaient tous prêts à sacrifier leur existence et leurs biens dans

(1) Michel Oguinsky, *Mémoires sur la Pologne et les Polonais*, depuis 1788 jusqu'à la fin de 1815, 4 volumes, Paris, 1826.

(2) Charles de Mazade, article paru dans la *Revue des Deux-Mondes*, mai, 1863.

une lutte désespérée, ayant pour but l'indépendance et l'intégrité de la Pologne.

Dans le *Libéralisme russe en Pologne*, le lecteur retrouve la continuation de l'histoire du soi-disant esprit patriotique qui animait la société polonaise après la chute de la République. L'auteur nous parle de la morne attitude des Polonais ; dignités, honneurs, rien ne pouvait les consoler de la perte de leur patrie, dont le triste souvenir faisait des Polonais, quoique cajolés par la cour de Russie, des automates au sein de la société russe, qu'ils haïssaient au fond. Les Czartoryisky seuls, mus par un sentiment de noble abnégation, malgré la profonde affliction qui s'était emparée de tous les cœurs à la vue de leurs espérances déchues, s'imposèrent, avec une répugnance habilement cachée, une certaine activité publique. Ils s'appliquèrent à plier ostensiblement sous le joug du service russe, pour sauver, au milieu du grand naufrage, ne fût-ce que quelques débris de la fortune des malheureuses familles polonaises en Lithuanie, dépouillées et complétement ruinées; sans compter un grand nombre de défenseurs fidèles de l'indépendance polonaise, qui étaient allés peupler les déserts de la Sibérie.

Tels sont les matériaux qui servent de fond à l'histoire officielle de la cause polonaise. Schiller a dit que le plus précieux trésor de la société humaine, c'est la vérité; mais, les jésuites l'ayant bannie du monde polonais, tout le passé de la Pologne fut converti en un amas de légendes enchanteresses, et son avenir en rêveries utopiques.

De ces narrations poétiques, enfantées par une imagination ardente, passons dans le monde de la réalité ; jetons un coup d'œil sur les ouvrages des auteurs contemporains à la chute de la Pologne, et tâchons de connaître, non pas les données officielles de la cause polonaise, mais les détails intimes sur la vie intérieure de la noblesse de cette époque. Initié aux faits glorieux chantés par l'histoire de la Pologne, le lecteur étonné y chercherait en vain quelque reflet de ces souffrances morales et de cette profonde affliction qui caractérisaient soi-disant la société polonaise. Si même il y est fait mention des démembrements du pays, ils ne sont rappelés que comme des événements secondaires de peu d'intérêt pour les Polonais, et avec la même indifférence que l'on remarque dans les autres ouvrages de cette époque, lorsqu'il est question de la grande révolution française ou de la chute de la dynastie des Bourbons. En revanche, on y voit ces hommes qui avaient occupé des charges éminentes du temps de la République, cherchant à les conserver sous les nouveaux gouvernements, et des seigneurs intriguant comme par le passé pour faire obtenir des postes marquants aux hommes de leur parti.

Après le partage de la Pologne comme avant, on voit la société polonaise se livrer à la même vie joyeuse et bruyante, au milieu d'une suite interminable de festins, de bals, de dîners et d'orgies, avec cette excitation fébrile qui n'est propre qu'aux Polonais. Selon un usage établi dans l'économie rurale, les seigneurs se rassemblaient à l'époque dite des *Contrats,* dans une des grandes villes, pour passer différents arrange-

ments touchant leurs biens-fonds. C'est là qu'ils vendaient leurs terres ou les donnaient en fermage à la noblesse moins riche, laquelle les faisait gérer par des régisseurs ou les affermait en lots morcelés aux membres de la petite noblesse. C'est là encore que s'effectuaient tous les payements et que d'immenses capitaux venaient se concentrer. Les seigneurs, obligés par l'organisation sociale de la République de rechercher la popularité, donnaient des fêtes où l'on se réunissait par centaines, sinon par milliers. Le luxe effréné de ces réceptions, destinées à gagner des partisans aux nobles amphitryons, rappelait les contes des *Mille et une Nuits*; le champagne et le vin de Hongrie coulaient à flots ; on y jouait un jeu infernal, qui engloutissait des fortunes princières, risquées souvent sur une carte.

La Russie et la Prusse, qui avaient pris la part la plus active à la guerre de 1794, devaient nécessairement redoubler de vigilance envers ceux des nobles Polonais qui avaient été compromis dans les derniers événements. La police autrichienne étant moins prévoyante, les seigneurs des provinces de l'ancienne République se rassemblaient de préférence à Lemberg, en Gallicie.

Okhotzki, qui dans son temps avait, lui aussi, joué le rôle de patriote polonais, consacre dans ses intéressants Mémoires (1) deux chapitres à la description des *Contrats*, qui eurent lieu à Lemberg immédiatement après le dernier partage. Qu'il nous soit permis

(1) Okhotzki, *Mémoires*, Vilna, 1857, en polonais, t. III, chap. VI et VII.

de faire une légère esquisse du tableau tracé par Okhotzki, esquisse où nous tâcherons de conserver le caractère particulier de l'original, jusqu'aux expressions et aux remarques de l'auteur. C'est en vain que nous y chercherions cette triste résignation ou cette disposition frondeuse des esprits, se préparant dans l'ombre à une nouvelle lutte, sentiments que la littérature polonophile moderne se plaît à attribuer à la noblesse de cette époque. Les vieux troupiers russes ont longtemps gardé le souvenir des ruines de Praga saccagée, couvertes du sang figé des victimes du mois d'octobre; les pluies d'automne n'avaient pu faire disparaître les traces sanglantes, et longtemps encore les décombres noircis, tristes indices des désastres récents, apparaissaient sous la blancheur des neiges. La guerre de 1794 avait été signalée par un extrême acharnement des troupes russes, acharnement que les Vêpres siciliennes de Varsovie et de Vilna avaient en quelque sorte rendu légitime. Les châteaux des chefs du dernier mouvement furent ravagés ; la somptueuse résidence des Czartoryisky, Poulawy, centre de la conspiration, avait subi le même sort.

Ces traces d'une guerre si meurtrière, et qui avait décidé des destinées de la Pologne, avaient été longtemps visibles dans toute l'étendue du pays, sans provoquer, ne fût-ce que tardivement, quelques élans de patriotisme de la part de la société polonaise. C'est que la patrie polonaise consistait uniquement dans les aspirations nobiliaires, tandis que ces mêmes nobles, pour sauvegarder leurs intérêts matériels, malgré les tristes souvenirs de la dernière guerre, et en dépit

des patrouilles russes et prussiennes qui gardaient les sorties des villes, se rendaient en foule, munis de saufs-conduits, aux Contrats de Lemberg.

« La grande condescendance de l'administration locale en Autriche, dit Okhotzki, y faisait affluer beaucoup de monde, les uns attirés par leurs affaires, les autres suivant l'exemple des premiers. L'encombrement était si grand à Lemberg qu'on eût pu croire que toutes les provinces de l'ancienne République s'y étaient donné rendez-vous. La grande et la petite Pologne, la Lithuanie, la Volhynie, la Podolie, l'Ukraïne, y avaient leurs représentants respectifs. Bien que cette réunion se composât des seigneurs les plus riches, les plus civilisés et les plus influents, aucune voix ne s'y fit entendre sur les derniers événements ni sur la nouvelle situation du pays. On aurait dit que cette foule insouciante et folâtre n'avait rien à déplorer, et qu'il n'y avait pour elle ni passé ni avenir. Les réjouissances ne discontinuaient pas ; les intrigues amoureuses allaient leur train, le jeu et les orgies se suivaient sans relâche; on faisait bombance comme dans le bon vieux temps. Il y avait des réceptions dans beaucoup de maisons, entre autres chez le gouverneur autrichien Jourmeni, Hongrois de naissance, qui aimait les Polonais et parlait leur langue ; chez l'archevêque Klitzky, chez les comtes Pototzky, chez la femme du porte-glaive de la Couronne, Goumitzky, et chez le castellan Kaminsky ; chez les comtes Miér, Bavarowsky, Doulsky, Rjewousky, Viélhorsky, Zabiélsky, Olchewsky et d'autres. Des séries de bals, de fêtes publiques, de représentations théâtrales, de feux d'arti-

fice, de pique-niques, de dîners, se suivaient sans interruption. Un bal chez Pototzky était suivi d'un autre chez l'archevêque ; les uns dansaient, les autres entouraient les tables de jeu, pliant sous des monceaux d'or. Malgré la diversité des coteries seigneuriales, les querelles, les disputes et les duels étaient bannis de toutes ces réunions, grâce aux comtes Rjevousky et Viélhorsky, qui observaient la société et paraissaient toujours à temps en réconciliateurs.

« Le prince Adam Poninsky tenait chaque jour ses salons ouverts et une table très-recherchée. On y jouait continuellement gros jeu, et on s'y abreuvait de champagne et des vins de Hongrie et de Bordeaux, servis à discrétion par une nombreuse valetaille. Malgré toutes ces folles dépenses et le train qu'il menait, le prince Poninsky avait réussi à mettre de côté 94,000 ducats gagnés au jeu, et il comptait déjà s'arrêter au chiffre de 100,000, lorsqu'une déveine lui enleva tout le gain, en lui laissant à peine 20,000 ducats, avec lesquels il quitta Lemberg.

« Des bruits malveillants avaient couru sur le compte du prince Poninsky. La voix publique lui attribuait la défaite de Kostiouchko à Matzéiovitze, en lui reprochant de n'être pas arrivé à temps sur le champ de bataille. Il y eut des personnes qui à cause de cette rumeur ne voulaient plus frayer avec lui; mais Rjewousky et Viélhorsky s'en mêlèrent. Poninsky demanda à se disculper publiquement. Une foule de nobles accourut à cet appel ; on y avait invité, en qualité de témoins, tous ceux qui avaient servi dans l'armée de l'ancien dictateur. Après un

dîner somptueux, accompagné d'abondantes libations, on décida de soumettre cette question le jour suivant à des délibérations publiques.

« Le lendemain les curieux y affluèrent à ce point que les vastes appartements du prince pouvaient à peine les contenir. Les dames garnissaient les galeries; bientôt la cohue empêcha les nouveaux arrivés d'entrer. Vingt officiers de différents grades prirent place autour d'une longue table dressée au milieu de la salle. Poninsky, debout, exposa l'affaire, en citant les ordres et les contre-ordres qu'il avait reçus, et en présentant de nombreux documents qui s'y rapportaient et qu'il accompagnait d'explications verbales. Le public rassemblé écoutait le prince dans un profond silence. Toutes les allégations de Poninsky ayant été prises en considération, on proclama hautement qu'aucune accusation sérieuse ne pouvait dorénavant peser sur lui, et qu'il avait strictement rempli les ordres de son chef, et gardé intact l'honneur militaire. Les dames couvrirent cet arrêt d'un tonnerre de chaleureux applaudissements, accompagné des bruyantes acclamations de tous les assistants. Suivit une orgie qui se prolongea bien avant dans la nuit; plus de mille bouteilles de champagne furent vidées ce jour-là. Pendant plusieurs heures sans interruption, chacun des assistants put se faire servir, selon son bon plaisir. Ce fut une journée qui coûta cher à Poninsky, remarque Okhotzki, en s'étonnant surtout que Lemberg eût pu fournir une si prodigieuse quantité d'huîtres.

« Les vieilles matrones, comme les femmes du pa-

latin Pototzky et du castellan Kaminsky, essayèrent en vain d'élever leur voix contre la dissolution des mœurs qui caractérisait en général ladite époque. Les femmes avaient remplacé leur ardent patriotisme par des intrigues amoureuses; les maris, à leur tour, se permettaient des infidélités sans nombre, et, tandis que leurs femmes dissipaient leur fortune avec des amants, les maris se ruinaient avec d'autres femmes, objet de leurs passions éphémères. N'avoir pas d'amant, c'était pour les dames du monde presque déroger; elles rivalisaient sous ce rapport avec les hommes, grugeant les magnats, mais ne refusant rien aux préférés de leur cœur (1). »

C'est de cette manière frivole que la société polonaise passa les deux années qui suivirent la chute de leur patrie. Selon l'expression d'Okhotzki, c'était un carnaval qui allait être suivi d'un grand carême, avec ses jours de tristesse et de recueillement.

La noblesse polonaise ne semblait guère s'apercevoir que l'insurrection de Kostiouchko et le partage qui la suivit venaient de détruire les dernières lueurs de l'indépendance nationale. Le développement social des autres nations de l'Europe avait passé pour les Polonais tout aussi inaperçu que le nouveau régime introduit par les monarchies voisines dans les anciennes provinces de la République, qu'elles avaient assimilées à leurs propres États. Membres arriérés de la société européenne, la noblesse polonaise ne tint pas compte que les événements avaient marché, et

(1) Voir l'annexe 2.

au lieu de rompre définitivement avec son ordre social, emprunté au moyen âge, elle s'obstina à croire qu'elle et le clergé constituaient, seuls, la nation polonaise. Sous l'impression des événements qui s'étaient passés en France, dans les derniers temps de la vie politique de la Pologne, le nom de peuple polonais se faisait bien parfois entendre dans les discours patriotiques et dans les protocoles des diètes; mais toutes les nouvelles institutions sociales introduites dans les autres contrées de l'Europe avaient pour but le bien-être et la prospérité de toutes les classes de la société, tandis qu'en Pologne la noblesse n'admettait que les améliorations qui devaient profiter aux castes privilégiées.

La noblesse ne s'aperçut enfin que la Pologne avait irrévocablement cessé d'exister, que lorsque les monarchies voisines, entrées en possession des provinces de l'ancienne République, eurent procédé, en vertu des traités conclus entre elles, à l'introduction d'un nouvel ordre de choses, détruisant l'ancien régime en Pologne;

Que lorsque cette noblesse éprouva pour la première fois les effets de la restriction des licences et de l'arbitraire, et qu'elle sentit dans les nouvelles institutions un frein mis à son ambition démesurée, jusqu'alors indomptable;

Que lorsque le clergé romain, expulsé du sénat de Varsovie, fut réduit à s'occuper uniquement des affaires ecclésiastiques et du salut de ses ouailles, et que les droits exclusifs du culte catholique furent supprimés;

Que lorsque furent introduits de nouveaux règlements, basés sur les nécessités immuables de l'État, et non sur les aspirations des seigneurs entretenues par les traditions de famille ;

Que lorsque les confédérations, conséquences inévitables d'éternelles oppositions, de disputes intestines, et de tentatives pour conserver les libertés nobiliaires, se virent appréciées à leur juste valeur, c'est-à-dire comme des émeutes et des insurrections, et que ces actes des nobles furent traités comme des crimes ;

Que lorsque les forces productives du pays ne durent plus servir exclusivement à prélever des dîmes en faveur du Saint-Siége et à satisfaire les goûts extravagants de la caste nobiliaire et du clergé ;

Que lorsque le gouvernement, par la protection qu'il étendit sur la classe agricole, eut doté les anciens serfs des droits attachés à la condition de tout sujet de l'État ;

Que lorsque les intrigues, la vénalité et la popularité des seigneurs, plus ou moins habilement achetée au sein de la petite noblesse, ne suffirent plus pour acquérir de l'importance et obtenir des charges influentes dans l'administration du pays ;

Que lorsque, enfin, les troupes particulières des magnats, mélange de petite noblesse et de domesticité, destinées à servir contre leurs rivaux politiques, et à satisfaire leur morgue seigneuriale, furent réduites à la condition de valetaille, et leurs uniformes militaires changés en livrée.

Chacune des trois monarchies copartageantes avait

entrepris la réforme des provinces nouvellement acquises, conformément au développement social, dans lequel se trouvaient déjà leurs propres États. La noblesse polonaise, forcée, quoique bien à regret, de se résigner à son sort, ne fut pas longtemps à prêter l'oreille aux appels de ceux de leurs compatriotes qui avaient fui pour échapper aux peines qui les attendaient dans leur propre pays, et avaient cherché un refuge dans les contrées de l'Occident. Ces émigrés, bien qu'éloignés de la Pologne, furent les premiers à faire naître dans l'esprit de leurs compatriotes l'espoir de reconstituer la patrie au moyen des secours étrangers, secondés par les ressources coopératives du pays désignées par le prince Czartoryisky.

Le fameux *programme de famille* avait survécu à la chute de la République; aussi les Czartoryisky entreprirent-ils de préparer la caste nobiliaire à l'œuvre de la régénération de la Pologne.

Forts du prestige de leur nom et de leurs antécédents politiques, qui avaient mis entre leurs mains l'étendard du polonisme, les Czartoryisky se servaient de leur ascendant pour attirer à eux les patriotes, par les moyens qu'ils avaient employés au temps de la grande diète. La constitution du 3 mai, avec les modifications que commandaient les enseignements de la politique et les leçons de l'histoire, devint le cri de ralliement des patriotes polonais (1). Habitués depuis longtemps à l'idée que la Pologne était la sœur cadette de la France, ils cherchèrent par la voie de la

(1) Regnault, *l'Odyssée polonaise*, Paris, 1862.

littérature à accréditer dans toute l'Europe l'idée que la constitution du 3 mai était le produit de la civilisation proclamée par les doctrines des philosophes français du dix-huitième siècle, et que la révolution de 1794 en Pologne n'avait été que le reflet et la suite de la grande révolution française. Est-il besoin de dire combien il est difficile d'assimiler aux doctrines des encyclopédistes les dispositions de la fameuse constitution polonaise, qui ne devait profiter qu'à la noblesse, sans rien changer à la situation du peuple des campagnes qui resta tout aussi asservi que par le passé? Serait-ce dans les nouveaux droits octroyés aux bourgeois qu'on aurait pu retrouver l'esprit qui régnait en France? La France venait d'abolir la monarchie, tandis que la constitution du 3 mai devait détruire en Pologne les principes de tout gouvernement républicain, et n'avait eu d'autre but que celui de gagner les bourgeois, par la perspective de l'anoblissement, pour les opposer comme contre-poids à la petite noblesse, prête à revendiquer ses anciens droits de *liberum veto*.

La constitution du 3 mai, faite, en réalité, uniquement pour servir les intérêts et les traditions des seigneurs, avait amené les nobles à adhérer au parti Czartoryisky, dont elle a été incontestablement l'œuvre. Aussi la noblesse s'est-elle depuis entièrement vouée à la *Famille* (1), qu'elle n'a cessé de servir de toutes ses forces et de tous ses moyens; les Czartoryisky, de leur côté, surent s'emparer habilement de

(1) Dénomination généralement usitée pour désigner les Czartoryisky.

toutes les ressources propres à former des propriétaires de l'ancienne République, d'ardents patriotes polonais, capables d'opposer, à leur tour, une force compacte aux dispositions des trois monarchies qui ont participé au démembrement de la Pologne. Ils ont toujours eu soin d'empêcher les seigneurs polonais d'arriver à la conviction que le polonisme, avec son esprit *d'après-coup*, avait suffisamment prouvé, depuis des temps immémoriaux jusqu'à nos jours, sa complète incapacité de toute autonomie politique.

CHAPITRE TROISIÈME.

LA PREMIÈRE ÉMIGRATION POLONAISE.

« Le corps social des Polonais est un monstre composé de têtes et d'estomacs, sans bras et sans jambes. »

DUMOURIEZ, 1766.

« La France n'a rien de commun avec la Pologne. Nous avons conquis notre liberté et nous la défendrons au prix de notre sang ; les Polonais ont de tout temps vendu la leur au plus offrant. »

M. MÉHÉE, 1792.

« La cause polonaise n'est ni la cause de la civilisation, ni celle de l'humanité, ni celle de la liberté, ni surtout celle de la France. »

FOUQUE, 1865.

Projet de Dombrowski après la capitulation de Varsovie. — Espérances des Polonais fondées sur la France. — Les réfugiés polonais à Paris. — Krouta et Kirkor remplacés à Constantinople par Oguinsky. — Différents partis dans l'émigration. — Barss. — L'acte d'insurrection de Cracovie. — Les réfugiés polonais en Moldavie. — Xavier Dambrowski.—Départ d'Oguinsky pour la Gallicie. — Conciliabules chez Dziédouchitzky. — Oguinsky expédié à Paris et Henri Dombrowski à Berlin; tous les deux échouent dans leurs missions diplomatiques. — L'escapade de Dénisko en Gallicie. — Il passe au service de la Russie. — Dambrowski suit son exemple.

Les Polonais, n'en déplaise aux nombreux avocats plus ou moins éloquents de leur cause, ont toujours défendu leur indépendance avec peu de vigueur; cela n'a pas empêché la littérature polonaise, après la

chute de la Pologne, de chanter les exploits d'un grand nombre de patriotes de cette époque. « Malgré tous les mensonges employés par les Polonais (1) pour donner le change à l'Europe, dit un auteur allemand, ils ne parviendront jamais à laver la tache de leurs trahisons. En dépit de leurs dénégations obstinées, l'évidence des faits leur enlève tout moyen de parer d'aucune espèce d'auréole la chute de leur patrie. Oseraient-ils affirmer en toute conscience qu'animés des sentiments de pur patriotisme, ils ont tout fait pour empêcher les catastrophes qui ont amené la ruine de leur pays? »

A la prise de Varsovie, toutes les forces disponibles de l'armée polonaise s'élevaient à environ quarante mille hommes de troupes et deux cents canons, avec deux millions de florins de Pologne dans la caisse du trésor.

« Le général Jean-Henri Dombrowski, dit Oguinsky (2), voulut que toutes nos forces réunies pussent, en traversant la Prusse, se rapprocher des armées françaises sur le Rhin. Il avait dressé, à cet effet, une carte où était indiquée la route qu'on devait suivre, avec un plan d'opérations militaires pour les différentes situations dans lesquelles on pourrait se trouver. A son avis, les Russes ne pouvaient nous poursuivre avec toutes leurs forces, obligés qu'ils étaient de laisser des corps d'observation assez considérables pour contenir les insurgés dans les provinces, et surtout dans la capitale, dont la plus grande partie de

(1) *Aufschlüsse über die jüngsten Ereignisse in Polen*, Mainz, 1846, p. 5.
(2) Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 73.

la population était toujours dans un état d'effervescence. Il était persuadé qu'une armée russe de vingt à trente mille hommes, envoyée à notre poursuite, ne nous arrêterait pas dans notre retraite, et il ne voyait point la possibilité que les Prussiens pussent nous empêcher de nous rapprocher de l'armée française, qui, à la première nouvelle de la résolution courageuse et hardie entreprise par les chefs de notre gouvernement, ne manquerait pas de nous appuyer, attendu qu'il était de l'intérêt de la France de faire cause commune avec nous. Dombrowski faisait observer que, quand même la jonction de nos troupes avec les Français ne pourrait avoir lieu, en raison de la grande distance qui nous séparait, il était néanmoins présumable que, pour éviter des chances incertaines, et pour rétablir la tranquillité en Pologne, la Russie et la Prusse n'hésiteraient pas à traiter avec nous. Il était persuadé qu'une armée polonaise de quarante mille hommes, ayant à sa tête le roi et les chefs du gouvernement, était véritablement une représentation nationale, à laquelle on ne pouvait proposer que des conditions très-honorables; et, fort de cette conviction, il ne doutait point que nous ne pussions négocier et obtenir une paix avantageuse pour notre pays, au lieu de le livrer ignominieusement à l'ennemi par une capitulation honteuse qui n'aurait d'autre but que de sauver momentanément la capitale.

« Nous étions enthousiasmés de ce projet; mais, dans la matinée du 7 novembre, un courrier de Vavrjetzky, successeur de Kostiouchko dans le commandement de l'armée, apporta la nouvelle que le projet

de Dombrowski, soumis à la décision d'un conseil de guerre, avait été approuvé, mais qu'il était devenu impraticable par le refus du roi de quitter Varsovie de bon gré, par la résistance du peuple qui entourait toutes les issues du château et menaçait de se soulever si l'on recourait à la violence pour enlever le roi, et parce qu'enfin on ne pouvait plus compter sur l'énergie des officiers et des soldats, démoralisés à la suite des revers qui venaient de frapper l'armée. »

La réponse valait bien le projet. Après avoir quitté Varsovie, les débris de l'armée polonaise suivirent Vavrjetzky, et leur dissolution complète eut lieu à Radochitzé; tous les individus compromis devant les trois cours voisines s'expatrièrent pour aller chercher un refuge en France ou en Italie.

Les patriotes polonais qui étaient restés dans le pays vinrent alors se grouper autour du prince Adam-Casimir Czartoryisky. Le désir de conserver ses terres, situées dans les provinces annexées à la Russie, avait porté ce dernier à expédier à Pétersbourg ses deux fils, Adam-George et Constantin, chargés d'entrer au service de l'impératrice Catherine II. Mais les traditions de famille ravivées, malgré le partage définitif de la Pologne, par l'ardente et ambitieuse princesse Isabelle, sa femme, engagèrent le prince Adam-Casimir à ne pas renoncer à son ancien *programme*. La famille Czartoryisky, la plus influente dans le pays, ne tarda pas à reconnaître les émigrés polonais pour des représentants nationaux, recherchant à l'étranger la reconstitution de la Pologne; c'est grâce à leur grande influence que les Czartoryisky parvinrent à gagner

les sympathies des propriétaires fonciers du pays et à les rendre solidaires de la conduite politique des émigrés.

La Russie, l'Autriche et la Prusse envisageaient la République polonaise comme complétement rayée de la carte de l'Europe; mais telle n'était pas l'opinion des seigneurs polonais. La France avait, à leur avis, pendant trop longtemps pris soin d'entretenir leur anarchie, pour ne pas juger de son devoir et de son intérêt de se charger de la régénération de leur patrie. Ils espéraient également pouvoir renouveler leurs anciennes relations diplomatiques avec la Turquie et la Suède, deux puissances qui, par suite de leurs pertes territoriales, se trouvaient dans des rapports tendus avec la Russie. Ils étaient persuadés que le sentiment de propre conservation devait provoquer de la part de ces deux monarchies des sympathies en faveur de la Pologne, et que, aidées de l'assentiment de la France, elles s'empresseraient de prêter leur concours dans une lutte contre la Russie. La lutte, il est vrai, devenait inégale, en présence d'une alliance probable de la Russie, de l'Autriche et de la Prusse; mais qu'importe? Le secours attendu de la France angmentait encore le contingent déjà assez grand de leurs rêveries politiques.

Depuis l'époque de Henri de Valois, la France se trouvait initiée dans les affaires de la Pologne : « A son élection au trône de la République en 1573, dit Colson (1), le roi Henri s'était engagé à entretenir

(1) Colson, *la Pologne et les cabinets du Nord*, Paris, 1841, t. I, p. 77.

quatre mille soldats français au service de la Pologne, à équiper une flotte pour assurer la domination de la Pologne sur la Baltique, à reprendre le port de Narva, à verser tous les quatre ans quatre cent mille florins dans le trésor national, à payer les dettes contractées du vivant et après la mort de Sigismond-Auguste, et à faire admettre gratuitement cent jeunes Polonais dans les écoles de Paris. »

La Pologne ayant toujours servi d'instrument à la politique française, Louis XIV sut profiter habilement de la vénalité des seigneurs polonais. Les instructions du ministre Choiseul données à l'ambassadeur marquis de Paulmy caractérisent, en quelques mots, la politique française à l'égard de la Pologne : « Le gouvernement de la République, y est-il dit (1), ne peut être considéré que comme une anarchie. Mais, comme cette anarchie convient aux intérêts de la France, toute sa politique à l'égard de ce royaume doit se réduire aujourd'hui à la maintenir et à empêcher qu'aucune puissance n'accroisse son domaine aux dépens de celui de la Pologne. »

C'est la France qui, la première, profita indirectement de l'anarchie en Pologne, pour faire des acquisitions territoriales, en s'emparant, en 1733, de la Lorraine, lors de la guerre de la succession de Pologne. La maison de Saxe s'était maintenue dans la personne d'Auguste III sur le trône de Pologne; mais en revanche le duché allemand de Lorraine, en vertu du traité de Vienne de 1735, donné au roi détrôné

(1) Laboulaye, *Études contemporaines*, Paris, 1856, p. 28. — Flassan, *Histoire de la diplomatie française*, t. VI, p. 137.

Stanislas Lestchinsky, beau-père de Louis XV, fut, après sa mort, annexé à la France.

Lors de la confédération de Bar, les diplomates français employèrent tout leur crédit pour soutenir les confédérés polonais, et c'est dans ce but qu'ils envoyèrent Dumouriez et Taulès. Cinq semaines avant la prise de Varsovie, en 1794, Descorches, ministre de France à Constantinople, écrivait à Ignace Pototzky : « Encore quelques semaines d'efforts et d'angoisses, et vos destinées, braves et chers Polonais, seront bien belles (1) ! »

Les cercles des agitateurs polonais présentaient alors deux factions principales : celle des seigneurs forts de leur habileté diplomatique, qui comptaient sur leurs relations avec la cour de France, et celle des clubistes et des jacobins polonais, qui, à leur tour, comptaient sur le concours de leurs compatriotes réfugiés en France, où l'esprit public à cette époque partageait ses sympathies entre les deux partis.

Réunie en faisceau par Louis XIV, et nourrissant l'idée de devenir une monarchie de premier ordre, pour acquérir la prépondérance morale et militaire en Europe, la France semblait appréhender dans l'avenir de la Russie une rivalité plus ou moins menaçante. Dans cet état des choses, les Polonais, avec leur haine séculaire contre la Russie, devaient nécessairement trouver à Paris un accueil bienveillant, quel que fût le gouvernement qui disposât des destinées de cette nation. Passée du comité de salut public au Directoire, la France

(1) Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 148.

venait de sortir d'une lutte sanglante, marquée par la terreur, et la société se trouvait encore dominée par cette idée que la révolution française devait successivement trouver de l'écho dans tous les pays de l'Europe, et mettre la France à la tête des peuples civilisés.

Pour ne pas être surpris par des éventualités, le gouvernement français se prêta volontiers à entrer en relations avec les émigrés polonais, et, sans contracter aucun engagement formel envers eux, les assura de ses sympathies pour leur cause. C'est ainsi que les réfugiés polonais à Venise eurent l'autorisation, pour leur sécurité personnelle, de s'y réunir à l'hôtel de la légation française. Quelque faibles et indécises qu'aient été les avances faites aux émigrés, elles suffirent cependant aux Polonais, qui, dès lors, y rattachèrent leurs plus chères espérances.

Les nouvelles de Paris passaient par Venise et Trieste, et de là, à l'aide de négociants, parvenaient secrètement dans le pays. « Ces avis, dit Oguinsky (1), portaient que la France prendrait une part active au rétablissement de la Pologne; qu'elle ne souffrirait jamais que ce pays disparût du rang des puissances de l'Europe, qu'elle détacherait le roi de Prusse de la coalition avec la Russie et l'Autriche, et qu'elle ferait enfin agir la Suède et la Turquie contre la Russie. »

Pour rendre la France encore plus solidaire, les émigrés polonais envoyèrent une députation au ministre de France à Venise pour lui demander sur quel-

(1) Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 43.

les bases ils devaient procéder à la réorganisation de leur patrie, ou sur celles de la constitution du 3 mai 1791, ou sur celles de l'acte de l'insurrection de 1794. Le ministre Lallement déclara que le choix des moyens importait peu au gouvernement français : « Mettez même si vous voulez le Grand-Turc sur le trône, pourvu que la Pologne existe, car c'est le seul vœu de la France. »

Le gouvernement français trouva utile que les Polonais eussent des agents à Constantinople et à Stockholm, et il déclara que les intérêts de la France, dans sa sollicitude pour la liberté des peuples, étaient inséparables de ceux de la Pologne, déclaration qui charma les Polonais.

Krouta et Kirkor avaient été d'abord envoyés à Constantinople; mais l'émigration polonaise de Paris résolut de les remplacer par Oguinsky. Le rappel des premiers avait peut-être été provoqué par le désir de confier les affaires polonaises en Turquie à un diplomate plus habile ; mais il se peut bien aussi qu'il ait été la conséquence des discordes intestines survenues au sein de l'émigration. « Krouta, remarque Oguinsky, était regardé, quoique à tort, comme suspect, tandis que Kirkor, très-zélé pour les affaires de son pays, et sur lequel on pouvait compter, était peu prudent et compromettait les conspirateurs en les désignant par leurs noms dans sa correspondance (1). »

Le comte Michel Oguinsky, qui séjournait à Venise, ayant reçu une communication des patriotes polonais

(1) Tous les détails, contenus dans ce chapitre, sur le comte Michel Oguinsky, sont pour la plupart tirés de ses Mémoires, publiés en 1826.

résidant à Paris (1), et cédant aux instances de ses compatriotes, se rendit en Turquie, muni de lettres de recommandation pour Verninac, ministre de France à Constantinople, d'instructions tant officielles que secrètes (2), et d'un passe-port au nom d'un négociant français, Jean Riedel. Oguinsky, qui avait toujours réussi dans ses propres affaires, fut loin d'être aussi heureux dans la conduite des affaires de sa patrie; circonstance constatée par plusieurs missions diplomatiques, dont il avait été chargé déjà du temps de la République polonaise. Après le premier partage de la Pologne, devenu sujet russe par les propriétés qu'il se trouva alors posséder dans la Russie-Blanche, Oguinsky, appartenant au parti hostile à la Russie, et dont tous les biens avaient été confisqués en 1791, fut, en 1793, gracié par l'impératrice, qui lui fit promettre de rester à l'avenir partisan dévoué du roi Poniatowsky, protégé par la cour de Russie.

Le comte Oguinsky était pour le moment chargé d'obtenir du Divan deux centres dans les principautés danubiennes, où les émigrés polonais pussent se rassembler et s'organiser militairement, avec le droit de changer de séjour en cas de protestations du gouvernement russe contre ces rassemblements; — de conseiller en outre à la Porte Ottomane une rupture avec la Russie, en lui démontrant la facilité de diriger simultanément des attaques sur Otchakow, sur les frontières russes en Asie, où l'on pénétrerait par la Géorgie, et sur la Crimée, tandis que les troupes po-

(1) Voir l'annexe 3.
(2) Voir l'annexe 4.

lonaises, concentrées dans les principautés danubiennes, s'avanceraient vers le Dniester. Ce projet hostile, qui ressemble beaucoup à celui de la dernière guerre d'Orient, devait être exécuté avec le concours de la France, de la Suède, du Danemark, de la Turquie et de la Pologne. La guerre contre la Russie devait être offensive et se borner à la défensive contre l'Autriche, dans le cas de son intervention dans le conflit. Il était convenu que, dans les relations avec les indigènes, on ne reconnaîtrait pour vrais patriotes que ceux qui avaient pris une part honorable aux derniers événements.

C'est alors qu'on vit le prince Adam-Casimir Czartoryisky se mettre à la tête des patriotes du pays et des réfugiés polonais. Il chargea aussitôt d'une mission pour Paris l'avocat Barss, un des rédacteurs de la constitution du 3 mai, qui déjà y avait été envoyé avant l'insurrection de 1794, comme agent secret auprès du comité de salut public, avec le plan de la révolution sur le point d'éclater en Pologne à la suite de l'énergique initiative des Czartoryisky (1). C'est grâce aux démarches de Barss auprès du gouvernement français, démarches dont il fait mention dans une lettre du 20 août 1795, adressée aux Polonais réunis à Venise (2), que le comte Oguinsky fut chargé de sa mission diplomatique en Turquie, et spécialement recommandé à Verninac, ministre français à Constantinople.

Dans le second volume des Mémoires d'Oguinsky,

(1) Colson, *Cabinets du Nord*, t. I, p. 211.
(2) Voir l'annexe 5.

l'auteur se laisse aller involontairement à une description de la lutte des partis. Le fait est que les jacobins n'avaient rien à perdre à cette époque; ils caressaient l'idée d'une insurrection générale dans toutes les provinces de l'ancienne République, avec la pleine conviction qu'elle serait soutenue par le concours de la Turquie et de la Suède, ainsi que par l'apparition des légions de Dombrowski, dont la formation en Italie était projetée alors, et qui devaient servir d'avant-garde aux troupes françaises annoncées. A l'aide du clergé, ils enrôlaient des gens qui avaient pris part aux troubles précédents, et dont on réchauffait le fanatisme au nom de prétendues persécutions de l'Église romaine, et de leurs anciennes libertés nobiliaires enlevées. Ces nouvelles recrues, formées pour la plupart d'anciens militaires et de débris des bandes de confédérés, furent immédiatement expédiées dans les provinces danubiennes, où elles s'organisèrent en détachements appelés à agir dans l'intérêt de la régénération d'une Pologne indépendante.

Les seigneurs étaient loin de partager ces projets; la crainte de perdre leurs biens les condamnait à agir dans l'ombre, en attendant une intervention étrangère ardemment désirée.

Il en résulta une divergence d'opinions qui jeta la division dans le parti aristocratique. D'un côté le comte Oguinsky, voyant tous ses biens confisqués de nouveau (1), cessa d'être arrêté par des questions d'in-

(1) Cette nouvelle confiscation des propriétés du comte Michel Oguinsky eut lieu après les troubles de 1794, auxquels il avait pris part, et qui l'avaient obligé de s'expatrier; il ne reçut l'autorisation de rentrer en Russie qu'en 1802.

térêt personnel. D'un caractère ardent et énergique, ennemi des doctrines révolutionnaires, il voulait, et tâchait de faire partager cet avis à ses compatriotes, que l'insurrection fût l'œuvre exclusive de tous les propriétaires fonciers, sans aucune exception. Il basait ses espérances sur la grandeur des préparatifs, seule capable d'engager la France, la Turquie et la Suède, à prêter le concours de leurs armes à l'œuvre de la reconstitution de la Pologne.

Le prince Adam-Casimir Czartoryisky, qui venait de quitter Poulawy pour aller s'établir en Gallicie, était le représentant de l'opinion contraire. Son avis, plus prudent, consistait à enjoindre aux agents diplomatiques polonais de ne cesser de s'appesantir auprès des cabinets étrangers sur les dangers que la chute de la Pologne devait nécessairement créer pour les destinées futures de la Turquie et de la Suède, en appuyant surtout sur le préjudice causé aux intérêts de la France depuis que la Pologne avait cessé de servir de rempart à l'Europe contre l'Orient. L'armée française, soutenue par les légions de Dombrowski, devait naturellement trouver un accueil hospitalier dans la Pologne, toujours prête à favoriser une invasion étrangère, d'autant plus qu'en cas de revers, les propriétaires fonciers avaient toujours la ressource de prétexter que les secours prêtés aux ennemis leur avaient été extorqués par la force.

Mais, quelles que fussent les diverses voies proposées par chacun des partis, selon ses vues personnelles, pour réaliser ses rêves politiques, dans le fond elles tendaient toutes au même but, de recouvrer l'in-

dépendance de la Pologne au moyen d'une intervention étrangère. Oguinsky ne voyait dans Czartoryisky qu'une prudence calculée, tandis que ce dernier reprochait à Oguinsky son ardeur imprudente. Se trouvant à même, grâce à son séjour à Constantinople, de mieux connaître la situation, Oguinsky avait des doutes assez légitimes sur la possibilité d'une coalition prête à courir les risques d'une guerre en faveur de la Pologne. Il comptait plutôt sur un mouvement révolutionnaire qui, venant se manifester dans tout le pays, serait nécessairement suivi d'une intervention des cabinets européens, ce qui le portait à préférer les projets des jacobins aux hésitations et à la lenteur prudente des seigneurs, guidés par le prince Czartoryisky. Tandis qu'Oguinsky se démenait à Constantinople, des disputes surgissaient au sein de l'émigration polonaise à Paris; chacun des réfugiés voulait se faire passer pour le seul représentant de la Pologne. Dans l'incertitude où se trouvait le Directoire sur le véritable rôle de chacun de ces nombreux représentants polonais, il cessa toutes relations avec les émigrés, qui se décidèrent alors à choisir, parmi ceux d'entre eux qui pouvaient s'entendre, une députation composée de cinq membres (1), chargés de traiter avec le gouvernement français des affaires de la Pologne, tandis que Barss, agent spécial du prince Czartoryisky, continuait de son côté, en secret, ses relations diplomatiques. Mais le Directoire était bien désillusionné sur le compte des Polonais, surtout depuis que

(1) Ces cinq membres furent : Guédroïtz, Mniewski, Tachitzki, Dmokhowski et Prozor.

plusieurs d'entre eux avaient été assez vils pour vendre aux différentes légations à Paris tout ce qu'ils savaient des projets et des intentions de leurs compatriotes.

Ces faits sont confirmés par Oguinsky lui-même, qui dit entre autres (1) : « Barss m'avait proposé pendant mon séjour à Constantinople d'entretenir une correspondance avec lui, en me prévenant qu'il avait des ennemis personnels, qui cherchaient à détruire l'influence qu'il s'était acquise auprès du gouvernement français, et qui ne manqueraient certainement pas de m'inspirer de la défiance contre lui. D'autre part, je recevais des avis que tous les Polonais rassemblés à Paris avaient choisi cinq membres d'entre eux qui devaient former une députation chargée de traiter avec le gouvernement français, et d'entretenir une correspondance avec les agents des patriotes polonais.

« Je voyais avec peine que cette désunion entre mes compatriotes donnerait une mauvaise impression au gouvernement français, et affligerait tous nos bons compatriotes, qui ne fondaient leurs espérances que sur l'uniformité des principes et sur l'unité d'action de tous ceux qui travailleraient pour le salut de notre patrie. Mais on ne pouvait pas exiger l'impossible, et il était naturel que des individus expatriés, aigris par le malheur, incertains de leur sort futur, travaillés par différentes opinions et indécis sur le mode le plus convenable à suivre pour le rétablissement de la Po-

(1) Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 126.

logne, s'agitassent en sens contraire, sans trouver un seul homme auquel ils pussent accorder toute leur confiance.

« Il y avait sans doute quelques individus, mais en bien petit nombre, et on les montrait au doigt, qui espionnaient les démarches des bons patriotes, pour informer les ministres étrangers, dont ils étaient payés, de tout ce qui se faisait, et pour semer la division par de faux rapports et par des intrigues et des calomnies contre ceux qui voulaient réellement le salut de la patrie ; mais, excepté ce petit nombre, qui formait le rebut de la société, tous les autres n'avaient qu'un désir, celui de pouvoir être utiles à leur pays, et qu'un même but, celui de coopérer de la manière la plus efficace à son rétablissement.

« Malgré toutes les déclamations des ennemis des Polonais contre la désunion qui régnait entre eux, je puis attester qu'il n'y avait dans le fond que deux partis marquants : celui des révolutionnaires, qui croyaient toutes les voies convenables et tous les moyens d'agir admissibles, pourvu que l'on parvînt à rétablir la Pologne; et l'autre parti était celui des modérés et des amis de la constitution du 3 mai, qui craignaient les sentiments exaltés des révolutionnaires et les suites funestes que leur influence pouvait produire auprès du gouvernement français.

« Quant à moi, qui n'avais d'autre intention que de remplir mon devoir, sans tenir exclusivement à aucun des deux partis, j'eus, pendant mon séjour à Constantinople, l'avantage de mériter la confiance de tous deux. Mais, comme la première lettre officielle que je

reçus de Paris était signée par cinq de mes compatriotes qui formaient une députation autorisée et approuvée par le gouvernement français, et que cette députation avait entre ses mains le chiffre dont la copie m'avait été remise avec mes instructions, je ne me livrai point à des recherches inutiles sur la cause de la désunion entre mes compatriotes à Paris, et j'entamai et continuai ma correspondance avec la députation. »

Il est aisé de voir qu'Oguinsky rédigeait ses mémoires pour la postérité, au profit des futurs patriotes polonais. Prodiguant à chaque page des éloges pompeux à la bravoure de la nation polonaise, il ne manque pas en même temps d'attribuer la désunion des émigrés aux gouvernements étrangers, dont les représentants à Paris entretenaient des espions à leur solde. Quant à lui-même, malgré l'abnégation dont il se piquait, il n'a jamais cessé d'être un ennemi implacable des Czartoryisky. La discorde n'était, par conséquent, qu'une suite inévitable de l'existence des différents partis. Soulkovsky, adhérent de Czartoryisky et aide de camp de Bonaparte (1), raconte, dans une lettre à Kirkor, qu'il se trouvait, parmi les Polonais réunis à Paris, des royalistes, des amis de la constitution du 3 mai, des partisans de la révolution de 1794, des républicains modérés et même des jacobins et des démagogues.

Les émigrés polonais à Paris informaient Oguinsky que le gouvernement français était animé des meil-

(1) Soulkovsky périt en 1799, pendant l'expédition d'Égypte.

leures intentions à l'égard de la Pologne, et qu'il se proposait de fournir aux Polonais réfugiés en Turquie des armes et des munitions de guerre pour entretenir une armée de cent mille hommes; que la Porte Ottomane était sur le point de déclarer la guerre à la Russie, et que les Suédois, de leur côté, profitant de la rupture de la paix, s'empresseraient de faire une forte diversion en faveur de la Pologne. Oguinsky fut chargé, en outre, de négocier auprès du Divan un emprunt de cinquante millions de piastres pour les frais de la guerre, et de faire des démarches pour obtenir un nombre suffisant de canons pour l'armée polonaise qui allait s'organiser. Les réfugiés de Paris mandaient, en même temps, à Oguinsky qu'en Pologne on confisquait toutes les terres des émigrés polonais, mais qu'ils étaient fermement persuadés que cet état des choses allait bientôt changer. Enfin, la députation interdisait à Oguinsky toute communication avec Barss, qui ne prenait plus aucune part aux affaires, et lui prescrivait en même temps de s'adresser exclusivement au président de la députation, Mniewski.

Cet avertissement avait été provoqué par la mésintelligence qui régnait entre les membres de la conspiration, et qui augmentait au fur et à mesure que leurs espérances semblaient s'accroître. Czartoryisky s'employait avec ardeur à rétablir la concorde et l'union. Les patriotes polonais, réunis à Cracovie, dressèrent, le 6 janvier 1796, l'acte de confédération (1)

(1) Voyez l'annexe 6.

relatif au rétablissement de la Pologne, pour être présenté par une députation au Directoire. Par ledit acte, ils s'engagèrent à sacrifier leurs biens, leur existence et tout ce qui était en leur pouvoir au premier appel de la nation française (1). Mais ce rapprochement ne fut qu'apparent; bien que ne faisant pas partie de la députation, Barss, représentant des magnats, dont la puissance et l'influence en Pologne étaient bien connues du gouvernement français, continuait ses démarches auprès du Directoire. Pendant qu'au commencement de 1796 le général Guédroïtz était envoyé comme émissaire en Lithuanie pour préparer les esprits et amener les seigneurs du pays à se joindre à la confédération signée à Cracovie, les adhérents de Czartoryisky cherchaient à faire prévaloir l'avis qu'une insurrection privée du concours d'une armée française, non-seulement n'aboutirait à aucun résultat sérieux, mais encore détruirait infailliblement les moyens dont le pays pourrait plus tard avoir besoin pour soutenir une armée qui viendrait combattre pour l'indépendance de la Pologne. La députation avait demandé au gouvernement français que tous les prisonniers de guerre polonais, ainsi que les déserteurs de l'armée autrichienne, fussent envoyés sur les frontières de la Turquie pour former le noyau des forces armées de la nouvelle confédération.

Oguinsky eut peu de succès dans ses démarches auprès de la Porte Ottomane. Le Divan le renvoyait toujours avec l'éternel *bakalym* (nous verrons). Sur ces

(1) Chevé, *Histoire de Pologne*, Paris, 1863, t. II, p. 239.

entrefaites, le ministre de France à Constantinople fut changé. Oguinsky dit dans ses Mémoires que, pour le prévenir de la conduite qu'il devait tenir, on lui avait tracé de Paris le tableau du caractère personnel du ministre Aubert de Bayet, qui venait de remplacer Verninac. On l'avertissait que le nouveau ministre avait des préventions désavantageuses contre les Polonais, mais qu'on avait cherché à le ramener à des dispositions plus favorables, en flattant sa vanité et son ambition, et en lui faisant entendre combien il s'attirerait de gloire et de nouveaux titres à la reconnaissance des amis de la liberté, en travaillant au rétablissement de la Pologne.

Aubert de Bayet avoua confidentiellement à Oguinsky que, dans les instructions qu'on lui avait données à son départ de Paris, on ne parlait que vaguement des affaires de la Pologne, de sorte que le représentant polonais n'obtint du ministre de France autre chose que le conseil adressé aux Polonais d'appliquer chez eux le genre de guerre des Chouans. Les nouvelles qui arrivaient de Stockholm étaient tout aussi peu satisfaisantes, et n'étaient guère de nature à favoriser un soulèvement en Lithuanie. Les Polonais furent loin de retrouver en Suède cet intérêt sympathique et bienveillant que leur avait témoigné Gustave III, alors que ce roi chevaleresque se trouvait sous l'ascendant du baron Armfeld, obligé, depuis la mort du roi, de quitter la Suède (1).

Pendant qu'Oguinsky attendait vainement que la

(1) Voir l'annexe 7.

Turquie se décidât à déclarer la guerre à la Russie, guerre sur laquelle devait se fonder toutes les combinaisons polonaises par rapport à l'insurrection projetée, plus de deux mille réfugiés polonais, réunis en Moldavie, se proposaient de pénétrer en Gallicie. Mais Oguinsky, prévoyant que cette démarche intempestive ne manquerait pas de compromettre la cause nationale, s'empressa de communiquer ce projet au ministre de France, qui, au grand étonnement d'Oguinsky, en parut médiocrement affecté, et lui fit même observer que ce coup hardi pourrait en effet déterminer la Porte Ottomane, dont les lenteurs indisposaient tant les Polonais.

Craignant avec raison que l'invasion projetée de la Moldavie ne donnât l'éveil aux gouvernements intéressés, et n'attirât de nouveaux malheurs sur le pays, dont le moindre serait de nouvelles confiscations, Oguinsky s'empressa de quitter Constantinople pour se rendre dans les principautés, où se trouvait Xavier Dambrowski, faisant jadis partie des démagogues polonais résidant à Paris, et actuellement à la tête des réfugiés polonais concentrés sur le Danube.

N'ignorant pas que le comte Oguinsky était agent polonais à Constantinople, Dambrowski le reçut avec les honneurs dus à un supérieur, lui présenta une quarantaine d'officiers polonais, en lui avouant qu'il s'était fait déclarer lui-même général en chef des armées de la Pologne et de la Lithuanie; que l'acte qui lui conférait ce titre était signé par les officiers présents à Bukharest; et qu'enfin le nombre des émi-

grés se montait à près de deux mille hommes, composés pour la plupart d'anciens militaires.

Séjournant en Turquie et n'ayant reçu de la députation de Paris d'autres instructions que celles d'un agent polonais dans les principautés danubiennes, Dambrowski avec ses adhérents formèrent des projets conformes aux principes de leur parti. Il se proposait de franchir les frontières de la Gallicie, de s'emparer d'abord de toutes les caisses des douanes autrichiennes, pour avoir les moyens d'entretenir sa petite troupe et de l'augmenter par de nouvelles recrues. Avec ces forces réunies, il comptait se diriger sur Lemberg, en calculant ses marches de manière à s'y trouver le jour de la fête des Trois-Rois, c'est-à-dire à l'époque des *Contrats*, où tous les riches propriétaires y arrivaient avec des capitaux. Décidé à envisager comme ennemis de la cause nationale tous ceux des seigneurs qui mettraient de la lenteur à se rallier au mouvement patriotique, il conçut le projet de s'emparer de toutes leurs richesses, pour couvrir les frais de la guerre. Pour réaliser plus facilement ses projets, il voulait renouveler les massacres dont Varsovie et Vilna avaient été, en 1794, le théâtre, en appelant à lui la jeunesse des écoles, excitée par des idées patriotiques, et en armant en même temps les serviteurs et les ouvriers au nom de l'égalité. Il avait même le projet d'ouvrir les prisons, et d'en faire sortir tous les détenus, en leur offrant comme butin la ville et les riches.

Oguinsky, saisi de l'horreur d'un projet aussi criminel, et qui menaçait tous les propriétaires, chercha

à détourner le danger, en effrayant, à son tour, Dambrowski par la responsabilité qu'il allait assumer sur sa tête. Après avoir réussi à le calmer, il s'empressa de se rendre en Gallicie, pour sonder sur les lieux mêmes l'esprit qui animait la noblesse, afin de pouvoir en rendre compte à Paris et former des combinaisons politiques pour l'avenir. Ilinski, l'un des militaires polonais réfugiés en Moldavie, connaissant bien le pays, prit sur lui de faire passer Oguinsky en Gallicie, chez le comte Dziédouchitzky, un des affidés de la conspiration. Après avoir couru les plus grands dangers, Oguinsky, complétement déguisé, arriva à Jablonowo, résidence du comte, où il passa trois semaines en qualité de maître de musique (1). C'est là qu'il eut l'occasion de se concerter avec les premiers moteurs de l'acte de la *confédération* de Cracovie (2), le Directoire ayant conseillé de supprimer le mot *insurrection*, pour ne point choquer la Turquie. Le comte Dziédouchitzky ne s'était pas dissimulé les difficultés que présentait la réunion dans son palais de Jablonowo des principaux conspirateurs; car la surveillance et la sévérité des autorités en Gallicie étaient devenues extrêmes; mais il crut parer à cet inconvénient, en envoyant des émissaires à chacun des affidés, pour les inviter verbalement à se rendre dans sa maison. Oguinsky ayant appris en voyage la nouvelle de la mort de l'impératrice Catherine, on résolut d'attendre les événements. C'est lors du séjour d'Oguinsky en Gallicte (vers la fin de dé-

(1) Voir l'annexe 8.
(2) Grjimaïlo, Lestchinski, Nowakowski, Ratziborowski et Trjésetzki.

cembre 1796), qu'à une des conférences des patriotes polonais tenues dans la maison du comte Dziédouchitzky, il fut décidé : 1° que malgré toutes les bonnes dispositions des habitants de la Gallicie et l'effervescence qui régnait dans les provinces polonaises, il était prudent de ne rien entreprendre avant que la Turquie se fût déclarée en faveur des Polonais, et que le gouvernement français se fût prononcé d'une manière positive; car, dans l'ignorance où l'on était, au fond, des intentions du Directoire, l'opinion de l'ambassadeur de France à Constantinople manquait d'autorité suffisante; 2° que, pour ces motifs, le retour immédiat d'Oguinsky à Constantinople devenant inutile, il était urgent de l'envoyer à Paris pour se concerter avec la députation polonaise et sonder les sentiments du gouvernement français; 3° que l'on remettrait à Oguinsky la copie légalisée de l'acte de la confédération de Cracovie, et 4° qu'on ferait parvenir à Dambrowski à Bukharest la défense expresse de rien entreprendre sans autorisation. En outre, on adressa à la députation une lettre signée par les représentants de la Gallicie, qui prescrivait les démarches à faire auprès du Directoire (1); muni de cette lettre, Oguinsky partit pour Paris.

Dès le début des négociations entamées entre le roi de Prusse et la France, le parti Czartoryisky s'était empressé de proposer au gouvernement français, par l'intermédiaire de son agent Barss, de

(1) Voir l'annexe 9.

profiter de cette occasion pour amener le rétablissement de la Pologne, en faisant comprendre au Directoire qu'il pouvait non-seulement imposer au roi de Prusse la condition de renoncer lui-même à ses acquisitions en Pologne, mais encore s'assurer de son concours pour reprendre les autres provinces polonaises incorporées à l'Autriche et à la Russie. Oguinsky, de son côté, communiqua des observations pareilles à Barss, en y ajoutant que la réalisation de ce projet aurait en outre l'avantage de rétablir l'équilibre européen détruit, à son avis, par le démembrement de la Pologne. Mais le gouvernement français répondit à ces ouvertures que la condition proposée par les Polonais ne pouvait être mise en avant dans les négociations entamées avec le roi de Prusse; que ce serait en arrêter, dès le début, la marche, ou au moins en retarder la conclusion, et que la France avait tout autant besoin de la paix que la Prusse. Pour ne pas trop décourager les Polonais, on leur fit comprendre que la paix avec la Prusse ne pouvait d'ailleurs être de longue durée; qu'il s'agissait avant tout pour la France de se remettre des tristes conséquences de l'anarchie et du régime de la Terreur de 1793; qu'il fallait surtout rétablir l'état des finances et réorganiser l'armée, et qu'enfin, la Prusse ne s'étant pas encore détachée de la coalition, la République française saurait plus tard, avec d'autant plus de courage et d'énergie, arracher la Pologne aux usurpateurs. A l'adresse polonaise signée par un grand nombre d'hommes des plus influents, le Directoire répondit : « Soyez calmes et

tranquilles, comme de vrais républicains; nous n'oublierons jamais les services que vous avez rendus à notre révolution; suspendez pour quelque temps votre vengeance. »

Les patriotes polonais comprirent pour la première fois que la France cherchait une échappatoire; ce qui fit naître de leur part une nouvelle combinaison, celle de reconstituer la Pologne par les seuls moyens de la Prusse et en se servant des sympathies notoires du prince de Prusse pour la cause polonaise. Le prince Adam-Casimir Czartoryisky, pendant son séjour à Dresde, en 1791, avait engagé Henri Dombrowski à quitter l'armée saxonne pour reprendre son ancien service en Pologne. Depuis lors Dombrowski (1) prit part à tous les travaux des patriotes, en remplissant, tour à tour, le rôle de général, de diplomate et de conspirateur. Envoyé en 1796 à Berlin, il fut présenté à la cour, où il eut l'occasion d'assurer au roi qu'il pourrait compter sur le dévouement sincère de tous les Polonais, s'il consentait à mettre un de ses fils sur le trône de Pologne. Le roi Frédéric-Guillaume II laissa cette proposition, fort inattendue, sans réponse.

Cet échec diplomatique fut bientôt suivi d'un autre, plus grave encore : Xavier Dambrowski, après avoir prêté l'oreille aux exhortations d'Oguinsky et renoncé à son projet monstrueux, dont il a été parlé plus haut, chercha à retenir les élans fougueux des réfugiés, en attendant de nouveaux ordres; mais cette réserve

(1) Il ne faut pas le confondre avec Xavier Dambrowski, qui se trouvait à la tête des réfugiés polonais en Moldavie.

de Dambrowski fut paralysée par l'ardeur impatiente du parti démagogique qui s'était adressé à Dénisko. Celui-ci, né en Gallicie, servait d'intermédiaire pour faire passer aux émigrés les secours des seigneurs polonais, que lui transmettait Ratziborowski, membre du comité de Cracovie.

Ayant franchi, à la tête d'une centaine de réfugiés polonais, la frontière de la Gallicie, pour faire un coup de main, Dénisko se trouva bientôt cerné par les troupes autrichiennes; une quinzaine de ses hommes restèrent sur le terrain; douze d'entre eux furent faits prisonniers et pendus sur place, tandis que le reste, Dénisko en tête, prit la fuite, en reprenant le chemin de la Moldavie. Dénisko se rendit alors en Russie pour implorer la magnanimité de l'empereur Paul, qui l'accueillit, en effet, avec bonté et lui permit de s'établir dans l'empire.

Dambrowski, pris de dégoût à la vue de tout ce qui se passait, et se voyant en outre exposé à de grands dangers, ne tarda pas à suivre l'exemple de Dénisko. Il se remit entre les mains des autorités russes, révéla tous les projets de ses compatriotes réfugiés, en livrant les correspondances dont il était dépositaire, et demanda de passer au service de la Russie. L'empereur Paul lui fit obtenir le commandement d'un régiment (1). Cette démarche de Dambrowski provoqua de la part de ses compa-

(1) Oguinsky dit l'avoir revu, en 1802, à Pétersbourg, au commencement du règne de l'empereur Alexandre. Il se trouvait alors mis sous jugement pour des délits graves, dont il avait été inculpé; il fut chassé de l'armée et plus tard envoyé en Sibérie, t. II, p. 248.

triotes des cris d'indignation. Voyant toutes leurs menées découvertes, les réfugiés polonais réunis dans les principautés passèrent en Italie pour y rejoindre les légions nouvellement créées.

CHAPITRE QUATRIÈME.

LES LÉGIONS POLONAISES.

« Je ne sais pourquoi, malgré la sympathie qui règne entre les Français et les Polonais, les Français nous abandonnent toujours dans les crises les plus décisives. »

Paroles de KOSTIOUCHKO.

Projet des émigrés polonais de pénétrer en Gallicie. — Conclusion du traité de paix entre la France et l'Autriche. — Diète polonaise à Milan. — Formation des légions polonaises. — Occupation de Rome. — Le Pape et la France. — Triste sort des légions.

Ainsi que nous venons de le voir dans le chapitre précédent, tous les efforts des patriotes polonais, tant en France qu'en Turquie, en Suède et en Prusse, étaient restés sans succès. La France, il est vrai, ne fut pas avare de consolations et d'encouragements, auxquels les Polonais répondirent par un dévouement sans bornes. Un des émigrés polonais, Podowski, s'était donné pour mission spéciale de travailler, dans

l'intérêt de la France, à insurrectionner la Hongrie et les peuples slaves ; la première par des émissaires polonais, les seconds par les légions d'Italie, pour en former une confédération destinée à tenir en échec l'Autriche, et à servir à la Turquie, cette ancienne alliée de la France, de rempart contre la Russie, ainsi qu'à arracher la Méditerranée aux Anglais pour la restituer au commerce français du Levant. Le Directoire, désirant utiliser les propositions polonaises dans le but de produire une diversion dans les États de l'Autriche, dont les armées combattaient en Italie contre Bonaparte, chargea les patriotes polonais d'exposer leur projet par écrit. La rédaction en fut confiée à Oguinsky et à Wybitzky, et le projet signé par eux, conjointement avec d'autres compatriotes, fut présenté, le 15 avril 1797, au ministre des affaires étrangères (1). Les patriotes polonais, naguère encore rivaux politiques, s'étaient imposé une conduite unanime pour agir auprès du Directoire.

D'après ce projet, les légions polonaises, composées d'environ cinq à six mille hommes, devaient traverser la mer Adriatique pour se rendre en Dalmatie, et tâcher de pénétrer de là en Hongrie, où elles seraient rejointes par environ deux mille Polonais, réunis dans les Principautés danubiennes. Tous ces détachements polonais pouvaient être bientôt renforcés par de nouvelles recrues venant de la Gallicie et même de l'intérieur de la Pologne ; mais ils ne devraient pas trop se rapprocher des frontières de la Russie, pour

(1) Voir l'annexe 11.

ne pas compromettre les seigneurs et les exposer à une invasion de l'armée russe, dont l'empereur d'Autriche pourrait réclamer le secours. En outre, cinq à six mille Français devaient se joindre aux légions polonaises, tandis que les émigrés présents à Paris s'étaient engagés à choisir parmi eux des délégués qui devaient se rendre au quartier général de l'armée d'Italie pour se concerter avec le général Bonaparte ; ils devaient envoyer en même temps deux émissaires en Gallicie, avec une proclamation adressée aux habitants de cette contrée, pour les prévenir des précautions qu'on avait prises afin de les mettre à couvert de toutes poursuites de la part du gouvernement autrichien, et pour les engager à se mettre en relations avec les légions polonaises, et à les renforcer en hommes et en secours d'argent, autant que cela serait en leur pouvoir.

Le Directoire ayant approuvé ce plan, Oguinsky fut au nombre des Polonais chargés de se rendre au quartier général de l'armée d'Italie. Les patriotes triomphaient d'être parvenus à nouer des relations directes avec le Directoire, qui les appelait à prendre une part active aux événements. Grandes étaient la joie et l'espérance, lorsqu'au moment où Oguinsky allait se mettre en route, un courrier, expédié par Bonaparte, apporta la nouvelle des préliminaires de Léoben, signés le 7 avril 1797. « Je prévis dès lors ce qui malheureusement se vérifia, dit Oguinsky dans ses Mémoires (1), c'est que nous n'avions plus

(1) Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 281.

rien à attendre de la France, et que tous les calculs que nous pouvions fonder sur son assistance, depuis qu'elle s'était rapprochée de la cour de Vienne par des négociations de paix, étaient chimériques et illusoires. »

L'influence que Bonaparte commençait à exercer sur les destinées de la France faisait prévoir que des moments critiques allaient surgir pour les démagogues français. Il en devait être de même pour leurs imitateurs polonais, les émigrés, qui tous, de quelque parti qu'ils fussent, se sentirent profondément découragés, et regardèrent dès lors leur cause comme définitivement perdue.

Czartoryisky seul ne se décourageait point; il était persuadé que les cabinets diplomatiques ne pouvaient guère tarder à se rouvrir de nouveau aux Polonais. Mais les nouvelles rassurantes qui arrivaient de Paris finirent par trouver peu de crédit parmi les seigneurs du pays, qui voyaient bien qu'après une année et demie, et malgré les bonnes dispositions du Directoire, dont se prévalaient la députation et Barss, la cause polonaise n'était guère plus avancée. En attendant, la noblesse du pays paraissait peu à peu s'accommoder du nouveau régime; Kozmian lui-même dit dans ses Mémoires (1) qu'une certaine réaction se faisait sentir parmi les propriétaires de la Gallicie orientale, qui non-seulement étaient très-satisfaits de passer pour des Polonais germanisés, mais encore ne dissimulaient pas leurs sentiments antipolo-

(1) Kozmian, *Mémoires*, t. I, p. 248.

nais. Il se trouvait parmi eux bon nombre d'anciens partisans de la confédération de Targovitza, qui par leurs intrigues avaient obtenu des emplois de juges et de commissaires de cercle dans l'administration autrichienne. Leur exemple fut suivi par bien d'autres Polonais; la situation était telle, que l'un d'eux, Siérakowski, déclara hautement que s'il savait qu'il lui restât encore une seule veine polonaise, il se l'arracherait lui-même. L'opinion publique en Gallicie n'osa plus se prononcer en faveur de la Pologne. Ses habitants ne purent prendre part au mouvement intellectuel et littéraire qui commençait à se produire dans les autres contrées polonaises soumises à la Prusse et à la Russie. Les journaux allemands seuls étaient tolérés dans le pays; la noblesse indigène était réduite à des conjectures sur ce qui se passait parmi les Polonais, chaque fois qu'elle apprenait l'arrestation inattendue des hommes comme Ignace Pototzky, et le maréchal de la diète Malakhovsky, Piramavitch Zakrjevsky.

La situation de la Lithuanie, vers la moitié de l'année 1797, était tout à fait la même; les révolutionnaires pouvaient à peine compter sur cette province. Les grâces dont l'empereur Paul avait comblé les seigneurs polonais achevèrent d'attiédir les adhérents du polonisme. En Prusse, les Polonais s'attendaient de jour en jour à la mort du roi Frédéric-Guillaume II, atteint d'une hydropisie incurable (1), événement qui devait réaliser leurs espérances, fondées sur le prince

(1) Il est mort en octobre 1797.

héritier, notoirement connu pour nourrir des sentiments bienveillants à l'égard des Polonais. C'est ainsi qu'après le partage politique, un autre partage, purement moral, conséquence inévitable de la désunion des esprits, semblait scinder la société polonaise. Pour y remédier, on eut recours à un projet étrange, qui ne consistait à rien moins qu'à établir le siége du gouvernement polonais en Italie, et à amener tous les propriétaires fonciers du pays à se soumettre à ce nouveau pouvoir, appelé à faire renaître les anciennes diètes polonaises. Les Czartoryisky, fort experts en l'art de diriger les diètes, crurent y trouver un nouvel élément de régénération pour la Pologne.

Il importait à ce parti, avant tout, de tenir les esprits des habitants du pays sous l'attrait d'un projet mystérieux, n'offrant pas de dangers réels, et susceptible d'entretenir les espérances et les illusions des patriotes. Barss, Wybitzki et Prozor, de leur côté, appuyèrent à Paris l'opportunité d'une diète polonaise à Milan, persuadés qu'ils étaient que les insuccès précédents avaient eu uniquement pour cause le désaccord qui n'avait cessé de régner parmi les Polonais, dont chaque faction et presque chaque moteur avait poursuivi des vues personnelles. La diète de Milan devait concentrer le pouvoir et imprimer aux travaux de la conspiration une unité d'action jusque-là inconnue aux Polonais.

« Il y en a eu, dit Oguinsky dans ses Mémoires, parmi mes compatriotes, qui crurent de bonne foi que, si des mesures révolutionnaires n'avaient pas

réussi, on ne devait pas en conjecturer l'impossibilité de trouver d'autres voies qui pourraient nous conduire au même but. »

Le projet de la diète à Milan fut présenté par les émigrés au Directoire, qui le trouva ridicule; mais la diète était un parti pris des partisans de Czartoryisky, et ils résolurent, en conséquence, pour mystifier le pays, de dresser un acte qui devait contenir l'assentiment du gouvernement français, ainsi que l'adhésion du comte Oguinsky, dont l'influence dans le pays en rendait le concours indispensable. Cet acte devait être adressé au prince Adam-Casimir, avec un appel aux indigènes de prendre part aux travaux de la diète projetée.

Il était impossible au comte Oguinsky de ne pas adhérer à ce projet; un refus de sa part eût été envisagé comme une opposition manifeste. Mais toutes ces démarches auprès du Directoire n'aboutirent qu'à des déclarations vagues de la part de celui-ci, exprimant les sentiments particuliers du ci-devant consul-général de France à Varsovie, Bonneau, plutôt que ceux des membres du Directoire. Oguinsky insista pour que dans le projet de la diète il ne fût point fait mention de l'assentiment du gouvernement français; mais il se vit forcé de céder en partie aux vives remontrances de Barss et de Wybitzki, qui tous deux, partisans chaleureux de Poulawy, l'avaient mis au pied du mur. D'un autre côté, il était également pressé par Dombrowski, qui partageait les mêmes opinions. C'est ainsi que ledit projet, à cause de sa gravité, fut adressé non pas au comité de Cracovie, mais au prince Adam-

Casimir Czartoryisky et aux comtes Ignace Potoztky et Malakhowsky. Dans cet acte, ou plutôt dans cette circulaire, il était dit que le gouvernement français, sans condamner cette mesure, engageait néanmoins les représentants de l'ancienne diète constitutionnelle à peser mûrement leur projet et à agir d'après leur conviction, leurs lumières et leurs sentiments patriotiques. Quelques patriotes signèrent l'acte avec Oguinsky. Une fatalité voulut que Narboutt, qui avait été chargé de ce message, fût arrêté à la frontière et dépouillé de tous les papiers dont il était porteur; le projet ainsi éventé provoqua des enquêtes et des recherches de la part des gouvernements de la Prusse et de l'Autriche. L'habile rédaction de l'acte donna seule la possibilité au prince Czartoryisky et aux comtes Pototzky et Malakhovsky de se disculper, en repoussant toute solidarité avec les émigrés, et en n'attribuant qu'à ces derniers l'initiative de toutes ces intrigues.

Un nouvel astre venait de paraître à l'horizon en France. Les brillantes victoires de Bonaparte faisant pâlir l'importance du Directoire, les patriotes polonais tournèrent leurs regards vers le général en chef de l'armée d'Italie, auprès duquel ils avaient un homme dévoué dans la personne de Soulkowski, l'un de ses aides de camp. Or les désirs ardents des patriotes ne tendaient à rien moins qu'à décider les Français, vainqueurs en Italie, à diriger leur marche victorieuse jusqu'en Pologne. Soulkowski, pressé par Oguinsky, lors de son séjour à Constantinople, mais n'osant pas se charger de faire lui-même cette proposition, con-

seilla à son compatriote de s'adresser personnellement à Bonaparte.

« Soulkowski, dit Oguinsky, me faisait entendre qu'il ne lui était pas possible de parler des affaires de la Pologne à Bonaparte au moment où ce général était absorbé par des opérations militaires en Italie, mais qu'il me conseillait de lui adresser une lettre, au nom de mes compatriotes, en m'assurant qu'elle serait bien accueillie. Il ajoutait que, si nous pouvions intéresser en notre faveur le général Bonaparte, nos espérances pour le rétablissement de la Pologne ne seraient plus douteuses. »

Oguinsky écrivit en conséquence à Bonaparte le 10 août 1796 (1). Voici quelques passages de cette lettre : « Quinze millions de Polonais, jadis indépendants, aujourd'hui victimes de la force des circonstances, fixent leurs regards sur vous. Ils voudraient percer cette barrière qui les sépare de vous pour partager vos dangers, pour vous couronner de nouveaux lauriers, et pour ajouter à tous les titres que vous avez acquis celui de père des opprimés.

« Ne perdez point de vue, citoyen général, cette nation que ses malheurs rendent intéressante. Hâtez-vous de faire connaître à l'univers entier que la France fait consister sa gloire à protéger les faibles et à assurer le bonheur des peuples qui réclament sa protection, en rendant la liberté et l'indépendance aux nations qui en ont été privées, et faites en sorte que, depuis le centre de l'Italie jusqu'aux sources du Bo-

(1) Voir l'annexe 11.

rysthène, les peuples, rentrés dans leurs droits, chérissent en vous l'ami de l'humanité et respectent le guerrier vainqueur. »

Quoique cette lettre fût restée sans réponse, Soulkowski annonça néanmoins à Oguinsky que Bonaparte ne manquait pas de sentiments bienveillants à l'égard des Polonais ; que le partage de la Pologne était, à son avis, un acte d'iniquité qui ne pouvait se soutenir..... qu'après avoir terminé la guerre en Italie, il irait lui-même, à la tête des Français, pour forcer les Russes à restituer la Pologne.

Ces paroles encourageantes et profondément gravées dans l'esprit des Polonais firent naître l'idée, appuyée par le prince Adam-Casimir Czartoryisky, que, pour achever de gagner la bienveillance de Bonaparte, seule planche de salut des Polonais, il était de la dernière urgence de procéder immédiatement à la formation des légions polonaises, appelées à combattre à côté de l'armée française.

Les seigneurs, retenus dans le pays par la crainte de voir leurs biens confisqués, prêtaient leur concours à la cause polonaise avec cette prudence calculée qui leur servit plus tard aussi de guide pour préparer le pays à recevoir une invasion étrangère, tout en restant eux-mêmes de côté et en dirigeant les événements par leur sourde influence.

Le comte Oguinsky s'était adressé directement au général en chef de l'armée française en Italie, tandis que le général Dombrowski, se fondant sur l'acte insurrectionnel de Cracovie, après son voyage à Berlin, s'était rendu à Paris, avec le projet arrêté de former

des légions polonaises comme corps auxiliaire de l'armée républicaine; projet qui fut accepté par le général Bonaparte. La création de ces légions eut lieu au commencement de 1797, à la suite d'une proclamation de Dombrowski adressée à ses compatriotes (1). Sans faire partie de l'armée française, ces légions devaient être entretenues, selon la volonté de Bonaparte, aux frais de la république lombarde, transformée peu après en république Cisalpine (2). Ne comptant d'abord que mille deux cents légionnaires pris parmi les réfugiés polonais, leur nombre monta bientôt à six mille hommes. Les Polonais réunis en Moldavie furent également dirigés vers l'Italie. Décimées dans maints combats, les légions polonaises, renaissant toujours à mesure qu'elles périssaient, finirent par atteindre le chiffre de quinze mille hommes (3). La Prusse fournissait le plus grand contingent, ce qui s'explique par la situation où s'y trouvaient les affaires polonaises, ainsi que par la pression que les autorités prussiennes, excitées par les seigneurs, exerçaient sur la petite noblesse. Grâce aux moyens fournis par les propriétaires aisés, l'enrôlement pour les légions s'effectuait par l'entremise des prêtres. L'aristocratie polonaise en Prusse avait fait comprendre au gouverneur Voss que l'empressement qui s'était manifesté parmi la petite noblesse pour aller grossir les rangs des légions ne pouvait que servir les intérêts de l'État, en purgeant le pays des esprits turbulents. On avait

(1) Voir l'annexe 12.
(2) Voir l'annexe 13.
(3) Mitzkiévitch, *Hist. de Pologne*, p. 495.

cherché à faire valoir les mêmes arguments en Lithuanie devant Dérjavine, désigné dans le même but par l'empereur Paul; mais l'envoyé du tzar ne tarda pas à se convaincre sur les lieux que l'initiative de ce mouvement général en faveur des légions partait du sein des seigneurs polonais et des prêtres latins.

Toutes les espérances des Polonais s'étaient ainsi concentrées sur les légions, lorsque les traités de paix conclus spontanément par la République française, en 1796, avec la Prusse, et l'année suivante avec l'Autriche, vinrent détruire tous les rêves des patriotes. « Réduits, dit Roux-Ferrand (1), à former de nouveaux projets, à vivre de nouvelles espérances à défaut de réalité, ils se divisèrent, non dans le but, mais sur les moyens de succès, et peu à peu le découragement se mit dans leurs rangs. Wybitzki seul essaya en vain de relever la force morale de ses compatriotes. Voyant que la cause nationale se perdait à Paris par la faute de ses propres défenseurs, il quitta cette capitale pour rejoindre le général Dombrowski. Là, du moins, il trouva l'énergie et la constance jointes à la capacité et à un dévouement absolu; aussi s'attacha-t-il à unir ses efforts aux siens. Diplomate habile, il contribua puissamment à fixer l'attention sur ces guerriers, dont la réputation devint plus tard européenne. Il rédigeait les mémoires conçus et présentés par Dombrowski, pour réclamer le rétablissement de la Pologne. »

On ne peut guère reprocher aux Polonais de pécher

(1) Roux-Ferrand, *Histoire populaire de la Pologne*, p. 67.

par excès de modestie; ils en manquaient surtout alors que, entraînés par une ardeur patriotique, ils s'abandonnaient à une jactance des plus présomptueuses. Les récits ampoulés des auteurs de cette époque étaient évidemment destinés à entretenir les sympathies de la France pour la Pologne, et à servir, dans l'histoire, de monument éternel consacré aux hauts faits d'armes des légions polonaises combattant dans les rangs de l'armée française. Seule, la crainte de froisser l'amour-propre des Français imposait une certaine pudeur aux auteurs polonais dont les ouvrages furent publiés en langues étrangères, et qui durent se borner à représenter les légions de Dombrowski comme rivalisant de bravoure avec les demi-brigades françaises. En revanche, ces mêmes exploits publiés par la littérature polonaise portent le cachet de la vanterie la plus ridicule. C'est ainsi que, dans la biographie de Soulkowski, qui s'est distingué, le 3 septembre 1796, par la prise d'une batterie ennemie, à la tête des grenadiers français, il est dit, entre autres, que le Directoire voyait en lui le futur candidat au commandement en chef de l'armée, en cas de mort de Bonaparte.

Le général investi du commandement des légions polonaises, Henri Dombrowski, voyant que, dans les négociations entamées avec l'Autriche, il n'avait nullement été question de la Pologne, adressa, le 10 juillet 1797, au général Bonaparte, une longue épître (1) dans laquelle il disait entre autres : « Le moment est arrivé où une paix générale doit assurer le sort de

(1) Voyez l'annexe 14.

l'Europe et fixer la destinée des puissances qui la composent. Dans un moment aussi intéressant, personne ne s'assoupira sur ses propres intérêts, et les ennemis de la France, même ceux qui ont fait le plus de mal à l'humanité, chercheront à s'assurer un sort quelconque, tandis que les Polonais, oubliés, resteront les seules victimes ; et pourquoi ? pour avoir servi la cause de la liberté, pour avoir montré à l'Europe que dans l'espace de cinq mois, éloignés de trois cents milles de leur patrie, ils ont pu former un corps de six mille hommes (1). »

Les premières légions furent presque complétement détruites en 1799, pendant la campagne de Souvoroff en Italie ; mais, après le retour de Bonaparte d'Égypte, elles furent formées de nouveau et incorporées cette fois dans l'armée française. Dombrowski proposa d'en élever le nombre jusqu'à trente mille hommes, qui devaient servir d'avant-garde à l'armée française, en marche pour rétablir la Pologne. L'idée que l'existence de leur patrie indépendante était indispensable à l'équilibre européen, ne quittait pas un moment les patriotes polonais.

On créa deux légions de tous les Polonais qui entraient au service de la France. Kniajévitch en commandait une, faisant partie du corps du général Saint-Suzan, sur le Bas-Rhin. Employée toujours aux moments les plus décisifs des batailles, elle périt presque tout entière. L'autre, sous les ordres de Dombrowski, se distingua en Italie par son intrépidité et sa bra-

(1) Voyez l'annexe 15.

voure, à côté des troupes commandées par Bonaparte en personne. Wybitzki se chargea d'en glorifier les hauts faits. Bonaparte, en complimentant, selon son habitude, ses soldats après la victoire, louait aussi les légions polonaises qui avaient combattu sous ses yeux, et dont les pertes nombreuses se réparaient immédiatement par les patriotes du pays. Décimées par des combats meurtriers, elles trouvaient toujours, comme nous l'avons dit plus haut, grâce aux élans patriotiques des indigènes, le moyen de se réorganiser par de nouveaux volontaires qui accouraient en Italie rejoindre leurs frères d'armes.

Pendant que l'empereur Paul, dans la protection particulière qu'il témoignait au culte catholique en Russie, allait jusqu'à proposer au pape Pie VI un asile dans ses États contre les persécutions des troupes de la République française (1), le clergé polonais excitait la noblesse de la Russie occidentale à grossir les rangs des légions polonaises en Italie, destinées à délivrer le catholicisme en Pologne de l'oppression moscovite, juste au moment où la légion polonaise entrait à Rome pour en expulser le Saint-Père. Comment ces événements sont-ils retracés dans les annales de la cause polonaise? Adam Mitzkiévitch, dans son *Histoire populaire de Pologne*, passe sous silence ce fait notoire, que ce furent précisément les légions polonaises qui avaient été chargées de chasser Pie VI de sa résidence, et qu'elles remplirent en effet cette mission en occupant Rome le 3 mai 1798. Chevé, dans son panégy-

(1) Comte Tolstoy, *le Catholicisme en Russie*, t. II, p. 99.

rique consacré aux Polonais, écrit (1) : « Dombrowski entra dans la ville éternelle à la tête de ses légions le jour anniversaire de la constitution du 3 mai ; le premier bataillon occupa la capitale. L'étendard de Mahomet, que jadis Sobieski, après la délivrance de Vienne, en 1683, avait déposé avec son sabre à Notre-Dame de Lorette, furent les glorieux trophées que le consulat offrit à Dombrowski. L'étendard suivit dès lors le quartier général des légions, et le sabre fut envoyé à Kostiouchko. Le général en chef des Polonais autorisa la célébration solennelle de la fête de Saint-Stanislas, patron de la Pologne, dans leur église nationale de Rome, fondée en 1580 par le cardinal Hosius. »

« C'est à cette époque, dit à son tour Roux-Ferrand (2), que le Saint-Père, obligé de terminer son règne temporel, quittait sa résidence pontificale et allait chercher un asile dans une cellule de la Chartreuse, à Florence.... Les légions polonaises n'étaient pour rien dans cette révolution religieuse et politique. » « Ainsi, dit Chodzko (3), on vit une poignée d'hommes, exilés de leur pays et jouets d'un sort contraire, venir s'asseoir sur les débris de la splendeur romaine. »

C'est de pareilles versions que se nourrit la jeunesse polonaise sur un fait qui fut le premier pas du futur empereur des Français pour arriver à la réalisation de l'idée napoléonienne, de transporter le Saint-Siége

(1) Chevé, *Histoire de Pologne*, t. II, p. 241.
(2) Roux-Ferrand, *Histoire populaire de Pologne*, p. 67.
(3) Chodzko, *Histoire des légions polonaises en Italie.*

en France, pour être à même de gouverner à la fois le monde spirituel et le monde politique.

« La formation des légions polonaises, dit encore Chevé (1), rendit d'immenses services à la France et contribua puissamment aux victoires et aux prodigieux succès de Bonaparte. Il ne fut pas longtemps à s'apercevoir que les Polonais lui étaient indispensables, et qu'il ne pouvait attaquer la Prusse, l'Autriche et la Russie sans les avoir pour lui. »

Déjà, après la victoire de Marengo, Dombrowski avait rêvé une expédition en Pologne, en proposant d'y conduire ses légions par la Hongrie (2); mais Duroc, aide de camp de Bonaparte, venait d'être envoyé à Saint-Pétersbourg pour entamer des négociations de paix, et tous ces projets furent détruits. Les légions polonaises reçurent alors l'ordre de s'embarquer pour l'île de Saint-Domingue. Se trouvant à la solde du gouvernement français, leurs velléités de s'opposer à cet ordre furent bientôt réprimées par l'arrivée des troupes et des batteries françaises; huit mille Polonais, sous le commandement de Jablonowsky, furent forcés de s'embarquer pour l'Amérique.

Ce fait se trouve également cité par Chevé (3), qui confirme que, malgré toutes leurs protestations et leur résistance, les légions polonaises, sous la menace d'être mitraillées, furent embarquées, à Gênes et à Livourne, pour la fatale expédition de Saint-Do-

(1) Chevé, *Histoire de Pologne*, t. II, p. 240.
(2) Mitzkiévitch, *Histoire populaire de Pologne*, p. 543.
(3) Chevé, *Histoire de Pologne*, t. II, p. 246.

mingue, où elles périrent presque entièrement sous la triple influence du climat, des maladies et de la guerre. Une partie fort minime fut incorporée à Naples dans les troupes placées sous les ordres de Murat.

Telle fut la fin déplorable des légions polonaises, œuvre de la première émigration.

CHAPITRE CINQUIÈME.

LA GALLICIE DEPUIS AUSTERLITZ JUSQU'A LA PRISE DE VARSOVIE EN 1831.

« L'empereur (Napoléon) veut non-seulement ne point faire naître l'idée de la renaissance de la Pologne, si éloignée de sa pensée, mais il est disposé à concourir avec l'empereur Alexandre à tout ce qui pourra en effacer à jamais le souvenir dans les cœurs de ses anciens habitants. Sa Majesté approuve que les mots *Pologne* et *Polonais* disparaissent non-seulement de toutes les transactions politiques, mais même de l'histoire. »

M. de CHAMPAGNY, ministre des affaires étrangères de NAPOLÉON Ier (plus tard duc de *Cadore*), au chancelier de l'empire de Russie, comte ROUMIANTZOFF (*Dépêche* du 20 octobre, 1809).

L'Autriche change de régime. — Création du duché de Varsovie. — Campagne de 1809. — Zamoïsky, Grjimaïlo et Venglensky. — La désunion dans l'administration de la Gallicie. — Le congrès de Vienne. — La Gallicie retombe sous la domination autrichienne. — Prévisions du prince de Metternich. — Haüer et le baron Krieg. — La population russienne. — La révolution de 1830. — Conduite de l'Autriche.

La part active qu'avaient prise les Czartoryisky au mouvement séditieux se révéla dès le lendemain de la chute de la Pologne. Avant la prise d'armes de Kostiouchko, ils avaient transporté leur résidence de

Dresde à Vienne ; pendant la guerre, ils se trouvaient à Siéniava en Gallicie, et à l'époque de la signature du fameux acte de l'insurrection, en 1795, ils passaient l'hiver à Cracovie. Poulawy, rapidement reconstruite, ne présentait plus aucunes traces de sa dévastation récente, et nous voyons bientôt les Czartoryisky s'y réinstaller. Depuis lors on voit l'esprit séditieux se ranimer à Varsovie, tandis qu'il s'apaise en Gallicie, naguère encore, au lendemain de la chute de la République, le principal foyer révolutionnaire. En Autriche, après le coup de main de Dénisko, le gouvernement avait changé de régime et étendu une stricte surveillance sur toutes les menées polonaises, tandis qu'en Prusse, avec l'avénement au trône du jeune roi, les Polonais avaient trouvé quelques adoucissements à leur sort dans la conduite bienveillante de Frédéric-Guillaume III à leur égard.

Grâce aux mesures rigoureuses du gouvernement autrichien, les habitants de la Gallicie furent tenus à l'abri de toute contagion révolutionnaire. Les seigneurs polonais, réduits à cacher soigneusement leurs rêves patriotiques, s'empressèrent de nouer de bonnes relations avec les autorités. La même réserve fut observée au sein du clergé polonais, malgré les excitations de Rome, qui avait entraîné le clergé supérieur en Prusse, grâce à l'initiative de l'archevêque de Gnésen, encouragé par l'apparition des Czartoryisky à Poulawy, à adhérer, en 1798, au mouvement séditieux. Pour exciter les masses en Gallicie, le clergé polonais, couvrant les menées politiques du voile religieux, avait proclamé la sainte Vierge reine de Po-

logne; mais il fut sévèrement interdit par le gouvernement de qualifier ainsi la sainte Vierge, et de l'invoquer sous ce titre dans les prières.

Pendant la campagne de 1805 contre l'Autriche, la tranquillité n'avait cessé de régner en Gallicie.

Mais cet état des choses changea avec la création du duché de Varsovie en 1807. L'activité séditieuse en Pologne, jusque-là voilée, devint alors manifeste, et l'administration autrichienne ne fut plus en état d'arrêter le débordement du polonisme, franchissant les frontières de la Gallicie et venant gagner les patriotes indigènes. Lorsque, en 1809, la guerre éclata de nouveau entre la France et l'Autriche, l'armée polonaise, commandée par le prince Poniatowsky, mit le pied sur le territoire autrichien, tandis que la Gallicie orientale était envahie par les Russes, alors alliés de Napoléon. L'armée polonaise fut reçue avec des cris de joie; les dames, électrisées par l'aspect des aigles nationales, agitaient frénétiquement leurs mouchoirs du haut des balcons, jetaient des bouquets, tandis que les magnats, désireux de renforcer les troupes, enrôlaient et équipaient à leurs frais des compagnies, des escadrons et des régiments entiers (1). Les employés polonais, à de rares exceptions près, tenaient le chef de l'armée polonaise au courant des déplacements et des mouvements de l'armée autrichienne, interceptaient même les patrouilles et les

(1) Kazmian, *Mémoires*, t. II, p. 10. C'est ainsi que le prince Czartoryisky, fils puîné du prince Adam-Casimir, de même que son cousin Zamoïsky, montèrent chacun un régiment; Malakhovsky et Podhorsky formèrent à leurs frais deux escadrons.

livraient comme prisonniers de guerre aux soldats de Poniatowsky (1). Voyant la contrée délivrée des forces ennemies, les Polonais établirent d'abord un gouvernement provisoire à Klémentovitze, domaine du comte Ignace Pototzky (2), et le transportèrent ensuite à Lemberg, en le subordonnant à l'administration centrale, siégeant à Varsovie. La mésintelligence ne tarda pas cependant à éclater parmi eux.

La première cause de leur désunion fut la nomination, par Poniatowsky, d'un intendant qu'il avait fait venir de Varsovie pour le service des vivres destinés aux troupes russes entrées dans le pays; cet intendant, nommé Rembiélinski, à son arrivée à Lublin, s'installa dans la plus belle maison de la ville, avec un grand déploiement de confort et de luxe, se fit payer dix ducats par jour, et éleva d'autres prétentions exorbitantes, qui faisaient sentir la prééminence du duché de Varsovie sur la Gallicie. A ces griefs vinrent s'en ajouter encore d'autres provoqués par des intérêts personnels et des jalousies tout aussi futiles.

Après la pacification de l'Europe en 1815, l'Autriche, rentrée en possession de la Gallicie, se mit avec ardeur non-seulement à rétablir l'ancien régime, mais elle alla même plus loin. L'occupation temporaire du cercle de Tarnopol par la Russie y avait ranimé des traditions nationales. Ainsi, depuis que la Podolie n'était plus séparée de la Gallicie orientale, annexée à la Russie par le traité de paix signé à

(1) Kozmian, *Mémoires*, t. II, *La Gallicie occidentale*, en 1809.
(2) Kozmian, *idem*, p. 8.

Vienne en 1809, beaucoup d'habitants de la province nouvellement réunie, surtout les femmes, en dépit des doctrines séculaires sur l'Union et sur Rome, avaient appris à regarder avec vénération les temples orthodoxes de Kiew et à s'y rendre en pieux pèlerinage, sans profiter du voisinage du monastère de Potchaïew. L'introduction de la métropole grecque-unie de Galitch n'avait même pu affaiblir l'importance de celle de Kiew. Le métropolitain grec-uni, malgré toute l'opposition du clergé romain, fut confirmé en 1809 en Gallicie, et grande fut la joie du peuple russien lorsque l'empereur François assista (1) à tout un service dans la cathédrale de Lemberg. Ce fut la première fois, depuis cinq siècles, qu'un temple de la religion d'Orient vit le souverain dans son enceinte pendant l'office divin, jusqu'alors objet de dérision et de mépris de la part des catholiques (2).

De plus, après toutes les menées du polonisme durant les guerres de Napoléon, le gouvernement autrichien mit toute son ardeur à opposer à l'élément nobiliaire, qui lui était tacitement hostile, un autre élément plus sûr, et sur lequel il pouvait compter avec sécurité, — l'élément villageois.

Le prince de Metternich, en diplomate consommé, avait prévu les conséquences probables devant résulter de la reconstitution d'un royaume de Pologne et de la régénération de la nationalité polonaise. Aussi, pour contrecarrer les vues de Czartoryisky au congrès

(1) En 1817.
(2) *Polnische Revolutionen*, p. 19.

de Vienne, chercha-t-il à détourner l'empereur Alexandre de ses projets à l'égard de la Pologne; mais le patriote polonais l'emporta sur le diplomate autrichien. En revanche, lorsque le polonisme, protégé par le pouvoir et les autorités, se fut propagé rapidement dans le royaume de Pologne, devenu le foyer de la sédition, le prince de Metternich travailla avec d'autant plus de soin et d'énergie à extirper la nationalité polonaise du sol de la Gallicie. Le gouvernement autrichien se fit le défenseur zélé des villageois, sans toutefois les détacher de leurs seigneurs; la corvée fut réglée, mais le propriétaire continua à disposer arbitrairement de la terre du paysan, à faire le choix des conscrits pour le service militaire, droit qui lui donnait une immense autorité morale sur l'esprit des paysans, quoique devenus, en quelque sorte, libres. Un double jeu se jouait à Vienne : le gouvernement, tout en se méfiant des seigneurs polonais, s'appliquait cependant à les ménager; tandis que ces mêmes seigneurs tramaient des complots à Varsovie, sans cesser de prodiguer des protestations de dévouement à l'Autriche.

Le baron Haüer, appelé le premier au poste de gouverneur de la Gallicie, après le rétablissement de la paix en Europe, déploya beaucoup d'énergie pour introduire de l'ordre dans les affaires du pays. Mais le véritable réformateur fut le baron Krieg, président du gouvernement (Lands-président). Les gouverneurs étaient souvent changés; mais le baron Krieg garda son poste jusqu'en 1848, ne cessant, pendant plus de trente ans, d'être l'aide et le confi-

dent de tous les gouverneurs qui s'étaient succédé, et de trouver dans le prince de Metternich appui et protection.

Le baron Krieg était guidé par une seule et unique pensée, — celle d'affaiblir l'élément séditieux en l'isolant et en le séparant du reste de la population. L'impulsion qu'il a donnée aux affaires du pays exerça une influence marquée sur les événements ultérieurs. Jusque-là les autorités autrichiennes n'avaient envisagé le peuple russien que d'après les idées émises par les Polonais. Le baron Krieg se mit lui-même à étudier ce peuple. Le gouvernement s'était attaché à relever la condition de la population villageoise pour l'opposer aux seigneurs, et, tout en ménageant d'ailleurs ces derniers, il sut tirer partie de ce que les enfants de la noblesse recevaient leur éducation en langue française, pour atténuer l'influence du polonisme, résultant du voisinage du royaume nouvellement créé. En outre, la langue allemande étant devenue partout celle de l'enseignement dans les établissements de la Couronne, le polonais ne fut enseigné que comme langue étrangère. Dans la Gallicie orientale la germanisation des classes privilégiées commença par la population indigène polonisée, moins nombreuse cependant que la population russienne. Pour entretenir cette germanisation, le gouvernement avait adopté une mesure, conseillée par le baron Krieg, c'était de n'admettre au service de l'État que des indigènes ayant rompu avec le polonisme et avec l'usage de la langue polonaise dans

leur intérieur. De même, au service militaire un Polonais ne pouvait avancer que jusqu'au grade de capitaine. La religion ne les distinguant pas des Autrichiens, tous les Galliciens qui, sans arrière-pensées, s'étaient sincèrement attachés à leur nouvelle patrie, non-seulement retranchaient les lettres sifflantes de leurs noms polonais, mais en changeaient même complétement la forme; ainsi des Zalesky devenaient des Zollich, et ainsi de suite. Aux efforts incessants des patriotes polonais pour conserver les dénominations géographiques polonaises, le gouvernement opposa une ténacité non moins grande à les remplacer dans la langue officielle par des noms allemands, tandis que dans la Gallicie orientale les anciens noms des villes et des villages se sont conservés jusqu'à présent parmi le peuple. Les patriotes galliciens ne cessaient de regretter que la flexibilité de la langue russienne ne permît pas d'introduire dans le nom de leur ville principale Lvow (Lemberg) ne fût-ce qu'une seule lettre sifflante.

Agissant systématiquement dans l'œuvre de la dépolonisation de la Gallicie, le baron Krieg s'attacha, comme nous l'avons dit, à relever la condition des villageois, au détriment de la noblesse, et à refouler le polonisme par la préférence qu'il accordait à la population russienne. Il prit sous sa protection particulière cette nationalité, dont il avait découvert les débris, et qui devait servir à l'Autriche, dépourvue de toute nationalité prédominante, pour préserver la Gallicie des aspirations polonaises, et

même de celles de la Russie. Aussi le baron Krieg entreprit-il de créer artificiellement une nouvelle nationalité gallico-russienne, appelée plus tard *ruthène*. Il mit toute sa sollicitude à développer les aptitudes naturelles du peuple russien au moyen de l'instruction et de la création d'un idiome particulier, dit *le ruthène*. Mais tous les efforts du baron Krieg vinrent se briser contre l'opposition tenace de la noblesse, qui ne voulait admettre pour l'enseignement public d'autre langue que celle de leur pays. Ce n'est qu'en 1844, époque à laquelle Kouziémski vint donner un nouvel essor aux affaires, que la situation changea; grâce à l'impulsion énergique imprimée au consistoire grec-uni, ce prélat parvint enfin à gagner à ses tendances les autorités elles-mêmes. Après plusieurs siècles d'ostracisme, la langue primitive du peuple fut enfin introduite dans les écoles primaires. C'est donc aux efforts de Kouziémski et à la protection chaleureuse du baron Krieg que l'idiome du peuple russien dut sa régénération.

Grâce à cette préférence marquée qu'il s'appliquait à témoigner partout et toujours aux villageois, et surtout aux Russiens, sur la noblesse et les Polonais, le baron Krieg rendit les plus grands services à la Gallicie et à la maison d'Autriche.

Le gouvernement avait, par ignorance plutôt que par système, prêté jusque-là peu d'attention à la langue du pays, qui se vit ainsi refoulée au fond du plan. Cet état des choses eût infailliblement fini par amener le peuple russien à se jeter dans les bras de la grande nation russe.

C'est en 1819 que fut imprimé le premier alphabet russien. Vingt ans après, un des écrivains du pays avait, sous l'influence du polonisme, proposé l'introduction de l'orthographe polonaise ; mais cette proposition eut le même sort que la fameuse attaque dirigée par le ministère Thun contre l'alphabet russe, qu'on avait voulu exclure même des livres d'église. Quiconque connaît tant soit peu les langues slaves ne saurait que féliciter les habitants de la Gallicie d'avoir réussi à conserver cet alphabet cyrillien, seul applicable aux sons slaves des Tchèques, des Slovaques, des Polonais, des Croates et des autres peuples de la même race.

L'activité littéraire déployée par quelques hommes de lettres russiens avait, dès le début, donné l'éveil aux Polonais, qui se mirent avec empressement à rassembler et à composer, eux aussi, des chansons populaires russiennes, dans le but d'étouffer les élans d'indépendance littéraire des écrivains indigènes. Vains efforts ! « Tant que le monde existera, le Russe et le Polonais ne seront pas frères, » dit un proverbe russien, et les événements de 1846 et de 1848 ont prouvé que les Russiens de Galitch s'attachaient de plus en plus à la monarchie et à la maison d'Autriche.

Lors de la réorganisation de la Gallicie, le baron Krieg rencontra bien des obstacles à la formation d'une administration locale propre à répondre au but qu'il se proposait. Le gouvernement autrichien se trouva, à cet égard, par la force même des circonstances, dans des conditions incontestablement

moins favorables que celles dans lesquelles se trouvait la Prusse. A l'amalgame déjà assez grand de nationalités diverses, composant l'empire d'Autriche, était venue se joindre une nouvelle nationalité dans une province qui, par sa position géographique, était trop éloignée des peuples allemands de l'empire; tandis que dans la Prusse, arrondie par le dernier partage de la Pologne, les Allemands s'étaient portés en masse vers les anciennes frontières de la République. L'Autriche, à défaut d'une nationalité distincte, avait pendant longtemps évité toute mesure propre à mécontenter les Polonais des classes privilégiées, espérant les attirer à elle par la douceur. Les Polonais de la Gallicie, à leur tour, s'étaient longtemps imposé le silence à l'égard des droits octroyés aux villageois, ainsi que sur la réorganisation du clergé grec-uni, de crainte de démentir eux-mêmes leurs phrases ronflantes sur le libéralisme, le progrès et la justice. Le gouvernement, de son côté, s'était interdit soigneusement de soulever la question de la propriété foncière; aussi les masses nobiliaires avaient-elles gardé longtemps une attitude calme, de sorte que l'administration locale avait pu être prise dans le sein de la noblesse indigène. Après 1815 le gouvernement avait, il est vrai, tenté d'imprimer une nouvelle direction à l'administration de la Gallicie, par la nomination de plusieurs fonctionnaires originaires des autres provinces de l'empire; mais il n'avait pu arriver aux mêmes résultats que son heureuse voisine, la Prusse, dont le gouvernement avait pu introduire l'élément allemand, non-seulement par la

voie des immunités et des exemptions fort larges, mais encore par sa sollicitude pour le bien-être et la prospérité des populations. En dehors du traitement considérable dont jouissaient les employés depuis l'époque de Frédéric le Grand, la plupart des fonctionnaires possédaient des fortunes particulières indépendantes. Cette différence des conditions matérielles faisait pencher la balance du côté de la Prusse, alors qu'en Autriche les employés allemands arrivés en Gallicie, pauvres pour la plupart, se trouvèrent en face d'une vénalité très-développée. Les petits employés se laissaient gagner par les largesses des seigneurs polonais, contrairement à ce qui se passait en Prusse, où l'aisance des employés leur permettait de résister à la concussion.

La démoralisation s'étant manifestée parmi les employés allemands qui étaient venus s'établir en Gallicie, et cet état des choses n'ayant pu que favoriser les vues nobiliaires et décréditer le gouvernement aux yeux de la population, exposée aux vexations et à l'arbitraire, Krieg et Haüer se donnèrent la main et entreprirent énergiquement de purger l'administration du pays, en attirant au service de la Gallicie des hommes distingués par leur intelligence et leur intégrité, pour en former une nouvelle administration, pénétrée de principes plus avouables. Le baron Krieg, continuellement à la recherche des hommes de cette trempe, eut soin de se débarrasser en même temps des individus recommandés spécialement par les seigneurs polonais établis à Vienne, en les congédiant sans aucun ménagement, ainsi que tous ceux

dont la vénalité était reconnue. Ces indignes serviteurs de l'État, au nombre desquels figuraient plusieurs fonctionnaires haut placés, furent mis à la retraite d'une façon équivalente à une disgrâce. Après l'arrivée dans le pays des nouveaux employés, appelés des autres provinces de l'empire, surtout de l'intelligente Bohême, on parvint à purifier l'administration et à former une nouvelle classe de fonctionnaires, dont l'irréprochable conduite leur acquit bientôt un certain crédit dans les hautes sphères autrichiennes, ce qui ne manqua pas de relever encore leur honorabilité et d'exercer une influence salutaire sur les affaires publiques. Mais avec l'arrivée de ces nouveaux employés s'accrut aussi l'antagonisme des Polonais à l'égard de l'administration. Les principes de justice et d'équité, qui animaient les autorités, se reflétèrent en 1831 sur le dévouement des Galliciens à l'État, dévouement qui se manifesta d'une manière encore plus évidente pendant les troubles ultérieurs.

Toutefois cette dignité de l'administration, œuvre de Krieg, ne se soutint que grâce à ses soins personnels; elle n'avait pas poussé de fortes racines dans le pays. Aussi, avec la retraite de Krieg, en 1848, la situation changea-t-elle complétement, et le polonisme en profita pour regagner, quelques années plus tard, son ancienne influence.

Mais n'anticipons pas sur les événements; il est indispensable, avant tout, de voir le rôle que joua la Gallicie pendant la première révolution, dont le royaume de Pologne fut le théâtre après le congrès

de Vienne. En 1831 se réalisèrent les prédictions faites par le prince de Metternich au congrès, où les lamentations polonaises étaient parvenues à attendrir la Russie.

La révolution qui avait éclaté à Varsovie ayant trouvé de l'écho dans les cœurs de la noblesse en Gallicie, le gouvernement autrichien fit marcher ses troupes vers les frontières de la Pologne, et prit des mesures très-vigoureuses pour s'opposer au développement de la révolte au-delà des limites du royaume. Mais il se remit bientôt de ses craintes en présence de l'attitude menaçante qui s'était manifestée au sein de la population à l'égard du mouvement séditieux. Aussitôt que le cabinet de Vienne eut la certitude que la révolution en Pologne n'entraînerait point l'Europe dans une guerre générale, il ne craignit plus pour l'issue de la lutte engagée. L'Autriche changea de tactique, sans toutefois perdre de vue le but qu'elle avait poursuivi jusque-là, et qui consistait à affaiblir graduellement l'élément nobiliaire. Les seigneurs polonais, toujours peu prévoyants, donnèrent dans le piége. Voyant que le gouvernement autrichien restait complétement indifférent aux préparatifs des Polonais, la noblesse attribua les formes apparentes de la surveillance, établie le long de la frontière, à des ruses diplomatiques à l'égard de la Russie; et elle ne douta plus du succès des calculs diplomatiques du prince Czartoryisky, persuadée qu'elle était que l'Autriche ne tarderait point à prendre une part active à la solution de la question polonaise. En attendant, le

gouvernement autrichien ne voyait pas sans plaisir les Polonais de la Gallicie s'empresser d'aller rejoindre les rangs de l'armée insurrectionnelle, moyen très-efficace pour purger le pays de toutes les têtes ardentes.

Tandis que toute la jeunesse de la Gallicie allait combattre pour l'indépendance de la Pologne, les nobles du pays, restés dans leurs foyers, apportaient leurs efforts pour soutenir l'insurrection par des offrandes en argent, par l'achat de chevaux, de poudre, de plomb et d'armes, que les juifs se chargeaient d'introduire dans le royaume; pendant que les femmes préparaient, de leur côté, de la charpie et poursuivaient de leurs moqueries tous ceux qui témoignaient de la tiédeur. Les frontières du royaume de Pologne étaient soigneusement gardées, et les employés remplissaient les instructions avec le zèle et le dévouement qui les distinguaient alors. Des groupes de paysans se rassemblaient plus nombreux qu'à l'ordinaire devant les auberges que les propriétaires se plaisaient à affermer aux israélites pour la ruine des villageois. Les employés allemands, témoins de ces meetings politiques improvisés par les paysans, trouvaient là les moyens d'étudier les dispositions et les intentions des habitants des campagnes. Arrivés récemment dans le pays, ils croyaient d'abord assister aux conciliabules de bandes d'insurgés, dont chacun méritait d'être enfermé dans les cachots du Spielberg ou de Kuffstein; mais ils eurent bientôt l'occasion de revenir de leur erreur, et souvent d'une manière fort plaisante. Les dispositions malveillantes du paysan à l'égard du sei-

gneur polonais, la haine de tout ce qui rappelait la domination et la nationalité polonaises, ne tardèrent point à se manifester dans toute leur force, sur toute l'étendue de la Gallicie. La contrée possédait encore bien des vieillards, dont la mémoire pouvait se reporter à soixante ans en arrière, et qui avaient conservé le souvenir de la domination polonaise, de leurs souffrances personnelles, et de celles de leurs pères. Aussi, dans ces rassemblements de paysans, faisait-on entendre des menaces qui devaient si fatalement se réaliser quinze ans plus tard. Les autorités avaient reçu des avis secrets de ne point prendre trop à cœur la surveillance des frontières, et de ne pas compromettre la situation par excès de zèle. Un jeune chef de cercle avait arrêté deux jeunes gens de ses amis de Lemberg, qui s'acheminaient furtivement vers la Vistule. C'est en vain qu'ils recoururent à sa magnanimité, en invoquant le souvenir de leur ancienne amitié et des plaisirs d'une vie joyeuse qu'ils avaient partagés à Lemberg. L'employé fut inébranlable, et, tout fier d'accomplir son devoir, il s'empressa de les présenter à son supérieur qui venait d'arriver sur les lieux. Grand fut son désappointement lorsque, au lieu des éloges qu'il s'attendait à recevoir, il eut à essuyer, dans un tête-à-tête, une forte réprimande... On fit entendre aux jeunes gens qu'ils pouvaient aviser eux-mêmes à leur salut par une évasion nocturne, ce dont ils n'eurent garde de ne pas profiter, la cabane qui renfermait les deux prisonniers se trouvant vide au lever du soleil (1)....

(1) *Polnische Revolutionen*, p. 3.

Les patriotes de la Gallicie s'étaient, comme il est dit plus haut, décidés à soutenir l'insurrection polonaise de tous leurs efforts; mais la mésintelligence survenue à Varsovie ne tarda pas à se refléter en Gallicie. Ici on dénigrait Khlopitzki, là on parlait mal de Skrjinetzki; les uns ne tarissaient pas d'éloges sur le comte de Czartoryisky qu'ils regardaient comme le sauveur de la patrie; d'autres lui préféraient le célèbre historien démocrate Lelewel, tous finissant par maudire, à tour de rôle, tantôt l'un, tantôt l'autre; aujourd'hui on traitait les aristocrates d'espions et de traîtres, le lendemain c'était le tour des démocrates; après les diplomates polonais, qu'on déchirait à belles dents, venait le tour de ceux qui étaient pour la continuation des hostilités.

Le gouvernement autrichien ne fit en 1831 aucune démarche en faveur de la Pologne; il ne se joignit pas aux représentations des puissances occidentales, et cependant il tolérait en Gallicie l'existence d'un *Comité de secours,* il permettait de confectionner des uniformes, des objets d'équipement, et plus tard, vers la fin de la guerre, malgré l'indifférence générale de l'Europe, seul, il offrit sa médiation aux parties belligérantes, offre que la prise de Varsovie rendit inutile. Mais, même alors, l'empereur François, dans un rescrit adressé aux habitants de la Gallicie, les remercia de leur fidélité, et, prenant en considération les dépenses que devait leur occasionner l'arrivée des nombreux réfugiés du royaume, il leur fit remise, à titre de don gracieux, d'une demi-année d'impôts (1).

(1) *De la politique de l'Autriche dans la question polonaise*, Paris, 1864, p. 7.

Après la prise de Varsovie, qui avait mis un terme à la révolte, les insurgés s'enfuirent en masse pour gagner la Gallicie, qui devait leur servir de refuge, et où leur état déplorable éveilla la compassion non-seulement de leurs compatriotes, mais même des Autrichiens.

La révolution de 1831 avait prouvé à l'Autriche toute l'efficacité de son régime. Dans le dévouement constant et inébranlable de la population au gouvernement, celui-ci avait trouvé un élément puissant à opposer aux menées séditieuses des patriotes polonais; et, comme rien ne semblait menacer l'avenir, c'est sans inquiétude que l'Autriche voyait de nombreux réfugiés venir s'établir en Gallicie. Les uns y achetèrent des biens-fonds et devinrent des propriétaires dans le pays; d'autres se firent fermiers, précepteurs, instituteurs, artistes. Grand nombre d'entre eux séjournaient chez leurs amis, leurs parents, sans aucune occupation apparente. Se croyant assez fort pour faire acte d'indulgence envers le polonisme, le gouvernement se laissa aller à certaines concessions, qui plus tard lui coûtèrent bien cher. Comment les Polonais payèrent-ils, en effet, le refuge qui leur avait été accordé? C'est en préparant des matières combustibles pour un prochain avenir. Répandus dans toute la contrée, dans les villes et les campagnes, les émigrés formèrent un vaste réseau de conspiration qui embrassa bientôt toute la Gallicie.

CHAPITRE SIXIÈME.

TROUBLES DE 1846 EN GALLICIE.

« Tout dans le fait est simple et dès lors compréhensible ; ce qui ne l'est pas, c'est l'illusion à laquelle les hommes placés sur les lieux, et venant au milieu d'une population ainsi disposée, se sont abandonnés sur la possibilité même de la réussite de leur entreprise. »

(*Dépêche du prince de Metternich au comte Dietrichstein*, du 17 avril 1847.)

« Celle-là, oui, c'est une insurrection populaire ! Mais ces égorgeries, ces tueries, ne sont plus possibles en Europe, où l'on civilise par d'autres moyens, et l'Autriche arrêta les épouvantements de ces sanglantes représailles. »

(FOUQUE, *Plus de Pologne*, p. 107.)

Préparatifs d'un mouvement social dans toute l'Europe. — Les propriétaires fonciers de la Gallicie et la disette de 1845. — Sollicitations de secours soi-disant pour les villageois. — Émissaires et agents révolutionnaires. — Dembowski. — Nominations avant le soulèvement. — Projet de nouvelles Vêpres siciliennes. — Ruses adroites de l'aristocratie gallicienne à l'égard de l'archiduc Ferdinand. — Défense de rassemblements populaires. — Insuccès des tentatives d'un soulèvement en Gallicie. — Collision avec les paysans. — La population des campagnes résiste aux suggestions séditieuses. — Massacre des seigneurs. — Atrocités commises en Gallicie.

Depuis la révolution de 1831, le centre de la conspiration polonaise s'était transporté au sein de l'émigration. C'est ainsi que l'idée d'organiser une diète constituante polonaise à l'étranger, idée éclose déjà

en 1797, était venue se réaliser trente-quatre ans plus tard, et c'est depuis cette époque que le polonisme n'a cessé de présenter un véritable *perpetuum mobile*, et de se lier à toutes les secousses politiques qui depuis ont tenté d'ébranler le pouvoir monarchique en Europe.

Les quinze années qui suivirent l'insurrection de 1831 avaient suffi pour mûrir le projet d'une nouvelle révolte, préparée de longue main dans toutes les provinces de l'ancienne République polonaise. « L'émigration, en effet, dit Roux-Ferrand, entreprit un travail systématique sur tous les points de l'Europe. On vit des agents polonais à Rome, à Constantinople, à Belgrade et jusqu'en Circassie, recevant des instructions de Paris, agissant dans le même but. A Rome, ils servaient d'intermédiaires entre le Saint-Siége et les catholiques polonais persécutés et forcés au silence (1). » La littérature et la presse de cette époque avaient également servi d'instruments pour entretenir le patriotisme de la noblesse en Gallicie, où les démocrates polonais avaient fini par former plusieurs groupes de conspirateurs parmi les classes moins élevées de la population. Tous recevaient le mot d'ordre du prince Adam Czartoryisky, dont le fameux discours, prononcé le 29 novembre 1844, avait enjoint à la noblesse du pays d'obéir aveuglément à toutes les dispositions des *piliers de la grande œuvre nationale*, piliers qui, à leur tour, devaient s'adjoindre des aides et préparer

(1) Roux-Ferrand, *Histoire populaire de la Pologne*, p. 226.

les moyens d'action dont l'hôtel Lambert (1) formait le foyer.

Pour l'émigration polonaise la Gallicie était la contrée la mieux appropriée pour servir de base et de centre à un soulèvement révolutionnaire. La proximité de la ville libre de Cracovie rendait facile la propagande des doctrines démagogiques parmi la jeunesse studieuse, toujours prête à secouer le joug de toute autorité, qu'elle émanât de l'enceinte académique ou du gouvernement. Des émissaires faisaient tous leurs efforts pour gagner non-seulement la bourgeoisie, mais encore la noblesse mécontente, d'un côté, du rigorisme autrichien, et, de l'autre, excitée par les projets grandioses, éloquemment exposés par les meneurs révolutionnaires qui savaient adroitement allier les appels patriotiques, ayant pour but la régénération de la gloire et de la puissance de l'ancienne Pologne, avec les tendances du socialisme, autant que celui-ci n'entravait pas le but principal de leurs projets.

Le gouvernement autrichien avait déjà, à plusieurs reprises, découvert les traces d'une conspiration. Ainsi, en 1835, il avait eu connaissance d'une société secrète composée des employés des douanes de la Gallicie occidentale; en 1837, fut découverte celle de Tarnow, puis, en 1840, celles qui s'étaient organisées dans le régiment d'infanterie et parmi les étudiants et les séminaristes de Lemberg.

Ignorant les sourdes menées de l'émigration polonaise, laquelle ne formait qu'une petite fraction de la

(1) Hôtel que le prince Ad. Geor. Czartoryisky avait habité pendant l'émigration à Paris.

révolution sociale qui minait alors l'Europe entière, le gouvernement autrichien attribuait tous ces incidents à l'entraînement irréfléchi d'une jeunesse fougueuse, méritant plutôt de la compassion que des châtiments. Les conspirateurs savaient habilement dérouter les enquêtes, qui n'amenaient que des résultats trop insignifiants pour provoquer une répression sévère. Toute manifestation patriotique était attribuée au voisinage de Cracovie, qui abritait bon nombre d'esprits ardents, enfantés par la révolution de 1831. Sous le voile de ses sympathies pour l'Allemagne et de son dévouement pour l'Autriche, la noblesse polonaise de la Gallicie s'appliquait à accréditer la même opinion dans les sphères gouvernementales.

Tout en reconnaissant l'impossibilité de soulever la population germanisée du grand-duché de Posen, l'aristocratie polonaise se berçait cependant de tout autres idées sur le paysan de la Gallicie, qu'elle croyait assez stupide pour se laisser guider à volonté.

Aussi, à mesure qu'approchait le moment d'agir, la noblesse, instruite par l'émigration, s'était-elle mise à travailler la population des campagnes, dont la docilité lui avait paru plus que sûre. L'émigration avait entrepris de soulever les masses contre le gouvernement autrichien, et, pour y arriver, il lui avait semblé qu'une seule démarche devait suffire. Les magnats polonais, possesseurs d'immenses fortunes acquises à l'époque de la République, étaient certes bien en état de payer chacun leur quote-part de la liste civile assignée à l'hôtel Lambert. Cependant, afin d'augmenter encore les ressources matérielles de l'insur-

rection et pour achever de se concilier les paysans, la noblesse gallicienne, profitant de la disette de 1845 et des besoins qu'elle avait fait naître parmi les habitants des campagnes, dont elle feignait de partager les souffrances, et, surtout, pour faire étalage devant l'Europe entière de la générosité de ses sentiments, sollicita de l'empereur Ferdinand des sommes nécessaires pour secourir les paysans (1). C'est ainsi qu'en ménageant ses propres deniers, la noblesse gallicienne se trouva en mesure de pourvoir aux dépenses indispensables au soulèvement projeté.

Elle avait, en outre, sous le prétexte de créer des offrandes en faveur des établissements de bienfaisance, décrété des impositions si élevées, que même, malgré l'année de disette, le gouvernement en fut d'autant plus surpris, que ceux qui refusaient de s'exécuter s'attiraient des sarcasmes sanglants de la part de leurs compatriotes. Et quel temps avait été choisi par les seigneurs polonais pour satisfaire à toutes ces dépenses extravagantes, nécessitées par les projets utopiques de l'hôtel Lambert, pour remplir les *Caisses nationales*, destinées à pourvoir aux préparatifs d'une prise d'armes insensée et à soudoyer une presse polonophile? C'était précisément au moment où une terrible famine ravageait le pays, ce qui n'empêchait pas cependant ces mêmes seigneurs d'employer le blé à distiller des eaux-de-vie, pendant que des milliers de malheureux gisaient, mourant de faim, sur les grandes routes, dans les rues des villes et des

(1) Voir l'annexe 16.

bourgades, où ils s'étaient traînés dans l'espoir de trouver un morceau de pain. Cette affreuse situation était loin d'être adoucie par le clergé, qui, du haut de la chaire, clamait aux malheureux que c'était un châtiment envoyé du ciel pour punir le peuple d'avoir mis plutôt sa confiance dans le gouvernement que dans les seigneurs. Une fièvre épidémique typhoïde, conséquence de la famine, acheva de décimer la population. Pendant que les villageois, ces véritables *ilotes*, enflaient et périssaient par milliers, leurs *planteurs* et leurs affidés s'occupaient des préparatifs de l'insurrection. C'est alors qu'on vit la noblesse polonaise demander, d'un côté, au gouvernement des secours soi-disant pour le peuple affamé, et, de l'autre, expédier des millions à Paris pour soutenir les projets insensés du polonisme.

Tout en partageant les espérances illusoires de l'émigration, avec laquelle elle entretenait des relations suivies, sur le succès des démarches diplomatiques auprès de différentes cours européennes, la noblesse gallicienne préférait néanmoins à ces espérances éloignées la réalité d'un fait accompli. Aussi est-ce avec une impatience fiévreuse qu'elle rêvait le succès d'un soulèvement armé (1). Le parti démocratique exploitait soigneusement les tendances nobiliaires. L'émissaire Khmélevski, ancien membre du comité polonais à Paris, vint en Gallicie pour y poser les premières bases

(1) Pour éviter de fréquents renvois, nous prévenons le lecteur que les données citées dans cet ouvrage, sur les troubles de 1846 et 1848 en Gallicie et à Cracovie, sont pour la plupart tirées de l'ouvrage allemand : *Polnische Revolutionen*, ouvrage dont il est fait mention dans l'annexe 1.

d'une organisation révolutionnaire, assisté dans ses travaux de Loukasséwitch, Twarowski et Théophile Wisniowski, tous habitants du pays. Ce dernier avait déjà, en 1838, formé un complot qui avait bientôt été découvert; ayant trouvé un refuge en France, il ne tarda pas à y devenir l'un des principaux ordonnateurs du parti démocratique. Grâce à son influence dans le pays et à son activité, il sut gagner beaucoup d'adhérents en Gallicie et dans le grand-duché de Posen. Tout en étant établi en France, il faisait la propagande de ses doctrines parmi la population de la Gallicie, par l'entremise des deux frères comtes Wésiolowski, dont le cadet, François, était un des plus fervents adeptes du socialisme. Outre les émissaires, la littérature séditieuse de l'émigration, avec Lelewel et Ostrowski en tête, ne cessait d'exciter les esprits et d'encourager le parti démocratique à lever l'étendard de la révolte, profitant de la prépondérance qu'avaient su gagner les élans de la jeunesse gallicienne sur les lenteurs prudentes de l'hôtel Lambert. Dans les tendances du parti démocratique, empreintes d'un communisme outré, la noblesse du pays ne voyait que des moyens indispensables pour entraîner les masses, persuadée qu'après l'issue heureuse de la révolution, elle saurait se maintenir comme classe influente et s'emparer du pouvoir. Aussi, pleine de confiance dans l'avenir, et insouciante du présent, se prêtait-elle à tout ce qui pouvait rapprocher le moment de la prise d'armes. C'est surtout lorsque le prince Adam Czartoryisky eut donné son approbation au soulèvement projeté que disparurent toutes les hésitations

et toute la prudence qui avaient jusque-là enchaîné l'ardeur patriotique de la noblesse gallicienne.

Les magnats polonais se virent contraints de prendre un parti décisif : ou de se joindre à l'insurrection, ou de rompre définitivement avec les démagogues; mais, dans ce dernier cas, il leur fallait renoncer à jamais à leurs traditions et à l'influence qu'ils n'avaient cessé d'exercer sur les destinées de la patrie. Le prince Adam, toujours préoccupé de ses projets dynastiques, s'aperçut bientôt qu'il était devenu impossible d'enrayer les événements et d'empêcher l'explosion tant désirée par le parti démocratique, dont l'extrême effervescence l'avait rendu l'arbitre de l'émigration. Ceux des propriétaires fonciers qui, franchement portés à faire cause commune avec les autorités légitimes, restaient étrangers au mouvement séditieux, couraient risque de s'attirer par là de nouveaux désastres et de nouvelles accusations de la part des individus pour lesquels tout bouleversement révolutionnaire était devenu une nécessité absolue. A l'abri de tout danger, le prince Adam, sans quitter Paris, se vit entraîné, quoiqu'à contre-cœur, par le courant; mais, tout en prescrivant d'agir, il ne cessait néanmoins de recommander la plus grande prudence.

Dans le courant de l'année 1845, les provinces de l'ancienne Pologne furent inondées d'émissaires, arrivés sous de faux passe-ports, et propageant partout des écrits révolutionnaires. Les nobles, par prudence, se tenaient à l'écart, retenus les uns par la crainte, les autres par l'attente fiévreuse des événements qui allaient suivre. Les meneurs, appartenant pour la plu-

part à la jeunesse et au prolétariat du pays, s'enrôlant les uns les autres, entraînaient aussi la bourgeoisie. Un des agents les plus actifs, petit scribe, nommé Kapoustzinski, se distinguait surtout par la propagande qu'il exerçait dans la Gallicie occidentale, à l'aide d'une de ses amies, femme d'un bourgeois de Plesno, remarquable par sa beauté. François Wésiolowski se trouvait à la tête du complot dans le cercle de Tarnow, entretenant des relations suivies avec Tyssowski, principal conspirateur en Poznanie, lequel se proclama plus tard dictateur, ainsi qu'avec Rogawski, secrétaire du comité révolutionnaire à Cracovie.

Tarnow devint le centre du mouvement séditieux dans la Gallicie occidentale, tandis que Lemberg devint celui de la partie orientale de cette même province. La Gallicie orientale était surtout exploitée par les émissaires Édouard Dembowski, Hugues Wisniowski et Sikorski. Dembowski avait été primitivement envoyé en Prusse et dans le royaume de Pologne; mais, devenu suspect aux autorités russes, il dut s'enfuir en Gallicie, muni d'un faux passe-port au nom de Borkowski. Déguisé tantôt en marchand ambulant, tantôt en juif, et même en femme, caché par la noblesse du pays, il put échapper aux poursuites de la police et propager des proclamations incendiaires dissimulées dans des boutons qu'il vendait aux paysans. Après avoir été quelque temps domestique chez un des fonctionnaires autrichiens, il entra comme volontaire dans le régiment d'infanterie de Nugent, pour être plus à portée de faire de la propagande révo-

lutionnaire parmi les soldats. Un autre émissaire, Wisniowski, interné pour délits politiques et gracié en 1845, recommença à propager ardemment ses doctrines socialistes. Quant à Sikorski, appartenant au barreau, il se trouvait à la tête d'une société secrète, composée d'étudiants de l'université de Lemberg. L'émissaire Dembowski, arrivé en Gallicie, se rapprocha de Sikorski, bien que celui-ci n'occupât qu'une place inférieure dans la hiérarchie du complot; mais ses hautes capacités et son énergie fanatique lui réservaient un rôle plus marquant dans l'aréopage des révolutionnaires européens.

Bien que Dembowski, dans ses relations avec les affidés de la Gallicie, se tînt sur une grande réserve que lui commandait la crainte d'être découvert, il n'en initia pas moins Sikorski à tous les mystères de l'insurrection projetée, en lui révélant les moyens qu'on avait arrêtés pour faire éclater une révolution sociale dans toute l'Europe. A la suite de cette révélation, Dembowski transmit à Sikorski tous les documents et pleins-pouvoirs indispensables pour agir en faveur de la cause générale, et il le chargea en même temps d'organiser un complot dans le cercle de Sambor.

Après avoir prêté serment à Dembowski, cachés tous les deux dans un fourgon juif recouvert de toile, Sikorski, muni de la formule du serment, des proclamations du gouvernement national et de différents autres écrits séditieux, ainsi que d'instructions verbales, se rendit à Gorojany, chez son ami Ferdinand Czaplitzki. Celui-ci ayant un soir réuni chez lui une vingtaine de voisins, l'émissaire Sikorski, après leur

avoir fait prêter serment, leur distribua des catéchismes démocratiques, ainsi que les proclamations du gouvernement national, qui prescrivaient à chacun de travailler de toutes ses forces au rétablissement de la Pologne. Les nouveaux affidés promirent solennellement d'user de toute leur influence pour pousser le peuple à une insurrection, sans ménager leurs personnes ni leur fortune. Sikorski finit par leur recommander de n'entrer en relations avec qui que ce fût, et de ne remplir d'autres ordres que ceux qui émaneraient de lui-même, seul représentant du comité national, qui ne manquerait pas de fixer le jour du soulèvement général.

Dembowski ne pouvait assez se louer du zèle et de la promptitude avec lesquels Sikorski s'était acquitté de la mission dont il avait été chargé, et il lui recommanda de continuer à exciter la jeunesse universitaire. Les habitants des campagnes semblaient moins préoccuper les agents révolutionnaires, qui se bornaient à fréquenter isolément les villages, sous prétexte de rechercher des chants et des légendes populaires, se faufilaient parmi les paysans et réveillaient en eux, le verre à la main, de nouvelles aspirations et des motifs de mécontentement envers le gouvernement, qu'ils accusaient de ne protéger que les seigneurs, leurs ennemis. Non-seulement ces menées restèrent sans résultat, mais, vu le dévouement des villageois pour le gouvernement, ils augmentèrent encore leur haine, déjà assez grande, contre les seigneurs, auxquels seuls ils attribuaient de mettre des entraves à la prospérité de la classe agricole. En revanche, toute l'année

1845 fut consacrée par les principaux ordonnateurs à entretenir l'agitation permanente des esprits dans les villes de la Gallicie, ce qui leur faisait atteindre un double but.

En répandant des bruits fréquents d'un prochain soulèvement, dont des placards fixaient même le jour et désignaient les localités les moins suspectes, les moteurs cherchaient, d'un côté, à faire une diversion à la vie paisible des habitants, en les entretenant dans une agitation permanente présageant de graves événements, et, de l'autre, à dérouter, par de fausses indications, la vigilance du gouvernement. Mises en émoi par cette disposition inquiète des esprits et par l'imminence d'une insurrection, les autorités locales communiquaient à Vienne ces bruits menaçants. Mais leurs craintes ne se réalisaient point ; les jours fixés passaient paisiblement ; les enquêtes faites sur les lieux désignés n'amenaient aucun résultat sérieux, de sorte que chaque nouveau complot finissait par devenir aux yeux des autorités une escapade inoffensive d'une poignée de jeunes gens entraînés par l'ardeur de leur âge, et il en résultait que tous ces incidents donnaient lieu aux seigneurs polonais de traiter à Vienne toutes ces menées séditieuses de fantômes, et tous ceux qui s'en faisaient les rapporteurs de pessimistes (*Schwartzseher*) ou d'employés animés d'un zèle mal entendu.

L'émigration polonaise, à son tour, surveillait attentivement l'activité des agents secrets du gouvernement autrichien en France, et tâchait de les gagner par l'or, qu'elle ne ménageait guère, pour les amener à faire des rapports analogues aux assertions des sei-

gneurs polonais établis à Vienne. C'est ainsi que le parti polonais était parvenu à induire le gouvernement autrichien en erreur, et à lui inspirer une telle méfiance pour tous les renseignements communiqués par les autorités locales, qu'il finit par les accueillir avec indifférence, sinon avec apathie.

La Centralisation (1), qui siégeait à Paris, avait résolu qu'aussitôt le soulèvement éclaté, le gouvernement national polonais devrait commencer à déployer son activité à Cracovie, en se conformant aux ordres émanant de l'émigration à Paris. Le gouvernement révolutionnaire devait être composé de sept membres, dont l'un, Miéroslawski, pour toutes les provinces de l'ancienne Pologne, tandis que les autres représentaient chacun une province séparée : Louis Gorchkowski, la République et la ville libre de Cracovie ; Jean Tyssowski, la Gallicie; le docteur Libelt, la Poznanie; les noms des trois derniers représentants de la Pologne russe, de la Lithuanie et des terres russiennes, sont restés inconnus.

Miéroslawski procéda d'abord à la nomination de ses affidés aux emplois de gouverneurs des différentes provinces, de commandants militaires de l'insurrection, de chefs de villes et autres postes révolutionnaires. Il est constaté que François Wésiolowski avait été nommé gouverneur ou voïévode de toute la Gallicie, où le commandement de l'insurrection avait été confié

(1) *Centralisation*, — nom que prit le comité formé par le parti démocratique de l'émigration à Paris, lequel était chargé de l'organisation des travaux relatifs au complot des Polonais. Voyez *la Question polonaise dans la Russie occidentale*, Paris, 1868, p. 78.

à l'émigré Wysotzki, qui, du reste, n'eut même pas le temps d'y arriver. Dembowski fut investi de la même charge à Cracovie; le major Czekhowski à Tarnow; le comte Rey à Rjechow; Sikorski à Sambor; Madzinski et Bronislas Dombrowski, fils du général Henri Dombrowski, dans la Pologne russe; Boudzinski en Poznanie, et Rehr en Lithuanie.

Selon les instructions données par Miéroslawski, le comte Wésiolowski avait fait en Gallicie les dispositions nécessaires, d'après lesquelles les premières attaques devaient être dirigées contre Lemberg et les autres villes du cercle. Pour la population des campagnes, on devait se borner à l'entretenir dans l'effervescence, sans lui faire prendre part au mouvement; il avait été enjoint aux prêtres et aux agents révolutionnaires d'attendre l'explosion de la révolte pour expliquer au peuple que le mouvement n'avait nullement en vue le rétablissement de l'ancienne Pologne, avec les droits surannés des seigneurs propriétaires, mais seulement l'organisation d'une nouvelle Pologne, avec l'égalité des droits pour toutes les classes de la société. Il est notoire que cette disposition avait été tenue dans le plus grand secret par les ordonnateurs démagogiques, non-seulement à l'égard des propriétaires fonciers, naturellement conservateurs, mais même de la jeunesse noble, qui reconnaissait aussi l'opportunité des réformes sociales. Moyen étrange de rendre cette mesure populaire!

Il avait été convenu que l'incendie d'un village, d'un moulin ou d'une église uniate, servirait de signal; qu'on commencerait par assaillir les habitations

des chefs des troupes autrichiennes, les casernes et les dépôts d'armes. Les réserves révolutionnaires ne devaient pas quitter la Gallicie ni la Poznanie, tandis que les détachements destinés à l'action devaient passer immédiatement dans la Pologne russe, pour y être mis sous le commandement du général Miéroslawski.

L'agitation des esprits, les réunions et les conciliabules de la noblesse, les préparatifs militaires de toutes espèces, l'achat des armes et des chevaux, une grande commande de selles, toutes ces circonstances étaient pour les autorités locales autant d'indices significatifs des proportions menaçantes qu'avaient prises les menées polonaises; et cependant les mesures répressives furent loin d'être employées à temps, bien que les avertissements à cet égard arrivassent de la société polonaise même. Sans provoquer la moindre alarme, le feld-maréchal prince Paskiévitch, lieutenant du royaume de Pologne, donna ordre de concentrer des troupes russes dans les principaux endroits stratégiques, pour rendre impossible toute invasion subite du côté de la Gallicie et de la Poznanie; il fut en même temps prescrit aux troupes russes de surveiller la conduite de la noblesse du pays. En Prusse, la police redoubla de vigilance; mais, malgré quelques indices découverts, elle ne parvint pas à saisir tous les fils du complot. En Autriche, au contraire, la noblesse était parvenue à inspirer tant de sécurité au gouvernement que l'archiduc Ferdinand d'Este, lieutenant de la Gallicie, ne voulait même pas entendre parler de l'existence de quelque projet sédi-

tieux, et, qu'à l'exemple de Vienne, il opposait une complète indifférence à tous les rapports qui lui parvenaient à cet égard. Il refusait même d'ajouter foi à une communication d'un Polonais, le prévenant que le jour fixé par lui pour un bal à Lemberg devait être celui du soulèvement général en Gallicie, en ajoutant que les conjurés se proposaient d'y arrêter l'archiduc lui-même, et de massacrer toutes les autorités militaires. Un deuil de cour, à la suite de la mort du duc de Modène, put seul lui faire contremander le bal projeté.

Les autorités locales envisageaient la situation plus sérieusement; leur position officielle, jointe au sentiment de leur propre conservation, les porta bientôt à chercher ailleurs l'appui qu'elles ne trouvaient pas dans les hautes sphères de l'administration. Sans se dissimuler la gravité de la situation, à l'approche d'une insurrection devenue imminente, les autorités s'adressèrent aux habitants des campagnes de la Gallicie, connus par leurs sentiments de fidélité et de dévouement à la maison d'Autriche. Marie-Thérèse et surtout Joseph II, par une série de règlements introduits dans la Gallicie nouvellement annexée, avaient mis sous la protection du gouvernement les paysans exposés jusque-là à l'arbitraire et à la tyrannie de leurs maîtres, ainsi que le culte uniate qui avait été longtemps en butte aux persécutions du parti ultramontain.

Les autorités locales profitèrent de l'esprit qui animait la population des campagnes; les préparatifs mystérieux des propriétaires fonciers, n'ayant pu res-

ter inaperçus, provoquèrent les clameurs publiques, et portèrent les autorités locales à opposer aux agents démocratiques qui rôdaient sous différents déguisements dans les villages autour des auberges, leurs propres agents, ayant la mission d'avertir la population que les réunions et les conciliabules des seigneurs ne tendaient à rien moins qu'à une révolte contre l'empereur d'Autriche et à l'anéantissement des priviléges et des droits octroyés aux paysans.

Le bon sens, propre surtout à la population russienne, fut le seul guide de la conduite des paysans. Pendant dix ans consécutifs ils avaient été témoins de la constante sollicitude du gouvernement pour assurer leur bien-être. Les vieillards avaient encore présente à leur mémoire l'oppression séculaire qui avait pesé sur le peuple. La vie pratique leur avait fait voir dans les nouveaux règlements de la corvée, dans les droits d'acquisition territoriale, dans celui de traduire devant les tribunaux leurs maîtres propriétaires, ainsi que dans la protection accordée à leur culte, bien plus de gages de leur prospérité future que ne leur en faisait espérer le brillant avenir promis par les promoteurs révolutionnaires, qui se soucieraient peu après le succès de remplir les promesses données dans un moment de nécessité.

Dès les premiers jours de février 1846, les paysans se rassemblaient fréquemment pour aviser aux moyens d'assurer le maintien de l'ordre public dans les campagnes. Dans beaucoup de localités, ils avaient introduit leur propre garde de sûreté, qui arrêtait tous les individus suspects de troubler les esprits par

des discours équivoques. Profitant du peu de croyance que l'archiduc prêtait aux avertissements des autorités locales contre la noblesse, les seigneurs avaient su diriger son attention dans une voie tout opposée, et faite plutôt pour servir leurs intérêts. — La présence dans le pays d'une foule d'émissaires et d'agents révolutionnaires était un fait notoire; il y en avait même plusieurs sur lesquels la police avait mis la main. Les seigneurs galliciens, tout en ne cessant de protester devant l'archiduc de leur dévouement à l'empereur, s'appliquaient à lui persuader que les démocrates de l'émigration cherchaient seuls à exciter le peuple à la révolte, et qu'il incombait par conséquent au gouvernement de réprimer par la force armée les instincts déchaînés de la classe villageoise, en lui interdisant tous rassemblements. L'archiduc Ferdinand tomba dans le piége, persuadé que le but des agitateurs n'était réellement qu'un but démocratique, et qu'ils ne travaillaient qu'à soulever le peuple contre le gouvernement, et à armer les paysans contre leurs maîtres propriétaires. Il est facile de se convaincre jusqu'à quel point la noblesse avait réussi à donner le change à l'archiduc, par les passages suivants d'une circulaire (1) datée de Lemberg, la veille du jour fixé pour le soulèvement général dans la Gallicie occidentale : « Deux communes du cercle de Bokhnia, effrayées par les bruits d'un prétendu prochain soulèvement des nobles, se sont armées de faux et de haches pour la défense et le maintien de l'ordre,

(1) Comte Angeberg, *Recueil des traités concernant la Pologne*, Paris, 1862, p. 1019.

et par conséquent dans de bonnes et louables intentions; toutefois ces hommes sont retournés paisiblement chez eux, à l'arrivée d'une force militaire envoyée à leur secours, et après les exhortations du commissaire du cercle qui l'accompagnait et qui leur avait fait comprendre que leurs craintes n'avaient aucun fondement. Pour éviter les abus qui peuvent en résulter, il est important d'obvier à de pareilles occurrences. Vous chargerez donc tous les commissaires de cercle et autres fonctionnaires qui savent parfaitement la langue du pays, d'engager, pendant leurs tournées, les autorités des lieux et quelques propriétaires bien disposés à travailler à la tranquillité des paysans, en les exhortant et les désabusant, partout où l'état des choses l'exigera. Les autorités feront comprendre aux communes, dans un langage convenable et bref, que l'excitation actuelle provient de quelques malintentionnés qui cherchent à troubler le repos et l'ordre, à répandre des bruits mensongers sur la prochaine explosion de la révolution, pour inquiéter et effrayer la population du pays, l'exciter à des actes de violence, afin de profiter ensuite du désordre; que le gouvernement a déjà pris des mesures efficaces pour arrêter le mal; qu'un grand nombre de perturbateurs ont déjà été saisis et que l'instruction judiciaire a commencé. . . . . Si cependant les paysans se montraient quelque part en armes, le président du cercle enverrait immédiatement sur les lieux un commissaire de confiance, accompagné d'une force militaire convenable, mais pas trop nombreuse, afin d'en opérer le désarmement et de les tranquil-

liser par la persuasion et des exhortations bienveillantes. »

Pleinement convaincu que les émissaires du parti démocratique cherchaient à faire de la classe villageoise un instrument de révolte, l'archiduc publia un ordre du jour, où il disait, entre autres, que depuis quelque temps les émissaires des sociétés secrètes à l'étranger cherchaient à troubler l'ordre public en Gallicie, et parcouraient le pays pour y propager des bruits alarmants sur une prochaine révolte, dans le but d'inquiéter les hommes crédules et de peu d'expérience, et de les entraîner dans un mouvement social pour le rétablissement de la Pologne, en leur faisant entrevoir une égalité de droits et de priviléges pour les différentes classes de la société, et surtout en promettant à la classe agricole une exemption d'impôts et d'obligations inventoriales, stipulées en échange de la jouissance des terrains concédés. Partout où ces promesses avaient été impuissantes à séduire le peuple, ils tâchèrent d'agir sur lui par des menaces de vengeance.

Quel dut être le désenchantement de l'archiduc, lorsqu'il vit les événements déplorables qui ne tardèrent pas à surgir en Gallicie s'accorder si peu avec son attente et ses combinaisons !

Quelle avait été, au fond, la raison déterminante du gouvernement autrichien à faire si peu de cas de l'agitation générale et à se laisser si profondément induire en erreur?

En effet, le gouvernement se souciait fort peu des tendances séditieuses qui s'étaient emparées des es-

prits. Au milieu d'une paix générale, dont jouissait l'Europe, en présence des relations cordiales qui unissaient l'Autriche, la Russie et la Prusse, il mettait ce mouvement sur le compte de l'esprit frondeur qui caractérisait les ardents patriotes polonais.

Les autorités locales regardèrent longtemps encore les agents révolutionnaires rôdant dans les campagnes et excitant les paysans contre les propriétaires, comme des antiquaires collectionnant des chants nationaux; non-seulement le gouvernement, mais les propriétaires eux-mêmes, qui sympathisaient avec l'insurrection, avaient longtemps ignoré les vues secrètes de ces touristes expédiés par la Centralisation, et qui finirent par enseigner publiquement leurs doctrines aux paysans rassemblés dans les auberges.

Ces touristes furent activement secondés dans leurs projets par les mandataires du pays, lesquels formaient dans les campagnes la première échelle de la police, et appartenaient ordinairement au prolétariat ou à la petite noblesse; initiés promptement par les émissaires dans le complot, ils devenaient les agents secrets des démagogues polonais; régissant en même temps les terres seigneuriales, ils tiraient parti de leur position pour le service de la cause révolutionnaire.

Le gouvernement s'attendait d'autant moins à une explosion, que les Polonais semblaient être entrés eux-mêmes dans une nouvelle voie en affectant des tendances à se rapprocher des Allemands et à devenir des citoyens paisibles; ils cherchaient à passer parmi les Allemands pour des hommes d'élite, et pour les

collaborateurs ardents de toutes réformes sociales empreintes de libéralisme, de civilisation et de progrès. C'était, au fond, le résultat de ce fameux programme, rédigé par l'émigration pour faire naître chez les Allemands des sympathies pour la cause polonaise. Les médecins polonais, qui comptaient parmi les membres des sociétés démocratiques du pays, s'attachaient à passer pour des bienfaiteurs désintéressés, prêts à porter secours aux malades de la population locale allemande.

L'heure fatale approchait; c'était le 20 février que Miéroslawski devait se mettre à la tête de la Pologne régénérée et fournir à ses affidés et à toute l'émigration la surprise de le voir se proclamer dictateur. Mais il était dit que des projets basés sur des illusions chimériques, loin d'être couronnés de succès, n'amèneraient que des conséquences déplorables.

Les événements de la Gallicie ne tardèrent point à prendre une marche sérieuse. Conformément aux instructions des émissaires, les adhérents de la révolte projetée devaient se réunir dans des localités désignées à l'avance, convoquer les populations que les prêtres devaient inviter à accourir armées de faux, de fourches, de fléaux, etc., leur annoncer le rétablissement de la Pologne et les promesses du gouvernement révolutionnaire, les principes démagogiques que ce gouvernement prenait pour base, et le don qui leur serait fait de la terre, de la vente du tabac et du sel. Les harangueurs laïques devaient s'adresser aux passions brutales du peuple, et des

avis du clergé supérieur obligeaient les prêtres à agir sur la conscience de leurs paroissiens pour les prendre par l'imagination et le sentiment religieux. Les masses, entraînées, excitées par d'abondantes distributions d'eau-de-vie partagées avec leurs nouveaux égaux, les seigneurs, devaient se jeter immédiatement sur les villes. D'un autre côté, la noblesse de presque toutes les villes avait choisi ce jour pour des bals, auxquels furent invitées toutes les autorités locales. Les conjurés du dehors devaient se trouver à minuit à leur poste, et leur arrivée devait être le signal de l'action. La musique devait jouer une mazourka. Les dames s'étaient engagées à forcer à danser ceux mêmes des Autrichiens qui ne dansaient pas, afin de les obliger à quitter leurs armes, et à la même heure, à un signal donné, devait commencer dans toute la Gallicie occidentale le massacre général de tous les Autrichiens. Mais l'insistance mise dans les invitations au bal éveillèrent la défiance, et, dans un grand nombre de villes, la police, effrayée par l'état des esprits, défendit les bals publics.

Les propriétaires nobles se rendirent aux points de réunion et firent leur appel aux populations des campagnes, qui effectivement se rassemblèrent en armes, mais avec défiance; partout elles vinrent avec l'arrière-pensée que les paysans n'avaient rien à attendre des Polonais, et que le bien ne pouvait leur venir que de l'empereur. Le silence répondait seul aux discours furieux, aux excitations à la révolte. Alors les seigneurs en vinrent aux menaces, et

les paysans commencèrent à riposter. Pour leur malheur, les nobles terriens avaient, soit d'après les instructions de l'émigration, soit d'après leur propre mouvement, préalablement résolu, dans le cas d'un refus, de soutenir leurs menaces par la violence. Cette mesure leur fut fatale; aux coups de feu tirés par les seigneurs sur les paysans, ceux-ci se jetèrent sur leurs faux et leurs haches, et commencèrent une horrible tuerie. Les conjurés cherchèrent le salut dans la fuite, mais les paysans furieux se mirent à leur poursuite, parcourant les fermes et les habitations seigneuriales, et se livrant au meurtre et au pillage. Le bruit que les seigneurs tiraient sur le peuple se répandit avec la rapidité de l'éclair de village en village, la population entière se souleva, et la fureur populaire s'exerça pendant trois jours, durant lesquels tombèrent plus de dix mille têtes nobles. C'est avec la plus grande peine que les autorités purent calmer la colère du peuple; des familles entières périrent de la mort la plus horrible, les uns hachés par les faux, les autres éventrés par les fourches, les têtes brisées à coup de fléau. La famille Bogousch, à laquelle appartenaient les plus violents révolutionnaires, compta six victimes, depuis l'aïeul âgé de quatre-vingt-sept ans, jusqu'au petit-fils de quatorze ans. Pour donner une idée générale de l'ensemble de la révolte, nous donnerons les détails du soulèvement dans une localité, détails qui caractérisent tout le mouvement de la Gallicie.

Dans le cercle de Tarnow, où les troupes étaient

commandées par le vieux et débile feld-maréchal lieutenant baron Tcholikh, le commissaire de l'arrondissement (*Kreishauptmann*) était Joseph Breinl, von Wallerstern, Tchèque énergique, actif, éclairé, connu par son zèle et son tact au service. Ces différentes qualités valaient à Breinl l'estime de la noblesse ainsi que des autres habitants. Il suivit d'un œil sûr les menées des révolutionnaires, découvrit auparavant plusieurs groupes de conjurés, et se saisit de quelques agents. Dans le courant de 1845, moment des plus grands efforts des révolutionnaires pour miner le sol, Breinl ne cessa de prévenir le gouvernement du danger qui menaçait tout l'ordre social, bien que ses avis restassent toujours sans résultat. Le cercle de Tarnow était justement celui où le complot comptait le plus d'adhérents, attendu que dans ce gouvernement résidaient les principaux meneurs de la révolte, chez lesquels les émissaires envoyés de France trouvaient l'accueil le plus hospitalier. Dans les domaines du comte François Wésiolowski et de son frère Michel, dont la femme séduisante était l'un des plus ardents soutiens des intrigues polonaises, avaient lieu les assemblées de l'aristocratie de la province, se réunissant pour travailler à l'œuvre du soulèvement, et des émissaires du parti démocratique, Dembowski, Wiésniowski et Tyssowski. Par suite de ces réunions de propriétaires et de l'activité des émissaires, le cercle de Tarnow compta bientôt dans la noblesse, parmi les fermiers, les intendants et les petits employés, un grand nombre de têtes échauffées en faveur de la révolte; mais,

d'un autre côté, les soupçons et la défiance des paysans grandirent dans la même proportion. Cependant Breinl ne perdit point de temps, et, sans demander au gouvernement un renfort de troupes pour le cercle, il s'adressa au général Tcholikh, en lui persuadant de prendre contre le soulèvement toutes les mesures nécessaires de prudence. Le 18 février ayant été le jour fixé pour l'émeute, le comte François Wésiolowski, en qualité de futur gouverneur révolutionnaire de Gallicie, se rendit à Tarnow et y convoqua, dans l'hôtel ou il était descendu, une assemblée de ses complices pour délibérer sur leur conduite future. Le clairvoyant Breinl devina que Wésiolowski était à la tête de l'insurrection dans le pays, et il prit les dispositions nécessaires pour l'arrêter; mais le commissaire de police chargé de ce soin prévint Wésiolowski à temps, et ce dernier parvint à se cacher à Goumnisk, propriété du prince Sangoushko, située dans le voisinage.

A Goumnisk, le comte Wésiolowski prit ses dispositions définitives; le dernier mot fut alors prononcé : on annonça à tous les propriétaires que le 18 février ils devaient réunir chez eux tous leurs gens gagnés à la révolte, intendants, fermiers, domestiques, et inviter les prêtres déjà initiés dans le complot à convoquer le soir les paysans de toutes les propriétés. Avec l'aide des prêtres, les propriétaires devaient les gagner en leur promettant positivement la propriété gratuite de la terre, l'abolition de toutes servitudes, la vente libre du tabac et du sel, l'égalité et la liberté. A chaque seigneur devaient être attachés des agents spéciaux

chargés de les surveiller sévèrement, pour qu'ils ne bronchassent pas dans l'exécution de leurs devoirs, pour que, tous, ils missent dans l'action la même ardeur qu'en paroles à sacrifier tout à la patrie, sacrifices qu'ils ont promis à table pendant leurs réunions seigneuriales.

Tous les nobles devaient se mettre en route avec les fauteurs et les nouvelles recrues de la révolution, en calculant le temps de façon à se trouver à onze heures aux points de réunion, fixés à Klikow, à Tarnovitzé et à Gumnisk. Le feu mis au village de Lissa-Gora, situé sur une élévation, devait être le signal du soulèvement général de toutes les bandes du cercle, dirigées sur la ville de Tarnow. Les principaux meneurs, les deux comtes Michel et François Wésiolowski, les deux comtes Romer et Stanislas Stoïowski, se réunirent à Klikow. Le major en retraite Czekhowski devait, comme chef militaire de l'insurrection, se charger d'attaquer après minuit la caserne d'infanterie, et le capitaine en retraite Eisenbach devait en même temps, avec une autre bande, se porter sur la caserne de cavalerie, où, pour augmenter l'effroi et le désordre, on était convenu de jeter des grenades allumées dans les écuries. Pour empêcher la circulation dans les rues pendant l'obscurité de la nuit, on avait prescrit d'apporter des herses qui devaient être placées sur le pavé les fers en l'air. Les habitants de la ville qui faisaient partie des conjurés, sous le commandement d'Isidore Wozinski, étaient chargés, au commencement de l'attaque de la ville, de se précipiter sur le corps de garde de la ville, de massacrer le poste,

et en même temps un parti, spécialement désigné à cet effet, devait mettre à mort les employés dangereux de la ville, et parmi eux le chef du cercle, Breinl. Des émissaires de confiance envoyés en exprès répandirent dans l'arrondissement les ordres de Wésiolowski; il disposait de plus de deux mille conjurés, et il comptait que ce nombre serait augmenté d'au moins dix mille paysans; il espérait le succès de l'attaque de la ville, se fondant sur ce que le nombre des soldats dispersés dans tout l'arrondissement ne dépassait pas huit cents hommes, et que la plupart d'entre eux étaient originaires des provinces polonaises.

A Vienne seulement l'on pouvait s'endormir sur la pensée que les troubles de la Gallicie n'étaient que des menées sans importance; les fonctionnaires locaux voyaient qu'un orage terrible pesait sur leurs têtes, et, dans ce moment d'agitation, Breinl était le seul homme qui ne perdît point la tête. Le baron Tcholikh et les officiers supérieurs regardaient tout comme perdu et s'attendaient à être égorgés par leurs propres soldats. Breinl, au contraire, leur assurait qu'ils devaient avoir pleine confiance dans leurs soldats, parce que la majorité de ces derniers sortaient de la classe des paysans, de cette classe du peuple qui ne trahit jamais son devoir. Breinl insistait pour que les cavaliers cantonnés dans la campagne fussent rappelés dans la ville; par bonheur cet ordre fut donné et exécuté le même jour, 18 février, dans le courant duquel quelques sous-officiers polonais du régiment d'infanterie du baron Hainau furent, pour des discours intempérés, arrêtés et mis aux fers.

Sur les instances de Breinl, le bal qui était fixé à Tarnow pour le 18 février fut défendu. Le 18, dès le matin, les prêtres commencèrent à exciter le peuple par de séditieux discours. Un propriétaire d'Olesno, nommé Kotarski, affirmait être du sang de Sobieski, et possédait, disait-il, le casque que ce roi portait en délivrant Vienne. Ayant réuni et armé ses domestiques, il convoqua vers midi les paysans, monta à cheval et mit le casque, en leur expliquant son origine et sa signification, et proclama ensuite aux paysans leur liberté, leurs droits, les avantages et les terres qui leur étaient concédés, les appela à la révolte et déroula devant eux un riche et brillant drapeau polonais. Les paysans regardèrent le casque et le drapeau; mais ils répondirent qu'ils ne se soulèveraient point contre leur bon empereur Ferdinand. Kotarski rentra chez lui, mais ces paroles se répandirent dans les campagnes environnantes, et les paysans se mirent à délibérer. De toutes parts les paysans commencèrent à affluer en foule à la demeure du seigneur; le prêtre de la paroisse d'Olesno alla à eux et les harangua; mais son discours n'eut pas grand succès, malgré les nouvelles et généreuses promesses de Kotarski. Loin de là, les paysans crièrent que le seigneur était un factieux et qu'il fallait se saisir de lui. Des impuissantes promesses on passa rapidement aux injures et aux menaces; les paysans se jetèrent sur Kotarski pour s'emparer de lui, ses domestiques se précipitèrent à son secours, et quelques coups de feu furent tirés; il en résulta une rixe, et la mêlée devint générale; les paysans se jetèrent sur leurs faux et leurs fléaux; on

tua les plus turbulents ; le propriétaire, le prêtre et deux autres propriétaires nobles, trente hommes de la suite qui accompagnait Kotarski, furent blessés et faits prisonniers, le reste prit la fuite. Les paysans mirent en traîneaux les prisonniers et les blessés, et les conduisirent à Tarnow.

Au moment où la révolte commençait avec si peu de succès à Olesno, deux cents conjurés environ se rendaient à l'auberge de Lissa-Gora. Les comtes Wésiolowski, le chef militaire Czekhowski, les comtes Romer, s'y rendirent aussi ; les paysans étaient rassemblés, et, sur l'ordre des prêtres, ceux qui l'avaient pu s'étaient armés. Le prêtre Morgenstern les harangua ; le comte François Wěsiolowski prononça ensuite un discours sur l'affranchissement de la Pologne, assurant aux paysans qu'ils n'avaient qu'un seul but, faire le peuple libre ; que c'était pour cela qu'ils avaient résolu de tirer l'épée, et qu'ils comptaient d'autant plus sur le concours des paysans qu'ils les comblaient de bienfaits. Il leur déclara qu'il était le nouveau gouverneur nommé par le gouvernement polonais, non de l'ancienne Pologne, mais de la nouvelle, qui ne sera plus sous la domination des étrangers. « A l'avenir, leur dit-il, les Polonais doivent être tous égaux, comme Dieu les a créés, comme les enfants d'une même mère ; » il leur annonça qu'en qualité de gouverneur, il leur faisait, au nom du gouvernement, don de la terre, et les affranchissait pour toujours de toute espèce de servage de la couronne ou privé, en leur promettant la vente libre du tabac et du sel. Les paysans écoutaient en silence et semblaient réfléchir ; alors

le juge du village, Sztelmakh, leur demanda en criant s'ils voulaient aller contre l'empereur avec les nobles, qui les attelleront encore comme ils attellent aujourd'hui leurs chevaux et leurs bœufs. Les paroles de Sztelmakh furent suivies de clameurs d'approbation. Dans cet instant décisif, Stoïowski, pour agir sur la masse, renversa d'un coup de feu un paysan qui répondait à haute voix aux discours séditieux. Les conséquences de ce coup de feu ne furent aucunement celles qu'en attendait Stoïowski. Les paysans se jetèrent sur les seigneurs, qui se défendirent avec leurs pistolets et leurs fusils contre les faux et les fléaux; des deux côtés il tomba des morts et des blessés. Les nobles s'enfuirent, laissant jusqu'à quarante des leurs prisonniers, un grand nombre de blessés que les paysans lièrent et portèrent dans un cabaret, et qu'ils conduisirent également à Tarnow; dans ce nombre étaient les comtes Wésiolowski, Romer et Stoïowski. Des scènes semblables se répétèrent dans d'autres localités; les soldats libérés étaient pour la plupart à la tête des bandes de paysans. A Partik, dix-neuf nobles réunis, qui avaient tenté de se défendre avec leurs fusils contre les paysans qui voulaient s'emparer d'eux, furent tués à coups de faux et de fléau et massacrés jusqu'au dernier; les paysans chargèrent ensuite leurs corps sur leurs traîneaux et les portèrent à Tarnow.

Chez le capitaine en retraite Eisenbach, seigneur de Plesno, se réunirent les habitants voisins qui, sous son commandement, devaient, au signal de l'incendie de la ferme de Lissa-Gora, marcher au sud sur Tarnow et attaquer la caserne de cavalerie. Au dîner, plus de

cent personnes étaient réunies. Au moment où l'on portait les toasts au succès de la future entreprise, trois cents villageois des environs furent appelés et on leur fit boire de l'eau-de-vie. A la fin du festin, le prêtre Ciéczkiéwitch dit aux paysans qu'après le repas ils devaient se souvenir de l'église, et les convoqua pour dix heures à l'office, en leur disant d'apporter leurs faux et leurs fléaux. Les paysans firent ce qui leur était demandé. Après le dîner, le nombre des hôtes s'augmenta de nouveaux arrivants; tous étaient parfaitement armés. Quatre cent cinquante hommes, dont cinquante à cheval, étaient réunis chez Eisenbach. Le prêtre Ciéczkiéwitch arriva dans la chapelle, élevant les mains au-dessus de la foule, dans l'une un crucifix, dans l'autre un sabre; animé par les fumées du vin, il prononça une violente harangue sur l'amour de la patrie et le devoir pour les paysans de le suivre, et les conduisit solennellement en procession à la maison seigneuriale. Eisenbach rangea sa bande en ordre, et, musique en tête, elle se mit en marche. Les paysans se demandaient s'ils prenaient part à une procession religieuse ou à quelque machination de seigneurs. Les cavaliers marchaient à l'avant-garde; derrière eux venaient les paysans, et à l'arrière-garde les propriétaires nobles avec leurs domestiques armés de fusils; la musique retentissait; mais le stratagème d'Eisenbach pour entraîner les paysans ne fut point couronné du succès qu'il en attendait; les paysans virent avec étonnement le drapeau polonais déployé aux derniers rangs de l'arrière-garde. Ils s'arrêtèrent les premiers. Les soldats libérés demandèrent où on les menait, et

sur la réponse qu'il fallait délivrer la patrie et prendre Tarnow, ils se refusèrent résolûment d'aller plus loin et retournèrent chez eux.

L'avant-garde, armée de fusils, voulut les retenir de force; le tumulte éclata. Le prêtre Ciéczkiéwitch, qui était accouru le sabre et la croix en main, voulut les retenir; mais il fut leur première victime, et l'action s'engagea sur la route. Les nobles, voyant l'avantage de la force du côté des paysans, et les coups terribles de leurs faux, qui avaient déjà tué les plus vaillants des leurs, prirent la fuite. Les paysans, chargeant sur leurs épaules jusqu'à trente corps de seigneurs, retournèrent à Plesno.

A Iawortzé on avait également enjoint aux paysans de se réunir; une fois rassemblés, les conjurés voulurent les emmener au lieu de réunion générale, à Tarnowitzé; mais ici, en reconnaissant qu'il n'y avait pas moyen de décider les paysans à la révolte, et en voyant leurs dispositions menaçantes, les seigneurs s'empressèrent de monter en traîneaux et de courir eux-mêmes à Tarnowitzé; ceux des conjurés qui s'étaient attardés, en voyant sur la grande route des paysans qui leur fermaient le chemin, gagnèrent le cabaret d'Iawortzé. Là ils tentèrent de fléchir les masses, d'obtenir d'elles sinon qu'elles se rangeassent de leur côté, du moins qu'elles leur laissassent le passage libre; mais leurs tentatives échouèrent. Les propriétaires rentrèrent dans le cabaret et s'y barricadèrent; et, les paysans voulant forcer l'entrée, ils tirèrent sur eux par les fenêtres. Dans le même moment accoururent de nouveaux nobles qui, pour secourir les leurs, se

mirent aussi à tirer sur les paysans. Ces derniers, pris entre deux feux, s'enfuirent; les nobles délivrés s'enfuirent également dans les traîneaux de leurs libérateurs; mais, dans le désordre de la fuite, deux traîneaux versèrent, et tous ceux qui les montaient, au nombre de treize, furent égorgés par les paysans.

Pendant les troubles qui agitèrent la nuit du 18 au 19 février, un conflit sanglant s'engagea entre les nobles et les paysans, dans lequel près de douze cents conjurés périrent massacrés par les paysans, dans le seul cercle de Tarnow. Par ces mille exemples, on peut juger jusqu'à quelles terribles extrémités peuvent se porter les passions déchaînées d'une population exaspérée. Nous transcrivons ici les paroles d'un témoin des massacres de Gallicie : « Qui est coupable? Le gouvernement devait-il donc punir les paysans galliciens qui, n'écoutant pas les artificieux discours des chefs et des artisans fougueux de la révolution, se sont montrés les adversaires de la révolution qu'on leur proposait, et les zélés défenseurs du pouvoir légitime qui les protége? Le gouvernement pouvait-il châtier les paysans, coupables seulement de s'être défendus quand les nobles et les despotiques agents de l'émigration polonaise commençaient à tirer sur eux, parce que les paysans ne voulaient pas être leurs dupes, parce qu'ils refusaient leurs bienfaits forcés, qu'ils savaient le prix de leurs promesses et comprenaient leur véritable pensée? Si la population des campagnes, en voyant couler son propre sang, rompit tout frein et chercha dans le meurtre une vengeance contre les descendants d'une race dégénérée, contre les faux et hypocrites

amis du peuple, qui en est cause? Ne trouvant pas d'appui dans les paysans, les Polonais se mirent à tirer sur eux, et ensuite ils leur reprochèrent, en se défendant, d'avoir poussé trop loin leur vengeance. Les soldats eux-mêmes s'oublient parfois en vengeant la mort de leurs camarades, et les paysans, non formés à la discipline militaire, ne connaissaient pas le signal de la retraite. Ceux-là sont coupables des massacres de Gallicie qui ont excité les passions sanguinaires de l'homme, pour faire de la populace l'instrument de leurs vues ambitieuses. Dans les veines du révolutionnaire polonais se mêle le sang de l'ancien noble polonais et du démagogue moderne; d'après lui, le peuple est une masse stupide, et tout adversaire de ses opinions, tout homme indépendant qui résiste à ses volontés, qui refuse d'obéir aveuglément à ses ordres, n'est qu'un rebelle qu'au nom d'un progrès chimérique il se croit le droit de tuer comme le dernier animal. »

Sur toute la route de Tarnow, les paysans soulevés arrêtèrent les insurgés, dont deux cents seulement de ceux qui étaient réunis à Klikow. Eisenbach put s'échapper avec trois cents hommes; et une bande de trois cent cinquante réunis à Goumnisk, en tout huit cent cinquante environ, parvinrent à gagner la ville. Vainement ils attendirent le signal de l'incendie de Lissa-Gora; les événements de cette nuit sauvèrent ce village de la destruction dont il avait été menacé; ceux des nobles qui avaient échappé aux paysans ne purent apporter que la nouvelle du triste sort de leurs amis. Arrivés dans la nuit à Tarnow, ils se retirèrent

sur la montagne Martinow au nombre d'environ huit cent cinquante hommes. Le Français Lenchant se mit à leur tête en remplacement de Czekhowski, prisonnier des paysans ; mais, ne se voyant pas en force, les nobles remirent l'attaque de Tarnow à plus tard.

Le 19 février, la ville s'éveilla dans l'effroi ; de différents côtés arrivaient des nouvelles contradictoires, des récits confus de rencontres nocturnes entre les seigneurs et les propriétaires, que de tous côtés des bandes s'étaient formées et marchaient sur la ville, et qu'on avait vu sur le mont Martinow des troupes nombreuses d'insurgés. Les troupes prirent les armes. Les habitants de Tarnow étaient dans une attente fiévreuse. A dix heures du matin, la scène changea ; on vit arriver un convoi de plusieurs traîneaux qui rapportaient les corps des dix-neuf hommes tués à Partik. Ces cadavres, mutilés par les haches, les faux, les fléaux, présentaient un horrible tableau. Ces dix-neuf hommes paraissaient être des propriétaires, des intendants, des domestiques. Ce premier convoi fut suivi par un grand nombre d'autres qui arrivèrent successivement et encombrèrent bientôt les rues qui menaient aux tribunaux ; ces traîneaux étaient remplis de prisonniers garrottés, de blessés, de morts ; les paysans menaient quelques-uns de leurs prisonniers attachés par les pieds aux traîneaux, de sorte que leurs têtes rebondissaient à chaque ondulation du terrain. Ce spectacle était horrible ! La plupart des blessures des paysans avaient été faites par le plomb, mais celles dont les nobles portaient des traces nombreuses montraient qu'elles provenaient des instruments aratoires :

fourches, fléaux, faux, transformés pour la circonstance en armes terribles dans les mains des paysans.

Après avoir promptement pris des dispositions afin de donner des secours aux blessés et les avoir fait transporter en lieu sûr, Breinl prit aussitôt des mesures pour rétablir l'ordre. La foule qui avait apporté les cadavres disait qu'il n'y avait plus de soulèvement à craindre de la part des révoltés, mais qu'il fallait le plus tôt possible les sauver de la vengeance de la population irritée; des agents de l'autorité furent envoyés de Tarnow pour calmer les paysans et les faire rentrer dans les limites de leurs devoirs; de petits détachements de cavalerie accompagnèrent ces agents pour escorter les émeutiers arrêtés par le peuple et les protéger contre la fureur de la foule. Malheureusement les autorités ne pouvaient disposer que d'un petit nombre de troupes, car il avait fallu envoyer un escadron entier à Lissa-Gora, où, au dire des paysans, une troupe considérable d'insurgés était rassemblée. Ce ne fut qu'au bout de trois jours que les exprès envoyés par Breinl dans tout l'arrondissement parvinrent à rétablir le calme et la tranquillité.

D'après l'estimation la plus probable, l'émigration polonaise a à se reprocher la mort de dix mille victimes des deux sexes et de tout âge, tombées en Gallicie sous les coups des paysans; dans ce nombre, plus de quatre mille appartiennent au seul cercle de Tarnow. A part cela, les Vêpres siciliennes que les seigneurs avaient projetées échouèrent complétement; non-seulement les insurgés ne purent attaquer la ville, mais ils ne purent même commettre les assassinats

isolés qu'ils avaient prémédités. Le bourguemestre de Pilsna, M. Markl, seul, fut tué. Quelques employés subalternes de la petite noblesse avaient été désignés pour l'assassiner, mais le chef de la bande de Pilsna, Joseph Kapoutzinski, voulut lui-même présider à ce meurtre. Pendant la nuit, Kapoutzinski et ses gens pénétrèrent par une fenêtre dans la maison, enlevèrent la famille, allumèrent les bougies, et, sans égards pour les prières et les supplications de la femme de Markl et de ses quatre enfants en bas âge, ils l'égorgèrent sous leurs yeux. En vain Markl soutint que, quant aux émissaires, il n'avait fait qu'exécuter les ordres de l'autorité, les meurtriers assouvirent sur lui leur fureur, disant que la mort d'un chien était seule digne d'un espion et d'un traître. Après le crime, les assassins se retirèrent pour se rendre au lieu de réunion ; mais leurs armes sanglantes, témoignages du crime qu'ils venaient de commettre, les firent arrêter par les paysans.

Dans la Gallicie occidentale, la révolte était fixée pour le 18, et dans la Gallicie orientale pour le 20, par suite de ce que le comte Wésiolowski, qui comptait pleinement sur le concours des paysans polonais et catholiques dans la première, n'avait pas la même confiance dans les populations russes et grecques-unies de la seconde. Il pensa que l'insurrection, éclatant dans la seule Gallicie occidentale, tromperait l'archiduc Ferdinand sur l'étendue des plans des insurgés. La Gallicie occidentale étant d'abord le seul théâtre de la révolte, l'archiduc Ferdinand devait, d'après le calcul de Wésiolowski, concentrer là des renforts de

troupes, et alors, en présence de forces moindres dans la Gallicie orientale, il serait plus facile de soulever la population. Son second raisonnement était que la population pourrait ne pas vouloir prendre sur elle l'initiative de la révolte et suivre les Polonais pour rétablir la Pologne, d'autant plus que l'insurrection ne pouvait compter sur l'appui du clergé grec-uni, mais qu'elle serait stimulée par l'exemple des paysans dans la Gallicie occidentale, par la nouvelle de leur révolte, et en apprenant les avantages et les concessions de terre qu'on leur accordait. L'événement démontra la fausseté de ces calculs. Les insurgés de la Gallicie occidentale devaient être prévenus par des exprès du mauvais succès de la révolte pour s'arrêter et attendre; mais les courriers ne purent arriver à leurs destinations et quelques-uns furent pris par les paysans.

Le soir du 20 février, Sikorski, ordonnateur de la révolte dans le cercle de Sambor, se rendit chez un de ses amis nommé Czatplitzki, intendant de la propriété de Gorojana, et enjoignit aux paysans de se réunir à Gorojana, armés de faux, de haches et de fléaux. Cette injonction éveilla immédiatement la défiance des paysans; après s'être consultés entre eux, ils se rendirent à cette demande. A l'heure indiquée, les insurgés armés arrivèrent; les paysans étaient rangés en cercle dans la cour, leurs baillis à leur tête. Au milieu du cercle était placée une tribune; Sikorski y monta et déploya le drapeau polonais; un sourd murmure de mécontentement courut parmi les paysans; mais, quand l'orateur se mit à discourir sur l'amour fraternel qu'ils devaient nourrir pour les Polonais, avec

lesquels ils ne faisaient qu'un seul peuple, qu'une même famille, les paysans commencèrent à faire du bruit : « Nous sommes Russiens, crièrent-ils, et voulons rester fidèles à l'empereur d'Autriche. » Sikorski, qui avait préparé à l'avance son discours et ses arguments, ne trouva rien à leur répondre, et continua sur le thème qu'il avait entrepris; il voulut les convaincre par une image, et prenant une poignée de froment et d'avoine : « Ce froment, leur dit-il, ce sont les propriétaires; l'avoine, c'est vous; aujourd'hui chacun vit pour soi; mais dans la nouvelle Pologne, tous seront égaux. » Il mêla les grains et les jeta en l'air : « Allez, leur dit-il, cherchez maintenant dans la neige où sont les grains de froment et où sont les grains d'avoine, tous sont mêlés; ainsi sera-t-il à l'avenir, les Polonais et les Russiens seront frères; vous recevrez gratuitement des terres sans aucune servitude, le sel et le tabac seront vendus librement, sans monopole. » Un vieux paysan s'avança résolûment en avant et s'écria à haute voix : « Enfants! nous ne devons pas avoir foi aux promesses des seigneurs; ils ne veulent que le retour de l'ancien temps, quand, pour le meurtre d'un homme du peuple, ils payaient 15 florins d'amende. » — « C'est vrai, c'est vrai, répondirent les paysans; seigneurs, ne risquez pas d'être rebelles, déposez à l'instant vos armes. » L'intendant Czaplitzki déchargea les deux coups d'un superbe pistolet sur l'orateur populaire; celui-ci tomba mort, d'autres furent blessés; les paysans se précipitèrent sur les nobles, qui se replièrent aussitôt en ripostant par des coups de feu, pour se réfugier dans

un bâtiment voisin, où ils s'enfermèrent et d'où ils tirèrent par les fenêtres sur les assaillants. Les paysans mirent le feu au bâtiment; le feu et la fumée forcèrent les insurgés à abandonner la place; ils ouvrirent les portes et se ruèrent sur les paysans; mais les nobles, de beaucoup inférieurs en nombre, furent tués ou blessés dans cette lutte inégale; les paysans les chargèrent sur leurs traîneaux et les portèrent à Lemberg. Les victimes du combat de Gorojana offraient un spectacle qui ne le cédait en rien à celui de Tarnow; ils étaient horriblement massacrés, peu d'entre eux respiraient encore; Sikorski, Czaplitzki et son vieux père étaient parmi les morts. Le sang coulait des traîneaux et les chiens se précipitaient pour le lécher, ce qui provoquait de bruyants éclats de rire et de dures saillies de la part des paysans; les vainqueurs suivaient le funèbre convoi avec un calme parfait et racontaient à ceux qui les interrogeaient tous les détails du sanglant événement.

Théophile Wisniowski n'eut pas plus de succès; il voulut tomber, dans la nuit, sur un escadron de hussards cantonnés à Naraïow; mais les hussards furent prévenus à temps. La bande de Wisniowski prit la fuite à la vue des troupes et des gros de paysans accourus à leur secours; on apprit par ceux qu'on arrêta qui était le chef et l'ordonnateur du coup de main; le gouvernement promit 1,000 florins de récompense à celui qui livrerait Wisniowski; il fut bientôt arrêté et livré, quoiqu'il essayât de mystifier les paysans en se donnant pour un prêtre grec-uni fugitif venant de Russie. En vain il voulut se racheter des mains des pay-

sans en leur offrant de l'argent : le Russien est naturellement méfiant, et les paysans, jugeant que le temps n'était pas à la clémence, laissèrent aux autorités locales le soin de décider si leurs prisonniers étaient dignes de grâce.

Au milieu de cette haine traditionnelle que le paysan russien grec-uni et le paysan polonais catholique nourrissent pour les seigneurs, malgré les lentes mesures du gouvernement autrichien, l'insurrection de Gallicie fut un incendie terrible, mais court ; au commencement de mars, le calme était rétabli, et les insurgés, consternés et cruellement désillusionnés, gémissaient sur l'insuccès de leur entreprise.

CHAPITRE SEPTIÈME.

LES DERNIERS JOURS DE LA RÉPUBLIQUE DE CRACOVIE.

« La question de Cracovie, pendant toute la durée de la situation faible et anormale de ce petit État, n'était pas à Cracovie ; elle se trouvait entièrement dans les efforts du polonisme, qui a voulu attenter même à l'existence des trois grandes puissances. »

Dépêche, du 9 janvier 1847, *du prince de Metternich au comte de Dietrichstein.*

Importance politique de Cracovie. — Occupation et évacuation de la ville par les troupes autrichiennes. — Les péripéties de Cracovie pendant la dernière semaine de l'existence de la République. — Le comte Wodzitzki nommé président ; ses proclamations et sa destitution. — Le gouvernement national proclamé. — Le dictateur Tyssowski ; il est remplacé plus tard par Wichnewski. — Retour au pouvoir de Tyssowski et ses proclamations. — L'allégresse de Cracovie. — L'approche des troupes russes. — La fuite du dictateur. — Le comte Wodzitzki réélu président. — Occupation des troupes russes et autrichiennes. — La République de Cracovie enclavée à l'Autriche.

L'insurrection polonaise de 1846 s'est signalée par son activité particulière dans la ville de Cracovie. Sur un ordre de Miéroslawski, des Vêpres siciliennes devaient purger les provinces qui formaient ancienne-

ment la République de Pologne, des ennemis des nobles, des soldats russes, prussiens et autrichiens, et l'émigration polonaise avait désigné la ville libre de Cracovie pour centre de l'insurrection et pour résidence du futur *gouvernement national*, qui, bien entendu, serait dans l'entière dépendance des meneurs résidant à Paris.

Les résidents diplomatiques des trois cours auprès de la ville de Cracovie ne pouvaient ne pas porter leur attention sur la fermentation singulière qui régnait dans les esprits; des nuées de Polonais arrivaient, sous des noms étrangers, de France, d'Angleterre et de Belgique, et on apportait dans la ville une grande quantité d'armes; hors de la ville on faisait des exercices militaires, les cavaliers manœuvraient. Les résidents demandèrent des explications; les autorités de la ville, pleinement favorables au mouvement polonais, répondirent qu'elles étaient impuissantes à contenir l'agitation du peuple. Un petit détachement autrichien occupa la ville.

Le commandement du détachement autrichien fut confié à un homme qui, par ses qualités morales et son caractère, ne convenait en rien aux circonstances; aux premiers coups de feu il se crut perdu s'il ne quittait la ville; en se retirant en Gallicie, il se couvrit de honte et encouragea à un tel point les mutins qu'une populace rassemblée à la hâte s'enhardit au point de poursuivre une armée régulière.

Le gouvernement national s'affermit et exista pendant une semaine. Pressentant bien d'avance sa courte durée, les Polonais s'empressèrent de mettre au jour,

dans ce court espace de temps, toute la vie et tout le désordre de tous les gouvernements polonais. Comme les infusoires et les éphémères qui parcourent en quelques heures tout le cercle de leur existence, depuis la naissance jusqu'à la mort, dans le cours d'une semaine il y eut à Cracovie des complots, des bouleversements d'État, des réjouissances de la foule facilement inflammable des Polonais, un désenchantement mélancolique, la célébration solennelle de saintes victoires, et enfin un abattement profond et la conviction que ces entreprises étaient chimériques.

Le 18 février, ainsi qu'il est dit plus haut, le général-major Collin entra à Cracovie avec six cents hommes d'infanterie, cent cinquante chevaux et trois pièces de six. L'arrivée des troupes ne permit pas aux conjurés de retarder la révolte. Dans la nuit du 20 février, à onze heures, quelques coups de fusil furent tirés des fenêtres sur les patrouilles; pendant l'interrogatoire des coupables, un avis écrit, fixant pour quatre heures du matin une attaque générale contre les Autrichiens, tomba par hasard entre leurs mains. Dans une maison qu'elles visitèrent, les patrouilles trouvèrent un vieillard occupé à écrire son testament; il n'avait pu écrire que ces mots : « Après l'attaque des canons autrichiens, moi, à quatre heures du matin. » Ces mots étaient significatifs : les troupes se préparèrent; à cinq heures du matin, en effet, le combat commença dans les rues; les Autrichiens parvinrent à s'emparer de plus de cent hommes; mais le lendemain Collin, effrayé par la nouvelle que vingt mille insurgés s'étaient déjà réunis dans la ville, battit en re-

traite pour se rendre à la hâte en Gallicie. En effet, à ce moment une bande bien armée s'était rassemblée à Cracovie, mais forte seulement de six mille hommes. Collin avait apporté à Cracovie des fusils, mais seulement il n'avait pris que douze cartouches pour chaque fusil; sa retraite fut si rapide qu'une partie de son matériel resta à Cracovie, et dans sa fuite, pressé par les insurgés, il dut jeter ses fusils. L'affluence des révoltés à Cracovie devint de plus en plus forte après les tentatives infructueuses et les luttes des paysans en Gallicie.

La fuite de Collin fut un triomphe pour les révoltés; le 22 février, à six heures du soir, les Polonais, voyant la ville évacuée, se livrèrent à des réjouissances publiques.

Après l'évacuation de Cracovie par les Autrichiens, les habitants de la ville, qui n'étaient pas initiés au plan de l'insurrection, se crurent les maîtres et organisèrent aussitôt leur gouvernement, qui devait être entièrement indépendant des puissances protectrices, et placèrent à sa tête un vieillard de soixante-dix ans, le comte Joseph Wodzitzki. Au milieu de cris tumultueux ils lui confièrent le commandement de la garde nationale. Wodzitzki parcourut à cheval les rues de la ville, prêchant l'ordre et la tranquillité, organisa sous sa présidence un comité de sécurité publique composé de cinq membres, et nomma des commissaires pour les différents quartiers de la ville. Il les convoqua ensuite au casino pour délibérer sur les dispositions ultérieures, et publia une proclamation annonçant son avénement au pouvoir et recommandant la tranquillité.

Parmi les habitants de Cracovie se trouvaient des hommes nommés à Paris membres du *gouvernement national* et connus seulement des conjurés initiés dans les secrets de la révolution. Ils virent la nécessité de se déclarer ouvertement et, le cas échéant, de réclamer leurs droits par la force.

A peine la nouvelle du choix de Wodzitzki se fut-elle répandue que les principaux meneurs révolutionnaires, Jean Tyssowski, Louis Gorchkowski, Alexandre Grjégorjewski, Édouard Dembowski et Charles Rogawski, rassemblèrent à la hâte mille de leurs partisans armés, et, revêtant l'écharpe polonaise, se rendirent à huit heures du soir chez le nouveau président. Il ne restait au comte Wodzitzki qu'à leur obéir, à dissoudre, sur leur demande, le comité de sécurité publique et à transmettre le pouvoir à ceux qui lui assuraient avoir été nommés à Paris et qu'une foule en armes, rassemblée sur la place devant sa maison, était prête à soutenir.

Après avoir renversé le gouvernement choisi par les habitants de Cracovie, les nouveaux possesseurs du pouvoir adressèrent le soir même la proclamation suivante aux habitants de la ville :

« Quatorze années d'efforts des braves enfants de la patrie pour parvenir à lui rendre son existence nationale, ont créé dans toutes les parties de la Pologne opprimée de nombreuses associations, dont les membres s'exposent aux plus terribles dangers. Mais, malgré cela, on est parvenu à diriger tous les efforts vers le même but, celui de recouvrer une patrie, en rendant la liberté à toute la nation polonaise. — Le

24 janvier de cette année, les comités de toutes les associations de la Pologne remirent le pouvoir gouvernemental entre les mains d'une autorité composée de cinq personnes qui furent, avec adjonction d'un secrétaire, choisies dans le grand-duché de Posen, la ville libre de Cracovie et son territoire, dans la Gallicie, la Russie et parmi l'émigration; laquelle autorité devait se compléter ensuite par l'élection de deux membres, l'un pour la Pologne réunie, l'autre pour la Lithuanie.

« Les membres choisis et le secrétaire avaient accepté les pouvoirs qui leur étaient déférés et devaient se trouver, avant le 21 février (jour fixé pour l'explosion de l'insurrection), à Cracovie. Les membres désignés pour Cracovie et son territoire, pour la Gallicie et l'émigration, s'y trouvèrent effectivement avant le terme fixé, tandis que le représentant du grand-duché de Posen fut arrêté, et que celui de Russie, ainsi que le secrétaire, n'étaient pas encore arrivés. Le représentant des membres de l'émigration ayant, à l'arrivée des troupes autrichiennes à Cracovie, conçu des craintes pour sa liberté, s'était tout à coup enfui au-delà des frontières.

« L'irritation générale qui règne en ce moment à Cracovie, et les nouvelles qui nous arrivent de tous côtés, prouvent que la révolution est la volonté de Dieu et de tout le peuple polonais. Ces événements imposent aux membres du pouvoir gouvernemental qui ne sont pas encore arrivés, le devoir sacré de venir se charger sans délai et avec d'autant plus d'empressement des pouvoirs qui leur ont été déférés, que le

zèle le plus ardent se refroidirait et que les propriétaires, nos frères, qui pourraient frapper des coups vigoureux, n'osent pas à présent prendre part à l'insurrection.

« Et tandis que nous admettons au sein du pouvoir gouvernemental un citoyen de la Pologne réunie (1), nous nous tendons mutuellement la main et jurons à la face de Dieu et de la nation polonaise, que nous exercerons les pouvoirs révolutionnaires jusqu'à ce que toute la Pologne soit affranchie; que nous regardons comme un moyen propre à arriver à ce but un mouvement produit parmi toute la population par l'abolition de tous les priviléges et la concession de la faculté illimitée de posséder les terrains qu'elle exploite, faculté dont les paysans ne jouissent aujourd'hui que sous certaines conditions; que nous assumons la responsabilité des conséquences de tous nos actes, et que nous regarderons comme traître à la patrie, et traiterons comme tel, quiconque osera résister à nos ordres. Qu'ainsi Dieu nous soit en aide!

« En foi de quoi nous avons signé les présentes : Louis Gorzkowski, Jean Tyssowski, Alexandre Grzégorzewski. Secrétaire, Charles Rogawski (2). »

Dans la même soirée du 22 février paraissait une seconde proclamation du nouveau gouvernement, qui disait entre autres choses : « Polonais ! l'heure du soulèvement a sonné. Toute la Pologne démembrée frémit et se réunit. Nos frères du grand-duché de Posen, de la Pologne du congrès de Vienne, de la Lithuanie et des

(1) Miéroslawski.
(2) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 1024.

terres russiennes combattent déjà contre l'ennemi. Nous sommes vingt millions; levons-nous comme un seul homme, et aucune force ne pourra écraser notre puissance. »

Si le télégraphe avait existé à cette époque, le ton de la proclamation eût été, certes, tout autre, vu qu'au moment où l'on rédigeait la proclamation à Cracovie, la révolte était déjà à l'agonie en Poznanie; en Pologne et en Lithuanie, les meneurs étaient arrêtés, et les événements récents en Gallicie avaient montré clairement que les renseignements statistiques polonais sur le nombre des Polonais qui s'y trouvaient demandaient de grandes rectifications, et que les paysans galliciens regardaient comme une injure le nom de Polonais.

Nous citerons encore un passage de cette proclamation dont un paysan gallicien disait, après l'avoir lue : *Le cousin promet de jouer du trombone :* « Polonais! nous aurons une liberté comme on n'en a jamais eu sur la terre; nous reconquerrons un état social dans lequel chacun, selon son mérite et sa capacité, jouira des biens de la terre; aucun privilége, sous quelque forme que ce soit, n'aura plus lieu; chaque Polonais y trouvera une pleine garantie pour lui, pour sa femme et pour ses enfants; celui qui sera inférieur dès sa naissance par l'esprit ou par le corps trouvera sans humiliation l'assistance infaillible de toute la société; la terre possédée jusqu'ici et conditionnellement, par les paysans, deviendra leur propriété absolue; les corvées, les jours du seigneur et toutes autres charges semblables cesseront sans aucun dédomma-

gement, et ceux qui se seront sacrifiés, les armes à la main, pour la cause nationale, obtiendront une indemnité en fonds de terre de biens nationaux (1) ».

Elle se terminait par cette formule de serment : « Je jure de servir la Pologne, ma patrie, de mes conseils, de mes paroles et de mes actions; je jure de lui sacrifier mes vues personnelles, ma fortune et ma vie; je jure obéissance au gouvernement national établi à Cracovie et à tous les pouvoirs établis par lui. »

Le jour suivant, le 23 février, le gouvernement national publia une troisième proclamation. « A nos frères de la religion israélite. Polonais! l'heure de l'égalité de toutes les classes a sonné. Tant qu'existaient les tyrans, on vous regardait comme un peuple séparé; la révolution vous reçoit dans le sein de la société, et, comme aux enfants de la même patrie, vous reconnaît les droits des autres citoyens. »

Les juifs n'ignoraient pas le peu de sincérité de toute cette comédie, et ils furent les premiers à répandre le bruit de l'insuccès de la révolte en Poznanie et en Gallicie. Le gouvernement national avait reçu aussi des rapports assez précis sur les événements de ces provinces, quoique exagérant le rôle et la défense des insurgés. Il fallait se concilier les Allemands et détruire l'impression qu'avait pu produire sur eux la proclamation dans laquelle Miéroslawski prescrivait leur massacre, et s'excuser des meurtres commis. Dans ce but, la proclamation suivante fut aussitôt publiée et répandue dans les possessions allemandes : « Noble

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 1025.

et libre nation allemande! Le soulèvement opéré par nos frères a eu pour suite quelques victimes. Nos frères ne peuvent maintenant ni expliquer ni justifier les causes de la lutte, et nous parlons pour eux, pour que ces causes ne soient point faussement commentées et n'éveillent la colère ni la haine. Nous ne nous adressons pas au gouvernement, mais au peuple, parce que chaque noble cœur, chaque noble Allemand, nous comprendra facilement. Nos frères de Posen ont seulement voulu s'ouvrir, à main armée, un chemin pour venir jusqu'à nous et nous aider énergiquement dans la lutte contre notre barbare ennemi (1), et ils se sont préparés à la lutte sans haine contre vous, sans aveugle égoïsme. Quand le Seigneur aura béni nos efforts, alors notre gouvernement sera attaché au vôtre.

« A partir de ce jour nous vous jurons amitié et concorde. Entre des peuples libres et nobles, peut-il ne pas y avoir d'amitié? Ni vous ni nous nous n'avons oublié comment l'Allemagne a reçu nos frères après la lutte sanglante de 1831. »

Après avoir comparé la lutte actuelle des Polonais à celle des Allemands en 1813, la proclamation se termine par ces mots : « .... Le Seigneur bénira nos efforts pour la gloire et la liberté de toute l'humanité, pour qu'elle ne voie dans son sein que des nations libres et indépendantes. »

Il est difficile, après les récentes attaques des Polonais contre les Allemands, de s'expliquer à qui les auteurs de cette proclamation s'adressaient et quel effet

(1) La Russie.

ils se flattaient de lui voir produire sur les Allemands.

Les rumeurs sur les suites malheureuses de l'émigration en Poznanie et en Gallicie émurent peu les légers Polonais de Cracovie ; pendant cette semaine, Cracovie était entraînée dans des distractions, des agitations, qui se succédaient rapidement l'une à l'autre. L'insuccès et l'arrestation de Miéroslawski en Poznanie laissèrent sa place vacante, et le 24 février Tyssowski se proclama dictateur. C'était, en moins de quarante-huit heures, le troisième gouvernement qui se fondait à Cracovie. En se déclarant dictateur, Tyssowski nomma Édouard Dembowski et Charles Rogawski ses secrétaires. Ils rédigèrent et publièrent de nouvelles proclamations dans lesquelles les Polonais cherchaient à se rendre compte des vues politiques du dictateur et de la direction de son gouvernement.

La première proclamation publiée par le dictateur disait : « Nation polonaise ! D'après des informations que j'ai reçues, les paysans, ne comprenant point ce dont il s'agit, attaquent les nobles. Ces désordres sont résultés de la réunion de plusieurs personnes dans le gouvernement national, ce qui m'a imposé le devoir de réunir tout le pouvoir dans mes mains. En portant ma décision là-dessus à la connaissance de tous les habitants de Cracovie, je déclare en même temps que j'ai donné à ma garde l'ordre de ne laisser venir à moi que ceux qui se présentent avec des renseignements, et ceux-là seulement peuvent se présenter avec des renseignements qui ont à communiquer un évé-

nement. Quant à la présentation de conseils, de plans et de projets, ceux-là seuls sont admis qui y seront particulièrement invités. Cracovie, le 24 février 1846. Signé Jean Tyssowski. Le secrétaire, Rogawski. »

Une seconde proclamation suivit la première. Elle avait pour but de prouver à l'Europe que la révolte des Polonais était la suite des projets perfides des puissances alliées et surtout de l'Autriche. Le dictateur voulait aussi gagner la population, à laquelle avait pu déplaire le ton roide de la première proclamation. Quelques-uns des passages les plus importants de cette seconde proclamation suffiront à la faire connaître à nos lecteurs :

« Cracovie, le 27 février 1846. Polonais! Après les calomnies les plus odieuses contre les habitants les plus tranquilles de Cracovie et de son territoire, afin de justifier l'attaque projetée des troupes autrichiennes, on a fait une attaque de ce genre le 18 de ce mois, et, par des violences, on a excité un mécontentement général. Là-dessus une lutte sérieuse s'est engagée avec l'ennemi, et plusieurs de nos vaillants frères se sont sacrifiés pour la cause nationale; ils sont tombés héroïquement comme des fils de la patrie, et ont donné ainsi un exemple digne d'imitation. A peine l'ennemi avait-il fait quelques pertes, qu'une terreur générale s'empara de lui, car Dieu prend évidemment le parti des innocents. Les audacieux ont annoncé qu'ils étaient venus pour notre sûreté, et ils ont été les premiers à fuir lâchement avec les autorités et la milice, en sorte que la ville a été exposée aux plus grands dangers.

« Grâces soient rendues à la Providence qui veille sur nous! Il n'y a eu aucun désordre, ce qui est unique dans l'histoire des peuples et le plus bel épisode dans l'histoire de la Pologne (1) ».

Le même jour le théâtre de la ville prit le nom de théâtre *national*. Pendant la représentation, composée de pièces patriotiques conformes à la circonstance, l'apparition du dictateur dans une loge, ornée spécialement pour lui, souleva les transports du public, et le théâtre retentit longtemps d'acclamations et d'applaudissements; dans les loges les dames agitaient leurs mouchoirs, les hommes agitaient leurs *konfédératki*, l'orchestre jouait : *Jeszcze Polska nie zginela.* « Non, la Pologne n'a pas encore péri! »

Peu après parut une seconde proclamation du dictateur : « Cracovie, le 21 février 1844. Frères Polonais! je vous appelle au nom du nouveau gouvernement et au nom de la nouvelle organisation de la Pologne, de la liberté, de l'égalité, de l'indépendance des étrangers et de la concorde fraternelle, et je vous déclare affranchis de toutes servitudes territoriales, impôts, contributions, redevances, droits de douane, monopole du tabac et autres, à l'exception seulement de ceux qui sont nécessaires pour satisfaire aux besoins du pays. Après l'expulsion des Allemands, tout Polonais ne possédant pas de terre recevra cinq arpents de terre et la quantité nécessaire de bois et de forêt. Tous les habitants, sans en excepter les juifs, jouiront des mêmes droits. Partout le peuple doit s'armer et commencer la lutte

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 1027.

contre nos ennemis jurés, les Russes et les Allemands; de leur expulsion dépend votre bonheur. Au nom de Dieu, de vos enfants et de votre propre prospérité, allez délivrer la patrie de nos oppresseurs, les Allemands et les Russes; que chacun s'arme comme il pourra. A bas les oppresseurs! Vivent les Polonais et périssent nos ennemis! »

Après ces jours de fête, cette généreuse proclamation, dont un grand nombre de bourses durent souffrir, fut loin d'être reçue avec symphatie. Mais les proclamations de ce jour n'étaient pas encore terminées; dans la nuit, les habitants furent réveillés par une quatrième proclamation, dans laquelle le dictateur exposait ses vues et ses règlements concernant l'organisation instantanée et universelle de la révolte sur tous les points. Elle commençait par déclarer que chaque particulier était obligé, sous peine de mort, de s'armer et de prendre part à la révolte. Le ton de cette proclamation montrait la confiance en lui-même avec laquelle parlait le dictateur; l'étonnement des habitants fut donc grand quand, le lendemain matin, en s'éveillant, ils virent placardée sur tous les murs de la ville une nouvelle proclamation annonçant que le dictateur avait abdiqué et transmis le pouvoir au citoyen Wichnewski.

A cette époque, Cracovie contenait des représentants des éléments polonais les plus divers. Prenaient part au mouvement révolutionnaire, d'abord les Polonais arrivés de l'étranger et élevés dans l'esprit du parti démocratique de l'émigration, puis les conspirateurs de la ville, les uns poussés par le manque absolu de

ressources ou par des vues d'ambition personnelle, les autres élevés dans les traditions polonaises et excités par la littérature révolutionnaire et les harangues violentes des émissaires. Un nombre plus ou moins grand de ces individus étaient, suivant la sévère hiérarchie révolutionnaire, initiés aux secrets de la révolution; le reste formait le nombre et la force matérielle. La troisième classe était celle des gens qui étaient portés sur les listes des conjurés, mais n'avaient pas la force de caractère et le courage d'avoir des opinions personnelles. Enfin, la classe la plus nombreuse était formée des représentants de la société polonaise de Cracovie, élevés dans le vieil esprit polonais et recouverts seulement à la surface du vernis de la démocratie moderne. Cette classe, qui ignorait les menées et les intrigues des meneurs de l'émigration, prenait à la lettre les excitations à l'affranchissement de la Pologne, et était loin de soupçonner qu'à Paris vivaient des gens qui n'attendaient avec impatience que le succès de la révolte pour venir gouverner à Varsovie.

A cette classe appartenaient Michel Wichnewski, professeur à l'université, et Hilaire Metzichewski, hôtelier, directeur du théâtre, scribe et employé du gouvernement de la ville. Ne connaissant pas les préparatifs faits de longue main par l'émigration ni ses desseins, ils virent seulement que des gens inconnus de tout le monde avaient renversé le comte Wodzitzki et avaient pris sa place, et qu'ensuite l'un des nouveaux gouvernants, un nouveau venu, Gallicien de naissance et émigré de profession, avait chassé ses

collègues, et, après quelques heures d'un pouvoir illimité, non-seulement s'était arrogé une autorité discrétionnaire, mais déclarait même n'avoir besoin d'aucun conseil.

Wichnewski et Metzichewski conclurent que leur qualité d'indigènes leur donnait plus de droits au pouvoir, et ce qui montre bien la promptitude avec laquelle on peut former un parti parmi les Polonais et le faire agir, c'est que dans le courant d'une seule journée les nouveaux aspirants au pouvoir réunirent un assez grand nombre de conjurés et mirent sans retard leur plan à exécution.

Le professeur Wichnewski, son fils, qui était étudiant, le professeur Brodowitch, Metzichewski et l'employé de la police Mirochewski étaient à la tête du complot. Ce fut le jeune Wichnewski qui amena au complot le plus fort contingent, recruté parmi ses camarades de l'université. A deux heures du matin les conjurés se rendirent à la maison du dictateur, garrottèrent les gardes et pénétrèrent dans les appartements. Wichnewski fils, appuyant un pistolet sur la poitrine du dictateur, lui ordonna, à lui arrivé on ne sait d'où, de se désister immédiatement du pouvoir et de sortir de Cracovie. Pour le dictateur, la transition était brusque des ovations du théâtre et des acclamations de la foule à la situation présente, mais il n'y avait rien à faire; le tumulte causé dans la rue par l'arrestation des sentinelles avait attiré quelques flâneurs nocturnes, mais ils restaient froids spectateurs de ce qui se passait. Tyssowski promit et signa tout ce que les insurgés lui demandaient, s'habilla, fit ses

malles et partit en présence de ces successeurs au pouvoir.

Les nouveaux possesseurs du pouvoir occupèrent la maison du dictateur et prirent sans retard leurs dispositions. Leur première œuvre fut la rédaction d'une nouvelle proclamation, dans laquelle ils annonçaient, comme nous l'avons vu, que le dictateur Jean Tyssowski avait transmis son pouvoir à Michel Vichnewski; dans la même nuit, la proclamation fut imprimée et placardée aux coins des rues.

Le nouveau dictateur, considérant l'affaire comme terminée et sa position garantie par le départ de Tyssowski, s'occupa de la formation d'un nouveau gouvernement conforme à ses vues, et de la nomination de ses créatures aux différentes places; mais le matin même Vichnewski jeune vient annoncer en toute hâte à son père que Tyssowski marchait sur la maison du dictateur à la tête de mille hommes armés. Le dictateur et les membres du *gouvernement national*, qui n'avaient pas réuni une force suffisante pour protéger leur pouvoir, durent à leur tour chercher leur salut dans la fuite. Les deux Vichnewski parvinrent à s'enfuir à la hâte en Prusse; Brodovitch, Mentzichewski et Mirochewski se cachèrent dans la ville même.

Tyssowski trouva en arrivant la maison dictatoriale libre. En prenant le pouvoir, il ordonna de remplacer les proclamations de Vichnewski par une nouvelle proclamation. Cette proclamation était concise : « Le « dictateur au peuple polonais. Je déclare être la suite « d'une trahison la proclamation qui a paru aujour-

« d'hui de grand matin et dans laquelle je me désiste « du pouvoir en faveur de Michel Vichnewski, cette « abdication m'ayant été arrachée les armes à la « main; c'est pourquoi je livre Michel Vichnewski à « la justice du tribunal révolutionnaire. JEAN TYS- « SOWSKI. Le secrétaire, ROGAWSKI. Cracovie, 25 février « 1846. »

Tandis qu'on cherchait Vichnewski et les autres accusés, une bande envoyée pour piller la caisse de Vélitchka entra solennellement dans la ville; 180,000 florins furent enlevés. Avec cette bande arrivèrent les nouvelles que les insurgés envoyés à la poursuite de Collin l'avaient poussé jusqu'à Vodovitz, que les habitants des montagnes et les ouvriers des mines s'étaient joints à la révolte, mais que partout les populations des campagnes restaient fermes pour le gouvernement autrichien. Le dictateur réunit un conseil militaire et, sur l'avis des personnes qui le composaient, décida « de renforcer les troupes envoyées contre Collin, d'exercer une surveillance attentive et de recueillir des renseignements sur la disposition et les mouvements des forces militaires, et d'envoyer Sokharjewski avec un délachement spécial appuyer le soulèvement dans les montagnes. »

Dembowski, révolutionnaire ardent et émissaire de l'émigration polonaise, assistait à cette délibération. Depuis la fuite du membre de l'émigration dans le gouvernement national, Dembowski était le principal représentant des intérêts de l'émigration. Nourri des théories révolutionnaires et des enseignements du parti démocratique, il ne pouvait comprendre que les

populations des campagnes pussent résister aux excitations à la révolte et ne pas se rallier aux idées démocratiques; il ne pouvait comprendre que la saine raison des paysans voyait dans le gouvernement autrichien une garantie de leur bien-être matériel; il ne pouvait renoncer aux plans qu'il avait formés de longue date et combina différents projets pour se concilier les paysans et employer leur force en faveur du soulèvement; il espérait encore pouvoir les convaincre que leur intérêt direct leur commandait d'obéir aux meneurs révolutionnaires et les séduire par des promesses.

« La prise d'armes des paysans, dit-il au conseil, doit être considérée comme un fait accompli; mais, au lieu de les menacer et de les châtier, nous devons faire nos efforts pour tourner ces armements au profit de l'insurrection. Le gouvernement connaît-il le nombre immense des insurgés? sait-il que toute la noblesse est dans les rangs de la révolte? En un mot le gouvernement autrichien ne comprend pas toute l'importance et la force de notre mouvement. Si le soulèvement s'apaise en Gallicie, les Autrichiens croiront les moyens du mouvement définitivement épuisés et irriteront la population par leurs mesures; c'est pourquoi il faut donner aux propriétaires l'instruction catégorique de se tenir tranquilles et de chercher à être en bons rapports avec les autorités. Par cette conduite les propriétaires amèneront un conflit inévitable entre le gouvernement et les paysans; il nous restera seulement alors à savoir entièrement profiter des circonstances.

Tyssowski accepta avec d'autant plus d'empressement les propositions de Dembowski qu'il voyait en lui le plus fort et le plus influent des agents de l'émigration.

On procéda sans retard à la rédaction d'instructions et d'ordres conformes à ce projet, qui furent répandus dans toute la Gallicie par des exprès qui y distribuèrent dix mille exemplaires du nouvel appel de Dembowski aux paysans.

Les meneurs révolutionnaires ne doutaient point du succès de cet appel, entièrement dans l'esprit du peuple; mais les choses se passèrent tout à fait autrement. Dans la pratique, les théories révolutionnaires se montrèrent tout à fait fausses, et la proclamation de Dembowski fut l'un des coups décisifs que les émigrés polonais se portèrent à eux-mêmes. La plus grande partie de ces proclamations fut adressée et envoyée aux propriétaires et aux prêtres. Les premiers la reçurent avec réflexion; il n'était déjà plus question de promesses faites aux paysans conformément aux exigences du temps; la proclamation était, dans les mains des paysans, un document leur garantissant des droits que plus tard il aurait fallu leur disputer par la force armée.

Cette circonstance était d'autant plus importante pour les propriétaires que pas un mot n'était dit dans la proclamation du dictateur au sujet des récompenses de la noblesse. Les arrivées constantes de nobles à Cracovie, qui venaient augmenter les forces de la révolution, s'interrompirent; ils devinrent opposés au soulèvement. Chacun d'eux se donnait pour une vic-

time des menées révolutionnaires et des soupçons des paysans, sans avoir pris en rien part aux intrigues de la révolte. D'un autre côté, les paysans, auxquels les prêtres firent distribuer la proclamation, dirent qu'ils étaient paysans autrichiens et galliciens et non polonais, et que l'appel ne s'adressait pas à eux; partant, après s'être réunis en délibérations, ils décidèrent de remettre entre les mains des autorités les exemplaires de la proclamation qu'ils avaient reçus.

Cependant les habitants de Cracovie ne manquaient pas de divertissements : au théâtre national on donnait des représentations faites pour exciter les sentiments patriotiques des spectateurs; dans les rues on lisait les gazettes du jour, remplies d'articles à effet; sur les places publiques se produisaient des manifestations nationales ou des processions religieuses; des prêtres conduisaient solennellement les patriotes à la prestation du serment, et bénissaient les armes et les nouveaux écussons, décernés par le dictateur (1). Les fusils des Autrichiens, pris à Cracovie par les révolutionnaires, leur servaient de trophées.

Le dictateur était accablé de travail, obligé d'assister à la fois aux solennités nationales et de diriger la rédaction des deux journaux : *la Gazette de Cracovie* et *le Moniteur national;* la poste, bien organisée, lui apportait, plusieurs fois par jour, des nouvelles de la Gallicie, de la Pologne russe et de Posen, nouvelles peu rassurantes, au fond, quoique remplies d'espérances les plus chimériques, entremêlées de bulletins

(1) Aigle blanc sur un champ ponceau; une branche de laurier dans une griffe, et dans l'autre une branche de chêne.

fantastiques des prétendues victoires remportées par les Polonais.

Le malheureux dictateur, incapable de discerner la vérité du mensonge, ne perdait pourtant pas l'espoir de remédier à la situation; il ordonna d'organiser en régiments de fantassins et de cavaliers environ dix mille patriotes ardents, tous bien armés et bien montés. Une garde de cent krakouss devait veiller, jour et nuit, à sa sûreté personnelle.

Sokharjewski, muni d'une quantité considérable de proclamations de Dembowski, fut envoyé à la tête d'un détachement dans les montagnes; un autre détachement devait renforcer les troupes envoyées à la poursuite de Collin.

Dembowski, nourrissant toujours l'espoir d'entraîner les masses de la population agricole de la Gallicie, eut recours à un nouveau stratagème. On devait organiser une grande procession religieuse, sous l'escorte d'un grand nombre d'hommes armés et de tous les paysans des environs de Cracovie; cette procession devait passer sur la rive droite de la Vistule, pénétrer en Gallicie, et y produire par son exemple un effet moral sur les paysans galliciens. Composée de grand nombre de moines, de prêtres et de personnes portant des croix, des bannières, des images, la procession se mit en marche. On n'avait pas non plus oublié le drapeau national.

Au milieu d'une foule en délire, Dembowski, en habit de simple ouvrier, marchait à la tête de cette procession, qui entra, le 27 février, en Gallicie.

La retraite de Collin de Cracovie avait produit un

grand effet moral sur les autorités autrichiennes à Lemberg. L'archiduc expédia dans la Gallicie occidentale le colonel Benedek, connu par son énergie et son activité; celui-ci, à la tête de quelques troupes, renforcées de paysans, atteignit Sokharjewski à Gdoff, près de Vélitchka, et défit entièrement toute sa bande composée de deux mille fantassins et de six cents cavaliers, tous gentilshommes et étudiants de la Gallicie et de Cracovie. N'osant plus s'avancer en rase campagne, les insurgés se fortifièrent dans les maisons de Gdoff, d'où ils furent délogés par les paysans. Les Autrichiens n'eurent que peu de tués et de blessés, mais les paysans qui les accompagnaient eurent beaucoup à souffrir, surtout à l'assaut des maisons. La perte des insurgés se montait à cent quatre-vingt-six hommes tués, soixante-trois furent faits prisonniers et pour la plupart blessés ; le reste avait pris la fuite.

Collin, mieux renseigné, passa, lui aussi, à l'offensive, et, assisté par Benedek, il se trouva le 27 février à Podgorjé, faubourg situé en face de Cracovie, sur la rive droite de la Vistule, juste au moment où la procession, conduite par Dembowski, se dirigeait vers la Gallicie. Celui-ci, substituant sur-le-champ à la marche de la procession une manœuvre de tactique, et tout en faisant chanter des hymnes religieuses, voulut prendre les Autrichiens en flanc; mais le détachement autrichien, peu soucieux de ce qu'en dirait la presse de l'Europe, ouvrit un feu de file contre les pieux insurgés. Ces derniers, tous bien armés, encouragés par Dembowski, et remplaçant les hymnes pieuses par des cris de guerre, se ruèrent alors sur

les troupes autrichiennes, en suivant l'exemple des prêtres qui déployèrent une grande intrépidité.

Une salve d'artillerie reçut les assaillants ayant à leur tête Dembowski qui tomba un des premiers; les baïonnettes des Autrichiens firent le reste. En vain Hrotchewski, élève de l'école militaire de Neustadt, à qui l'on avait confié le commandement des forces militaires de la procession, fit flotter le drapeau polonais, devenu impuissant à rallier les fuyards; vingt-huit tués restèrent sur la place; la cavalerie de Collin poursuivit les fuyards jusqu'à Podgorjé, et fit de nombreux prisonniers, tandis que trois canons autrichiens balayaient le pont qui conduit à Cracovie. Les révoltés amenèrent deux petits canons en fonte et un autre, plus grand, en cuivre, qui avait été apporté de France et qui, enfoui en terre, avait attendu depuis plusieurs années le moment d'être employé. Parmi les cent prisonniers, faits sur la rive droite de la Vistule, il y avait trente-deux prêtres ou moines.

Séparés par la Vistule, les adversaires s'observèrent pendant la journée du 28 février. Les insuccès de la révolte en Gallicie étaient bien faits pour donner à réfléchir aux insurgés. Le 1er mars arriva la nouvelle menaçante, et qu'il fut impossible de cacher aux habitants, que deux détachements russe et prussien avaient reçu l'ordre de marcher sur Cracovie. Le bruit alarmant qu'un régiment de Tcherkesses (Cosaques irréguliers musulmans) arrivait de Varsovie par ordre du feld-maréchal Paskiévitch, sema la terreur dans la ville, et acheva de dégriser les révolutionnaires réduits à lutter à la fois contre trois puis-

sances alliées. Un profond abattement remplaça tout à coup cette forfanterie naguère encore si insolente.

Le dictateur Tyssowski et l'ex-colonel Zborowski, qui avait été nommé commandant militaire des insurgés, avaient pris leur parti : maîtres des 700,000 francs qu'ils avaient trouvés dans la caisse du gouvernement provisoire, ils décidèrent qu'il valait mieux se rendre aux Prussiens, vu que dans les rangs des révoltés se trouvaient beaucoup de Galliciens, sujets de l'Autriche. Les habitants de Cracovie cachèrent leurs armes et rentrèrent dans leurs foyers, pendant que douze cents insurgés environ, originaires des autres villes, se rendirent, le 2 mars, avec leurs canons, à la frontière de Prusse et là mirent bas les armes devant l'armée prussienne. Les habitants de Cracovie mirent de nouveau le comte Wodzitzki à la tête du gouvernement; celui-ci publia une proclamation, dans laquelle il engageait ses compatriotes à attendre tranquillement les événements, et entra le 3 mars en pourparlers avec le général Collin. Mais avant que les conditions de la capitulation fussent stipulées, le régiment de Tcherkesses, arrivé à marches forcées, occupa la ville, où le lendemain soir le général Panioutine entra avec le reste des troupes russes.

Voilà où aboutirent les menées de l'émigration en 1846. D'après la décision des trois puissances voisines, Cracovie, devenue depuis longtemps le refuge des révolutionnaires polonais, et dont les autorités locales s'étaient vues, de leur propre aveu, impuissantes à résister à l'affluence des émissaires et à sauvegarder la tranquillité des habitants, fut, le 11 no-

vembre 1846, incorporée avec toutes ses dépendances dans la monarchie autrichienne; c'est ainsi que disparut le dernier vestige de l'indépendance polonaise.

Dans la nuit du 20 février, au moment où l'on ensevelissait en Gallicie des milliers de victimes, que des centaines de blessés par les faux et les fourches des paysans gisaient encore sur leurs lits de douleur, et que la fureur des masses villageoises s'exerçait sur les femmes et les enfants restés seuls dans leurs châteaux après la fuite de leurs maris et de leurs pères; à ce moment, disons-nous, de nobles dames polonaises dansaient avec entraînement à Paris dans un bal somptueux, donné dans les salons splendidement éclairés de l'hôtel Lambert : le prince Adam Czartoryisky célébrait ce jour-là avec l'émigration polonaise les *Vêpres siciliennes* qui, d'après leurs calculs, devaient à cette heure délivrer les provinces de l'ancienne Pologne du joug étranger. Tout contribuait à l'allégresse générale; les nouvelles les plus rassurantes sur l'ardeur patriotique, sur la disposition favorable des esprits, témoignant de la concorde des partis, arrivaient de tous les côtés de l'ancienne République; les démocrates en étaient arrivés à la conviction que, sans le concours actif de la noblesse polonaise, leurs efforts resteraient inefficaces, et que c'était à leur noble amphitryon qu'ils devaient de voir l'aristocratie polonaise, seule capable d'entraîner la petite noblesse du pays, prêter la main au mouvement. Remettant pour plus tard toutes les discussions intestines, le parti démocratique recherchait, en at-

tendant, les faveurs du prince Adam, dont il reconnaissait tout le pouvoir.

Les émigrés ne doutaient plus du succès. C'est alors qu'éclataient dans toute leur force la jactance, la forfanterie et le mensonge, joints à la crédulité des Polonais.

A Paris, les différents bruits arrivés du théâtre de la révolte avaient produit un chaos complet; la vérité y était entremêlée avec tant de fausses nouvelles de prétendues victoires brillantes, qu'il était devenu difficile de distinguer le vrai du faux. Ce n'est que vers la mi-mars que l'émigration commença à soupçonner la vérité, et à revenir de cette ivresse que les espérances, les victoires, les triomphes et l'enthousiasme national avaient fait naître.

La révolte était déjà entièrement étouffée, que le 7 mars on publiait encore à Paris que les Russes s'étaient vus forcés d'évacuer toute la Pologne, et que l'archiduc Ferdinand, avec les restes de son armée, avait été obligé de se retrancher dans un cloître, aux environs de Lemberg. La nouvelle de l'emprisonnement de Miéroslawski, loin d'attrister le parti Czartoryisky, servit plutôt à relever l'esprit de la Centralisation. Ce même jour, 7 mars, l'émigration polonaise envoya une députation au prince Adam pour lui présenter une adresse, dans laquelle elle le reconnaissait pour son chef, en lui promettant la coopération et l'obéissance absolue de tous les partis, et en le priant de se charger dorénavant de la direction des affaires. Dans sa réponse, empreinte d'une sublime admiration pour la nation polonaise, dont la simultanéité du

soulèvement héroïque en divers endroits méritait, selon lui, tous les éloges, le prince Czartoryisky promit d'employer toutes les ressources dont il pouvait disposer pour le service et le succès de la révolution. Les démocrates polonais, établis en Angleterre, adressèrent également au prince leurs félicitations, en lui témoignant leur joie de voir la lutte engagée sous ses auspices; ils le reconnaissaient pour le chef suprême de l'émigration en lui promettant, malgré la divergence de leurs opinions politiques, de remplir tous ses ordres relatifs aux affaires de leur patrie.

Mais l'émigration devait, à son tour, trouver bientôt un désenchantement complet dans la triste réalité que lui apporta, quelques jours après, la nouvelle des événements de Cracovie.

CHAPITRE HUITIÈME.

LA VÉRITÉ SUR LES ÉVÉNEMENTS DE 1846.

« Voyant le peuple de la Gallicie séparer sa cause de celle des classes élevées, les hommes les plus notables de l'émigration ressentirent un coup bien plus affligeant que de toutes les persécutions moscovites et germaniques. »

REGNAULT, l'*Odyssée polonaise*.

Illusions de l'Émigration. — Ses déceptions tant à l'égard des villageois en Gallicie que des démocrates allemands. — Opinion erronée en France concernant les événements de 1846, en Gallicie. — Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich. — Conduite rusée de la noblesse gallicienne à l'égard de l'Autriche. — Retraite de l'archiduc Ferdinand. — La police secrète. — Procès des accusés politiques. — Régime du comte Rodolphe Stadion. — Nouvelle organisation de la classe villageoise.

Les principaux promoteurs avaient cru que la révolte polonaise de 1846 servirait de signal à une révolution générale en Europe. La promptitude avec laquelle elle fut étouffée amena une trêve qui contribua, pendant toute une année, à la tranquillité de l'Europe. L'échec des projets polonais avait porté un coup

terrible à l'émigration, sans pourtant en anéantir les forces ; grâce à sa vitalité depuis longtemps avérée, elle procéda, au contraire, à de nouvelles mesures destinées à réparer les fâcheuses conséquences des derniers désastres.

Le coup porté aux révolutionnaires avait, en effet, été terrible. En Gallicie, le gouvernement n'avait pas eu le temps de prévenir les événements, de sorte que la conspiration avait eu toute latitude pour mûrir et dégénérer en révolte. Tandis que l'émigration disait par la voix de ses émissaires, — « que toute la population de la Gallicie désirait le rétablissement et l'intégrité de l'ancienne Pologne, » — les paysans, grâce au régime de l'Autriche, déclaraient unanimement : « Nous ne sommes pas Polonais, nous sommes Galliciens, c'est-à-dire Autrichiens. »

L'émigration avait dit : « L'Autriche, ainsi que les autres puissances ayant pris part au démembrement de la Pologne, ne fait qu'opprimer les habitants. » Les paysans galliciens répondaient : « Notre sort n'est devenu meilleur que par la grâce de l'empereur, tandis que de la part des propriétaires nous n'avions eu que des vexations à attendre. » Les Polonais leur avaient offert le don des terres, les paysans les refusèrent. Aux violences, enfin, au moyen desquelles les Polonais avaient espéré entraîner les paysans à une révolution sociale, ces derniers répondirent par des violences. Le massacre des milliers de Polonais avait prouvé la haine traditionnelle des paysans contre les propriétaires, sentiment qui, dans les idées de ceux qui le nourrissaient, avait rendu les termes *propriié-*

taires et *Polonais* identiques. « La charité n'habite pas le palais seigneurial, » dit un dicton populaire qui peut servir de pendant à cet autre : « Tant que le monde existera, le Ruthène ne fraternisera pas avec le Polonais. »

Le paysan gallicien avait instinctivement compris que le gouvernement était son défenseur naturel, et il préférait, par conséquent, un pouvoir légal aux tendances traditionnelles de la noblesse et aux utopies perfides de quelques démocrates ambitieux.

La révolte en Gallicie venait de donner un démenti éclatant à tous les efforts des Polonais pour s'ériger en bienfaiteurs du peuple.

L'émigration polonaise comprit qu'il lui fallait arriver promptement à la solution de deux problèmes : d'abord celui de prouver à l'Europe que la révolution de 1846 n'avait pas été provoquée par l'émigration, mais bien par l'Autriche, dont la politique méritait la malédiction des générations actuelles et futures ; et ensuite de sauver les débris de la révolte pour s'en servir dans un temps plus favorable, et, malgré la juste indignation contre l'Autriche, d'amener cette même Autriche à s'intéresser au sort des Polonais.

La solution de ces problèmes semblait devoir être difficile ; mais les chefs de l'émigration polonaise avaient prouvé depuis longtemps leurs hautes aptitudes à ne point se gêner d'une alliance avec le mensonge, la perfidie et la trahison, toutes les fois qu'il s'agissait pour eux d'atteindre un but désiré.

Pendant que les Allemands attendaient avec pa-

tience que leurs gouvernements fussent en état de publier les événements qui s'étaient passés en Gallicie et à Posen, les presses française, anglaise et belge s'étaient empressées, pour satisfaire la curiosité du public, de lui offrir la primeur des nouvelles recueillies sans choix et sans contrôle, surtout de celles qui lui arrivaient des contrées éloignées de la Pologne. Les journaux de Breslau suivirent l'exemple de ceux des autres pays. Tandis que les gouvernements respectifs gardaient le silence, l'émigration seule élevait la voix, et, sans se préoccuper de la vérité, elle profita du vaste champ ouvert à la fécondité de son imagination.

Assoupi par les protestations polonaises et par une presse polonophile, le gouvernement autrichien avait, moins encore que la Russie et la Prusse, cru nécessaire de prendre des mesures préventives contre l'effervescence des esprits. La population villageoise de la Gallicie, comme tout bas peuple de l'Europe, ne se pique guère de contenir les éléments raffinés des classes supérieures, et l'on ne devrait pas s'étonner que les passions brutales de ces natures simples, une fois surexcitées, les eussent entraînées, à l'exemple de tant d'autres peuples, à étouffer dans le sang de leurs oppresseurs le cri de leurs souffrances séculaires.

Du reste, les Polonais avaient eux-mêmes éveillé les mauvais instincts de ces enfants de la nature, appartenant à la race slave, connue par sa douceur et sa patience. A un esprit judicieux, provenant d'un bon sens inné, le peuple slave joint un sentiment de

soumission à toute autorité légitime, et un développement moral particulier et qui n'a rien de commun avec les théories démagogiques de l'Occident. Ferme jusqu'à l'opiniâtreté dans ses convictions, bon et cordial même envers son ennemi, il ne sort de son calme que lorsqu'il est irrité outre mesure, ainsi que le dit le proverbe russe : « L'ours reste tranquille dans sa tanière jusqu'à ce que la fourche le force d'en sortir et de se mettre sur les pieds de derrière. »

La noblesse polonaise, étrangère à la race slave, était arrivée par son éducation jésuitique et par le développement particulier de sa vie sociale à former une classe à part, n'ayant de commun avec le peuple que le sol du pays, et dont le trait distinctif était l'*intolérance*, sous toutes les formes, — intolérance d'autorité, de propriété d'autrui, d'esprit supérieur, — ne supportant ni les talents, ni les convictions, ni la prospérité et la fortune qui n'étaient pas à elle. Croyant connaître le peuple dont elle avait si longtemps méconnu l'existence, elle fut bien étonnée de le trouver, non pas tel que le lui avaient fait voir les utopies de l'émigration, mais resté fidèle à ses devoirs et fermant l'oreille aux doctrines du socialisme.

L'émigration se vengea bientôt sur l'Autriche de la confiance qu'elle avait accordée aux Polonais en citant devant le tribunal de l'opinion publique de l'Europe ses ministres qu'elle accusait de perfidie. Laissant à l'écart la Russie et la Prusse, toute la fureur de la presse révolutionnaire s'attaqua, après les événements de 1846, au gouvernement autrichien et aux paysans de la Gallicie.

« Le gouvernement autrichien, disait l'émigration, avait senti toute la fragilité de son régime en présence des idées libérales et du développement progressif de la société contemporaine, développement dont les succès devaient tôt ou tard amener des collisions entre le peuple et les propriétaires fonciers. L'Autriche, dans ses craintes, eut recours à la perfidie : elle s'adressa aux instincts sauvages et sanguinaires des paysans galliciens. Les agents secrets du gouvernement autrichien avaient été ses propres employés, des soldats en retraite, et même des forçats libérés. Les propriétaires, désirant améliorer le sort des paysans, avaient offert de leur céder une partie des terres qu'ils cultivaient; mais les agents du gouvernement, s'appliquant à entretenir dans l'esprit faible des paysans la haine de la noblesse, les avaient dirigés dans une voie qui devait aboutir au massacre de tous les propriétaires, dont les meurtriers avaient même été récompensés. »

Ces assertions, d'une fausseté flagrante, trouvèrent malheureusement beaucoup de crédit en Europe; ignorant pour la plupart la simultanéité des événements de la Gallicie, du grand-duché de Posen et de la Pologne russe, beaucoup crurent, dans leur naïveté, que, d'un côté, l'occupation de Cracovie par Collin, et de l'autre, l'astuce de l'Autriche, jointe à la connivence tacite de la Russie et de la Prusse, avaient seules provoqué les événements qui venaient de s'accomplir en Gallicie.

Tels furent les matériaux qui servirent à l'émigration polonaise pour tramer un tissu de mensonges

impudents et d'interprétations fallacieuses des événements passés. En voici un des nombreux exemples: le paysan Jacques Schéla s'était acquis une grande réputation par sa conduite pendant la révolte. Quand les troubles eurent cessé en Gallicie et que les passions se furent apaisées, son nom fut prononcé avec respect. Six membres de la famille Bogousch avaient été massacrés, losque Schéla, désirant sauver les femmes et les enfants de cette malheureuse famille, parvint à les cacher dans sa chaumière. Il les garda chez lui jusqu'au moment où il lui fut possible de les faire sortir sans danger de sa cabane. Mais sous la plume de l'émigration ce fait est présenté tout autrement; ce même Schéla, ancien criminel, aurait amené de force ces malheureuses femmes chez lui pour se repaître de l'aspect des souffrances inouïes qu'il leur faisait endurer. Aux autres qualités qui caractérisaient les émigrés polonais, se joignait cette fois l'ingratitude. L'opinion publique pouvait-elle vérifier le fait, lorsque nous dirons que l'accusateur du généreux Schéla fut un des membres de la famille de Bogousch elle-même?

L'émigration polonaise, ne se contentant pas du concours de la presse pour dénaturer les faits qu'elle appela *les massacres de Gallicie*, s'adressa aux sphères officielles de la France et de l'Angleterre pour accréditer l'opinion que des fonctionnaires autrichiens avaient eux-mêmes excité les paysans à exterminer la noblesse gallicienne et tous les patriotes polonais. Elle se garda de faire mention de la circulaire de l'archiduc Ferdinand du 18 février, qui cependant

est un document bien susceptible de jeter de la clarté sur les événements, et de prouver jusqu'à quel point les Polonais avaient cherché à dérouter le chef de la haute administration de la Gallicie.

L'émigration polonaise se servit de l'organe des députés et pairs de France, au nombre desquels le marquis de la Rochejaquelein, qui était un des plus ardents défenseurs des Polonais, à la séance du 13 mars 1846, affirmait, sur la foi des journaux et des correspondances particulières, que le gouvernement autrichien avait excité les paysans à se soulever contre les propriétaires, et que la tête de chacun d'eux, ainsi que celle de chaque prêtre et de chaque noble, avait été mise à prix, à 25 francs par tête. Le comte de Morny disait aussi : « Cette boucherie, dont les temps les plus barbares n'offrent pas d'exemples, mérite que du haut de cette tribune l'anathème soit lancé contre les bourreaux. » Le marquis de Castellane, affirmant la certitude des massacres, ajoutait « qu'ils avaient été plus considérables que la chambre n'a peut-être encore eu le temps de le savoir, » tandis que le comte de Montalembert disait, dans la Chambre des pairs, que le gouvernement autrichien avait chargé à dessein les propriétaires fonciers du recrutement pour avoir toujours sous la main dans les paysans des gens tout prêts à se venger de leurs seigneurs pour les avoir livrés à la conscription. Ces échantillons attestent jusqu'à l'évidence les efforts de l'émigration pour proclamer la soi-disant perfidie de la politique autrichienne.

Après l'insuccès de la révolution de 1846, les Polo-

nais tâchèrent de s'en laver les mains, et en rejetèrent toute la responsabilité sur quelques révolutionnaires fanatiques, mais surtout sur les menées perfides du gouvernement autrichien. A l'appui de ce fait peut servir, entre autres, la célèbre brochure publiée à cette époque sous le titre de : *Lettre d'un gentilhomme polonais à M. le prince de Metternich.*

Les gouvernements des trois monarchies voisines de la Pologne n'ignoraient guère que le parti aristocratique de l'émigration polonaise, résidant en France et en Angleterre, avait employé tous les moyens pour faire réussir le soulèvement de 1846, auquel avait contribué toute la noblesse, entraînée par quelques seigneurs jouissant d'une grande influence résultant de leurs richesses et de leur haute position sociale. Mais lorsqu'arriva le triste dénoûment de la révolte, personne ne voulut y avoir pris part, et un grand seigneur polonais, qui, en 1831, avait été un des agents diplomatiques du prince Czartoryisky, et qui, en 1846, n'avait pas encore cessé ses relations avec l'hôtel Lambert, conçut le projet de déposer son obole sur l'autel de la cause polonaise, en publiant ladite brochure, destinée à donner le change au public et aux cabinets européens.

La brochure adressée au vieux prince de Metternich, alors premier ministre, et considéré par les révolutionnaires polonais comme le représentant de toute la perfidie du cabinet autrichien, contient le passage suivant, marqué au coin du jésuitisme le plus raffiné :

« Les derniers événements insurrectionnels du grand-duché de Posen, de Cracovie et de la Gallicie,

avaient pris leur origine dans les écarts de la faction du désordre social, qui se donne le nom de parti démocratique de l'émigration. Le parti nommé aristocratique, ainsi que cette fraction honorable de l'émigration qui, en dehors des partis, est aussi éloignée de la frénésie de l'un que des puérilités de l'autre, en furent formellement exclus. Le mouvement, émané d'une source aussi trouble, porta sur l'élément analogue de la société polonaise dans les différents pays. La noblesse n'y prit part qu'à sa surface; des employés, des commis d'exploitation, un certain nombre de fermiers, des jeunes gens, quelques anciens militaires de grades inférieurs, quelques propriétaires ruinés, voilà le contingent qu'elle fournit. Les hommes de fortune et de quelque position sociale y prirent part en très-petit nombre. La majeure partie de la noblesse, les personnes de poids et d'influence dans le pays, les propriétaires aisés, ainsi que la grande propriété, non-seulement s'abstinrent, mais étaient même exclus de toute participation à ces projets, dont ils ne furent instruits que par la rumeur publique, et qu'ils blâmèrent à haute voix..... Il est reconnu aujourd'hui que les individus qui commencèrent le mouvement de Cracovie ne dépassaient pas le nombre de deux cents; c'est devant eux que se retira le général Collin et la milice cracovienne, composée de soldats autrichiens.... Ce qui participa franchement à ce mouvement et se constitua en gouvernement, n'était composé que du rebut de toutes les classes (1). »

(1) *Lettre d'un gentilhomme polonais*, Paris, 1846, p. 3.

Après avoir placé ainsi tous les comtes et les nobles qui avaient pris part à la révolution à côté du rebut de la société, et rendu hommage au bon sens des paysans hostiles à la révolte, l'auteur s'écrie, en s'adressant au prince de Metternich : « Otez-nous la vie, mais, de grâce, recevez-la comme la rançon de ce que vous nous avez enlevé ; prenez nos têtes, mais, avant de les faire tomber, rendez-nous l'affection de nos paysans ; et quand on nous tuera, ne faites plus que ce soit par leurs mains. » La brochure finit par une menace de la noblesse polonaise d'aller se soumettre à l'empereur Nicolas, comme au plus généreux de ses ennemis, pour le supplier « de ne pas laisser impuni le crime commis par l'étranger sur nos frères de la Gallicie, et de ne pas oublier que dans leur sang répandu le sang slave crie vengeance (1). »

L'empereur Nicolas connaissait trop bien les Polonais pour encourager le seigneur, auteur de cette brochure, à continuer ces essais littéraires.

Le silence du gouvernement autrichien profita singulièrement à l'émigration polonaise ; l'Europe en général crut, dans sa naïveté, que les Polonais étaient de paisibles moutons, et les Autrichiens des loups féroces et des tigres altérés de sang.

La solution du second problème que l'émigration s'était posé n'était pas moins ingénieuse ni de moindre importance.

Après avoir vu la prodigalité des Polonais envers les paysans, auxquels durant la révolte ils faisaient

(1) *Lettre d'un gentilhomme polonais*, p. 33 et 45.

don des terres avec exemption de toutes charges, le gouvernement autrichien, malgré la répression des troubles, hésitait à remplacer la corvée, si odieuse aux paysans, par des impôts moins onéreux; cependant, en présence de l'attitude plus qu'arrogante de l'émigration, le gouvernement crut opportun, après le rétablissement de la tranquillité, de rétablir l'ancien ordre de choses. Les Polonais se trouvèrent ainsi avoir atteint leur but.

La noblesse de Gallicie tâchait de rétablir le plus promptement possible ses anciennes relations cordiales avec les autorités autrichiennes du pays, et cherchait à persuader le gouvernement qu'à l'exception de quelques esprits turbulents, elle avait été complétement étrangère à la conspiration et à la révolte. Ceux mêmes qui par les enquêtes avaient été convaincus d'avoir trempé dans le complot s'efforçaient de se disculper, en déclarant unanimement qu'ils y avaient été entraînés par des menaces et par la crainte des vengeances. Connaissant l'esprit ultra-conservateur des juges de Vienne, les grands seigneurs polonais résidant dans la capitale appuyaient les protestations des propriétaires, dévoués, disaient-ils, entièrement au gouvernement qu'ils avaient tout intérêt à soutenir, en raison de leur position menacée par les révolutionnaires qui ne tendaient qu'à les dépouiller. Ce n'est que deux ans après les troubles de 1848 que les autorités autrichiennes s'aperçurent de l'habileté déployée par les Polonais pour détourner tout soupçon de culpabilité; c'est alors seulement qu'ils reconnurent que la crainte seule de voir

le gouvernement recourir à des mesures énergiques les avait portés à simuler une noble indignation pour faire chorus avec les autorités autrichiennes contre les démagogues, dont les doctrines subversives ne tendaient à rien moins qu'à bouleverser les États et à saper les fondements de l'ordre social.

Pendant que de pareils discours, destinés à rassurer le gouvernement autrichien, se faisaient entendre à Lemberg, on tenait un tout autre langage dans les campagnes. De nouveaux émissaires de l'émigration étaient parvenus à raviver la rancune des Polonais et à gagner les juifs, qui se chargèrent de travailler les populations villageoises. « A quoi vous a servi, leur disait-on, le dévouement que vous portez à l'empereur, et qui vous a conduits à attaquer vos seigneurs? Les propriétaires continuent à jouir à vos dépens, comme par le passé, des faveurs de l'empereur; et n'ont-ils pas voulu vous faire don des terres que vous cultivez et vous délivrer de tous impôts? Mais on ne vous a pas même su gré de ce que vous avez fait. » Ces bruits ne cessèrent de se répandre parmi les paysans durant tout le printemps de 1846. En même temps on faisait courir le bruit que l'empereur ne pouvait débarrasser les paysans de la corvée, parce qu'il y avait encore des propriétaires, mais que lorsque tous les seigneurs seraient exterminés, la corvée cesserait d'elle-même, attendu qu'il n'y aurait plus de maîtres pour lesquels ils dussent travailler. D'autre part, les propriétaires cherchaient à accréditer le bruit que les paysans préparaient de nouveaux massacres pour la fête de la Pentecôte, et surtout des

seigneurs de la Gallicie orientale, qui avaient peu souffert de la catastrophe de février. Alarmées par tous ces bruits, les autorités redoublèrent de surveillance ; les postes militaires furent augmentés et munis d'instructions les plus sévères. Les Polonais triomphèrent de nouveau, convaincus qu'ils étaient que des collisions entre les soldats et les paysans allaient devenir inévitables; ils s'attendaient chaque jour à une explosion et se préparaient à se mettre à la tête de la population. Mais un dénoûment comique devait mettre fin à toutes ces manœuvres. Sans lire les journaux politiques, et se guidant uniquement par le bon sens et l'expérience acquise, les paysans commencèrent à se douter que les propriétaires se préparaient à une nouvelle révolte, et, ne supposant nullement que les ordres sévères donnés aux troupes pussent se rapporter à eux-mêmes, ils comprenaient dans leur véritable sens les mesures prises par le gouvernement. Ils se disaient que le gouvernement aurait à coup sûr appris les mauvaises intentions de la noblesse, et que c'était contre elle seule qu'étaient dirigées toutes ces manœuvres; aussi firent-ils cause commune avec les soldats, et, oubliant leurs champs où les travaux avaient déjà commencé à partir de la Pentecôte, ils montèrent la garde jour et nuit dans leurs villages, et proposèrent même de se joindre aux soldats et de former avec eux des patrouilles pour veiller à la tranquillité du pays. Les seigneurs, désappointés, finirent par se convaincre que les stupides paysans de la Gallicie étaient incapables de réaliser leurs rêves.

Les Polonais devaient pourtant trouver un dédom-

magement à leurs insuccès dans les hautes sphères de l'administration autrichienne.

Aussitôt après l'apaisement des troubles, l'archiduc Ferdinand, dégoûté de toutes les tracasseries polonaises auxquelles il se trouvait continuellement exposé, demanda son rappel ; la noblesse polonaise regretta sincèrement son départ, surtout lorsqu'elle apprit qu'il allait être remplacé par le comte Rodolphe Stadion, investi des droits de commissaire impérial.

C'est à tort qu'à Vienne on fit peser sur la police locale le reproche de n'avoir pas prévu l'explosion de la révolte. Quoique mal organisée alors, la police avait tout fait pour prévenir la catastrophe.

Personne n'ignore que la destination d'une police consiste non-seulement à découvrir les coupables, mais, plus encore, à veiller à la sécurité publique, en prévenant les crimes. Depuis longtemps les gouvernements de tous les pays s'étaient vus forcés de se servir d'une police secrète toutes les fois qu'ils avaient eu des raisons pour soupçonner la société de renfermer des éléments hostiles à l'ordre établi dans l'État. A mesure que le polonisme gagnait du terrain, la police autrichienne devenait plus vigilante et plus habile. Ce n'est cependant qu'après les événements de 1848 que les Autrichiens, justement alarmés de l'existence évidente d'un immense réseau de conspiration, comprirent toute l'opportunité d'une haute police bien organisée, surtout en Gallicie. La question de police, en général, devint alors, dans les écrits et les mémoires du temps, l'objet d'une étude spéciale, qui rendit d'immenses services à la Prusse, lors de

l'organisation de la haute police à Posen par Bæhrensprung.

Jusqu'aux événements de 1846, la police en Gallicie avait été constituée d'après l'ancien système, adopté dans toutes les autres provinces de l'empire. Partant d'un faux principe, elle s'était bornée à une surveillance extérieure, tandis qu'une police bien comprise doit être composée de deux parties distinctes : l'une appelée à veiller à l'ordre extérieur, pendant que l'autre doit suivre attentivement le mouvement des esprits. Les agents de la première catégorie ne doivent pas être chargés de commissions d'une autre nature; ils sont tenus de connaître spécialement leur localité et de l'inspecter journellement, afin qu'aucun changement ne puisse passer inaperçu. Ils doivent connaître parfaitement tous les environs de leur arrondissement, tous les établissements publics et privés, toutes les classes de la population, les individus les plus marquants, et les éléments spéciaux de la population, surtout ceux susceptibles de présenter quelques dangers pour la société; en un mot, ils doivent posséder dans leur tête la topographie exacte de la localité et la liste des personnes suspectes, avec tous les détails de leurs antécédents. Ceux-là seuls sont aptes à ce genre de services qui apportent dans l'exercice de leurs fonctions la même ardeur que met le chasseur à la poursuite du gibier (1).

Quant aux rapports des espions, quoiqu'un voleur expérimenté connaisse mieux qu'un honnête homme

(1) *Poln. Revol.*, p. 65.

les ruses de voleur, il n'en est pas moins vrai qu'en affaires politiques, un espion qui vend ses services jouit rarement de la confiance des conspirateurs. Aussi, toute police secrète pécherait-elle par la base, si elle se guidait uniquement sur les dénonciations des espions qui, appartenant ordinairement à la dernière échelle des conjurés, ne sont pas toujours en mesure de fournir des renseignements suffisamment exacts. C'est ainsi qu'à la fin de janvier 1846, un jeune homme appartenant à la société des conspirateurs qu'il feignait de seconder de tous ses efforts, était venu avertir la police de Lemberg que des Vêpres siciliennes se préparaient pour tous les fonctionnaires autrichiens, l'archiduc Ferdinand lui-même y compris, et qu'au bal projeté, dont il a été parlé plus haut, les dames se proposaient d'inviter à la danse tous les officiers pour qu'au moment où ils auraient déposé leurs épées, le signal fût donné pour les assassiner, et pour procéder en même temps au massacre des sentinelles dans la ville et des soldats dans les casernes. Cependant il fut impossible à ce jeune homme de nommer les promoteurs de la conspiration; ce n'est qu'après des recherches très-minutieuses qu'on put apprendre plus tard les noms de quelques meneurs, qui furent aussitôt arrêtés. Cela n'empêcha pas cependant la révolte d'éclater dans la province, la police n'étant parvenue qu'à maintenir l'ordre dans la seule ville de Lemberg (1).

Un autre inconvénient, non moins grand, à se

(1) *Poln. Revol.* p. 75.

servir d'espions contre le polonisme, consiste dans l'habileté avec laquelle quelques-uns de ces derniers, savent servir à la fois dans les deux camps, et se trouvent ainsi en position de transmettre les dispositions des autorités aux ennemis du gouvernement. L'Autriche eut maintes fois l'occasion de se convaincre que ses agents, abusant de leur position, avaient communiqué de fausses nouvelles pour dérouter sa vigilance. La haute police doit jouir d'une position honorable dans les sphères gouvernementales aussi bien que dans la société; mais, en revanche, il est indispensable que ses agents possèdent assez de tact pour inspirer à la société la conviction que leur mission est de veiller à la sécurité des habitants, et non que la population existe pour la police. Ce n'est qu'alors que la police, possédant la confiance de la population, rend les espions peu nécessaires, sinon inutiles, et fournit elle-même le moyen de suivre la piste des conspirateurs et de déjouer les projets les plus cachés. En présence de l'esprit des classes influentes en Gallicie, la police autrichienne se trouvait dans une position moins avantageuse que la police prussienne, et bien souvent elle apprenait par des communications de Berlin ce qui se passait dans le monde souterrain de Lemberg (1).

En effet, dans le grand-duché de Posen, toutes les classes de la société présentent assez d'éléments germaniques pour que les masses soient constamment en garde contre les embûches du polonisme. Des milliers

(1) *Poln. Revol.*, p. 242.

de détails, en apparence insignifiants, servent, en se groupant, pour les masses à mettre à l'index les individus exerçant une influence directe sur le monde polonais. C'est grâce à cette circonstance que la police de Poznanie se trouvait à même de saisir le moindre indice, le moindre signe d'intelligence de la coterie polonaise; tandis qu'en Gallicie, où l'Autriche est représentée uniquement par la classe des employés, pendant bien longtemps le véritable sens de nombreuses communications de la police ne fut qu'à moitié compris, et l'importance de ces communications ne put être complétement appréciée qu'après coup. Aussi les Polonais appelèrent-ils ironiquement les agents de la police *des observateurs pessimistes* (Schwartzseher). La police en Gallicie en était réduite à se baser sur des conjectures plutôt que sur des données positives; tandis qu'en Prusse, au contraire, cette même police, jouissant des sympathies de la population, s'était placée sur un tel pied que les habitants allemands voyaient en elle leur protectrice naturelle et dévouée, ne perdant pas un moment de vue le mouvement polonais, et enregistrant ses moindres manifestations *au jour le jour*. Parfaitement au courant de toutes les théories du polonisme, la police prussienne savait démêler le véritable sens de toutes ces phrases entortillées, au moyen desquelles il continue à mystifier l'Europe. Joignant à ses propres observations l'examen judicieux de toutes les manifestations polonaises, sous quelques formes qu'elles se produisent, par une activité souterraine, ou par la voie de la littérature et de la presse, la haute police en Poznanie, sûre des sym-

pathies de la population, sera toujours apte à servir de puissant auxiliaire à l'administration et à la préserver du danger d'être jamais prise au dépourvu par le polonisme.

Les conspirateurs et leurs affidés prévoyaient que tôt ou tard ils pourraient être appelés à rendre compte de leur conduite politique devant la justice, et forcés, par conséquent, de couvrir la vérité d'un voile impénétrable, de dénaturer les faits, et de conjurer par là la rigueur des sentences, ils avaient depuis longtemps jugé nécessaire de faire entrer l'élément polonais dans le barreau des trois puissances co-partageantes. Ainsi, pour se ménager éventuellement un appui sûr, les seigneurs polonais, tout en trempant dans le complot, s'appliquaient-ils à augmenter le nombre des juristes polonais, persuadés qu'ils étaient que les hommes initiés à la cause polonaise sauraient seuls, le cas échéant, la défendre et la disculper. Avec la morale élastique des jésuites et du catéchisme révolutionnaire (1), les Polonais qui font partie du barreau jouissent d'une position avantageuse et lucrative, quoique peu enviée.

Après la répression de la révolte en Gallicie et après la découverte simultanée du complot dans le grand-duché de Posen, les fauteurs se virent traduits devant les tribunaux. Alors fut soulevée la question de savoir s'il fallait diriger le procès d'après l'ordre établi, c'est-à-dire à huis clos, ou lui donner la publicité des débats.

(1) *La Question polonaise dans la Russie occidentale*, Paris, 1868, p. 311.

En présence des idées confuses sur les délits mêmes, les débats publics se trouvent plus ou moins sous l'influence de l'opinion publique. Dans les faux bruits qui circulent souvent parmi l'auditoire, la défense trouve non-seulement une oreille sympathique et indulgente pour obtenir le bénéfice des circonstances atténuantes, mais ils contribuent souvent à faire acquitter tout à fait le coupable.

Des avocats éloquents s'appliquent trop souvent à éveiller la compassion en faveur de l'inculpé, au mépris de la loi, appelée à sauvegarder la sécurité publique.

En vue de l'esprit des classes privilégiées en Gallicie et de l'état de la législation dans cette province, le polonisme, soutenu par la presse de l'Occident, réclama du gouvernement autrichien un jugement public, un *procès monstre* (*ein Monster-Process*), contre toute la population polonaise de la Gallicie, sans toutefois faire mention des accusés politiques en Prusse, où le complot polonais avait été prévenu à temps, grâce au concours de l'élément allemand de la population du grand-duché. Il en résulta précisément le contraire de ce qu'on avait espéré : les accusés politiques en Autriche se virent traduits devant une cour martiale et jugés très-secrètement (*Unter dem strengsten Siegel des Geheimnisses*), tandis qu'en Prusse le jugement fut public. Mais, par suite des idées confuses sur le polonisme, ces deux procès ne servirent qu'à provoquer de nouvelles sympathies en faveur de la cause polonaise, sympathies qui contribuèrent puissamment à l'insurrection de 1848.

Malgré le fait patent de la révolte en Gallicie, et bien que des milliers d'insurgés eussent été pris les armes à la main, il n'y eut que deux cents individus mis en jugement; de ce nombre trois accusés, après seize mois de détention, furent condamnés à mort, dont deux furent exécutés; le troisième, curé de Dounaïovetz, vit sa peine commuée en réclusion à perpétuité (1). Cent quatre-vingt-dix insurgés furent condamnés à la prison pour un temps plus ou moins long. En Prusse, au contraire, sur mille individus ayant trempé dans le complot, deux cent cinquante-quatre seulement furent mis en jugement; huit devaient subir la peine capitale, et les autres être incarcérés, lorsque la révolution de 1848 éclata à Berlin, et amena l'élargissement de tous les détenus politiques. Les chiffres suivants démontrent l'influence des classes privilégiées sur la marche des deux procès. Outre qu'en Gallicie on jugea des insurgés, et en Poznanie des conspirateurs, il faut remarquer encore que la Gallicie possédait deux millions d'habitants de la nationalité russienne abhorrant les Polonais, tandis que le grand-duché, dans une population d'un million quatre cent mille habitants n'en comptait guère que cent cinquante mille non polonais. Il est également avéré que les manifestations des Allemands de Posen, hostiles au polonisme, avaient rencontré une opposition de la part des Prussiens des autres provinces, lesquels ne cachaient point leurs sympathies pour la cause polonaise.

(1) Théophile Visniowski et Joseph Kapoustzinski furent exécutés à Lemberg, le 31 juillet 1847.

Ces deux procès politiques en Prusse et en Autriche, et surtout le premier, à Berlin, ne profitèrent, en fin de compte, qu'aux Polonais eux-mêmes.

Pendant toute la durée de ces procès, non-seulement les principaux organes de la presse européenne plaidèrent la cause des accusés, mais encore la défense chaleureusement éloquente des avocats, parlant avec véhémence au nom de la sainte cause de la Pologne, de l'amour de la patrie des Polonais et de leurs efforts constants, qu'aucun obstacle n'avait pu arrêter, pour recouvrer l'indépendance de leur pays, contribua fortement à impressionner le public de Berlin, qui affluait en masse aux séances du tribunal. Encouragés par ces sympathies, les patriotes polonais tentèrent en 1848 une nouvelle insurrection, et appliquèrent en même temps aux Allemands le sobriquet cynique, mais juste, de *troupeau de Panurge*.

Parmi les conséquences de ces procès, il y en eut une, cependant, qui ne laissa pas d'avoir une grande importance. Ce même procès public qui avait servi de vaste arène aux lamentations polonaises, et provoqué tant de discours émouvants, fournit aussi l'occasion aux Allemands de se familiariser avec la véritable portée des affaires polonaises, de sorte que la révolution de 1848 les trouva suffisamment préparés et prêts à envisager les tendances du polonisme sous leur véritable jour plutôt que sous celui des accusés et de leurs avocats. On peut dire, sans risque d'être démenti, que, si le procès de Berlin avait quelque temps profité à la cause polonaise, il servit en même temps à dévoiler la véritable position du polonisme en Alle-

magne, où il est devenu, bientôt après les événements de 1848, l'objet d'une vive polémique dans la littérature allemande.

Le nouveau général gouverneur, comte Rodolphe Stadion, à l'exemple de Flottvell, en Prusse, fut le premier, en Autriche, à se former une idée juste de la situation de la Gallicie. Ne tenant compte que des faits accomplis, et faisant promptement justice de toutes les protestations du polonisme, qu'il réduisait à leur juste valeur, il se prit à séparer le polonisme des masses des habitants, dont la population russienne forma la majorité. Son frère, le comte François Stadion, qui lui succéda, profita habilement des recherches de son prédécesseur. « C'est le comte François Stadion qui a inventé les *Ruthènes*, » disait-on à Vienne, sous forme de bon mot, mis en circulation sous l'influence polonaise, par le journaliste israélite *Saphir ;* ce qui n'empêcha pas cependant que le nom de *Ruthènes* restât depuis lors la dénomination officielle, adoptée par le gouvernement autrichien pour désigner les Russiens de la Gallicie.

Les prêtres catholiques et la valetaille des nobles avaient suivi l'exemple des seigneurs, en prenant part à l'insurrection de 1846, qui, en revanche, n'avait vu dans ses rangs aucun prêtre, aucun paysan uniates. Les paysans d'origine polonaise avaient donné les premiers l'exemple des massacres, auxquels ils prirent une part très-active. A la nouvelle des atrocités commises par les Ruthènes, les habitants des villages voisins s'étaient vus dans la nécessité de ne pas rester étrangers à ce mouvement, de crainte de s'attirer, de

la part du gouvernement, le soupçon de complicité avec les insurgés ; les autorités eurent toutes les peines à les détromper à cet égard. Même dans les localités où les paysans étaient réduits à une obéissance passive à leurs seigneurs, les Ruthènes récalcitrants avaient dû faire également usage de leurs faux et de leurs fléaux, et, en apportant à Lemberg les corps de leurs victimes, ils racontaient avec la naïveté et le flegme des Petits-Russiens les détails des massacres, convaincus qu'ils étaient d'avoir accompli un devoir en tuant les ennemis de leur souverain. Le comte Stadion, achevant l'œuvre que le baron Krieg n'avait fait qu'ébaucher, donna le coup de grâce au polonisme en Gallicie. C'est alors que la langue polonaise perdit les droits qu'elle s'était arrogés, et finit par être expulsée des établissements publics, où elle fut remplacée par la langue ruthène, qui dès lors, mieux étudiée, cessa d'être envisagée comme un idiome de la langue polonaise.

Les faits accomplis avaient prouvé au comte Stadion que ce n'était guère le socialisme, fléau de l'Occident, mais bien le polonisme qui travaillait les esprits en Gallicie. C'est avec effroi que les habitants des villes regardaient l'approche des seigneurs insurgés, accourant de leurs campagnes ; les citadins d'origine polonaise seuls, initiés au complot, les attendirent avec une joie fiévreuse et firent courir le bruit que les villes seraient assaillies par de nombreuses bandes de paysans. Mais le polonisme fut impuissant à donner au mouvement révolutionnaire le reflet lointain de cet orage, qui en France avait grondé sur les barricades.

Le comte Stadion comprit sans peine que la force vitale de la sédition ne gisait qu'au sein des classes influentes du pays, dirigées de Paris par une main invisible.

Cet état des choses porta le comte Stadion à rechercher des moyens pour rompre les liens qui enchaînaient l'habitant des campagnes à son maître propriétaire, qu'il haïssait tout autant que celui-ci portait peu de dévouement à l'État; une réorganisation de l'ordre social devint alors imminente. Pour arriver à ce but, il fallait consulter le passé et fouiller dans de vieilles archives remontant à l'époque de Joseph II.

Par l'introduction de son *Patent-rabot*, l'empereur Joseph avait, il est vrai, régularisé la corvée; mais le paysan n'était tenu à remplir certaines charges qu'en échange de la possession d'un lot de terrain. Chaque campagne avait reçu un inventaire, avec un plan cadastral sur lequel était désigné séparément chaque lot de terrain avec ses pâturages et le lot de bois qui lui était affecté, ou, à défaut de bois, une certaine quantité de combustible. Tous ces règlements, grâce à la connivence des autorités locales, avaient été peu à peu oubliés et mis de côté. Les propriétaires fonciers changeaient ou rognaient ces terrains à leur gré, tout en augmentant arbitrairement la corvée, et le paysan ignare ne savait défendre ses droits. L'arrivée des fonctionnaires d'autres nationalités, sous l'administration de Haüer, ne put y remédier; quoique prévenants pour le peuple dans l'exercice de leurs fonctions, ils n'avaient pas cru cependant de leur devoir de toucher à l'ancien ordre des choses. Les hommes

du peuple de la Gallicie s'étaient formé l'idée que la nationalité de chacun de ces employés lui faisait regarder comme sa patrie non pas l'Autriche, mais, parmi toutes les provinces qui la composent, celle d'où il était lui-même originaire. C'est ainsi que le Polonais était resté pour le peuple ce qu'il avait toujours été : le tyran et l'inquisiteur de la classe villageoise, qui avait fini par se familiariser avec son triste sort. La haute noblesse de la Gallicie habitait Vienne, et le prince de Metternich tenait à entretenir de bonnes relations avec les seigneurs polonais. Le baron Krieg, influencé d'en haut, tout en ayant de l'affection pour la classe agricole, surtout pour le paysan ruthène, victime de la sourde opposition du polonisme, ne fit cependant pas assez d'efforts pour sauvegarder les villageois contre les empiétements des propriétaires fonciers. Dans le but de légaliser tous leurs abus, les seigneurs avaient demandé, déjà avant la révolte de 1846, l'organisation d'un comité pour la révision des inventaires. Ils avaient compté sur l'introduction de nouveaux règlements, pour détruire ou atténuer la force des droits octroyés par l'empereur Joseph aux laboureurs, concernant la possession des lots de terrain; ils avaient espéré aussi étendre, autant que possible, la dépendance des populations rurales à l'égard de leurs maîtres. Le comité s'adressa, en 1845, à l'empereur Ferdinand, en demandant l'extension des droits pour les seigneurs. En vue de l'agitation toujours croissante dans le pays, le gouvernement hésita, et la révolte polonaise vint mettre fin aux projets de réorganisation de la classe villageoise. Le comte Stadion ne parvint guère à dé-

couvrir tous les inventaires et les plans cadastraux de l'époque de Joseph II, lesquels délimitaient les possessions agraires des paysans et réglaient en même temps les obligations de ces derniers envers leurs seigneurs; mais il réussit à retirer de l'oubli ceux qu'il avait découverts, et il suppléa à l'absence des autres par des renseignements recueillis à diverses sources. De nouveaux règlements furent alors rédigés par une commission spéciale tout à fait indépendante de l'influence des seigneurs et présidée par le comte Stadion. Ces règlements établissaient la concession aux paysans de terres en jouissance, avec le droit de les racheter plus tard au moyen d'une indemnité à payer aux propriétaires à des termes fixés. Ces règlements expédiés, à Vienne pour être confirmés, y rencontrèrent une opposition tacite de la part des seigneurs polonais. Habitués à entraver habilement tous les projets du comte Stadion, ils parvinrent à embrouiller tellement la portée de ces nouveaux règlements que, selon l'expression de l'auteur allemand des *Révolutions polonaises*, ils ne furent autre chose *qu'un enfant mort-né*. Il fut défendu de s'en rapporter aux inventaires de l'époque de Joseph II. Les règlements qui avaient été jusqu'alors en vigueur subirent des changements notables, mais n'en devinrent pas meilleurs. Les nouveaux statuts introduits le 14 décembre 1846, loin de rendre obligatoire la cession de lots de terrain aux paysans, admettaient l'acensement à l'amiable. Tous les efforts du comte Stadion vinrent ainsi se briser contre les intrigues du parti polonais, qui l'obligèrent même à quitter son

poste. La coterie polonaise, qui n'avait rien à attendre de celui qui portait les intérêts du peuple et le respect des lois dans son cœur, avait tout employé pour en détruire l'œuvre tout à la fois nationale et philanthropique.

Le comte François Stadion, son frère, fut appelé à le remplacer. Si le comte Rodolphe n'a pu transmettre à son successeur ni la justesse de ses vues, ni son énergie, au moins a-t-il réussi à placer sous son patronage particulier la classe villageoise, et surtout les Ruthènes, comme les représentants les plus sûrs de la fidélité et du dévouement à l'empereur et au gouvernement autrichien.

CHAPITRE NEUVIÈME.

ÉVÉNEMENTS DE 1848, ET LE POLONISME EN HONGRIE.

« Malgré toute la bravoure déployée par les Polonais, ils pèchent généralement par un manque complet d'ordre et de discipline. »

WYSOTZKI, *Mémoires sur la Légion polonaise en Hongrie.*

Le mouvement révolutionnaire de 1848 en Europe. — Situation de la Gallicie. — Le comte François Stadion. — Démonstrations à Lemberg. — Dobrjanski et Koultchitzki. — La condition des paysans améliorée. — Le comte Goloukhowsky et la garde nationale. — Diète à Vienne. — Le discours de Kapoustchak. — Conduite de Castiglione à Cracovie. — Les manifestes polonais. — Position difficile de l'Autriche. — La Gallicie pendant l'été de 1848. — Nouvelle révolution à Vienne. — Bem et Wysotzki. — Hammerstein comprime l'émeute à Lemberg. — Coopération des Polonais à la révolution de Hongrie. — Opinion de Wysotzki sur ses compatriotes.

Le bouleversement survenu au mois de février 1848, en France, donna le premier éveil aux révolutionnaires des autres parties de l'Europe. La monarchie de juillet venait de s'écrouler, et Louis-Philippe était allé chercher un refuge en Angleterre. Après la proclamation de la république en France, les émigrés

polonais coururent au-delà du Rhin pour se rallier aux endroits convenus d'avance. Vienne n'avait pas tardé à se ressentir du contre-coup ; l'affluence des révolutionnaires de toutes les nationalités, obéissant à l'appel de Kossuth, accéléra l'explosion de l'émeute, qui ne tarda pas d'y éclater le 13 mars. L'empereur Ferdinand, cédant à la force majeure des événements, et guidé d'ailleurs par sa constante sollicitude pour la prospérité de ses peuples, octroya une constitution, stipulant la convocation périodique des représentants nationaux, la liberté de la presse, l'élargissement de tous les détenus politiques et la création d'une garde nationale. Le prince de Metternich, après sa longue carrière diplomatique, où s'était personnifiée toute la politique de l'Autriche, avait dû quitter la capitale ; bientôt après l'empereur lui-même, forcé de chercher dans l'éloignement la sécurité qu'il ne trouvait plus à Vienne, se retira à Inspruck, d'où il envoya le manifeste du 20 mai, rappelant ses sujets au sentiment de leurs devoirs.

La Gallicie, en 1848, était gouvernée par le comte François Stadion qui, bien que frère du comte Rodolphe, était cependant loin de posséder ses hautes capacités politiques. Imbu des idées modernes propagées par les révolutionnaires, il était essentiellement libéral et visait à la popularité. C'est ainsi qu'on l'a vu partager les travaux avec des forçats dans les rues de Lemberg, pour se convaincre si leur travail n'était pas au-dessus de leurs forces. L'aristocratie polonaise ne ménageait pas l'encens à un représentant du gouvernement professant de si hauts principes

de libéralisme et de progrès. Mais le commandant militaire de la Gallicie, le baron Hammerstein, avait des idées tout à fait différentes. Jugeant plus sainement la situation du pays, il réclama l'augmentation des troupes et avisa, sans perte de temps, aux mesures indispensables.

Les rudes épreuves par lesquelles avaient passé les meneurs révolutionnaires les avaient désormais fixés sur le compte de la population villageoise de la Gallicie; aussi se proposaient-ils de recourir à d'autres moyens plus efficaces pour exploiter les habitants des villes en faveur de leur cause. Dès que la nouvelle des événements du 13 mars survenus à Vienne fut parvenue à Lemberg, les perturbateurs s'empressèrent d'exciter le peuple à une grande manifestation séditieuse, afin de jeter l'alarme parmi les autorités de la ville ; mais leur but fut complétement manqué. En effet, bien que le comte Stadion eût reçu, le 19 mars, la nouvelle des concessions faites par l'empereur, le baron Hammerstein conseilla néanmoins, en présence de l'agitation des esprits, de ne pas les publier, mais au contraire de faire distribuer des cartouches aux troupes, et de les consigner dans les casernes après leur avoir désigné des points de ralliement en cas d'alarme.

Deux meneurs parurent alors sur la scène des événements de Lemberg. L'un était Koultchitzki, riche marchand tailleur, l'autre Dobrjanski, Ruthène polonisé et homme de lettres, dont le grand-père s'appelait Dobranski. Le comité de l'émigration ne tarda pas à leur faire parvenir une adresse préparée à Paris et

destinée à être présentée par les habitants de la Gallicie à l'empereur. Koultchitzki exposa cette adresse dans sa maison, invitant les bourgeois à y apposer leurs signatures. Ainsi que toutes les manifestations révolutionnaires en Europe, qui partaient de la même source, l'adresse contenait des réclamations pareilles à celles des révolutionnaires de Vienne, adaptées aux conditions locales; entre autres, la couronne de Pologne y était proposée à l'empereur d'Autriche, idée favorite du prince Adam Czartoryisky, qui comptait se servir des forces de l'Autriche pour reconstituer la Pologne, dont la possession dédommagerait l'Autriche de la perte de la Hongrie. Ce calcul cachait l'arrière-pensée de profiter plus tard de toutes les forces polonaises, réunies sous le sceptre autrichien, pour opérer la dissolution de l'empire d'Autriche, composé de tant de nationalités diverses, dans le cas où les Allemands ne consentiraient pas à rester sous la dépendance de la Pologne.

L'adresse contenait les articles suivants :

« L'empereur d'Autriche accepterait le titre de roi de Pologne, sur des bases constitutionnelles; abolition de la censure; amnistie pleine et entière des délits politiques, avec l'élargissement immédiat de tous les détenus.

« Une garde nationale serait créée dans toute la Gallicie, pour maintenir la tranquillité et l'ordre public parmi les paysans révoltés, et pour servir contre l'ennemi de la nationalité polonaise, — l'empereur de Russie. En outre, un comité national provisoire serait établi en Gallicie; les emplois administratifs ne se-

raient occupés que par des Polonais, et la langue polonaise serait la langue officielle et celle des écoles. »

Le mouvement s'accroissait de plus en plus, sans rencontrer d'entraves. Profitant de ce que le comte Stadion avait ordonné à la police de ne point interdire les réjouissances publiques, les Polonais accouraient par milliers pour apposer leurs signatures sur l'adresse.

Voyant que le rôle de meneur n'était guère périlleux, Dobrjanski trouva qu'il était temps d'écarter son collègue, le tailleur, peu apte, selon lui, pour diriger le mouvement. Il se rendit, par conséquent, chez Koultchitzki, lui reprit l'adresse avec le cahier des signatures, et les exposa sur la place publique. Là il harangua véhémentement le peuple, en lui parlant de la régénération de la Pologne et de l'urgence des réformes sociales.

Quoique le comte Stadion se fût décidé à donner au peuple pleine liberté de se rassembler pour exprimer ses besoins et ses vœux, le baron Hammerstein avait compris que des masses populaires, délibérant sur les places publiques, étaient loin de ressembler à une chambre des députés, et que si les chambres se laissaient parfois entraîner par des orateurs éloquents, il était difficile de pénétrer les projets des masses, ignorant trop souvent elles-mêmes quelle sera l'issue de leurs rassemblements. Aussi le baron Hammerstein jugea-t-il nécessaire de prévenir, par des mesures sages et prudentes, toutes éventualités qui pourraient être attribuées plus tard à un manque de vigilance. Il fit camper sur les places publiques des troupes avec

des canons chargés, et auprès desquels se tenaient les servants, mèches allumées. Les troupes furent disposées dans les rues de manière à empêcher la foule de suivre la députation qui se rendait au palais du gouverneur, avec Dobrjanski en tête, portant solennellement l'adresse à l'empereur.

Arrivé devant le comte Stadion, Dobrjanski lui remit l'adresse, en accompagnant cet acte d'un discours approprié aux circonstances, et dans lequel il développait les demandes qu'elle contenait. Endoctriné par l'émigration, il dit au comte Stadion, à plusieurs reprises, que le mouvement actuel de la Gallicie n'était nullement hostile au gouvernement, que les Polonais ne réclamaient que leur indépendance et la régénération de leur patrie, et qu'ils comptaient y arriver avec le concours de l'Autriche, dont l'empereur serait à la fois roi de Pologne, élu par le peuple polonais, prêt à le suivre *partout*, les armes à la main.

Nous ignorons, certes, à quel point le comte Stadion se réjouit de voir la Gallicie, de grand-duché *héréditaire* qu'elle avait été jusqu'alors, devenir tout d'un coup royaume avec un trône *électif*, et quel sentiment il dut éprouver à la lecture de l'adresse, où les paysans galliciens étaient traités de rebelles, et qui contenait en outre le développement du mot *partout*, où les Polonais voulaient suivre l'empereur; mais toujours est-il que le gouverneur général reçut la députation avec bienveillance. Au discours de Dobrjanski il répondit que le peuple pouvait compter sur ses sympathies acquises à toutes libertés légales, qu'il ferait parvenir l'adresse à l'empereur, et qu'il allait donner ordre d'élargir

tous les détenus politiques. De bruyantes acclamations accueillirent le comte Stadion dès qu'il se montra au balcon. Touché de l'allégresse populaire et des ovations dont il était l'objet, il ordonna, malgré l'approche de la nuit, de libérer sur-le-champ quelques détenus; les vivats redoublèrent de force.

« Une illumination! une illumination! » vociféra la foule en frénésie, et des feux brillèrent bientôt à toutes les fenêtres. Les meneurs du mouvement, suivant les instructions émanées de Paris, convoquèrent alors les étudiants, en leur prescrivant de veiller au maintien de l'ordre public, pour prévenir les excès scandaleux auxquels pourraient se laisser aller les têtes enflammées autant par le patriotisme que par de fortes libations.

Les révolutionnaires de la Gallicie espéraient que, leur adresse ayant été acceptée, ils allaient bientôt avoir raison des habitants des campagnes. En attendant, ils s'évertuaient à prouver aux paysans, étrangers aux finesses administratives et diplomatiques, que l'empereur d'Autriche était devenu roi de Pologne, c'est-à-dire roi des Polonais. Ainsi ces mêmes paysans qui, naguère encore, avaient massacré leurs maîtres propriétaires, persuadés qu'ils défendaient les droits de leur souverain, devaient pour le moment se soumettre à la volonté de ces mêmes seigneurs. Il semblait aux meneurs qu'il ne restait aux villageois consternés qu'à plier devant le nouveau pouvoir, en se soumettant volontairement au joug qui leur était imposé; il ne manquait qu'une garde nationale pour appuyer aux

yeux de la population le pouvoir polonais nouvellement établi.

Sans attendre l'issue de l'adresse présentée, les bourgeois de Lemberg, excités par les meneurs, commencèrent à s'armer dès le lendemain (20 mars). Dobrjanski assurait que, d'après les nouvelles de Vienne, leur adresse n'essuierait pas de refus. Pour suppléer au manque d'armes, les étudiants s'étaient emparés de toutes les vieilles armures tombées entre leurs mains. L'université ne tarda pas à prendre l'aspect d'une caserne ; toute la jeunesse studieuse avait tenu une conduite telle qu'on se vit obligé de fermer les gymnases et les écoles, auxquelles d'ailleurs les élèves pensaient le moins, appelés qu'ils se virent, par leurs nouveaux devoirs de citoyens, à présider à la solution de hautes questions politiques.

Les étudiants, éblouis par leur nouvelle mission, se rendirent le soir même chez le comte Stadion pour lui demander de leur faire délivrer des armes indispensables pour l'organisation d'une garde nationale ; bon nombre d'entre eux ignoraient complétement le véritable motif et le but caché des meneurs. Le comte Stadion, populaire avant tout, se rendit en personne à l'université, où il fit apporter des armes de l'arsenal, et, distribuant aux étudiants des carabines à baïonnettes et des cartouches, il les exhorta à ne pas oublier que leur premier devoir devait consister dans le maintien de l'ordre public et des libertés raisonnables. A peine le gouverneur général eut-il quitté l'université que les dissensions éclatèrent au sein des nouveaux défenseurs de la liberté ; il s'agissait de remplacer par

une autre distinction tout uniforme militaire de la nouvelle garde nationale. Mais, comme les étudiants n'étaient que les instruments d'une politique étrangère, il y eut divergence complète d'opinions quant au choix de cette distinction.

Les enfants de la révolution étaient d'avis d'adopter la cocarde tricolore; d'autres s'opposaient à cet emblème révolutionnaire, comme inopportun au moment où ils cherchaient à placer l'empereur Ferdinand sur le trône de Pologne; or une cocarde aux anciennes couleurs polonaises, blanche et amarante, était, à leur avis, la plus convenable. Le chant patriotique : « *La Pologne n'a pas encore péri,* » se fit entendre de tous côtés; les étudiants d'origine israélite prenaient aussi part aux manifestations, tandis que les Allemands et les Russiens criaient : « *A bas les couleurs polonaises! Vive le roi constitutionnel Ferdinand!* » Les dissensions étaient sur le point de dégénérer en rixes, et, selon un témoin oculaire, on en serait immanquablement venu aux mains, si les bras n'avaient pas été chargés de lourdes carabines. Dans ce moment critique, quelqu'un eut le bon sens d'apaiser le tumulte en proposant d'adopter la cocarde blanche. « Le blanc, dit-il, est l'emblème de la liberté, de la paix, de la civilisation et de la concorde. » Quelques heures suffirent aux dames de Lemberg pour préparer la quantité nécessaire de cocardes blanches; les patrouilles du soir, tirées de la garde nationale composée d'étudiants, portaient des cocardes blanches; ceux qui remplissaient les fonctions d'officiers portaient en sautoir des essuie-mains en guise d'écharpes blanches; une foule

d'écoliers courait après les patrouilles; les fenêtres s'illuminaient pour offrir aux habitants le spectacle de la garde nationale improvisée, qui avait plutôt l'aspect d'une mascarade. A l'exception des troupes qui seules prévoyaient le dénoûment, une allégresse générale régnait dans la ville.

Le jour suivant, 21 mars, avait été fixé par le gouverneur général pour la distribution des armes aux autres bourgeois qui devaient faire partie de la garde nationale. Tous ceux qui désiraient en être munis durent s'engager par écrit à ne faire usage de ces armes que contre les ennemis de la patrie. Chacun put commenter le sens de ces paroles à son point de vue personnel; mais les plus clairvoyants, craignant que la véritable portée de ces paroles ne fût plus tard interprétée non-seulement par une presse sympathique, mais encore par les tribunaux, hésitèrent à signer l'engagement exigé. En attendant, les meneurs ne perdaient pas leur temps. Outre les cocardes blanches, on en voyait, dès le lendemain matin, d'autres aux couleurs polonaises, ainsi que l'ancien costume polonais, porté même par des dames. Les Allemands et les Russiens de la Gallicie s'en formalisèrent, ce qui donna l'éveil à cette haine des races qui n'attend que de pareils moments pour se manifester dans toute sa force. Des attroupements tumultueux se formèrent devant l'hôtel de ville, dont les salles furent bientôt envahies. Un Russien prit la parole pour annoncer que, la langue russienne n'étant point un idiome polonais, et les habitants russiens ne faisant nullement partie de la nationalité polonaise, il exigeait la reconnaissance complète

d'une nationalité, d'une langue et d'une législation distinctes pour la Gallicie orientale. Les Polonais, furieux, se ruèrent sur l'orateur, avec des menaces de le jeter par la fenêtre; un tumulte affreux s'ensuivit, et l'on eut toutes les peines du monde pour délivrer l'orateur en danger. Mais la tranquillité était loin d'être rétablie par le départ du Russien. Les meneurs tenaient à habituer la populace à l'inconsidération du pouvoir légal et à la désobéissance aux autorités ; aussi déclarèrent-ils à la foule que le gouverneur général était obligé de faire livrer les armes sans restriction aucune, et qu'aucune formalité pareille n'avait point existé à Vienne. « Des armes! des armes! » crièrent des milliers de voix dans les salles et sur la place de l'hôtel de ville. Hammerstein fit avancer des troupes ; mais Dobrjanski conduisit la populace devant le palais du gouverneur général, où il annonça au comte Stadion que le peuple exigeait le désarmement des troupes, et demandait que les soldats non allemands fussent rendus à leurs nationalités respectives, que les Galliciens fussent licenciés, et qu'on livrât enfin des armes au peuple pour le maintien de l'ordre et de la tranquillité publiques.

Le chef du pays, malgré sa popularité, crut de son devoir de refuser et, après avoir congédié Dobrjanski, il fit consigner sa porte à de nouveaux intrus. Ce dernier annonça à la foule rassemblée que le comte Stadion se refusait à remplir les vœux du peuple, et, comme les meneurs se trouvaient à leurs postes, désignés d'avance, ils s'empressèrent de donner le signal d'une manifestation bruyante. Les troupes mirent

les baïonnettes au bout des fusils, en présence des masses gardant une attitude menaçante. Pour évaluer les forces, sur lesquelles il pouvait compter, Dobrjanski dirigea la foule hors de la ville; après y avoir formé des bandes sous les ordres d'anciens officiers et d'émigrés, il fit une rentrée triomphale aux chants patriotiques, et conduisit cette foule sur la place de l'hôtel de ville. Les troupes, les armes au pied, restaient témoins muets de l'agitation populaire. Dobrjanski harangua la foule, en lui disant que les autorités s'opposaient à toutes réformes salutaires, tandis que le peuple devait avoir ses propres représentants, son propre pouvoir, ses propres conseillers, défenseurs zélés de ses droits et libertés. Il proposa de procéder immédiatement à l'élection d'un Conseil national, composé des hommes jouissant des sympathies du peuple.

Les meneurs étaient là pour souffler au peuple les noms de ceux qui devaient composer le Conseil national, de crainte de voir se renouveler la faute commise, en 1846, à Cracovie, où, à défaut de pareilles précautions, avait été choisi le comte Wodzitzki.

Le Conseil fut formé, et Dobrjanski proclamé président. Il exprima, dans un nouveau discours chaleureux, sa reconnaissance aux habitants pour la confiance qu'ils lui témoignaient, et finit en disant : « Ma tête, tout mon sang et toute mon existence appartiennent à la Pologne, au peuple, à la patrie! » La foule se dispersa, satisfaite et triomphante.

Pour tenir la population en haleine et l'habituer à l'insubordination et aux émeutes, les démonstra-

tions révolutionnaires se suivaient sans relâche. Le jour suivant le mot d'ordre des habitants de Lemberg fut « Théophile Wisniowski », et les masses populaires de différentes conditions se dirigèrent vers l'endroit où cet accusé politique avait été exécuté en 1846. Les dames en grand deuil, les hommes, le crêpe au chapeau, assistaient aux processions religieuses qui n'en finissaient pas. Le comte Stadion, qui avait cru opportun de s'adresser aux bourgeois les plus notables et les plus influents, reçut pour toute réponse qu'ils ne pouvaient rien devant l'entraînement général et l'agitation des masses. Les conspirateurs couraient les auberges, les cabarets et les ateliers pour exciter les ouvriers, leur rappeler l'oppression sous laquelle avait gémi le peuple et enflammer leur imagination par le tableau de la prospérité qu'ils devaient trouver dans l'introduction des réformes sociales et de l'égalité de toutes les classes de la société.

Le comte Stadion interdit les rassemblements populaires sur les tombeaux des accusés politiques; cette défense eut pour résultat qu'on afficha des placards portant l'inscription : « Le comte Stadion est un traître perfide, un autre Souvoroff. »

Voyant que la population de Lemberg avait brûlé ses vaisseaux et rompu complétement avec les autorités, les habitants russiens du pays, ainsi que ceux d'origine allemande, mieux avisés, cessèrent de prendre part aux démonstrations. Mais Lemberg, quoique située dans la partie orientale de la Gallicie, étant habitée principalement par des Polonais ou par des juifs, le parti révolutionnaire se ressentit peu de la

désertion des nationalités étrangères. — Le comte Stadion, poussé à bout par l'arrogance du Conseil national improvisé, lui enjoignit de se dissoudre, en ajoutant que, s'il en entendait parler encore, il userait de la plus grande sévérité envers les récalcitrants. On prit également des mesures énergiques contre les attroupements, ce qui eut d'autant plus de succès que l'agitation et les mêmes scènes qui se renouvelaient chaque jour commençaient à peser à la population, et que les nouvelles arrivées de Posen annonçaient que le mouvement y avait pris une tournure alarmante et amené la fuite de Miéroslawski.

Les esprits semblaient se calmer; Dobrjanski attendait de nouvelles instructions que la Centralisation devait lui envoyer de Paris.

Le mouvement révolutionnaire de Lemberg, ville choisie par les meneurs pour centre de leurs opérations en Gallicie, avait trouvé un écho dans les autres localités de cette province, où, grâce aux sourdes menées de l'émigration, se répétèrent, quoique dans des proportions moins grandes, les mêmes démonstrations ayant pour but d'exciter le peuple à l'insurrection. Les événements de 1846 avaient prouvé aux révolutionnaires jusqu'à l'évidence qu'il était imprudent de compter sur le concours de la classe agricole, et que pour fomenter des troubles parmi les paysans il fallait recourir à des expédients plus ingénieux, au nombre desquels l'adresse présentée à l'empereur Ferdinand, avec l'offre de la couronne de Pologne, devait occuper la première place.

Pendant que d'incessantes démonstrations agitaient

la population de Lemberg, les agents révolutionnaires ne perdaient pas leur temps dans les campagnes.

Forts des concessions que l'empereur venait de leur faire obtenir, les Polonais étaient allés les étaler devant les villageois, comme preuve qu'il était réellement devenu roi de Pologne, espérant les amener par là à une obéissance complète au parti révolutionnaire. Tout d'abord, les paysans y ajoutèrent peu de foi; mais lorsqu'au nombre des fauteurs principaux des troubles de 1846 élargis, ils virent leurs propres seigneurs rentrer librement dans la jouissance de leurs biens-fonds, et qu'ils s'aperçurent que des détachements d'infanterie et de cavalerie, sous le titre de garde nationale, rôdaient librement dans les campagnes, — alors ils furent pris de doute et s'empressèrent d'expédier aux autorités locales des délégués pour apprendre la vérité.

Prises au dépourvu, et ignorant elles-mêmes comment interpréter les événements de Vienne et de la Gallicie, les autorités se bornèrent à donner des explications évasives, en engageant les délégués à recommander à leurs frères de la patience jusqu'à ce que de nouveaux ordres fussent arrivés de Vienne.

Le bon sens naturel vint en aide aux paysans; ils décidèrent, à leurs réunions, de ne point écouter les Polonais, de n'accepter aucune concession de leur part, et d'attendre ce qui leur serait communiqué par les autorités. A la nouvelle que la garde nationale parcourait les campagnes dans toute l'étendue du pays, le comte Stadion, pour en prévenir les conséquences fâcheuses, fit publier un ordre dans lequel il annon-

çait que, n'ayant autorisé la formation d'une garde nationale que pour la seule ville de Lemberg, il prévenait que quiconque oserait paraître armé hors de la ville serait immédiatement arrêté et jugé. Les craintes qu'inspiraient aux émeutiers les paysans mirent un terme aux apparitions de la garde nationale dans les campagnes.

Les principaux promoteurs du mouvement séjournaient en pleine sécurité tantôt à l'étranger, tantôt sur les lieux mêmes, mais toujours abrités et dissimulés derrière les éléments infimes de la hiérarchie révolutionnaire que la perspective d'une condamnation aux galères ne pouvait arrêter. Quant aux individus de la trempe de Dobrjanski, c'étaient des fanatiques spécialement protégés par l'émigration polonaise, qui tenait à les conserver en raison des services importants qu'elle pouvait toujours en attendre. Il en était tout autrement des propriétaires fonciers. Tous ceux qui passaient pour d'ardents patriotes polonais étaient connus de l'émigration qui en tenait des registres, contenant des notions exactes sur les offrandes, les promesses, les discours patriotiques et, en général, sur l'activité de chacun d'eux, de sorte que la désertion était immanquablement punie par le poison, une balle ou le poignard. C'était ordinairement l'œuvre de quelque fanatique envoyé par l'émigration, qui ne laissait jamais échapper quiconque tombait entre ses mains. Le souvenir des massacres de 1846 avait fait pressentir aux propriétaires fonciers de nouveaux dangers, à la nouvelle arrivée de Paris que les chefs de l'émigration méditaient un nouveau soulè-

vement pour le printemps de 1848. Mais, pour plus de clarté, jetons un coup d'œil rétrospectif sur la situation du pays.

A Vienne, les seigneurs polonais avaient réussi à donner une telle tournure aux réformes de la classe agricole, élaborées par le comte Rodolphe Stadion, que le manifeste impérial du 15 décembre 1846, établissant les rapports entre le propriétaire foncier et le paysan, avait eu pour but de donner une solution définitive à cette question au moyen d'un arrangement à l'amiable. Mais plus l'époque fixée pour le soulèvement approchait, plus l'arrogance des seigneurs polonais rendait tout arrangement impossible. Les réunions clandestines avaient commencé déjà en hiver; mais les paysans n'étaient pas inactifs, de sorte que les seigneurs, surveillés par les paysans, se virent forcés, pour éviter de nouveaux conflits avec leurs anciens serfs, de cesser leurs conciliabules dans les campagnes, et de se rassembler à Tarnow. A ces réunions ils décidèrent d'adopter les formes parlementaires et élurent à cet effet le prince Sangouchko pour président. Celui-ci ouvrit la séance en annonçant que tant que durerait la corvée personne ne pourrait être sûr de sa vie ni de sa fortune; mais comme la corvée constituait la source des revenus de l'économie rurale, le mot « indemnité » partit de toutes les lèvres.

Les finesses de l'intrigue polonaise percent visiblement dans les conciliabules des propriétaires fonciers à Tarnow. Placés d'un côté entre la volonté du gouvernement autrichien et la crainte de nouveaux massacres, et de l'autre, entre les exigences de l'émigration

et leurs propres intérêts économiques, l'espoir de parvenir à indisposer les paysans contre le gouvernement leur faisait rechercher les moyens de les rattacher à la cause polonaise. D'après le manifeste du 15 décembre, ils avaient acquis le droit de passer avec leurs paysans des contrats à l'amiable; mais le cens qu'ils désiraient obtenir des paysans était si exorbitant que tout arrangement était devenu impossible. On décida alors à la majorité des voix d'adresser de nouveau une supplique à l'empereur, pour demander que, sans faire sortir les terres des mains des maîtres-propriétaires, la corvée seule fût remplacée par une redevance annuelle. En échange de cette soi-disant concession en faveur des villageois, ils sollicitaient le gouvernement de prendre des mesures énergiques pour assurer l'ordre et la tranquillité du pays, ainsi que de faire occuper par des Polonais les emplois de l'administration locale, dans toute l'étendue de la Gallicie.

En vue des événements qui allaient surgir, l'hôtel Lambert avait jugé nécessaire de conseiller aux propriétaires fonciers, ayant signé l'adresse de Tarnow, de ne pas hésiter à libérer, de leur propre gré, les paysans de la corvée aux conditions les moins désavantageuses pour ces derniers, attendu que la corvée devait, quand même, être bientôt abolie et remplacée par une redevance fort minime en argent.

L'hiver touchait à sa fin; les démonstrations commencées à Lemberg, en ravivant les souvenirs de 1846, parlaient éloquemment en faveur des conseils du prince Adam, sinon pour tous, du moins pour ceux des patriotes qui, en cas d'insuccès, n'espé-

raient pas trouver leur salut dans une prompte fuite. Une centaine d'individus, appartenant pour la plupart aux propriétaires fonciers les moins aisés, se décidèrent alors à faire grâce de la corvée à leurs paysans; mais ceux-ci refusèrent cette offre, en disant qu'ils n'accepteraient cette faveur que de l'empereur qui, seul, avait le droit d'en faire. En effet, à la grande joie de la population agricole de la Gallicie, le 11 avril 1848, fut signée l'ordonnance impériale abolissant la corvée et conférant aux paysans le droit de propriété sur les terres qu'ils avaient occupées jusqu'alors; ordonnance que le comte Stadion s'empressa de faire publier solennellement dans tous les cercles du pays. Les paysans acceptèrent cette faveur comme une grâce émanant de l'empereur, bien persuadés que les seigneurs n'étaient nullement capables d'agir de la sorte à leur égard (1).

La situation de la classe villageoise ne tarda guère à s'améliorer; le paysan fut satisfait autant qu'un homme peut l'être : « Si l'on nous donnait encore un peu de forêt et de pâturages? » disaient les paysans galliciens; « Du bois et des prairies! » répétaient à hauts cris les autorités locales de l'Autriche, dans le but de soustraire complétement le paysan à l'influence nuisible du seigneur. D'après le rescrit im-

(1) C'est à cette époque que parut la caricature suivante, et d'une parfaite ressemblance, des personnes qui y figuraient : elle représentait un groupe de propriétaires fonciers avec des physionomies graves et sombres; les employés du cercle les dépouillant de leurs habits, que le comte Stadion distribuait aux paysans en haillons. Parmi tous ces seigneurs consternés, il n'y en avait qu'un seul, dont la figure rayonnait d'un sourire sardonique; c'était un magnat opulent, connu dans tout le pays, et qui un an auparavant avait réussi à vendre tous ses grands domaines.

périal du mois de mars, une diète se réunit à Vienne, et la Gallicie délégua des représentants de toutes les classes de la société. Le comte Stadion y emmena lui-même les délégués de la classe villageoise.

Les seigneurs polonais avaient compté sur le plaisir de voir les paysans arrivés à la diète impériale prêter à rire à leurs dépens; mais ils furent déçus dans leur attente, et le discours du paysan Jean Kapoustchak fut l'un des plus remarquables et produisit une grande sensation à la diète de 1848. Lorsqu'on agita la question de l'indemnité des propriétaires fonciers de la Gallicie, indemnité qui devait être un équivalent des droits de corvée auxquels les seigneurs avaient renoncé, Kapoustchak prit, à son tour, la parole. Ce moment caractérisa parfaitement les tendances des différents partis de la diète. Lorsque Kapoustchak monta à la tribune, les députés du côté gauche le suivirent avec des regards sarcastiques; les ultra-démocrates allemands et les seigneurs polonais attendaient avec une curiosité hautaine ce qu'allait dire un simple paysan. Kapoustchak, dans son discours, traita magistralement la question soulevée et dévoila devant l'assemblée, composée des propriétaires fonciers de différentes nationalités du vaste empire d'Autriche, la conduite arbitraire du propriétaire gallicien à l'égard du paysan. Citons quelques passages de ce remarquable discours.

Partant de ce point que l'empereur Joseph, en fixant l'étendue des terres laissées en jouissance aux paysans, avait en même temps réglé le travail que ces derniers devaient fournir aux propriétaires, et que l'in-

demnité devait, par conséquent, constituer l'équivalent des pertes causées par l'abolition de la corvée, le paysan orateur continuait :

« Les seigneurs avaient bien droit sur une corvée fixée par les lois ; mais s'en sont-ils contentés? Non, et cent fois non! Trois, quatre jours de corvée, et quelquefois la semaine entière, nous étaient comptés pour un seul jour ; je vous demande alors si c'est le seigneur seul qui a le droit de prétendre à une indemnité?

« On assure que la conduite des seigneurs à l'égard des paysans était empreinte de douceur et de bienveillance. Il est vrai qu'après une semaine de labeur il nous régalait les dimanches et les jours de fête, mais c'est en nous enfermant enchaînés pour nous faire travailler d'autant plus rudement le lendemain ; oui, c'est que, lorsque quelqu'un de nous tombait de fatigue, on nous relevait à coups de bâton, et lorsqu'un paysan s'avisait de dire que son bœuf était malade et ne pouvait pas être attelé à la charrue, il recevait ordinairement pour réponse : « Peu m'importe, attèle-toi toi-même avec ta femme! » On le menaçait de la police, ou bien on le mettait tout simplement à la porte, sans écouter ses plaintes.

« On assure encore que les seigneurs défendaient les intérêts et le bien du paysan ; en quoi donc? Serait-ce, peut-être, en prenant aujourd'hui un morceau de terrain à l'un, et le lendemain une prairie ou un pâturage à un autre? »

Le comte François Stadion, jaloux, avant tout, de passer pour libéral et homme de progrès, ne trouva

pas opportun d'interdire les réjouissances publiques dans les villes de la Gallicie, à l'occasion de la nouvelle constitution, quoique le commandant militaire, baron Hammerstein, l'eût prévenu que les troupes campées dans les rues, pendant les réjouissances populaires, étaient exposées à des outrages et même à des voies de fait, et que de pareilles collisions pourraient aboutir à des rixes sanglantes. La jactance polonaise, l'activité du complot sous le masque légal d'un comité national provisoire; enfin, l'organisation des troupes polonaises sous le titre modeste de *garde nationale*, gagnaient chaque jour du terrain, surtout depuis le départ du comte Stadion pour la diète de Vienne. Pendant son absence il fut remplacé provisoirement par le comte Agénor Goloukhowsky, président du gouvernement en Gallicie.

Ayant consacré toute sa longue carrière au service de l'État, le comte Goloukhowsky était entièrement dévoué à l'Autriche, et se tenait à l'écart de toutes menées et intrigues révolutionnaires en faveur de la régénération d'une Pologne indépendante. Ne poursuivant d'autre but que celui de voir la Gallicie réunie à l'Autriche par des liens indissolubles, il avait vu tous ses efforts entravés par une lutte avec les traditions nobiliaires polonaises entretenues par les tendances nationales émanées du royaume de Pologne, et passées plus tard dans l'émigration. Les patriotes polonais en étaient arrivés à cette conviction qu'il était impossible de faire suivre une autre voie à Goloukhowsky et à un petit nombre de ses partisans; aussi renoncèrent-ils complétement à sa con-

version politique. Mais le comte Goloukhowsky était Polonais dans l'âme et se laissait parfois aller, selon une expression autrichienne, à *coqueter* avec ses compatriotes. Dans la lutte entre son devoir et ses convictions d'un côté, et l'attrait des aspirations nobiliaires de l'autre, ces dernières finirent par l'emporter, et, faible de caractère, il se berça de l'espoir qu'il saurait à la longue triompher de toutes entraves par de bons procédés et la douceur. C'est durant l'été de 1848, sous l'administration du comte de Goloukhowsky, que la garde nationale s'était peu à peu transformée, à la barbe des Autrichiens, en véritables troupes polonaises; un grand nombre d'émigrés, obéissant aux ordres de Wysotzki, soigneusement caché chez les seigneurs de la Gallicie, s'occupèrent à exercer ce corps d'armée improvisé à toutes les manœuvres militaires de la théorie française. Bientôt parurent d'excellentes armes, de magnifiques chevaux, de superbes uniformes, et la garde nationale ne tarda pas à former un effectif de plus de dix mille hommes. En outre, quoique le comte Stadion eût sévèrement défendu d'organiser en dehors de Lemberg une garde nationale dans les autres villes de la Gallicie, le comte Goloukhowsky était devenu si indulgent à cet égard que, n'était la crainte de la surveillance exercée par les villageois, les attroupements armés dans les campagnes seigneuriales n'auraient guère tardé à apparaître dans toute l'étendue du pays; en revanche les villes rivalisaient partout d'ardeur et d'empressement dans la formation d'une garde nationale.

Le vieux général Dwernitzki avait depuis longtemps terminé son rôle d'émigré à Paris, et vivait, tranquille et paisible, comme propriétaire foncier en Gallicie. Cédant aux vœux de ses amis de l'émigration, il endossa son ancien uniforme polonais, et se mit à faire des inspections régulières de la garde nationale. Il prit sur lui le rôle d'inspecteur-général de l'armée polonaise représentée par la garde nationale de la Gallicie, qui, tout en craignant les paysans, ne redoutait guère les autorités autrichiennes ayant à leur tête Goloukhowsky.

A mesure que les révolutionnaires voyaient s'accroître leurs forces, ils poussaient l'insolence jusqu'à défier même les troupes impériales. — Les officiers et les soldats étaient insultés à chaque pas; la position des Autrichiens, que la discipline seule contenait dans les limites de la patience, devenait intolérable, surtout depuis le jour où, à la suite des événements de Cracovie et de Prague, de nouvelles nuées d'émigrés s'étaient abattues sur la Gallicie.

Cracovie, dès le commencement de 1848, regorgeait d'émigrés qui, recevant le mot d'ordre de l'émigration, y arrivaient munis de faux passe-ports; les plus nobles dames de la société de Cracovie s'étaient chargées des quêtes destinées à défrayer les armements.

Les événements qui venaient de s'accomplir à Vienne avaient engagé le baron Krieg (1), nouvellement appelé au poste de chef du cercle de Cracovie, à

(1) Fils de l'ancien président du gouvernement en Gallicie.

recourir à une mesure des plus restrictives, mais rendue indispensable par la nécessité de mettre un terme à l'affluence sans cesse croissante des étrangers à Lemberg : jusqu'à ce que l'autorité eût obtenu des renseignements ultérieurs, l'entrée dans le pays fut refusé à tout étranger muni d'un passe-port français ou anglais; défense était faite en même temps d'importer des fusils commandés par des habitants de Cracovie et destinés à armer la garde nationale. En présence de ces restrictions, les meneurs désespérèrent d'obtenir de grands succès dans la ville de Cracovie, qui, aux yeux de l'émigration, était un point si important. Les premiers succès de la révolution de Vienne devaient servir de signal aux patriotes de la Gallicie et les entraîner dans des manifestations politiques, et, au besoin, les déterminer à repousser, à main armée, les attaques des autorités locales. Mais les événements de Vienne du 13 mars étaient depuis longtemps connus des journaux, et, grâce aux mesures énergiques du baron Krieg, une centaine d'insurgés, accompagnant des caisses contenant des armes, attendirent en vain à la frontière le moment propice pour pénétrer dans le pays. Le comte Castiglione, commandant militaire de Cracovie, avait, de son côté, interdit tout attroupement dans les rues. C'est alors qu'à la suite d'un ordre parvenu de Posen et émanant de Miéroslawski, les meneurs se décidèrent à un parti extrême. Le 25 avril ils envahirent le domicile du baron Krieg et, lui mettant un pistolet sur la poitrine, le forcèrent à signer un permis d'entrée pour les émigrés et les armes. Le jour suivant, les armes se trouvaient déjà

dans la ville, dont les habitants étaient tout prêts à se soulever en masse sous la direction d'émigrés expérimentés. Les rues de Cracovie furent spontanément coupées par des barricades, construites selon toutes les règles révolutionnaires, et les maisons avoisinantes mises en état de défense. Le dénoûment ne se fit pas longtemps attendre. Le comte Castiglione conduisit lui-même un bataillon à l'attaque; mais les pertes d'hommes, causées par le feu meurtrier qui partait des fenêtres et des barricades, l'obligea de revenir sur ses pas, sans laisser pourtant aux insurgés le temps de triompher de ce premier succès. Il se retira dans le château fort qui domine la ville, et donna l'ordre du bombardement. Les habitants demandèrent grâce; Castiglione exigea l'expulsion immédiate des émigrés et le désarmement de la garde nationale. Connaissant le caractère énergique du comte, les habitants obéirent sur-le-champ.

Les meneurs de l'émigration dirigèrent alors les émeutiers de Cracovie sur Prague. Hâtons-nous de dire que dans les nombreux manifestes de l'émigration, où les événements les plus patents sont interprétés au point de vue de ses tendances, les insuccès des révolutionnaires et le bombardement de Cracovie furent attribués aux menées de la Russie et des employés allemands.

En attendant, le prince George Loubomirsky ne cessait de soutenir la cause polonaise auprès de tous les partis politiques de l'Autriche. Par son initiative, une nouvelle pétition sur la nécessité de reconstituer une nationalité polonaise indépendante, mais sous la

suzeraineté autrichienne, fut rédigée et présentée le 6 avril 1848 à l'empereur par des députations de la Gallicie et de Cracovie, ayant à leur tête le prince Loubomirsky (1). L'empereur Ferdinand, après en avoir pris connaissance, se déclara disposé à prendre toutes ces demandes en considération, autant qu'elles s'accorderaient avec les intérêts du pays.

Cette même députation se rendit ensuite chez l'archiduc Jean (président de la diète de Francfort en 1848) qui, entre autres amabilités, dit à la députation : « L'existence de la Pologne est une chose naturelle et indispensable; il serait superflu de discuter sur les moyens de son rétablissement; car une chose naturelle et indispensable arrive toujours d'elle-même. »

Le comité national de Cracovie adressa de son côté, le 27 avril 1848 (2), une protestation aux assemblées nationales d'Allemagne, de France, et aux peuples de l'Europe, contre les massacres et le bombardement de Cracovie par les Autrichiens; les habitants de Cracovie s'y proclamaient « victimes d'une basse et honteuse trahison, suite d'une coalition anti-européenne, dont le foyer et le chef étaient à Pétersbourg, et qui avait pour but une coalition contre la France et contre la liberté du monde; ses moyens d'exécution devaient être la destruction de la nationalité polonaise et la répression de la révolution allemande. » A toutes ces allégations, les habitants de Cracovie trouvaient indispensable d'ajouter : « que le gouvernement autri-

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 1092.
(2) Idem, *ibidem*, p. 1105.

chien, après avoir défendu aux particuliers en Gallicie l'affranchissement du peuple, l'avait tout à coup, et de son propre chef, proclamé lui-même. » « Peuple de l'Europe ! — disait entre autres la protestation du comité national de Cracovie, — vous ne savez peut-être pas quelle idée on attache en Pologne à ce mot, *liberté du peuple*. Vous croyez peut-être que l'affranchissement du peuple en Pologne, ce n'est que l'abolition du servage, que la reconnaissance de la liberté personnelle. Non! notre but était bien plus élevé: nous avons voulu accorder la propriété territoriale aux deux tiers des habitants de la Pologne, pour leur rendre possible l'exercice illimité des droits civils et politiques. »

« Aux armes ! » cria la révolution de Paris à la Pologne toujours sur le qui-vive, toujours en lutte avec ses ennemis. Les révolutions de Vienne et de Berlin l'invitèrent à l'union fraternelle. « Les gouvernements de Vienne et de Berlin déclarèrent au monde civilisé qu'ils considéraient le partage de la Pologne comme un crime, et son rétablissement comme une nécessité et un devoir. Nous avons cru dans leurs promesses. Peuples de Vienne et de Berlin ! les promesses de vos gouvernements nous ont cruellement trompés, leur parole n'etait qu'hypocrisie et trahison. »

La proclamation finit par les paroles suivantes :

« Généreux peuple allemand ! le sang polonais versé dans le grand-duché de Posen et à Cracovie, c'est le sang de tes alliés les plus fidèles.

« France, sœur bien-aimée de la Pologne! étoile qui conduis l'Europe vers la liberté ! tu n'abandonneras

pas la Pologne, tu n'abandonneras pas ceux que tu appelais tes frères, tu accompliras la promesse que tu leur as faite au moment où ils quittaient ton sol hospitalier, après dix-sept ans d'exil.

« Peuples de l'Europe ! la Pologne ressuscitera, car Dieu est juste ; votre propre intérêt exige qu'elle ressuscite avec votre concours. »

Quoique, profitant d'une trêve du mouvement révolutionnaire, l'empereur fût revenu, le 12 août 1848, à Schœnbrunn, sa résidence d'été, près Vienne, l'empire d'Autriche était loin cependant encore de jouir d'une complète tranquillité, et l'insurrection se développait en Hongrie. Les événements ayant exigé le morcellement de la force armée, le gouvernement d'Autriche s'était vu dans l'impossibilité de concentrer des forces suffisantes contre Kossuth, qui se trouvait à la tête de la Hongrie révoltée ; Radetzky, après l'apaisement de la Lombardie, avait été obligé de la défendre contre de nouvelles tentatives de la part du roi Charles-Albert, et en même temps de poursuivre le siége de Venise ; Windisch-Grætz se cantonnait avec ses troupes dans la ville de Prague, à peine pacifiée, et Hammerstein à Lemberg ; le ban de Croatie, Jellachich, fut le seul qui, à la tête des peuples slaves de l'Autriche, soutînt la lutte contre les Magyares.

Cette circonstance avait empêché l'Autriche de se conformer à cette tactique habituelle qui consiste à étouffer toute révolte à son début, et avait laissé le temps à l'insurrection de décupler ses forces, à défaut d'une répression énergique immédiate.

L'émigration polonaise, convaincue qu'elle ne pou-

vait compter sur les sympathies des paysans des provinces de l'ancienne Pologne en faveur du rétablissement de l'indépendance nationale, résolut de prêter la main à la révolution en Hongrie.

D'anciens officiers de l'émigration accoururent en Hongrie pour offrir leurs services; le général polonois Dembinski vint y prendre le commandement d'un détachement hongrois, et y attira ses compatriotes; Miéroslawski ne tarda point à les rejoindre; mais, comme tous les premiers postes s'y trouvaient déjà occupés, et que son ambition ne lui permettait pas de se contenter d'un rôle secondaire, il ne lui resta que la ressource de donner pleine carrière à son esprit d'intrigue.

Dans le conciliabule entre Kossuth et l'émigration polonaise, on avait arrêté de concentrer le mouvement sur Vienne et sur Lemberg. On devait ensuite soulever de nouveau Vienne et y organiser un gouvernement révolutionnaire assez fort pour appeler aux armes toutes les populations allemandes des localités voisines, pendant que les troupes hongroises seraient dirigées, vers le 1er novembre, sur Vienne pour s'en emparer.

L'occupation de Vienne devait coïncider avec l'insurrection de la Gallicie, où, grâce à la mansuétude du comte Goloukhowsky, les révolutionnaires avaient eu tous les moyens pour préparer l'incendie qui devait embraser tout le pays. Le conseil national, qui, avait été réduit au silence par le régime du comte Stadion, manifesta de nouveau son existence et son activité; la garde nationale, organisée à l'instar de

celle de Lemberg, dans toutes les villes de la Gallicie, libre de la surveillance des villageois, s'exerçait sans entraves aux manœuvres militaires. Un camarade de Miéroslawski, et l'un des astres les plus lumineux du parti démocratique de l'émigration, Wysotzki, avait été désigné par elle au poste de commandant militaire en Gallicie; en même temps tous les émigrés polonais restés sans occupation depuis les émeutes dont les villes d'Allemagne avaient naguère été le théâtre, ainsi que tous les volontaires polonais accourus des différentes contrées polonaises, furent dirigés sur Vienne et sur Lemberg.

Une nouvelle révolution éclata le 6 octobre à Vienne, révolution qui, par ses proportions et les moyens d'action, surpassa de beaucoup celle du mois de mars. L'empereur s'étant retiré à Olmütz, les révolutionnaires s'emparèrent de la ville et y organisèrent un gouvernement national. Le prince Czartoryisky expédia le général polonais Bem et un grand nombre d'officiers de l'émigration pour instruire les troupes improvisées et en prendre le commandement. Mais, le 25 octobre, l'armée impériale, sous les ordres du prince Windisch-Grætz, s'approcha de Vienne et, malgré la résistance opiniâtre de Bem et les renforts hongrois arrivés pour le soutenir, le général autrichien dispersa les insurgés et se rendit maître de la ville. Bem s'enfuit en Hongrie.

Les événements d'octobre à Vienne avaient servi d'encouragement aux révolutionnaires de la Gallicie, où la garde nationale se montrait de plus en plus insolente envers les troupes impériales, ce qui porta le

général Hammerstein à donner l'ordre aux patrouilles de redoubler de vigilance pour maintenir la tranquillité à Lemberg. Le soir du 1er novembre, une rixe eut lieu entre les soldats poussés à bout et les étudiants; les patrouilles furent assaillies par des coups de feu, et le peuple se rassembla en masse devant les corps de garde. Évitant toute collision pendant la nuit, Hammerstein s'ouvrit un passage à travers la foule, évacua la ville et alla prendre position sur une hauteur d'où il fit braquer des canons sur la cité. Une seule nuit avait suffi aux insurgés pour organiser tout un système de défense, au moyen de barricades et d'embrasures percées dans les murailles et sur les toits des maisons qui entouraient ces mêmes barricades. Les défenseurs occupaient leurs postes respectifs, les étudiants aux avant-postes bivouaquaient autour de grands feux, les armes en faisceaux, ces mêmes armes qui leur avaient été distribuées par le comte Stadion pour un tout autre usage. Dans la matinée du 2 novembre, Hammerstein retomba dans la même faute qu'avait commise Castiglione à Cracovie. Désirant épargner la ville, il voulut prendre les barricades d'assaut; mais les meneurs, ayant placé les meilleurs tireurs derrière les barricades et les embrasures, causèrent de grandes pertes aux assaillants. Les boulets d'artillerie légère n'étaient pas suffisants pour détruire les barricades derrière lesquelles s'abritaient en toute sécurité les émeutiers. Hammerstein se retira avec ses troupes, et se borna à disséminer des tirailleurs dans des endroits sûrs, d'où ils atteignaient chaque insurgé qui se montrait aux fenêtres.

Mais le général autrichien, retranché sur le Sandberg, avait de l'artillerie de campagne. Les habitants de Lemberg virent avec effroi l'activité des artilleurs autour de leurs pièces, et, pressentant ce qui allait arriver, s'adressèrent aux terribles ordonnateurs de l'émeute, les étudiants; usant de toutes les exhortations paternelles, ils les supplièrent de renoncer à leur folle entreprise pour ne pas exposer la ville au sort de Cracovie, en leur conseillant de mettre bas les armes. S'inspirant de la célèbre réponse de Léonidas, les étudiants répondirent : « Si Hammerstein veut nous reprendre nos armes, qu'il vienne les chercher. » Et la jeunesse faisait des gorges chaudes à la vue de l'effroi et de la consternation de ceux qui étaient venus pour la rappeler à la raison. C'est alors qu'une députation des notables de la ville, précédée du drapeau parlementaire, se rendit en toute hâte auprès de Hammerstein pour le supplier d'épargner la ville. Les députés protestaient qu'ils avaient, mais en vain, tout fait ce qui était en leur pouvoir pour calmer l'effervescence des insurgés, et qu'ils allaient tomber victimes innocentes d'une jeunesse aveuglée. Alors Hammerstein fit comprendre aux bourgeois qu'ils étaient eux-mêmes la cause de ce qui allait arriver; que dans l'impossibilité où s'était trouvée la police de surveiller tout le monde, de prévenir toutes les éventualités et de s'opposer aux attroupements du peuple, c'eût été le devoir de chaque bon citoyen d'inspirer, par son exemple, aux autres le respect des lois pour sauvegarder la tranquillité publique, sans laquelle l'exercice d'aucune liberté n'était possible. « Personne de

vous, Messieurs, leur disait-il, n'y a songé jusqu'à présent; mais vous vous êtes faits au contraire les complices ardents de l'émeute, en prêtant vous-mêmes la main à toutes les démonstrations hostiles au gouvernement; et maintenant que la situation s'est compliquée, vous vous évertuez à rétablir la paix que vous avez été les premiers à troubler. » Hammerstein congédia la députation, lui accordant une heure pour tenter, par de nouvelles démarches, d'apaiser l'émeute.

Mais toutes les supplications des bourgeois de Lemberg furent infructueuses. Les meneurs attendaient un courrier de Vienne avec de nouvelles instructions qui leur faisaient espérer que Hammerstein allait d'un moment à l'autre recevoir de la capitale des avis qui le rendraient encore plus libéral que ne l'avait jamais été le comte Stadion. Ils encourageaient, par conséquent, tout le monde à la résistance, en disant que le salut de la patrie exigeait une lutte à outrance, et que d'ailleurs les Autrichiens n'étaient guère à redouter. Cependant les étudiants, en jetant à la dérobée des regards sur le Sandberg, s'étaient déjà mis à réfléchir, lorsque, dans ce moment d'hésitation, une dame de Lemberg, renommée pour sa beauté et portant l'ancien costume polonais, parut soudainement à l'université. Elle avait pour mission de relever le courage des combattants, lesquels commençaient déjà à prêter l'oreille aux exhortations des bourgeois qui ne cessaient de les conjurer de mettre bas les armes devant le général autrichien. Ce stratagème eut un plein succès; la jeune patriote, ayant saisi l'aigle de la lé-

gion des étudiants, s'écria en s'adressant aux jeunes gens : « Qui de vous ne serait prêt à me suivre sur les barricades? » Des cris de joie lui répondirent, et, entraînés par le beau commandant improvisé, les étudiants se jetèrent en avant, et recommencèrent le feu contre les soldats autrichiens qui, dans l'espoir de voir les émeutiers bientôt déposer les armes, avaient été rapprochés du centre de la ville. Hammerstein, à bout de patience, n'hésita plus; d'après ses ordres, l'artillerie couvrit la ville de ses projectiles.

Au bruit de la canonnade, les paysans des environs accoururent pour offrir leurs services à Hammerstein; le général les remercia et se borna à leur recommander de lui amener vivants les fuyards qui tomberaient entre leurs mains. Les paysans le lui promirent; en attendant, les bombes et les grenades ne cessaient de pleuvoir sur la ville qui, en moins d'une heure, ne présentait plus qu'un tableau de destruction et de ruines, tristes conséquences de la guerre civile. Partout les maisons étaient en flammes; les morts et les blessés gisaient sur le pavé, sans qu'on songeât à les enlever, et bientôt un « sauve qui peut » général amena le dénoûment de ce drame terrible. Les insurgés, tout à l'heure encore si bouillants et pleins d'ardeur, avaient pris la fuite. A midi, la capitulation fut signée et les armes livrées.

Deux heures après, les nouvelles attendues de Vienne arrivèrent en effet, mais elles annoncèrent la soumission de la ville par Windisch-Grætz. Les troupes impériales saluèrent avec des transports de joie les deux succès obtenus. L'émigré Wysotzki, ordonnateur en

chef du mouvement polonais en Autriche, avait, dès le début, désigné aux insurgés, comme point de ralliement, la Hongrie.

Nous allons compléter le rôle que joua le polonisme en Autriche par un exposé succinct de son activité pendant la guerre de Hongrie, en 1849.

Arrivé en Gallicie, Wysotzki, après un conciliabule tenu avec les meneurs révolutionnaires du pays, avait expédié le colonel Boulgarine chez Kossuth, pour lui faire l'offre d'une légion auxiliaire composée de volontaires polonais de la Gallicie. Les Hongrois ne demandaient pas mieux que de profiter de ce renfort; mais les chefs auxiliaires, qui n'ignoraient pas les travers du caractère polonais, avaient hésité à donner leur consentement à la formation d'une légion polonaise séparée. Après maints pourparlers, Kossuth s'y décida enfin, mais à condition que le nombre des légionnaires ne dépasserait pas douze cents hommes. Mais lorsque, après les insuccès de Lemberg, il fut devenu impossible de compter sur la Gallicie, Wysotzki se rendit directement à Pesth, et, après avoir réussi à vaincre toutes les préventions de Kossuth, il convint avec lui de former un corps d'armée polonais de vingt mille hommes, composé des volontaires dont il attendait l'arrivée de la Gallicie.

C'est sur ces entrefaites que Bem, après sa fuite de Vienne, arriva en Hongrie. Vers la fin de la guerre insurrectionnelle de 1831, et lorsque l'armée polonaise, après la prise de Varsovie, se retirait vers la frontière de Prusse, Bem comptait déjà au nombre des candidats pour le commandement en chef, alors

que Wysotzki, fils de parents pauvres, débutait à peine dans la carrière militaire. D'après leurs principes politiques, le premier était du parti Czartoryisky, le second appartenait au parti démocratique qui l'avait désigné pour le commandement militaire dans l'insurrection projetée. Pour Bem, Wysotzki manquait d'expérience, tandis que celui-ci trouvait son ancien chef trop expérimenté dans l'art de l'intrigue.

L'émigration polonaise adore les gros chiffres. Selon ses calculs, le nombre des volontaires que les provinces de l'ancienne Pologne auraient pu, au printemps de 1849, fournir à la Hongrie, ne devait pas être au-dessous de cent mille hommes, chiffre qui pourrait au besoin même s'élever à deux cent mille. Ces phalanges formidables de Polonais, combattant pour l'indépendance de la Hongrie, promettaient à l'émigration des succès infaillibles, qui devaient avoir pour résultat ultérieur le rétablissement de l'indépendance et l'intégrité de la Pologne, reconquises par la force des armes, avec le concours des Hongrois.

Sous l'influence de ces projets, Bem désirait écarter Wysotzki qu'il regardait comme son compétiteur au commandement en chef, d'autant plus que celui-ci était appuyé par le parti de ses adversaires, les démocrates. Les intrigues que Bem avait mises en jeu eurent pour résultat l'annulation de la convention conclue entre Kossuth et Wysotzki, concernant la formation d'une légion polonaise. Quelques centaines de jeunes Polonais, arrivés de la Gallicie, au lieu de trouver une légion polonaise en voie de s'organiser, ap-

prirent les menées de Bem. Dans leur indignation, ils résolurent de le tuer; effectivement l'un d'eux, Kolodzieyski, lui tira un coup de pistolet à bout portant, dont Bem reçut une légère blessure à la tête. Alors il trouva plus opportun d'aller prendre le commandement en Transylvanie. Wysotzki avait le champ libre, mais le nombre des volontaires était loin de répondre à son attente; le bataillon d'infanterie formé par Wysotzki se montait à peine à trois cents hommes; Tkhorznitzki commandait les hulans polonais, Rembowski les chasseurs, et Woronetzki l'infanterie.

Le général polonais Dembinski, qui, grâce aux menées de l'hôtel Lambert, était venu prendre un commandement supérieur à l'armée insurrectionnelle de Hongrie, songeait déjà à pénétrer en Gallicie, dans l'espoir d'en soulever la population et de transporter ensuite la guerre dans le royaume de Pologne; mais ce projet éventé amena d'un côté l'intervention si décisive de la Russie, et provoqua d'autre part le mécontentement de la nation hongroise, qui refusa d'obéir aux généraux polonais. Görgey, toujours animé contre Dembinski d'un sentiment d'envie, venait d'être nommé ministre de la guerre; non content de repousser la proposition que celui-ci avait faite de pénétrer en Gallicie, il la rejeta avec une ironie hautaine. Dembinski, blessé dans son amour-propre, retira son épée et voulut quitter immédiatement la Hongrie. Wysotzki, nommé général, prit alors le commandement de la légion polonaise; mais l'arrivée de l'armée russe sous les ordres du prince Paskiévitch, ainsi que les dissensions qui avaient éclaté parmi les chefs ré-

volutionnaires, mirent fin à cette guerre, qui attira bien des malheurs sur la Hongrie.

Le comte Ladislas Zamoïsky parvint à obtenir pour la légion polonaise la permission de traverser avec armes et bagages la Servie; Bem, Wysotzki, Dembinski et neuf cents réfugiés polonais gagnèrent ainsi Constantinople, où ils trouvèrent un accueil bienveillant.

Nous finissons cet exposé de la participation des Polonais à la guerre de Hongrie, par un passage des mémoires sur la Légion polonaise en Hongrie publiés par ce même Wysotzki (1).

« Malgré toute la bravoure déployée par les Polonais, dit-il, ils pèchent généralement par un manque complet d'ordre et de discipline. Le comité national de l'émigration envoyait continuellement de nouveaux commandants et des organisateurs militaires avec des pouvoirs illimités; chacun voulait commander, personne ne voulait obéir aux ordres des chefs, et il n'y avait point d'obstacles à quiconque voulait passer d'un détachement dans un autre. Celui qui faisait le plus de bruit de lui-même et de son importance avançait en grades et obtenait des distinctions. Une autre cause capitale du peu de succès qu'avait obtenu la légion polonaise consistait dans l'éducation de la jeunesse, éducation qui la rendait peu apte à l'état militaire.

« La divergence d'opinion sur l'application des bases démocratiques à l'art militaire, et à la situation

(1) Wysotzki (Joseph), *Mémoires sur la Légion polonaise en Hongrie*, en 1848 et 1849. Posen, 1850 (en polonais).

des provinces polonaises soumises à un pouvoir étranger, eut pour conséquence que l'opposition au pouvoir fut regardée comme une vertu et un acte de courage ; des complots permanents contre le pouvoir établi étaient devenus le pain quotidien de tout vrai patriote, le but unique de toutes ses pensées et de tous ses vœux. »

CHAPITRE DIXIÈME.

LE COMTE AGÉNOR GOLOUKHOWSKY.

« Aux temps les plus heureux de l'histoire de Pologne on entendait souvent dans les diètes, comme on l'a entendu à la diète de Léopol, les nonces et les sénateurs s'exprimer en langue ruthénienne. Cette langue était parlée à la cour des Jagellons; elle l'était par les héros de la famille princière d'Ostrog, qui se signalèrent par tant d'exploits; le statut de la Lithuanie était rédigé en cette langue, et on peut dire que l'idiome ruthénien a contribué tout autant que l'idiome mazovien à la formation de notre langue maternelle. »

Extraits du dernier discours du prince AD.-GEORG. CZARTORYISKY, prononcé le 3 mai 1861.

Nationalité et langue ruthènes. — Députation à l'empereur. — Activité littéraire. — Réunion des savants à Lemberg. — Conduite de Hammerstein. — La position du polonisme s'améliore. — Régime de Goloukhowsky. — Les Kouléchowtzy. — Losinski et Terletzki. — Les Vassiliens. — Le développement progressif du judaïsme en Gallicie et l'influence qu'il y exerce.

L'Autriche était arrivée à la conviction que les Ruthènes n'étaient pas une fiction, mais bien une réalité, découverte et mise au jour par les deux comtes Stadion, et que c'était précisément cette population

russienne qui pourrait devenir l'élément le plus solide pour la domination autrichienne en Gallicie, d'autant plus que les événements qui venaient de se passer avaient suffisamment prouvé à l'Autriche le peu de fond qu'elle devait faire sur les protestations de dévouement de la noblesse polonaise.

Une nouvelle ère allait s'ouvrir pour les Ruthènes et les faire sortir de la longue léthargie dans laquelle les avait plongés l'oppression polonaise. Les secousses révolutionnaires n'avaient servi qu'à détacher l'élément clérico-nobiliaire des masses de la population, par la distinction faite entre les habitants catholiques et ceux qui professaient le rite grec-uni. C'est en vain que les indigènes polonisés, faisant cause commune avec les oppresseurs de la Gallicie orientale, tendaient à rétablir le passé; le dicton ancien : « N'oublie point, Lekh, que jusqu'au *Sann* (1) tout est à nous, » était toujours présent à la mémoire des Ruthènes. Tous les efforts du polonisme ne sauraient maintenant arrêter le développement de leurs nouvelles forces intellectuelles et nationales, d'autant plus puissantes et plus vitales qu'elles s'appuient sur le peuple; tandis que les ruses et les intrigues du polonisme l'ont rendu un objet de haine, même dans la partie occidentale de la Gallicie, habitée par une population catholique et d'origine polonaise.

La nationalité des Ruthènes une fois reconnue, ils s'empressèrent, par l'organe d'une députation envoyée à Vienne, de déposer aux pieds du trône l'expression

(1) La rivière *Sann* sert de limite en Gallicie à deux nationalités distinctes.

de leurs sentiments de gratitude, dans des termes dont la franchise et la modestie contrastaient singulièrement avec les adresses présentées habituellement par les Polonais. Renouvelant leurs serments de fidélité à l'empereur, les Ruthènes ne demandaient que l'introduction de leur propre langue dans les écoles et dans l'administration, ce que l'empereur s'empressa de leur accorder.

Pour faciliter les rapports de l'administration locale avec la population indigène, les employés allemands et tchèques, appelés à suppléer aux Ruthènes, encore peu aptes à occuper les postes administratifs, s'étaient empressés d'en étudier la langue, devenue pour eux d'autant plus facile que l'alphabet slavon, introduit par les frères Cyrille et Méthodius, n'avait admis ni les sons sifflants et nasaux, ni l'orthographe compliquée et peu pratique de la langue polonaise. Une chaire fut créée à l'université de Lemberg, et occupée pour la première fois par le philologue renommé Jacques Golowatzki, pour l'enseignement de la langue et de la littérature ruthènes. Dès lors la régénération de cette nationalité en Gallicie put être regardée comme un fait accompli, et il devint évident que les Polonais y avaient été les oppresseurs plutôt que les opprimés. A la triste et douloureuse époque de la domination polonaise, le Ruthène, en butte à des exactions et à des violences innombrables, ne trouvait de consolations que chez son curé. La communauté de souffrances avait depuis longtemps rapproché les deux martyrs, — le clergé et la classe villageoise. Aussi l'influence salutaire du clergé n'a-t-elle jamais cessé

de s'y faire sentir; depuis des temps immémoriaux jusqu'à nos jours, l'homme du peuple ruthène n'a jamais cessé de nourrir des sentiments de vénération pour les serviteurs des autels et pour les livres d'église, et jusqu'aujourd'hui encore s'est conservé parmi les diacres l'usage d'avoir, chacun, plusieurs élèves laïques.

Déjà les premiers indices de l'activité littéraire des Ruthènes avaient attiré l'attention particulière des Polonais. Pour empêcher que l'idiome local, mieux cultivé, ne finît par se fondre avec la langue russe, avec laquelle il a tant d'affinités, et par attirer les Ruthènes vers la nationalité de leurs coreligionnaires du Nord, ils appliquèrent tous leurs efforts pour familiariser cette population avec l'idée d'une patrie polonaise. « Le Polonais comprendra facilement, dit Zaleski (1), les chants ruthènes s'il y met un peu de soin..... Sous un point de vue plus élevé, nous devons regretter que les Petits-Russiens se soient éloignés de la littérature polonaise, éloignement nuisible surtout pour l'idée du panslavisme, qui doit être notre but éternel et constant. Les Slavons, aussi bien que les Slaves de la Silésie et de la Moravie, ont fini par s'assimiler aux Tchèques; à qui donc vont s'assimiler les Petits-Russiens? Devons-nous désirer les voir posséder une littérature à part? Que serait devenue la littérature en Allemagne, si chacune de ses contrées s'était avisée de cultiver son propre idiome? Tant pis pour ceux qui ne me comprennent pas, je n'y puis

(1) Vinceslas d'Olesko, pseudonyme de Zaleski.

rien faire, ne pouvant m'exprimer plus clairement. » Dans ce conflit avec le polonisme, les Ruthènes ne se méprirent point sur l'arrière-pensée de l'auteur; ils ne furent pas longtemps à comprendre que la langue du panslavisme devait être la langue polonaise, et que, pour dénationaliser la population ruthène, les Polonais avaient choisi la voie des chants populaires. Dans l'impossibilité d'annuler l'alphabet russe de l'idiome indigène, ils voulaient lui imposer leur propre grammaire, pour le rendre d'autant plus facile à se fondre avec le temps dans leur propre langue. Mais toutes ces tendances opiniâtres rencontrèrent une résistance non moins vive de la part des véritables fils de la terre russe de Galitch.

« Neuf millions de Polonais, dit Losinski, ne sauraient absorber une population de quinze millions, parlant le petit-russien, et habitant l'immense étendue depuis le centre de la Hongrie jusqu'aux rives du Kouban. »

L'hetman des Cosaques, Bohdan Khmélnitzky, avait été le premier qui, au milieu du dix-septième siècle, arracha à la Pologne l'Ukraïne de la rive gauche du Dniéper, pour la transmettre au tzar Alexis Mikhaïlovitch, qui, dès 1656, prit le titre d'autocrate de la Grande-Russie, de la Petite-Russie et de la Russie-Blanche... Il est incontestable qu'il n'y avait autrefois qu'une seule langue slave, dont les différents idiomes se formèrent plus tard par suite du développement progressif des peuples. Devenu aujourd'hui, après une proscription séculaire, la langue officielle, l'idiome russien consolide ses droits et sa prééminence dans

presque toutes les terres de la Gallicie. Chose remarquable, c'est que même dans la Grande-Russie ce même idiome, qui n'est autre que le petit-russien, n'a pas été négligé, et compte parmi ses représentants contemporains des écrivains distingués (1).

Les Polonais avaient persuadé au gouvernement autrichien que l'idiome en question n'était qu'un dialecte polonais corrompu, en usage chez les habitants des campagnes. Nous nous en remettons aux philologues du soin de déterminer les rapports distincts des langues, de la prononciation et de la littérature chez les peuples slaves; qu'il nous suffise de faire remarquer que dans les préfaces des deux grammaires russiennes, de Losinski et de Waguiléwitch, ainsi que dans celle de la grammaire ruthène de Lewitzki, publiées en Gallicie, les auteurs signalent l'existence des tendances polonaises à préparer les générations futures, par la voie de l'étude scolaire, à la fusion de l'idiome russien de la Gallicie avec la langue polonaise. La question d'idiome, en général, est devenue une des questions vitales de la cause polonaise. Marien Gorchkowski disait en 1860 : « Malgré tous les efforts des Petits-Russiens, la Russie des rives du Dniéper, avec son ordre social actuel, avec toutes ses traditions et toute son individualité, doit infailliblement faire partie de la Pologne, et se fondre avec elle dans une même littérature (2). »

(1) Tels que Maksimowitch, Sresnewski, Grebenka, Kwitko (Osnowianenko), Bodianski, Sinelnikow (Dowgonosenko), Zabila (Topila), Meltinski (Mognila), Kostomarow (Galka), Borowikowski, Spigowski et autres.

(2) *La Question polonaise dans la Russie occidentale*. Paris, 1868, p. 215.

Pour créer dans la Petite-Russie et dans la Russie-Blanche une nationalité polonaise, dans le but de réunir, par la voie de la langue, ces contrées à la Pologne et d'utiliser les talents littéraires de ces provinces au profit de la littérature polonaise, les zélateurs du polonisme, prenant pour point de départ que l'ancienne langue slave ne s'était consolidée et conservée que grâce à la littérature polonaise, avaient entrepris un travail systématique consistant : 1° à conserver ceux des mots de l'ancienne langue slave qui présentaient plus ou moins d'analogie avec le polonais ; 2° à remplacer l'ancienne orthographe, d'origine russe, par une autre, basée sur ce principe que les mots devaient s'écrire comme les prononcent les hommes du peuple (1), et à conserver, de préférence, ceux qui diffèrent plus ou moins du russe; 3° à procéder à la transformation des mots russes en mots polonais, en commençant par les plus faciles ; et 4° à introduire, enfin, des mots étrangers, dont la langue polonaise possédait déjà une si grande quantité. Antoine Dombtchanski et plusieurs de ses adeptes poussèrent leur zèle réformateur jusqu'à déclarer que le petit-russien n'était qu'un idiome polonais. Faut-il démontrer tout ce qu'il y a de faux dans cette assertion ridicule, démentie par la construction propre à chacune de ces deux langues, ainsi que par l'autorité de Doubrowski, de Schleikher, de Schafarik et d'autres? D'un autre côté, les historiens allemands donnaient habituellement à la Gallicie le nom de Rus-

(1) Cete orthographe est appelée *Koulichowka*, du nom de son auteur petit-russien, *Koulisch*.

sie-Rouge, et ce n'est que plus tard qu'ils adoptèrent la dénomination de *Ruthénie,* empruntée à la terminologie de la curie de Rome, qui appelait successivement les habitants de la partie orientale de la Gallicie: *Ruzci, Ruzzi,* et finit par adopter le nom de *Rutheni.*

Ces mêmes Ruthènes s'empressèrent, dans l'intérêt de leur nationalité, d'avoir des écoles primaires, de fonder des journaux publiés dans leur langue, et de créer une société littéraire. Redoublant d'ardeur dans leur lutte avec le polonisme, ils entreprirent des recherches archéologiques, qui amenèrent la découverte de documents d'une grande valeur historique, et l'on ne fut pas médiocrement étonné alors de voir comment tout un peuple, formant la majorité de la population d'une immense province, avait pu perdre complétement son existence historique. Mais nous voilà arrivés à l'époque où les Ruthènes furent non-seulement envisagés comme professant un rite à part, mais comme une nationalité distincte.

« L'histoire transmettra à la postérité la plus reculée le nom du comte Stadion, à l'égal de celui de Colomb, » dit l'auteur allemand des *Révolutions en Pologne.* « Le gouvernement autrichien avait prêté le concours de ses efforts pour soutenir les droits de la langue ruthène contre les atteintes du polonisme; malgré toutes les machinations de ce dernier, l'agitation provoquée en 1846, dans la classe villageoise, fit naître, pour la première fois, dans l'opinion des Allemands des soupçons sur la justice de la cause polonaise à l'égard du gouvernement. Les Ruthènes avaient prouvé une fois de plus que les Polonais

dans cette partie de la Gallicie n'avaient été que des intrus (1). »

Les recherches archéologiques des Ruthènes, entreprises dans un ordre systématique arrêté par une société de savants à Lemberg, portèrent les premiers coups sensibles au polonisme. Aussi les Polonais, dans leur consternation, essayèrent-ils de s'opposer à la réunion de ces archéologues dans la ville principale de leur propre patrie, en déclarant qu'ils ne souffriraient point de voir la nationalité polonaise foulée aux pieds, et qu'ils seraient prêts à recourir même à la force. Les Ruthènes décidèrent alors que si le gouvernement ne les protégeait pas dans cette occurrence, et que la réunion scientifique vînt à être assaillie à main armée par les Polonais, ils résisteraient de toutes leurs forces, en sonnant le tocsin pour soulever les habitants des campagnes. Le comte Goloukhowsky, qui occupait alors le poste de président du gouvernement, conseilla aux Ruthènes de contremander la réunion, pour éviter un conflit avec les citadins; de leur côté, les Polonais avisèrent les autorités autrichiennes que les Ruthènes méditaient une révolte pour les massacrer, ce qui les forcerait à prendre les armes pour ne pas être pris à l'improviste.

Les Ruthènes s'adressèrent alors au général Hammerstein, en demandant si le gouvernement ne se sentait pas assez fort pour maintenir la tranquillité publique et pour protéger les habitants contre les violences. Le baron Hammerstein avait, pendant son

(1) *Poln. Revol.*, p. 310.

séjour en Gallicie, eu maintes occasions de se convaincre du dévouement au trône et des dispositions paisibles de cette partie de la population; connaissant, d'autre part, l'esprit agressif et turbulent des Polonais, il était porté à croire que le gouvernement ne devait pas laisser les forces renaissantes et inoffensives des Ruthènes devenir la proie d'un élément hostile. Aussi s'empressa-t-il de répondre à la députation polonaise d'une manière catégorique, en disant que la réunion projetée aurait lieu et ne courrait aucun risque.

Ce fut un moment critique pour le polonisme qui, dans sa rage impuissante, se vit en face d'une opposition forte et constante. Les paysans refusaient généralement le don des lots de terre que leur faisaient les propriétaires, tandis que les fonctionnaires, en proclamant devant les paysans l'abolition de la corvée, avaient eu soin d'ajouter que, hormis l'empereur, personne n'avait le droit de faire don de la corvée, et qu'ils ne devaient en être reconnaissants qu'à lui seul.

Les Autrichiens avaient compté qu'avec l'abolition de la corvée, la diminution des revenus, qui devait en résulter pour les propriétaires, ôterait à ces derniers les ressources indispensables pour préparer une nouvelle insurrection. Mais ces prévisions furent loin de se réaliser. Les seigneurs coururent à Vienne, pour protester de nouveau de leur fidélité et de leur dévouement, en même temps qu'ils faisaient entendre leurs éternelles lamentations sur leur ruine. Grâce à cet esprit d'intrigue, si connu, des Polonais, et dont ils

savaient tirer parti jusque dans les sphères gouvernementales, ils réussirent à obtenir, à titre de dédommagement, une estimation si élevée des terres concédées aux paysans, que beaucoup de propriétés foncières, surtout en raison de la baisse des fonds, étaient loin de valoir, dans toute leur étendue, ce qu'avaient été estimés les lots de terrain qui passaient en propre aux villageois. Le gouvernement indemnisa les seigneurs par des obligations à intérêts, dont l'amortissement devait se faire dans l'espace de quarante ans, au moyen de nouvelles impositions réparties sur les classes de la population citadine et villageoise, à l'exception de la noblesse seule.

Le comte Agénor Goloukhowsky, malgré son origine polonaise, sincèrement dévoué à l'Autriche, avait, en dehors de ses talents administratifs, la passion du service, qualité très-rare parmi ses compatriotes. Son régime fut le produit de ses convictions personnelles. Tout le portait vers cet élément, vers cette caste aristocratique polonaise, d'où il était sorti lui-même, et qui, en réalité, était appelée plutôt à devenir son premier adversaire. Aussi se vit-il engagé dans une lutte avec les Ruthènes et la classe villageoise, en général, — élément qui avait prouvé sa fidélité inébranlable au gouvernement autrichien. Les fonctionnaires de la Gallicie avaient été jusqu'alors soit des Allemands, soit des Tchèques, la noblesse polonaise ayant toujours évité le service public, à l'exception du barreau. Cette répugnance disparut sous la haute administration du comte Goloukhowsky; la Gallicie fut alors inondée d'un si grand nombre d'employés polonais que le choix des

députés aux diètes s'arrêtait parfois même sur des individus notoirement connus pour avoir été impliqués dans les dernières émeutes; dans ce nombre on comptait, entre autres, le propriétaire Charles Rogawski.

Le comte Goloukhowsky ne pouvait guère sympathiser avec les vues et les aspirations de la population ruthène, dont les tendances au panslavisme, objet des griefs incessants des Polonais devant le gouvernement autrichien, étaient également contraires à ses vues personnelles.

Pour détourner l'attention du gouvernement de toutes les menées séditieuses des Polonais, le comte Goloukhowsky fit grand bruit d'une escapade buissonnière de deux écoliers ruthènes, en faisant en même temps peser de graves reproches sur la conduite d'un homme de mérite comme Kouzemski qu'il faisait passer pour le *leader* du parti russe (1). Tcherkawski, membre du conseil scolaire, fut son mauvais génie. L'évêque uniate Grégoire Iakimowitch s'adressa alors directement à l'empereur pour dévoiler toute la perfidie des calomnies et des intrigues du parti polonais.

Dans leur haine contre les Ruthènes, les Polonais les poursuivaient jusque dans l'orthographe de leur langue. Les dissentiments provoqués par la question de l'idiome n'étaient qu'un des symptomes apparents de cette lutte intestine que celle des nationalités, soulevée plus tard par la presse européenne, ne fit qu'envenimer. A l'époque du ministère Thun, en 1859, le comte Goloukhowsky s'était imposé la tâche d'extir-

(1) *Poln. Revol.*, p. 375.

per la langue ruthène par l'introduction de l'alphabet latin dans les rapports officiels et dans les écoles ; une commission avait été nommée, à cet égard, sous sa présidence et celle d'un membre du ministère de Vienne, du Tchèque Iretchek. Ce n'est qu'avec peine que les Ruthènes conservèrent leur alphabet et leur orthographe; ce qui amena le parti polonais à redoubler d'acharnement contre cette nationalité, à mesure qu'il gagnait du terrain à Vienne. Les exigences des Polonais, à cet égard, avaient trouvé un appui dans cet incident que le comité de l'Ukraïne à Pétersbourg avait expédié, en 1861, en Gallicie, beaucoup d'ouvrages publiés en langue petite-russienne et d'une orthographe toute particulière, appelée depuis l'orthographe de *Koulisch*. C'est pour cette raison que les ouvrages de Schewtchenko attirèrent beaucoup de lecteurs, devenus les partisans de la nouvelle orthographe, et désignés depuis du nom de *kouléchowtzy*. Les Polonais profitèrent de cette divergence d'opinions qui diminuait d'autant les forces naissantes des Ruthènes en Gallicie, pour s'emparer de l'orthographe de Koulisch comme d'une ancre de salut, vouant ainsi leurs sympathies au projet d'une nationalité petite-russienne distincte. En vain cria-t-on que tous ces projets n'aboutissaient qu'à encourager les tendances des Polonais à séparer les Petits-Russiens de la Russie, pour les soumettre plus tard à leur propre domination; les troubles de 1863, ayant provoqué un mouvement pareil en Gallicie, mirent seuls un terme à tout ce conflit politico-littéraire.

Les Polonais de la Gallicie conservent jusqu'à présent l'orthographe de Koulisch, à laquelle ils attachent

d'autant plus d'importance que cette orthographe, œuvre non polonaise, leur semble être d'autant plus susceptible de servir à la jeunesse de mirage d'une nationalité distincte des Petits-Russiens. Le comte Goloukhowsky lui-même faisait souvent usage de ladite orthographe, et c'est à sa sollicitation que le gouvernement alloua des subsides pour la publication du journal *Rouss*, imprimé avec la même orthographe, mais qui fut bientôt supprimé, faute de souscripteurs.

Quoi qu'il en soit, toutes les intrigues polonaises, ainsi que nous l'avons dit, ne sauraient désormais arrêter le développement national des Ruthènes, développement basé sur des vérités incontestables. Les recherches historiques sur le passé de cette contrée augmentent chaque jour le nombre de ses défenseurs, parmi lesquels on en voit même ayant déserté le camp hostile pour venir dévoiler les buts perfides du polonisme. Citons comme exemple Joseph Losinski, auteur d'une grammaire publiée en 1846, encore sous l'influence des aspirations polonaises, ainsi que Vladimir Terletzki. Goloukhowsky, ayant formé, en 1859, une commission pour la publication d'ouvrages scolaires à l'usage des Ruthènes, avait nommé Losinski membre de cette commission, dans l'espoir de le voir prendre, comme par le passé, la défense de l'alphabet latin. A son grand étonnement, ce dernier déclara hautement que l'introduction de l'alphabet latin dans l'orthographe ruthène était tout à fait impossible, et, devenu ainsi un adversaire tout aussi terrible du projet d'une fusion avec le polonisme, qu'il en avait été auparavant

un des plus chaleureux partisans, il se montra dès lors, comme député aux diètes aussi bien que dans les produits littéraires, un ennemi acharné du polonisme et de ses tendances.

Vladimir Terletzki offre sous ce rapport un exemple encore plus remarquable. Né dans la partie sud-ouest de la Russie, il avait fini ses études à la Faculté médicale de Vilna. Marié à une Polonaise et devenu veuf, il quitta Cracovie, où il s'était établi, pour entrer dans la congrégation *de Propaganda fide* à Rome, après avoir embrassé le rite grec-uni et avoir obtenu un diplôme de docteur en théologie. En 1848, il se rendit à Paris, où, étant devenu un des affidés du prince Czartoryisky, il publia plusieurs articles dans le but d'amener la fusion des Petits-Russiens avec les Polonais, en prenant pour base le libre exercice du culte d'Orient parmi les premiers, et la reconnaissance de l'idiome petit-russien comme langue distincte. Il fonda en 1850, à Paris, aux frais de l'hôtel Lambert, un séminaire grec-uni, dont l'existence fut cependant de courte durée. En 1859, Terletzki, pour plus de succès, passa en Gallicie ; là, mis en contact avec les Ruthènes, les sentiments de véritable patriotisme l'emportèrent sur ses anciennes convictions, et il devint dès lors un ennemi acharné du parti Czartoryisky. C'est encore ainsi que la purification de l'église uniate des innovations romaines, devenue, en 1861, l'objet de vifs débats, trouva en lui un des plus zélés défenseurs. Les Polonais parvinrent néanmoins à éloigner ce moine vassilien, si dangereux pour leur cause, et qui, en outre, avait été le premier parmi le clergé à porter la

barbe. Banni de la Gallicie, Terletzki se réfugia dans un monastère en Hongrie, où il publia des Mémoires fort curieux sur toutes ses péripéties. Les Vassiliens, ces anciens Basiliens si dévoués aux jésuites, et qui parmi les uniates représentent seuls le clergé monastique en Gallicie, donnent aujourd'hui leurs sympathies tout entières au développement national des Ruthènes. Même parmi le clergé séculier on voit maintenant des prêtres préférer leur véritable nom de *pope*, nom si outragé par le polonisme, et le mettre aujourd'hui à côté de leur signature sous des articles qu'ils font paraître dans les feuilles publiques.

En parlant des éléments dont se compose la population de la Gallicie, il est impossible de ne pas faire aussi mention de la race israélite.

Protégés par les rois de Pologne, surtout par Casimir le Grand, connu par ses amours avec la belle Esther, les Juifs parurent en Gallicie simultanément avec les Polonais. L'arbitraire des seigneurs et la turbulence de la petite noblesse rendaient leur position peu enviable; il n'y avait que la classe villageoise dont le sort était encore plus à plaindre. La sollicitude du gouvernement autrichien, acquise à tous les sujets de l'empire, s'était étendue également sur la population israélite, surtout sous le règne de l'empereur Joseph II, dont les bonnes dispositions à leur égard avaient pour but de les protéger contre les violences des Polonais et de les relever de l'abaissement moral auquel ils avaient été réduits. Les israélites payèrent leur dette de gratitude à l'Autriche en la servant de toutes leurs forces et par tous les moyens. Agents fins

et habiles, ils prouvèrent leur utilité surtout pendant les fermentations révolutionnaires qui agitèrent le pays. Leur zèle, sous ce rapport, était si grand qu'il est impossible de ne pas l'attribuer à leurs sentiments de fidélité et de dévouement à l'État plutôt qu'à leur avidité. Tels furent d'ailleurs les sentiments des israélites en Autriche, toutes les fois qu'ils sentirent que la force était du côté du pouvoir, et que celui-ci se trouvait à même de sauvegarder leurs intérêts matériels.

Pour consolider la réunion de la Gallicie à ses États, l'Autriche s'est appliquée principalement à gagner les classes influentes de cette province, dont la population est si peu homogène, au risque d'être souvent impuissante à arrêter les empiétements d'un élément sur l'autre, et à maintenir parmi ses sujets cette égalité des droits qui seule assure le succès au travail et à l'intelligence.

L'élément israélite dispose partout des forces financières de la contrée qu'ils habitent, ce qui porte le polonisme à recourir à tous les moyens propres à faire des israélites des *Polonais professant le culte de Moïse*.

Toutes les insurrections en Pologne ont été autant d'époques avantageuses pour les israélites, qui transféraient les capitaux et se chargeaient des fournitures. Les ateliers clandestins établis pour subvenir aux besoins des insurgés procuraient aux artisans israélites un travail à la fois abondant et lucratif. Les seigneurs polonais enfin, pour la plupart peu économes et disposant rarement de fonds nécessaires, recourent d'ordinaire aux capitalistes juifs qui, dans ces cas,

ne se font pas scrupule d'imposer de dures conditions à leurs emprunteurs.

Au milieu des troubles révolutionnaires de la Gallicie, les mauvaises récoltes avaient amené la disette dans ces contrées fertiles, au point que le propriétaire foncier, tout aussi bien que le villageois, se virent livrés à la merci des israélites, qui s'étaient empressés d'acheter le blé en herbe et d'expédier hors des frontières du pays tout ce qu'ils avaient réussi à amasser. Le propriétaire se vit tellement réduit au strict nécessaire que la moindre dépense inattendue le mettait en désarroi. Cette pénurie générale profita aux israélites, qui en retirèrent d'immenses avantages, et ce n'est que bien des années après que, grâce aux soins administratifs du comte Goloukhowsky, la position matérielle des nobles s'améliora considérablement, ce qui leur fournit les moyens de prêter la main à un nouveau soulèvement.

C'est à l'époque de la fermentation sociale que le polonisme réussit à se faire le plus de partisans parmi les israélites, tantôt en fraternisant avec eux, tantôt en les attirant par des menaces; c'est le dernier moyen surtout qui était le plus efficace.

La politique toute d'hésitations que suivit alors l'Autriche ne contribua pas peu à affermir l'influence du polonisme, influence qui, à son tour, se refléta sur la population israélite, dont l'empressement à se rendre utile à l'administration diminuait à mesure que le gouvernement perdait en considération et en crédit. La puissance financière du judaïsme en Gallicie imprime aux affaires publiques une tout autre impulsion

que celle du gouvernement, et elle n'a rien de commun avec les vues des Ruthènes ni avec les aspirations du polonisme. Au milieu de toutes ces forces de diverses natures et de leurs tendances contradictoires, la Gallicie est tiraillée en sens divers. Tandis que les Ruthènes tendent à une fusion complète avec les autres États autrichiens, le polonisme s'évertue à absorber les forces du judaïsme, tout aussi utiles au parti clérico-nobiliaire sous le rapport matériel que sous le rapport politique. Dans les villages et les campagnes seigneuriales, les israélites sont devenus les aides indispensables du ménage; tour à tour fermier, cabaretier, acheteur, vendeur, commissionnaire, facteur, distillateur, le juif devient l'habitué de la maison, l'acolyte inséparable de tout seigneur polonais. Il exerce en même temps, par le débit des boissons fortes, une influence néfaste sur la population villageoise, avec laquelle il se trouve continuellement en contact, et qu'il assiste parfois même dans des moments de besoin; mais ce secours momentané devient toujours ruineux pour l'homme du peuple. Avec le nouvel ordre social introduit en Autriche par la constitution de 1848, le polonisme et le judaïsme se donnèrent la main pour l'exploitation systématique de l'égalité des droits qu'elle accorde; cette coalition devint pour les Ruthènes, à peine régénérés, la source d'une lutte dangereuse avec deux castes influentes, lutte d'autant plus difficile que la haute administration du pays venait d'être confiée au comte Goloukhowsky. Par leur action sur la population villageoise, les israélites se trouvent à même de diriger les élections rurales, en

profitant de la candeur de l'homme des champs pour disposer de son vote en faveur des individus à leur convenance, ou appelés à devenir utiles aux tendances seigneuriales. Ils sont tout autrement encore importants pour le parti polonais dans les villes et les bourgades, où ils constituent le véritable tiers-état, dans lequel les Polonais comptent peu de représentants ; quant aux marchands et aux artisans allemands qui en font partie, leur nombre est si restreint que, sans le concours du gouvernement, ils seraient impuissants à prêter de la force à l'élément allemand.

La population israélite dans les campagnes est pour le polonisme d'une utilité d'autant plus grande, que, d'un côté, elle contribue à paralyser, par la démoralisation, les forces de la classe villageoise, et que, de l'autre, elle forme une masse compacte servant de rempart à l'extension des forces ruthènes, forces profondément nationales, il est vrai, mais matériellement trop faibles pour que la moindre tentative de concurrence de leur part ne soit aussitôt écrasée par le judaïsme, toujours sur le *qui-vive*, et flairant de loin tout danger susceptible d'entraver ses tendances exclusives à accumuler les richesses.

Du milieu du tiers-état israélite surgissent parfois des individus qui parviennent au haut de l'échelle sociale de cette même race par leurs richesses, par l'étendue de leur industrie et par leur position dans la société. Ces individus, établis en Gallicie, sous le régime autrichien, finissent ordinairement par se germaniser d'autant plus facilement que le jargon juif,

corruption de la langue allemande, les dispense de tout autre instruction classique.

C'est depuis que les Czartoryisky, après la révolution de 1830, eurent transporté dans l'émigration le foyer de leur activité politique, que l'hôtel Lambert se prit à rechercher toutes les voies pour utiliser en sa faveur chacun des éléments établis dans les limites de l'ancienne Pologne. L'idée de poloniser les israélites, idée éclose dans le camp de l'émigration, s'accroît de plus en plus depuis les événements de 1846, ressuscitant ainsi les principes introduits dans les dernières années de la République polonaise et servant de base à la constitution du 3 mai.

Les juifs convertis, qui avaient déserté la bannière du gouvernement autrichien, se faisaient passer pour de véritables Polonais, ceux surtout qui, disposant de grands capitaux, et devenus propriétaires terriens, avaient acquis le droit, que donne toute acquisition territoriale, de faire précéder leurs noms de la particule allemande *von*.

« Un juif enrichi par d'heureuses spéculations, dit Fouque (1), passe sans objections pour noble s'il embrasse la foi catholique. En outre, on voit en Pologne des juifs renégats anoblis, plusieurs chefs de famille, dont le nom ne se termine ni en *vitz* ni en *ski;* ils passent cependant pour être de bonne noblesse en considération de leurs coffres-forts. Chez ces derniers, chose qui paraît inouïe, les préjugés de race sont plus enracinés que partout ailleurs. Il est vrai

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 70 et 217.

que la bêtise y est aussi plus intense, et je peux affirmer que c'est un composé solide que le juif doublé du noble polonais. »

Avant les massacres de la Gallicie, deux camps adverses divisaient le pays, le camp du parti autrichien et celui du parti polonais; après l'agitation révolutionnaire de cette époque, les israélites émancipés se mirent à déserter le camp autrichien pour passer dans celui des Polonais, tandis que les Ruthènes, désertant, à leur tour, le camp du polonisme, dont ils venaient de secouer le joug, passèrent dans le camp autrichien.

Au milieu de ce mouvement polonophile, qui s'était manifesté parmi les israélites en Gallicie, parut le rabbin *Cohn,* orateur et homme de lettres distingué, dont les discours, empreints d'une lucidité de langage et d'une force de persuasion remarquables, avaient pour but de signaler à ses coreligionnaires tout le danger de leurs sympathies imprévoyantes pour le polonisme. L'influence du rabbin Cohn allait s'accroissant de jour en jour, lorsqu'en 1852 il mourut subitement à table, empoisonné avec sa femme et ses deux enfants; les fauteurs de ce crime terrible ne furent jamais découverts.

Dépositaires du débit des eaux-de-vie, cabaretiers, agents du polonisme pendant les élections rurales, tiers-état prédominant, et disposant toujours de moyens financiers, — les juifs exercent déjà une influence néfaste sur la classe agricole, et jettent parmi elle des germes d'un avenir encore plus déplorable.

C'est surtout à l'époque de la conscription que l'on

peut remarquer à quel point l'homme du peuple se trouve sans défense contre les atteintes du judaïsme, par suite de l'oppressive égalité de droits, introduite en Gallicie par l'intelligence polonaise. Avant la constitution de 1848, les communes israélites fournissaient seules le contingent requis; avec l'introduction de l'égalité des classes, la conscription fut répartie, sans distinction aucune, sur les communes chrétiennes et israélites. Or l'habileté des israélites à éluder les ordonnances qui leur déplaisent, surtout celle sur la conscription, est devenue proverbiale; il n'est pas de ruses ni de corruptions dont ils ne soient prêts à se servir pour se soustraire, autant que possible, à cette charge imposée par l'État, et pour la faire peser exclusivement sur la classe villageoise.

D'un autre côté, quoique Joseph II et Ferdinand Ier aient libéré le paysan de l'asservissement, cependant le vice de l'ivrognerie, entretenu par les juifs, joint aux calamités publiques et accidentelles, comme la disette ou l'épizootie, mettent les paysans dans l'état d'une nouvelle servitude, en les faisant dépendre de nouveaux maîtres, non moins durs que les anciens, c'est-à-dire des propriétaires fonciers israélites. Du temps de l'administration du comte Goloukhowsky, le polonisme encourageait cette nouvelle servitude qui depuis lors prend des formes de plus en plus tranchées. En présence d'une égalité complète de droits, égalité donnant à tout le monde la faculté de disposer librement de sa propriété, il n'est pas de dispositions gouvernementales ni d'institutions hypothécaires qui puissent garantir à l'habitant des campagnes la pos-

session du lot de terrain concédé par le système de rachat; il n'est pas de règlements assez forts pour arrêter l'homme du peuple, égaré par l'ivrognerie ou par le besoin, sur la pente de l'expropriation, où doivent immanquablement le conduire les prêts toujours ruineux des usuriers juifs. Il arrive de plus en plus fréquemment qu'à la suite des sentences des tribunaux les israélites prennent, en échange des créances échues, possession des terres des paysans, réduits ainsi, avec toutes leurs familles, à la mendicité. Cet état des choses convient on ne peut mieux aux nobles propriétaires fonciers; un prolétaire est habituellement un manouvrier à bon marché, et il compte parmi la domesticité seigneuriale, imbue du polonisme. Le sentiment des devoirs plus élevés, qui incombent à la classe privilégiée, est devenu étranger aux seigneurs polonais, hostiles par traditions à la population rurale et occupés exclusivement des intérêts du monde clérico-nobiliaire. Ces seigneurs de la Gallicie forment une bande à part plutôt qu'une classe de la société; ils se servent des israélites comme de complices,— et au lieu d'être les défenseurs de la classe agricole et les représentants des intérêts de la Gallicie au pied du trône, ils ne sont que d'habiles et éloquents mystificateurs, des collaborateurs adroits des utopies de la cause polonaise.

CHAPITRE ONZIÈME.

L'INSURRECTION POLONAISE DE 1863.

> « Prêtres et seigneurs, vous vous êtes dit dans votre inextinguible orgueil : « Nous sommes la Pologne, et la nation est notre serve de corps. » — La serve vous a abandonnés à l'heure du danger suprême, elle a cherché loin de vous *la Patrie* que vous lui refusiez ; la Pologne est finie ! »
>
> FOUQUE, *Plus de Pologne*, p. 107.

Calculs de l'émigration basés sur l'Autriche. — Guerre d'Orient et la campagne de 1859. — Le prince Sapiéha. — Premières démonstrations. — Le gouvernement autrichien et la Gallicie pendant l'insurrection de 1863. — Extrait de l'ouvrage de Fouque. — Les effets de la dernière insurrection. — Antagonisme des Ruthènes et du polonisme en Gallicie.

Les Czartoryisky continuèrent l'œuvre laborieuse que la République leur avait léguée. Après avoir échoué dans leur tentative pour entraîner l'électeur de Saxe, par l'attrait illusoire de la constitution du 3 mai 1791, ils tournèrent tour à tour leurs regards vers la Prusse et la Russie, en rêvant pour chacune

de ces puissances une Pologne dans les limites de 1772 (1). Ces espérances ne se réalisèrent pas plus que celles qu'ils avaient fondées sur Napoléon Ier; tout aussi vains avaient été leurs calculs en 1831, lorsqu'ils comptaient sur la fameuse armée polonaise, et sur le soulèvement général de la Lithuanie et des autres provinces de l'ouest, soulèvement qui devait être appuyé par les sympathies de l'Europe entière. Même échec dans leurs projets basés sur une révolution sociale en Europe. Il ne restait plus que la seule ressource de se jeter dans les bras de l'Autriche. Le prince de Metternich n'y était plus; mais, en revanche, ils y trouvèrent un nouvel adversaire, tout aussi redoutable, et qui consistait dans la connaissance, intime désormais, des affaires polonaises et de tout ce qui s'y rattachait, y compris les doctrines du socialisme, inséparable de la cause polonaise.

Ces doctrines ne pouvaient nulle part être propagées par les Polonais avec autant de succès qu'en Autriche, les éléments hétérogènes de cette monarchie l'ayant, de tout temps, empêchée de devenir, pour les peuples qui la composent, une patrie autrichienne. Renchérissant sur cette maxime cosmopolite : « *Ubi bene, ibi patria*, » maxime démentie par les principes qui régissent la société des autres pays de l'Europe, Hertzen avait proclamé que « tout homme d'un esprit développé ne saurait être bon patriote (2) ». Est-il besoin de démontrer que c'est un sentiment inné qui partout attache l'homme au sol qui l'a vu naître, sen-

(1) *La Question polonaise dans la Russie occidentale*, p. 86.
(2) *Kolokol*, du 15 janvier 1859. *La Question polonaise*, etc., p. 106.

timent qui entre pour une large part dans la force vitale de tout pays bien organisé, et le mot patrie ne serait-il qu'un mot vide de sens? L'Autriche, sous ce rapport, se trouve dans une position exceptionnelle. Tout en connaissant les sentiments de nature opposée que professaient pour elle les Ruthènes et les Polonais de la Gallicie, le gouvernement autrichien, dominé par sa politique, se vit forcé de faire de nouvelles concessions aux Polonais, au détriment des intérêts des Ruthènes. Il ne protégeait ces derniers que juste autant qu'il le jugeait indispensable pour contrecarrer les projets des Polonais de renouveler les émeutes en Gallicie. Les derniers événements avaient, de nouveau, mis l'Autriche dans la nécessité de soutenir une guerre diplomatique avec ses propres sujets, guerre où les combattants n'avaient pour toutes armes que leurs finesses réciproques, et qui oblige l'Autriche à *jouer,* pour ainsi dire, avec l'aristocratie polonaise. De part et d'autre on sait à quoi s'en tenir : sous l'influence des événements politiques successifs, les deux partis tâchent de se donner le change l'un à l'autre, en se prodiguant réciproquement des protestations de dévouement, auxquels les deux partis sont loin de croire.

A peine la guerre d'Orient venait-elle d'éclater que les Ruthènes sentirent le vent souffler d'un autre bord. L'hôtel Lambert, à son tour, ne laissa point passer cette occasion pour armer l'opinion publique contre la Russie (1). Sans se ranger ouvertement du

(1) Roux-Ferrand, *Histoire populaire de Pologne,* p. 319 et 328.

côté des puissances alliées contre la Russie, l'Autriche ne manqua pas néanmoins de les assurer de ses sympathies secrètes relativement à la solution de la question d'Orient. Les seigneurs polonais de la Gallicie, sous l'impression des souvenirs récents, semblaient bouder encore la cour de Vienne, lorsqu'un nouveau signal partit de l'hôtel Lambert. Le cabinet autrichien, connaissant de longue date la Russie, savait bien que le seul moyen de faire une guerre sérieuse à cette puissance, c'était le rétablissement de la Pologne (1). Malgré les stratagèmes réciproques de la cour de Vienne et de l'hôtel Lambert, l'archiduc Charles vint en 1854 résider à Lemberg, et les dames polonaises le reçurent avec des acclamations : « Qu'il est beau, notre jeune roi Charles ! » Les jésuites de la Gallicie prêtèrent leur concours à cette réconciliation apparente. Les Polonais étaient tout prêts à exécuter le projet couvé depuis l'époque du mouvement social en Europe, et qui consistait à franchir, les armes à la main, les frontières de la Russie. L'Autriche retenait, à force de cajoleries, les impatients, tout en livrant en même temps au gouvernement russe les fuyards de Pologne qui venaient chercher un refuge en Gallicie.

Après la guerre d'Italie, en 1859, le cabinet autrichien, pour complaire à son ennemi de la veille, continua son ancien système, en feignant d'ignorer les préparatifs polonais qui précédèrent l'insurrection de 1863, et non-seulement il ne s'opposa pas, comme

(1) Idem, *ibidem*, p. 333.

en 1831, à ce que les patriotes polonais quittassent la Gallicie pour aller soutenir de tous leurs moyens une révolte en Pologne, mais il fit plus encore, et les chefs du mouvement purent choisir la Gallicie pour base de leurs opérations. C'est alors que les Polonais, renouvelant les anciennes ruses auxquelles ils recouraient dans des moments critiques, tâchèrent d'attirer vers eux, par toutes sortes de séductions, la population ruthène, et de gagner à leur cause le clergé grec-uni. L'hôtel Lambert s'empressa de faire don de 90,000 scudi, provenant des offrandes patriotiques,, pour la canonisation de l'évêque uniate Joséphat Kountzévitch. Les deux chapitres grecs-unis, fondés sous l'empereur Joseph II, ainsi que les grandes croix, appelées *kryloshanié*, et destinées à être portées sur des chaînes d'or, jusqu'alors privés de la confirmation du Saint-Siége, reçurent en 1862 la sanction du pape. Mais toutes ces séductions furent impuissantes à diminuer la haine que la population ruthène avait vouée au polonisme. En présence d'une telle disposition des esprits en Gallicie, les promoteurs trouvèrent de toute urgence d'accélérer la mise à exécution de la constitution du 3 mai 1791.

La noblesse polonaise constituant les éléments et la force vitale de chaque insurrection, seuls capables d'attirer vers elle le prolétariat et les artisans, avait compris qu'il était de son intérêt d'augmenter sa force numérique en faisant obtenir la particule allemande *von* à la petite noblesse, pour s'assurer son concours dans des éventualités futures. Elle voyait avec non moins de plaisir se joindre à elle des renégats juifs

qui s'étaient enrichis ou émancipés sous l'influence de l'élément polonais (1).

Ces manifestations d'un libéralisme outré, si contraires à la morgue proverbiale des magnats polonais, ne leur firent pas oublier cependant leurs propres intérêts. Pour conserver leurs priviléges exclusifs et acquérir des droits à des emplois marquants dans la future monarchie polonaise, objet de leurs rêves incessants, les seigneurs polonais s'occupèrent de former une nouvelle caste, composée uniquement des familles *titrées*. Le gouvernement autrichien ne trouva aucun inconvénient à ce que ces seigneurs en herbe se ruinassent en folles dépenses pour se procurer des parchemins attestant leurs titres de haute noblesse. C'est ainsi que le polonisme, marchant tout à l'opposé de l'esprit du siècle, déploya tout son zèle pour arriver à la création d'une nouvelle aristocratie polonaise. Pour y être admis, les prétendants ne sont nullement tenus à faire valoir des services rendus à la patrie par leurs ancêtres, ni à invoquer des traditions historiques; il n'est pas non plus nécessaire de prouver que dans leurs veines coule le sang des véritables fils de la patrie, prêts, pour la gloire et la prospérité de leur pays, à sacrifier leur sang et leurs intérêts personnels. Mus par des sentiments moins avouables, les nouveaux aristocrates se contentent de parchemins portant le grand sceau impérial apostolique.

Sur les registres des députés galliciens aux dernières diètes, la caste titrée, faisant bande à part, est déjà

(1) *Poln. Revol.*, p, 26. — Fouque, *Plus de Pologne*, p. 217.

séparée des nobles moins riches et de la petite noblesse, initiative évidente du nouvel ordre social préparé à la future Pologne autonome et indépendante. En dépit de cette nouvelle aristocratie polonaise, l'opinion publique en Gallicie ne place parmi les représentants de la classe seigneuriale que les princes Czartoryisky, Sapiéha, Loubomirsky, ainsi que les comtes Pototzky. Propriétaires du grand domaine de Siéniava, situé dans la Gallicie orientale, les Czartoryisky préfèrent résider à Paris. Quant au prince Léon Sapiéha, seul représentant de cette famille en Gallicie, sans avoir possédé une grande fortune foncière dans le pays, il sut profiter de l'esprit patriotique des seigneurs polonais pour se créer, au moyen des associations, une fortune immense. L'hôtel Lambert parle de son activité dans les termes suivants : « Après la révolution de 1830, il fut le premier qui inaugura le système d'un travail national intérieur, exécuté à l'aide des associations ; il se voua entièrement aux intérêts de la Gallicie, et, malgré l'opposition des autorités autrichiennes, il fonda un grand nombre d'établissements d'utilité publique : société de crédit foncier, société agronomique, école agricole, caisse d'économie.... Un grand nombre d'établissements et d'associations furent, en outre, créés par lui à Léopol et à Cracovie. Ces associations contribuèrent non-seulement à enrichir la province, mais encore à relever l'esprit public, et habituent de plus en plus à l'ordre et à la persévérance dans les efforts communs (1). » Les Ruthènes voient donc dans Sapiéha

(1) Roux-Ferrand, *Hist. pop. de Pol.*, p. 322.

un autre comte Wiélopolsky, tout prêt à mettre à profit les menées du polonisme pour élever *autel contre autel.* Quant aux comtes Pototzky, ceux qui possèdent aussi des biens en Russie restent plus tranquilles que les autres membres de cette famille.

« L'abolition de la corvée, proclamée en 1848 par le gouvernement dans des vues politiques, mais d'une manière trop brusque, fut, selon l'organe de l'hôtel Lambert (1), la cause d'un appauvrissement général... Les paysans, arrivés à la propriété sans aucun effort, ne voulaient point travailler. Il serait donc injuste de passer sous silence les services rendus à cette province par le comte Goloukhowsky, nommé en 1849 gouverneur de la Gallicie. Il ramena l'ordre dans les campagnes, assura le respect de la propriété, affaibli par les événements de 1846 et par les excitations incessantes des employés autrichiens; releva plusieurs établissements d'utilité publique, donna une vive impulsion à la formation des écoles primaires, et introduisit un grand nombre de Polonais dans l'administration du pays. »

La guerre d'Italie en 1859 avait ranimé le mouvement polonais en Gallicie. Les Polonais attendaient d'un moment à l'autre que la France vînt planter en Pologne l'étendard des nationalités, arboré par elle. L'apparition de l'ancien costume polonais dans les réunions de la Société agricole, à Cracovie, fut le premier indice du mouvement; les esprits en Gallicie, surtout parmi les femmes, étaient surexcités par

(1) Roux-Ferrand, *Histoire pop. de Pol.*, p. 323.

une exaltation patriotique. On s'attendait de jour en jour à l'arrivée des Français et de Garibaldi. Ceux mêmes qui n'étaient point initiés au complot s'y associaient cependant de cœur, sinon d'esprit. Avec l'apparition du costume polonais la jeunesse fut prise de vertige ; Miéroslawski en profita pour inonder le pays de ses proclamations démagogiques, dans lesquelles les seigneurs étaient représentés comme la véritable cause de tous les malheurs, anciens et nouveaux, de la Pologne. Ses agents semaient parmi la jeunesse plus de haine pour Czartoryisky que pour l'Autriche, la Prusse et la Russie; le costume démocratique, appelé *tchamarka*, parut bientôt en public comme une opposition manifeste à l'ancien costume des seigneurs polonais. Les *blancs* n'en étaient cependant pas moins convaincus qu'à un moment donné il leur serait facile de se rendre maîtres de la position. Leur importance s'était accrue depuis les services funèbres célébrés dans tout le pays, à la suite de la mort du prince Adam Czartoryisky, décédé le 15 juin 1861. Pendant deux jours les chaires des églises retentirent de discours élogieux, dans lesquels on déplorait la perte du premier patriote polonais, qui n'avait cessé, durant toute sa vie, de travailler au rétablissement de la Pologne. Même les adhérents de Miéroslawski étaient accourus à Cracovie pour assister à cette cérémonie.

« Bien que résolus, dit un auteur anonyme (1),

(1) *De la Politique de l'Autriche dans la Question polonaise*, Paris, 1864.

à ne rien faire contre l'Autriche et à l'intéresser à la cause de leur patrie, les habitants de la Gallicie ne pouvaient rester sourds à l'appel de leurs compatriotes de la Pologne russe.

« La nouvelle de l'insurrection polonaise de 1863 ne causa pas à Vienne beaucoup de surprise aux hommes d'État. On s'attendait à des soulèvements partiels, mais on croyait qu'ils seraient promptement étouffés. Toutefois le gouverneur de la Gallicie, comte Mensdorff-Pouilly, ayant appris que plusieurs jeunes gens de cette province se disposaient à rejoindre les insurgés du royaume, demanda, le 2 février, à Vienne des ordres positifs à ce sujet. Le ministre de la police, Mecséry, lui répondit qu'il ne fallait pas mettre d'entraves au départ des volontaires; l'insurrection ne pouvant manquer d'être bientôt réprimée, on se débarrassait ainsi de quelques éléments d'agitation; mais il fallait arrêter tous les envois d'armes et de munitions.

« Ce qu'espérait le gouvernement autrichien, la chute prochaine de l'insurrection, les habitants de la Gallicie la redoutaient au contraire. Dès le début du soulèvement, il se forma à Cracovie et à Lemberg des comités destinés à venir en aide à ceux qui seraient obligés de quitter le royaume. On peut juger par ce fait quelles étaient en Gallicie les dispositions des hommes mûrs; quant à la jeunesse, elle fut prise, dès les premières nouvelles d'une insurrection dans le royaume, d'un enthousiasme indescriptible.

« Le mois de février et la première moitié de mars

s'écoulèrent de la sorte. De temps en temps, les autorités opéraient une saisie d'armes, mais, pour le reste, elles laissaient faire, et assistaient paisiblement au départ des volontaires qui souvent ne prenaient pas la peine de se cacher. Vers la fin de mars, le gouvernement de Vienne manifesta une certaine inquiétude au sujet de l'insurrection. Cependant, après la défaite de Languévitch, on crut un moment que tout était fini, et l'on s'empressa d'enfermer dans les forteresses de Moravie les nombreux réfugiés, débris du corps de l'ex-dictateur. Mais cet espoir fut déçu, et l'insurrection, en modifiant sa tactique militaire, redoubla de vigueur.

« Devant cette persistance inattendue, les autorités autrichiennes crurent que le temps des demi-mesures était passé. Le 6 avril, à la suite d'ordres venus de Vienne, le comte Mensdorff-Pouilly adressa à toutes les autorités de la Gallicie une circulaire secrète, dont l'exécution sévère avait d'ailleurs une raison d'être dans les nécessités du droit international. Rigoureusement l'Autriche, n'étant pas en guerre avec la Russie, ne pouvait tolérer sur son propre territoire la formation d'expéditions militaires dirigées contre cette puissance. Lorsque la gendarmerie locale ne suffit plus à ce service, on appela celle des provinces voisines; puis on changea tous les douaniers en agents de police, et, enfin, ces moyens étant encore impuissants, le gouvernement prescrivit aux autorités d'appeler les paysans à leur aide. De grandes battues furent exécutées dans les districts des frontières, toutes les maisons furent

fouillées; les volontaires, arrêtés en masse, furent transportés dans les prisons et dans les forteresses. En six mois près de quarante mille fusils furent confisqués aux Polonais, non par les Russes, mais par leurs amis du dehors, particulièrement par les autorités de Gallicie. La plupart de ces armes, sortant des fabriques autrichiennes, avaient été vendues le triple de leur valeur aux agents du gouvernement national; ces achats profitant à l'industrie privée, les saisies enrichissaient les dépôts du gouvernement; les Polonais seuls y perdaient.

« A l'époque de la première note autrichienne en faveur de la Pologne, expédiée à Pétersbourg le 10 avril, lorsque le prince Adam Sapiéha et le comte Pototzky se proposèrent d'envoyer dans le royaume un corps sous le commandement de Jordan, cette expédition trouva les Russes préparés : quelques centaines d'hommes trouvèrent la mort sur le champ de bataille, autant furent noyés dans la Vistule; un petit nombre échappa au désastre. A l'autre extrémité de la Gallicie, à l'est, une autre expédition se préparait sous les ordres du général Wysotzki; elle devait coûter des millions et compter plusieurs milliers de fantassins et de cavaliers. Mais, quand Wysotzki entra en Volhynie, il trouva, cette fois encore, les Russes prêts à le recevoir, et l'entreprise échoua complétement.

« Après que tout le pays qui s'étend entre Varsovie, Lemberg et Cracovie eut été, pendant plusieurs mois, couvert d'un vaste réseau de conspiration, dont les fils étaient aux mains de la police, les habitants de

la Gallicie poursuivirent avec persévérance leur résolution d'aider les insurgés de tout leur pouvoir, et d'éviter en même temps avec soin tout ce qui pourrait porter ombrage à l'Autriche.

« Au commencement d'octobre la proposition de lord Russel d'une démarche collective des puissances en faveur de la Pologne en pleine révolte, suivie d'autre part d'une déclaration que l'Angleterre ne sacrifierait ni un homme ni un schilling pour faire la guerre à la Russie, devint le point de départ d'un rapprochement qui s'est opéré entre le cabinet de Vienne et celui de Pétersbourg. Quelques jours après, le comte Mensdorff retournait à Lemberg avec des instructions plus sévères que jamais : il devait empêcher rigoureusement les insurgés du royaume de recevoir des secours d'aucune nature, et, au besoin, faire appel aux paysans, si les troupes ne suffisaient pas pour exercer une surveillance efficace. En même temps on fit savoir à Pétersbourg qu'on ne se prêterait à aucune combinaison hostile à la Russie.

« Pour le moment on ne fit pas davantage; mais la saison avançait et la situation politique empirait de jour en jour. L'Italie menaçait, la Hongrie s'agitait sourdement, le gouvernement persistait à croire que, de son côté, la Gallicie se soulèverait au premier signal.

« Les propositions d'un congrès échouèrent.

« La question danoise amena un rapprochement plus direct entre les trois cours du Nord, l'ancienne Sainte-Alliance. On se fit des concessions et des pro-

messes réciproques : l'Autriche s'associa à la politique prussienne dans la question de Danemark; la Prusse laissa espérer un secours en Italie, et la Russie consentit à accepter tout ce qui se ferait dans les duchés, à condition que le cabinet de Vienne se joindrait à la politique des deux autres puissances dans les affaires de Pologne. Le premier résultat de cette entente fut l'envoi de nouvelles instructions en Gallicie. Mecséry, ministre de la police, ordonna au gouverneur de prêter aux autorités russes le concours moral le plus efficace pour mettre fin à l'insurrection dans le royaume. On donna carte blanche à la police de Lemberg et de Cracovie; tout secours aux insurgés dut être rigoureusement prohibé, et les peines les plus sévères furent portées contre ceux qui contreviendraient à ces ordonnances. Ces instructions portent la date du 20 janvier 1864.

« C'était le signe précurseur de l'état de siége. Déjà le gouvernement russe avait demandé plusieurs fois qu'il fût proclamé, et la Prusse avait parlé dans le même sens. Pour céder à leurs instances, le gouvernement autrichien n'attendait que la clôture de la session des chambres, afin d'éviter ainsi des discussions et des interpellations toujours désagréables, et qui, dans cette circonstance, eussent été particulièrement compromettantes.

« Le manifeste impérial proclamant l'état de siége en Gallicie fut effectivement signé le 24 février (1). Une idée dominait dans ce document : c'est la néces-

(1) Voir l'annexe 17.

sité de sauvegarder les intérêts de la Russie par tous les moyens possibles, sous prétexte de prévenir les désordres intérieurs. »

La Russie ne tarda point à se rendre entièrement maîtresse du mouvement séditieux dans ses provinces polonaises.

L'étude de la marche progressive du polonisme en Autriche, en Prusse et en Russie conduit à des résultats identiques ; ces résultats sont loin d'être démentis par les relations d'un ci-devant partisan du camp hostile, d'un Français ayant séjourné à Cracovie, et qui, après avoir passé six mois au service de l'insurrection polonaise, était revenu en Gallicie après les revers essuyés par les bandes des insurgés.

Cracovie présentait pendant l'insurrection de 1863 un tableau fidèle de l'ancienne anarchie polonaise. Comme autrefois Dumouriez et Taulès, lors de la confédération de Bar, et Méhée après la grande Diète, un officier français, Fouque, était venu, imbu des idées propagées par leurs adhérents en France sur la Pologne et les Polonais. L'hôtel Lambert, ne comptant pas trop sur les chefs militaires de l'insurrection de 1863, nommés par les différents gouvernements provisoires du pays, avait préféré charger du commandement des insurgés ses propres créatures choisies pour la plupart parmi les militaires étrangers. Les Czartoryisky avaient, de tout temps, tâché de gagner à leur cause les généraux en chef qui s'étaient trouvés à la tête du mouvement révolutionnaire en Pologne. En outre, beaucoup de Français ayant fait la campagne de 1859 en Italie avaient offert leurs

services aux Polonais, croyant ainsi continuer la lutte pour le principe des nationalités. Lucien Fouque fut de ce nombre. Il prit part à bien des rencontres depuis le mois de mai jusqu'au mois de septembre, commanda même dans plusieurs affaires, où il fut grièvement blessé. Il rentra en France complétement désillusionné sur le compte des Polonais, et, invoquant le témoignage de tous les Français qui avaient pris part à l'insurrection, il jeta un défi à la cause polonaise, pour dessiller les yeux de ses compatriotes et les tenir en garde contre tous les mensonges propagés par la littérature et la presse soudoyées par le polonisme, et dont l'*Opinion nationale*, le *Siècle* et la *Patrie* se posaient comme les champions les plus ardents.

Les Polonais essayèrent d'abord de traiter les révélations de Fouque de mystification ourdie par une plume vendue à la Russie. On voulut nier jusqu'au fait de sa présence dans les bandes; c'est alors que Fouque opposa une défense des plus opiniâtres, nomma ceux de ses compatriotes qui avaient servi avec lui dans les bandes de l'insurrection, en les sommant de le réfuter, si ses récits contenaient un seul mot contraire à la vérité la plus exacte.

Telle est la portée de l'ouvrage de Fouque : *Plus de Pologne* (1). L'auteur n'est pas toujours à même de rapporter les faits qu'il relate aux dispositions d'un gouvernement national *impersonnel*, comme il l'appelle; mais, comme témoin oculaire, il ne manque

(1) Lucien Fouque, *Plus de Pologne*. Paris, 1865.

jamais de démontrer l'effet de ses dispositions dans leur application pratique, ainsi que l'impression qu'elles devaient produire dans l'esprit d'un Français, arrivé sur le théâtre de la lutte comme partisan fervent de la cause polonaise. Après avoir étudié à fond l'insurrection de 1863, il rentra dans sa patrie, fermement convaincu que l'existence de la nation polonaise était tout aussi illusoire que son patriotisme tant prôné.

Qu'il nous soit permis de faire suivre ici quelques passages de l'ouvrage de Fouque concernant la société polonaise, l'insurrection de 1863, et le système de terreur qu'elle avait enfanté.

Pour comprendre l'esprit d'un peuple et se pénétrer de ses besoins, il ne suffit pas d'être un grand orateur, un grand écrivain, un grand diplomate et de rester chez soi les pieds sur les chenets. Cette remarque, qui n'est pas neuve, explique l'ignorance complète dans laquelle sont certains peuples de la géographie et de l'histoire de certains autres. Pour apprécier les instincts, les penchants d'une multitude d'êtres, il est absolument nécessaire et indispensable de vivre de la vie qui met en mouvement ces mêmes êtres, de partager leurs habitudes et de se soumettre à leurs mœurs. Mieux que personne un étranger servant dans l'armée insurrectionnelle polonaise pouvait se placer dans ces conditions.

Je ne suis pas assez simple pour entrer en lice avec le colosse des choses admises. Je n'ai, en aucune manière, la prétention de convaincre les masses, en produisant un revirement dans l'opinion universelle. Cependant il est probable que je présenterai les choses sous un jour tout à fait inattendu, sur-

tout pour ceux qui puisent leur instruction politique dans les feuilles publiques et dans les fabuleuses correspondances que reçoivent communément les journaux (1).

Les pamphlets français ont créé à l'usage de leurs lecteurs une Pologne de fantaisie (2).

Mon but est de jeter de la lumière là où chacun apportait son contingent d'obscurité. Le *Siècle* et l'*Opinion nationale* sont, pour tout homme qui revient de l'insurrection polonaise, les feuilles les plus absurdes et les plus ignorantes qu'il soit possible d'imaginer. Ce sont elles qui ont mis mon pays sur les bords de l'abîme creusé par la sottise, en entretenant dans l'esprit du peuple les plus sottes traditions et les plus inconcevables préjugés (3).

Les travaux du génie militaire n'ont jamais été plus activement poussés en Autriche qu'en 1863; nonobstant ce fait concluant, la presse française, toujours savante et bien informée, parlait d'une Autriche désintéressée qui devait un jour abandonner généreusement la Gallicie à la nationalité polonaise (4).

Le *Siècle* demande naïvement « qui défendra l'Europe contre la Russie, si la Pologne vient à succomber ». Mais apparemment ce sera l'Europe elle-même (5).

Une personne très au courant des choses, à qui je m'adressais pour faire parvenir de Pologne des lettres aux journaux de Paris, m'écrivait : « Je dois vous dire qu'à l'hôtel Czartoryisky il y a des Polonais mieux informés que vous, qui savent très-bien ce qui se passe, et que l'on charge de la rédaction des articles de nos grands journaux (6). »

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, Paris. 1865, p. 4.
(2) Idem, *ibidem*, p. 13.
(3) Idem, *ibidem*, p. 6 et 7.
(4) Idem, *ibidem*, p. 57.
(5) Idem, *ibidem*, p. 291.
(6) Idem, *ibidem*, p. 284.

Le rédacteur de l'*Opinion nationale*, Guéroult, recevait des nouvelles sur la Pologne de l'hôtel Lambert (1).

Dans le tableau que j'ai tracé de l'insurrection polonaise, et malgré tous les justes reproches que l'on peut infliger à ma manière de rendre les choses, je puis, sans hésiter, lever la main au ciel que je ne m'écarte pas de la plus stricte, de la plus rigoureuse vérité. Mes propres passions n'ont rien exagéré ; j'ai au contraire atténué, amoindri une masse de détails qui auraient paru invraisemblables (2).

Rachid-Pacha appelant Ibrahim à son secours écrivit : « Viens, viens m'aider à exterminer les pécheurs de Missolonghi, qui par leurs sortiléges sont devenus autant de cheytans (diables). La magie d'un certain Kokins détruit mes fortifications. La possession de la Grèce entière est dans les murs de Missolonghi (3). » Ce n'était guère le cas avec les Polonais; ces Gascons du nord, malgré leur présomption proverbiale et à cause de leur infériorité reconnue, ne peuvent pas être considérés comme des agents révolutionnaires dangereux (4).

Au début du mouvement insurrectionnel, tous les propriétaires de la Gallicie étaient dévoués au gouvernement national (5).

L'étude approfondie de toutes les particules du peuple polonais, et l'analyse détaillée des idées, des espérances, des mœurs de chacune d'elles et des rapports sociaux qui les lient, démontre que le peuple polonais n'existe pas, par la raison qu'a donnée un des philosophes français, Chamfort, quand il a dit que « la charpie n'est pas du linge ». La nation polonaise se réduit à quelques milliers de nobles dont les idées

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 262.
(2) Idem, *ibidem*, p. 282.
(3) Idem, *ibidem*, p. 278.
(4) Idem, *ibidem*, p. 255.
(5) Idem, *ibidem*, p. 259.

fanatiques sont absolument rétrogrades, anti-civilisatrices et anti-libérales (1).

Les mots d'*insurrection polonaise* devraient être remplacés par ceux-ci : *anarchie polonaise.* Si cette anarchie existe à ce degré de profondeur avant la bataille, qu'eût-ce donc été après la victoire (2)?

Plus de sept mille ouvriers, inscrits au comité de M. d'Harcourt, avaient dû partir pour l'insurrection polonaise; mais ils n'ont jamais quitté Paris, et il est facile de comprendre pourquoi, le gouvernement national polonais ne se proposant qu'un but, le rétablissement du despotisme seigneurial.

A Cracovie, je pensais trouver une grande activité, des moyens d'action infinis, un pouvoir constitué et capable; je ne trouvai qu'un millier de prolétaires de tous pays : Hongrois, Moldo-Valaques, Italiens, passant leur existence dans les cabarets et soudoyés à raison d'un florin par jour (3).

Les jésuites possèdent en Gallicie des terres immenses. Chacun sait aujourd'hui que le Général des jésuites est le roi effectif du catholicisme, tandis que l'héritier de saint Pierre n'en est que le roi apparent (4).

En Pologne, le prêtre gouverne entièrement la femme, qui, à son tour, gouverne l'homme, auquel elle est supérieure. La femme aime le mystère, la conspiration, les cercles intimes et agités; elle fait les sociétés secrètes, les comités des diverses couleurs, et par conséquent les factions hostiles qui se déchirent et s'opposent les unes aux projets des autres. La femme, comme la vestale de l'antiquité, entretient le feu sacré; le foyer incandescent est dans la population féminine; les prêtres ont poussé la femme sur la pente du

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 8.
(2) Idem, *ibidem*, p. 14.
(3) Idem, *ibidem*, p. 16.
(4) Idem, *ibidem*, p. 216.

fanatisme religieux qu'elle prend pour du patriotisme; sa logique n'est pas très-forte; elle ne voit pas d'obstacles à ses espérances infinies : « la Vierge-Marie le veut (1). »

Le clergé catholique gouverne l'esprit en Pologne, où, grâce à la suprématie féminine, le vieux système de la théocratie prévaut toujours. A la tête du clergé et par leurs prétentions excessives se placent les jésuites ; ce sont eux qui dominent partout; l'épiscopat lui-même est sous leur dépendance (2).

Le casuel du clergé est spécialement affecté à remplir les coffres du Vatican. Serait-on arrivé à ce résultat avec le clergé gallican? L'or des Polonais a servi à faire tirer le canon sur les chemises rouges de Garibaldi, sur les bataillons piémontais. Aujourd'hui l'Italie libérale, sans savoir ce qu'elle fait, donne à la Pologne de l'argent et du sang (3).

Nullo, l'*alter ego* du héros italien, l'ancien porte-drapeau des mille de Marsala, paya de sa vie la part qu'il prit à l'insurrection polonaise (4).

Les doctrines pernicieuses des jésuites et des moines ont littéralement infecté le pays. La noblesse affecte des manières doucereuses et jésuitiques; sa politique est mielleuse, exagérée : Tartufe jusqu'au cœur, rarement les paroles d'un Polonais s'accordent avec ses pensées.

Un juif enrichi par d'heureuses spéculations passe sans objections pour noble, s'il embrasse la foi catholique. Cette race forme en Pologne une nation dans une nation, — l'une exploitant l'autre (5).

La noblesse et le clergé sont coalisés en permanence contre

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 157-158.
(2) Idem, *ibidem*, 65.
(3) Idem, *ibidem*, p. 66 et 67.
(4) Idem, *ibidem*, p. 24.
(5) Idem, *ibidem*, p. 69-70 et 71.

la nation entière; la haute aristocratie méprise souverainement la petite noblesse (1).

M. le comte de Montalambert prétend que « de nos jours les Polonais ont repoussé avec une héroïque constance la théorie du panslavisme, ce rêve grandiose et pervers de toutes les races slaves sous la suprématie moscovite ». C'est vrai, ils l'ont héroïquement repoussée, et cela par la raison toute simple qu'ils rêvent cette suprématie pour eux-mêmes. « Ce sera nous, disent-ils souvent, qui régnerons sur tous les peuples slaves, la Vierge-Marie nous doit cette récompense; — alors nous dominerons la Russie. » Il n'est pas une femme qui ne soit convaincue de cela de très-bonne foi (2).

En comparant l'ancienne Pologne avec sa situation actuelle, on peut voir combien les Polonais sont incapables de progresser; leur intelligence, leur patriotisme, n'ont pas fait un pas : au contraire, la reculade a continué (3). Si vous parlez d'industrie, de civilisation, les épaules se haussent; d'art, — et si par malheur le nom de Gounod vous échappe, on vous jette immédiatement Chopin à la tête. Si vous faites une allusion à Galilée, — Kopernick se trouve là à point nommé pour faire pâlir son étoile. Si vous citez le plus innocemment du monde le nom d'un poëte, d'un littérateur quelconque, on vous assomme de Mitzkiévitch, de Krassinski, et l'on vous démontre, à l'aide des raisons les moins concluantes, mais les plus énergiquement formulées, que la littérature polonaise ne peut et ne doit être comparée qu'à celle des Grecs et des Romains (4).

La science restreinte du savant, du docteur polonais, de ce qu'on appelle en Pologne un homme instruit, remplit l'âme

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 81.
(2) Idem, *ibidem*, p. 92.
(3) Idem, *ibidem*, p. 241.
(4) Idem, *ibidem*, p. 97.

de celui qui s'est fatigué à l'acquérir d'un orgueil ridicule. En Pologne, l'homme qui a beaucoup d'aplomb et très-peu de savoir est un homme instruit devant lequel on s'incline. J'entendais, un jour, un monsieur *très-bien*, *très-instruit*, raconter à un auditoire charmé comment les zouaves avaient été formés en Espagne par le premier empereur. Napoléon, grand admirateur de la bravoure brillante des légions polonaises, avait voulu les enrégimenter et leur donner un nom polonais faisant allusion à leur éclatante façon de combattre. Au compte de ce monsieur, zouave est un vieux mot polonais que l'on prononce *jwawy* et qui signifie — alerte, brave (1).

Dans chaque nation la classe éclairée travaille à la perfectibilité des classes moins heureuses, placées plus bas qu'elle sur les degrés de l'échelle. L'expérience a prouvé qu'un peuple tombe en décadence complète, quand il perd de vue sa perfectibilité; livrée à elle-même la Pologne, n'a plus d'avenir. Le patriote polonais veut être libre pour avoir le droit de rester barbare (2).

La Pologne, c'est une vieille fille stérile, inféconde, absolue, despote, ignorante et fanatiquement dévote, dont aucune action n'a servi à l'enseignement de l'humanité, et qui essaye de traîner encore sa marche à travers le monde, avec son bandeau sur les yeux, son fouet à la main, son missel sous le bras et son égoïsme dans le cœur (3).

Les prêtres et les seigneurs se sont dit dans leur inextinguible orgueil : « Nous sommes la Pologne, et la nation est notre serve de corps. » La serve les a abandonnés à l'heure du danger suprême: elle a cherché loin d'eux la patrie qu'ils lui refusaient.

Les Polonais se plaisent à se faire passer pour les Français

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 229.
(2) Idem, *ibidem*, p. 98 et 101.
(3) Idem, *ibidem*, p. 104.

du nord ; mais ils manquent de ce que nous avons toujours eu de trop : de cœur (1).

Le patriotisme, l'insurrection, sont les manteaux dont se couvrent les vices moraux et physiques de cette pauvre génération d'hommes usés, manquant à la fois par la tête et par le cœur. Cracovie et Lemberg sont les villes bien-aimées, les Capoues préférées où se réunissent les groupes de cette jeunesse studieuse qui n'étudie rien, pas même la guerre!

Épouvantable mélange de mensonge cynique, fanfaron, et d'hypocrisie cafarde, ce n'est qu'avec la dissimulation, la ruse, que l'on se guide en tâtonnant à travers les ténèbres. Celui qui vous embrasse vous trahit; celui qui vous serre la main vous trompe. Nature les fit rampants, Loyola les fit jésuites (2).

Le comité national, c'est Tartufe imbécile personnifié : le matin, bigoterie repoussante, confessions ridicules, sacriléges communions ; le soir, orgie (cela existe) ; la Vierge Marie, reine glorieuse de Pologne, donnera la victoire aux *martyrs* polonais (3).

C'est par millions que les dépenses se comptent, et les emprunts forcés, et les impôts triplés, et les dons modestes, mais sacrés, de l'ouvrier de Paris, et les souscriptions ouvertes dans toute l'Europe, s'en vont, minces ruisseaux, grossir le fleuve d'or qui gorge d'immondes plaisirs ces héroïques patriotes.

L'insurgé court au comité de Cracovie, demande de l'argent et dit : « Je vais combattre avec telle bande qui sort; » le menteur s'en va à Lemberg jouer la même comédie pour retourner à Cracovie : boire, jouer, mentir, être le sigisbée d'une citoyenne héroïne, voilà toute sa vie (4).

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 177.
(2) Idem, *ibidem*, p. 159.
(3) Idem, *ibidem*, p. 140.
(4) Idem, *ibidem*, p. 161.

Le mouvement se fit sentir en 1859 et finit par éclater en 1863; il a fallu quatre ans aux intrigues cléricales pour galvaniser le courage endormi de cette *héroïque*, *sublime* nation.

Les jésuites, les moines, le clergé séculier, fomentent les antipathies de la noblesse nationale contre le gouvernement russe en entretenant les antipathies religieuses.

Cependant la noblesse seigneuriale n'a pas soif de martyre, elle s'immobilise. Heureusement la femme s'ennuie, et femme qui s'ennuie est capable de tout. Les dames, isolées, captives dans leurs châteaux perdus au milieu de terres immenses, à perte de vue, ennuyées, surexcitées, trouvent un aliment à donner à leur dévorante imagination dans ce souffle révolutionnaire, qui vient les caresser, et surtout les distraire. Les voilà poussant les maris, les amants, les frères (des autres, pas les leurs, — chacun garde son égoïsme). Les voilà préparant la charpie et la poudre. Les cartouches sont mal faites, les balles ont la pointe en bas; mais qu'importe? les hommes, assotés, nuls, ne savent et ne peuvent conseiller, apprendre. Qu'importent l'ineptie, la faiblesse? ces « imbéciles de Français sauveront tout avec l'orgueilleuse vanité qui les fait si braves ».

On fait chanter dans les églises des hymnes patriotiques aux masses de la petite noblesse, aux ouvriers sans travail, aux pauvres, aux misérables. Les seigneurs vivent chez eux, tranquilles. On exalte le mysticisme, les élans, les essors mystiques, surtout chez les femmes.

On se sert des organes de la presse libérale, du *Siècle*, de l'*Opinion nationale*, pour pousser sur cette pente les masses ouvrières, qui, à leur tour, pousseront Napoléon à demander, l'épée à la main, la reconstitution du royaume de Pologne.

En attendant, qui se battra?

Grave question!

Les seigneurs sont trop délicats, trop efféminés pour salir leurs blanches mains avec le noir salpêtre des batailles.

Qui se battra? Le bouc émissaire, la petite noblesse, cette sotte qui ne veut pas rester bourgeoise et professe pour l'aristocratie la considération la plus humiliante. Du reste, avec de l'argent on aura des hommes.

Les comités étrangers s'organisent. Paris est le centre intellectuel du mouvement. Il y a là des hommes honorables, respectables à plus d'un titre, des hommes de bonne foi, de talent et de cœur. Il y a là des exilés qui entourent le souvenir de la patrie absente d'illusions bien chères, mais bien folles. Et c'est là qu'est l'étincelle, le feu sacré de l'insurrection. En Pologne l'étincelle n'aurait pas eu la durée d'un éclair, le foyer se serait éteint. Plus tard, quand les comités polonais fonctionneront, le gouvernement impersonnel ne pourra subsister que par le mensonge et le terrorisme.

Les insurgés n'ont été, à vrai dire, que de tristes dupes, pauvres trompés, malheureux instruments de l'ambition des grands et de celle plus dangereuse encore du clergé.

Les aristocrates, la haute noblesse seigneuriale, trop égoïste, trop indolente, trop épuisée pour conspirer au grand soleil, les armes à la main, devant les soldats russes, se chargea de l'organisation (1).

La politique du comité de Cracovie, je finis par la comprendre. Tous les mois, à peu près, on rassemblait une bande de mercenaires. Il y avait sur les frontières une escarmouche insignifiante; les volontaires battus et dispersés s'enfuyaient à Cracovie pour revenir peu après.

Cependant le but était atteint.

Il s'agissait tout simplement de faire une manifestation quelconque sur les frontières, afin d'envoyer à Paris des télé-

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 110-114.

grammes racontant de fabuleuses victoires, et de donner au *Siècle*, à la *Patrie*, et à l'*Opinion nationale*, le sujet de s'écrier : « Voyez quelle vitalité! malgré les barbaries des Moscovites, l'insurrection dure toujours, les vaillants Polonais viennent de remporter une nouvelle victoire. »

Cette politique des comités de la Gallicie seconde merveilleusement les vues du gouvernement national polonais. Que veut, en effet, ce gouvernement? Chasser les Russes? Il ne le pourrait. Quoi donc alors? provoquer une intervention française, et, pour arriver à ce but ardemment désiré, il s'applique à faire durer l'insurrection le plus longtemps possible. Il faut avouer qu'en plaçant le foyer de l'insurrection en Gallicie, c'est-à-dire hors de la portée des Russes, c'était lui donner des chances d'une durée éternelle.

Les volontaires polonais sont mal armés, nullement constitués; ils sont commandés par les chefs les plus incapables qu'il soit possible d'imaginer. De plus, tous les efforts qu'on a faits pour les discipliner ont échoué devant la mauvaise volonté des comités.

Dispersés dans les châteaux du royaume et de la Gallicie, nourris et entretenus complétement aux dépens du châtelain, un ordre les rassemble : ils s'arment, livrent un combat, puis reviennent jusqu'à nouvel ordre reprendre la douce vie du château.

Cette vie de volontaire, j'en parle sciemment, l'ayant moi-même menée pendant plusieurs mois. Jamais mes compagnons et moi nous n'avons tenu la campagne plus de huit jours de suite. La première rencontre avec les Russes se traduisait pour nous par une défaite, et aussitôt nous nous dispersions (1).

La grande préoccupation d'un général, d'un colonel, d'un

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 17.

chef quelconque, c'est de trouver le costume, l'uniforme de son détachement et le major qui le commandera.

Le major? c'est un Polonais, un Italien, un Hongrois, un Français; c'est le premier venu; on ne lui demande qu'une seule chose, c'est de tout faire. *Caporal d'ordinaire*, sous-officier, général, capitaine, soldat, cuisinier, tailleur, cordonnier, voilà ses attributions.

Tous les agents du gouvernement national sont paresseux ou poltrons. Ces poltrons ont pour fidéicommissaires des juifs. Les juifs ont vendu le Christ, ils vendent les Polonais : pour un fusil qui arrive, il en est cinq au moins de saisis. Les courroies sont bonnes, excellentes; le cuir est commun dans ces pays; mais les boucles ne tiennent pas.

Avec ce système organisateur transcendant, le gaspillage augmente et les fonds diminuent (1).

La France est dans l'esprit des Polonais ce que le major est dans l'armée insurrectionelle : la *bonne* à tout faire; eux ne veulent pas se donner grand'peine (2).

L'insurrection aurait duré toujours, si l'Autriche n'avait pas proclamé l'état de siége en Gallicie (3).

Ce peuple qui a proclamé la liberté et l'égalité, ce peuple français, par l'artifice d'une jonglerie, se trouve être justement le même qui prodigue ses sympathies exaltées à une caste orgueilleuse et égoïste, dont les principes sont l'opposé des siens (4).

L'insurrection polonaise, telle que le *Siècle* l'a faite, est une véritable mystification (5).

L'état-major des insurgés rêve costumes, aigrettes, plu-

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 146-150.
(2) Idem, *ibidem*, p. 159.
(3) Idem, *ibidem*, p. 156.
(4) Idem, *ibidem*, p. 22.
(5) Idem, *ibidem*, p. 41.

mets, pantalons rouges. Le patriotisme semble devenu un prétexte, un jeu de bambins... L'argent fond dans les caisses comme dans un creuset chauffé à blanc (1).

Tous briguent le rang d'officiers... on les rencontre partout, excepté au feu. Il n'est pas un château de la Gallicie qui n'en cache quelqu'un et quelquefois plusieurs dans le gynécée de ses belles héroïnes... Ils causent beaucoup de leurs victoires passées et futures, et ne se battent jamais. Tantôt c'est une raison de santé, tantôt une affaire importante, tantôt une mère, une fiancée, qui arrêtent l'élan belliqueux du guerrier (2).

L'armée insurrectionnelle campe non loin de la frontière de la Gallicie, du côté de Cracovie (3).

Les hommes d'action de la petite noblesse, quelques émigrés se mêlèrent aux insurgés, ou vinrent tout au moins en Gallicie. C'est ainsi que Miéroslawski et Languéwitch se trouvèrent en présence : ces partis hostiles, ne pouvant s'unir dans une commission patriotique, se firent la guerre.

Les démocrates révolutionnaires nommèrent le général Miéroslawski dictateur; la noblesse seigneuriale nomma Languéwitch (4).

L'insurrection embrasse le pays. Languéwitch se défiait de son rival; mais celui qu'on appelle *le libérateur* tombe sur un poste autrichien, et il est arrêté par un caporal et quatre hommes, comme un soldat ivre à la porte d'un cabaret (5)!....

Le dictateur tombé, l'ambition de chacun ne rencontre plus de barrières et chacun prétend au pouvoir. Les insurgés, sot bétail qui allait à la boucherie pour le compte des autres,

(1) Fouque, *Plus de Pologne,* p. 120.
(2) Idem, *ibidem,* p. 146.
(3) Idem, *ibidem,* p. 120.
(4) Idem, *ibidem,* p. 114.
(5) Idem, *ibidem,* p. 126.

laissèrent faire, et l'aristocratie resta bien autrement puissante que l'imperceptible démocratie (1).

Lemberg, Cracovie, regorgent de volontaires venus de tous les points de l'Europe, de toutes les provinces polonaises. Ces insurgés *héroïques*, *pleins de vigueur*, *d'énergie*, peuplent les cafés, les confiseries, les brasseries. Partout on rencontre des jeunes hommes gais, contents d'eux-mêmes, le képi sur l'oreille, le corps coquettement pincé dans la *tchamarka* nationale, grise ou noire, les pieds bottés, éperonnés, car la manière ridicule de cavalerie tient le monde par l'amour-propre (2).

Il faut maintenant des dupes, — des dupes par milliers ; — heureusement on sait mentir : la Gallicie est en feu, le duché de Posen en flammes, l'empereur de Russie va être obligé de maintenir une révolution intestine dans le cœur de son propre empire, l'intervention française est une chose sûre (3).

Si l'on a dit jadis : *L'Italie est la terre des morts*, l'on peut dire aujourd'hui avec plus de raison : *La Pologne est la terre du mensonge*. Là tout est faux, depuis le sourire jusqu'aux larmes, depuis la poétique légende de Wanda, qui veut être de l'histoire, jusqu'au dôme de la cathédrale de Cracovie, qui veut être de l'or massif.... On a le don de se croire soi-même, et les dépêches de Varsovie renchérissent encore sans pudeur sur le premier thème, en démontrant que la Russie touche à une révolution que son armée suffira à peine à contenir. La Kïovie, la Courlande, la Podolie, la Lithuanie, la Volhynie, l'Ukraïne même, n'attendent que le signal de la révolte (4).

Entendez la *Prawda*, le *Czas*, la *Cloche;* écoutez les

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 115.
(2) Idem, *ibidem*, p. 133.
(3) Idem, *ibidem*, p. 128.
(4) Idem, *ibidem*, p. 131.

bruits publics, le souffle qui passe, parcourez les journaux français, le *Siècle*, l'*Opinion nationale :* la France est là, à la frontière... les ambassadeurs sont rappelés de Pétersbourg. Hertzen, l'héroïque républicain moscovite, est à la tête du comité révolutionnaire de Russie. Les élèves des écoles militaires se soulèvent déjà. Les officiers russes forment des sociétés secrètes. Les soldats ont juré de ne point combattre les Polonais. Les raskolnikis, ces vieux *haineux* eux-mêmes, se mêlent aux insurgés. L'Autriche est l'alliée de la Pologne. Les légions polonaises sont partout victorieuses !

O dérision ! les Polonais vainqueurs ? Déjà le gouvernement national a donné l'ordre de ne plus recevoir ceux qui passent du royaume en Gallicie, sans être munis d'un passeport du *rzond.* Les insurgés fuient de tous côtés, se sauvent en Autriche sous le moindre prétexte, poursuivis ou non. Après tout, l'héroïsme polonais tant vanté n'est qu'une illusion, qu'une erreur des sens abusés des Polonais, qu'un rêve de femmes, qu'une invention de prêtres. Quoi qu'il en soit, ces belles paroles, ces promesses fallacieuses, ces victoires controuvées, ne suffisent plus à lever des hommes, à produire de l'argent. Il faut donc terroriser.

Fera-t-on la terreur au grand jour ? la guillotine en permanence sur la place publique ? un terrorisme de fous rendus furieux par l'excès des humiliations, des outrages et des tortures séculaires ? une anarchie d'abominations qui marquera en sanglants caractères l'exubérance vitale d'un peuple, et dans laquelle chacun, bourreau, victime, apportera sa tête au jeu ? Non, une terreur de cafards, une terreur de lâches, signe indélébile de l'épuisement, de la faiblesse d'un parti. Chacun se cachera et frappera par derrière (1).

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 137.

Le *rzond* a pendu des paysans qui ne pouvaient plus payer l'impôt. Le rzond a pendu des forestiers qui ne voulaient plus servir de guides. Le rzond a pendu des paysans qui refusaient de combattre avec les *powstancy*. Les gendarmes polonais ont foulé le champ de celui-ci, battu celui-là, et violé la femme de cet autre (1).

Le gouvernement national adressa aux citoyens de la Gallicie, en juillet 1863, la proclamation suivante : « Chaque détachement qui s'enfuit pour repasser en Gallicie cause deux pertes graves au gouvernement national : l'une de ces pertes est toute physique, mais l'autre est toute morale, et elle enlève à l'Europe tout espoir de voir encore des Polonais combattre bravement (2). »

En Pologne, on tue non pour la révolution; on tue pour l'argent, et pour de l'argent (3).

La populace n'est pas le peuple (4).

En France, le gouvernement national ne me fera pas empoisonner, comme il a fait empoisonner le père Pawlowski; poignarder, comme il a fait poignarder M. Kuczinski; ou frapper à coups de hache, comme on l'a fait au général Treppow (5).

En Gallicie, dans le duché de Posen, le paysan que l'on dit patriote se rit, se moque des autorités nationales qui ne peuvent ni l'atteindre, ni l'obliger à contribuer pour l'insurrection. Dans le royaume, les populations rurales ne veulent pas, tout d'abord, payer l'impôt à la révolution, mais les gendarmes pendeurs ou bâtonneurs (suivant le cas) savent les y forcer (6).

Il ne s'agit pas de vaincre, de chasser les Russes à force de

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 173.
(2) Idem, *ibidem*, p. 181.
(3) Idem, *ibidem*, p. 139.
(4) Idem, *ibidem*, p. 142.
(5) Idem, *ibidem*, p. 37.
6) Idem, *ibidem*, p. 137.

misères et de victoires ; il s'agit tout bonnement de dire qu'on les a battus et d'entretenir la France dans cette croyance. Pour arriver à ce but, les démonstrations armées sont bien suffisantes (1).

Les fameux faucheurs polonais et les zouaves de la mort n'ont jamais existé que dans les gravures bénignes des journaux illustrés et dans l'imagination fertile de leurs honorables correspondants.

Jamais il n'est venu à l'idée d'un paysan polonais de prendre les armes et de consommer sa propre ruine en combattant pour les intérêts de son seigneur. Combien de fois n'ai-je pas vu les paysans du royaume nous refuser le pain que nous venions chercher dans leurs villages et tirer sur nous en nous appelant « chiens de nobles » ! Quant aux paysans de la Gallicie, je renonce à compter le nombre de fois qu'ils sont allés nous dénoncer à la police autrichienne.

Pourquoi en serait-il autrement?

Aujourd'hui encore ils reçoivent le fouet et donnent à leur noblesse les marques d'un respect dégradant.

J'établis ce premier fait avéré : *il n'y a pas de paysans insurgés.*

J'ajoute que généralement les insurgés sont des mercenaires.

Ces insurgés sont des étrangers de toutes les nations venus là pour des motifs divers ; — de la petite noblesse polonaise sans fortune et sans position. Quant aux Français, c'est tout au plus si j'en ai rencontré une quinzaine.

Si l'on complète ce qui précède par quelques milliers de familles nobles, lesquelles composent les comités, achètent et transportent les armes et les munitions, on aura devant les yeux toute l'insurrection polonaise.

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 140.

Ces quelques milliers de familles nobles, la seule partie vivace et agissante de la nation, voilà ce que l'on appelle la nation polonaise! Les paysans sont Russes, Autrichiens, Prussiens, tout, plutôt que Polonais (1).

Je le répète : il est constant que le but de ceux qui ont réglé et qui dirigent cet ordre de choses, ce n'est pas tant de combattre les Russes et de les vaincre, que de faire traîner l'insurrection aussi longtemps que possible; ils se reposent dans l'attente d'événements fortuits, ou ils comptent sur l'aveuglement de la bonne foi de la France pour obtenir une intervention armée (2).

La nation polonaise est une pure chimère.

On le voit bien, ce réveil d'un peuple n'est autre chose qu'un complot habilement concerté par une caste avide de pouvoir et de richesses.

C'est un mouvement suscité par la noblesse, soutenu par des prêtres, solennellemeut approuvé par le pape, appuyé avec rage par les organes les plus fougueux du parti anti-clérical, en même temps que par le défenseur le plus ardent du catholicisme; c'est un mouvement où il entre de tout et qu'on a appelé avec raison : « une intrigue de chauvins, de nobles et de jésuites »; c'est le rétablissement pur et simple du régime féodal, de l'anarchie seigneuriale de la république de nobles qui a toujours existé en Pologne.

Comme ils seraient surpris, ces prétendus libéraux, si on leur disait : « Tous vos efforts ne tendent qu'à reconstituer une Pologne monarchique sous l'égide de l'église féodale et catholique. Vous servez les prêtres; car ce n'est pas le seigneur polonais qui serait le maître de la Pologne livrée à elle-même, ce serait le prêtre (3). »

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 18-20.
(2) Idem, *ibidem*, p. 18.
(3) Idem, *ibidem*, p. 21.

La noblesse terrienne, outre les impôts ordinaires, les dons gratuits et volontaires, est encore soumise par l'insurgé à des taxations arbitraires, à des emprunts forcés. Certains seigneurs, alarmés des exigences de *tout le monde*, crient à l'anarchie révolutionnaire, au socialisme, et forment parti contre l'indépendance.

Les terroristes abandonnent-ils pour cela leur politique d'incurie? Au contraire, ils ont perdu toute mesure : « C'est par l'excès du mal qu'on guérit le mal. » Les jésuites disent : « C'est par l'excès du péché qu'on guérit le péché. »

L'insurrection? Question secondaire. Le soulèvement du peuple? Question inutile, la France viendra. L'affaire capitale, c'est l'argent (1).

Livrée à elle-même, la Pologne n'a plus d'avenir (2). La presse, qui a soutenu l'insurrection de 1863, n'a fait que prolonger son agonie; c'est elle qui servait à la fois de guide et de consolatrice aux Polonais qui s'enivraient de la lecture du *Czas* de Cracovie, journal où ils puisaient leurs principes politiques. Le gouvernement ayant donné à cette feuille pleine latitude pour étaler devant l'Europe toute sa sagesse politique, le *Czas* ne crut même pas nécessaire de se réfugier derrière les correspondances dont on se sert habituellement pour dire ce qu'on n'ose pas avancer soi-même. Sous l'administration du comte Goloukhowsky surtout, ce journal propageait des idées faites pour ranimer les espérances de la nation polonaise.

(1) Fouque, *Plus de Pologne*, p. 137.
(2) Idem, *ibidem*, p. 99.

Les prétentions exorbitantes du polonisme et l'oppression séculaire qu'il avait exercée sur la population ruthène en avaient formé deux camps hostiles, dont l'animosité réciproque dura jusqu'à nos jours. Autant les Ruthènes se montrent invariablement dévoués au gouvernement autrichien, autant le polonisme de Gallicie renferme d'éléments de sédition invétérée et incurable, tendant à rompre les liens, déjà assez faibles, qui réunissent les différentes provinces de la monarchie autrichienne, dans l'espoir de la remplacer un jour par une monarchie polonaise, et de la placer à la tête des peuples slaves pour en faire une nationalité homogène, dont l'absence constitue pour l'Autriche le défaut de la cuirasse.

En regardant avec raison les propriétaires fonciers de la Gallicie comme les seuls véritables représentants polonais de cette province, réunissant aux avantages d'une position sociale et politique les ressources matérielles et morales pour engendrer des révoltes, ce n'est qu'au moyen de sa politique traditionnelle, suivie à l'égard de la Gallicie, que l'Autriche s'applique à en rendre dorénavant l'explosion impossible. Tant que la noblesse terrienne n'avait point trempé dans les complots, le gouvernement n'eut jamais rien à craindre. Aussi s'efforce-t-il maintenant, tout en cajolant l'aristocratie polonaise, d'en paralyser la fougue patriotique, en lui opposant les Ruthènes et la classe villageoise en général, dont les vœux n'ont jamais été et ne sont encore qu'à moitié satisfaits.

Confiants dans la justice de leur cause, les Ruthènes voient sans crainte, depuis 1866, s'accroître l'influence

polonaise à Vienne. L'avocat le plus éloquent ne saurait pas plus, à l'heure qu'il est, défendre les aspirations chimériques du polonisme devant l'Autriche que devant l'Europe. Ce n'est point au prix de leur sang que les Polonais étaient entrés en possession de la terre de Galitch, léguée au roi Casimir qui s'était solennellement engagé à conserver intacts et inviolables les anciens priviléges de cette contrée. Après l'en avoir dépouillée complétement, qu'ont donné en échange les Polonais à la terre de Galitch? Durant quatre siècles ils ont tiré tous les avantages possibles de son sol si fertile et du labeur des habitants des campagnes; ils n'ont réussi à y faire reconnaître le pouvoir du pape que par la voie des violences séculaires; les troupes polonaises, au lieu de défendre ce pays, le ravageaient elles-mêmes; un peuple riche et fortuné avait été réduit à la mendicité, des hommes libres à l'état d'esclavage et de barbarie. Les Polonais reprenaient les terrains aux laboureurs, enlevaient les offrandes des autels orthodoxes et souillaient les églises d'actes sacriléges. C'est quand l'Europe tout entière marchait d'un pas rapide dans la voie du progrès et de la civilisation, qu'on vit les Ruthènes réduits à l'état de *parias*. Par quelles terribles épreuves n'ont-ils pas passé sous la domination polonaise? Nul sentiment humain ne servait de guide à la conduite des seigneurs envers cette population, toujours en butte aux tyrannies et aux violences de leurs persécuteurs. Est-il étonnant après cela que les Ruthènes se soient sincèrement attachés à la maison des Habsbourg, devenue leur protectrice? Qu'après cinq siè-

cles de haine invétérée, ils se soient à jamais séparés du polonisme qui, après s'être introduit en Gallicie par la ruse, et maintenu par la force et la violence, cherche aujourd'hui à consolider son pouvoir par une astuce jésuitique et par l'hypocrisie? Forts de leur droit, les Ruthènes disent avec raison : « Nous sommes entrés dans une nouvelle voie, et nous ne voulons plus revenir à l'ancien état de choses; aguerris à la lutte avec le polonisme, encore fort, il est vrai, nous en défions toute l'animosité, sûrs que nous sommes que, dans les moments critiques, la protection de Vienne ne nous fera pas défaut. »

FIN.

ANNEXES.

ANNEXES.

I.

L'ouvrage allemand : *Polnische Revolutionen, Erinnerungen aus Galizien*, Prag., 1863, d'un auteur anonyme, contient une quantité de notions importantes, susceptibles de fournir au lecteur des données exactes sur la situation de l'ancienne terre de Galitch, ainsi que sur le système que le gouvernement autrichien a suivi à l'égard de ses sujets ruthènes. Fruit d'une étude approfondie, impartiale, et, au point de vue autrichien, parfaitement juste, cet ouvrage peut servir de guide dans l'étude du développement social de cette ancienne terre russe, ainsi que des événements ultérieurs, d'autant plus que l'auteur a puisé ses notions dans les dossiers des enquêtes officielles provoquées par les insurrections polonaises.

II.

Pour compléter le tableau que nous venons de tracer, rapportons encore quelques passages des *Mémoires d'Okhotzki* (Vilna, 1857, en polonais), où l'auteur raconte ses propres péripéties pendant les Contrats de Lemberg, en 1795 et 1796.

Né en Volhynie, il avait, dès sa jeunesse, pris part à la vie bruyante des *Contrats* (1). Il avait débuté dans le monde avec des

(1) On appelle *Contrats* dans les anciennes provinces de la République polonaise le rendez-vous général des propriétaires et des capitalistes du pays, à une certaine époque de l'année, pour conclure des marchés d'achats et de ventes, des baux de biens-fonds, d'emprunts, et pour effectuer le payement d'intérêts. Cette réunion est ordinairement accompagnée d'une foire et de réjouissances que l'af-

moyens très-restreints ; mais, grâce à son habileté, il avait su se créer une position solide et attirer sur lui l'attention de ses compatriotes. Traduit pour ses échauffourées patriotiques, en 1794, devant une commission d'enquête siégeant à Smolensk et chargée d'examiner la culpabilité des personnes impliquées dans le massacre perfide des Russes, ce n'est que grâce aux sympathies et à la compassion qu'il avait su inspirer aux Russes qu'il put sortir de prison pour aller rejoindre sa famille, avec la ferme résolution de lui consacrer le reste de ses jours. Mais il avait alors à peine vingt-six ans ; à la vue de ses voisins qui se rendaient en masse en Gallicie, il ne put résister aux tentations qui l'appelaient à Lemberg, et il suivit l'exemple des autres.

Depuis la secousse volcanique qui venait d'ébranler la France lors de la grande révolution, la société française était revenue à ses anciennes mœurs et habitudes, régénérées par l'esprit du temps. Les tuniques et les bonnets phrygiens avaient disparu des boulevards de Paris ; les modes élégantes françaises reprenaient leur empire ; une mise extravagante, aux couleurs bigarrées, distinguait les incroyables et les merveilleux de cette époque. Connaissant bien le côté faible de ses compatriotes, et peu connu, du reste, du monde rassemblé à Lemberg, Okhotzki réussit d'emblée à attirer sur lui les regards de la société. A l'exemple de ce fameux Zavicha qui, paraissant aux tournois de Cracovie recouvert d'une armure noire, éveillait dans les esprits des spectateurs impressionnés des réminiscences des hauts faits de la chevalerie, Okhotzki parut au bal en chevalier de la *triste figure*, et devint l'objet de l'attention générale.

A son arrivée à Lemberg, il ne manqua pas d'aller faire une visite à Pototzky, palatin de Belz. Ce magnat devait donner un bal deux jours après : « Je m'y présentai, dit l'auteur, en frac noir, bas de soie noirs, gilet noir, cravate noire et une coiffure sans poudre... Tout le monde de se demander : Quel est cet original ? Quel est son nom ? D'où vient-il ? On me donna en chuchotant le sobriquet de l'inconnu noir... Le lendemain, au bal de l'arche-

fluence des riches propriétaires rend lucratives. Des bals, des concerts, même des jeux de hasard, vident souvent bien plus vite les poches des contractants que les marchés conclus ne les remplisssent. Les *Contrats* étaient pour la ville une source abondante de revenus. (*La Pologne pittoresque*, Paris, 1839, t. II, p. 434.)

vèque, une cinquantaine de jeunes gens parurent aussi en noir et sans poudre. »

Okhotzki raconte plus loin qu'il était arrivé à Lemberg la bourse vide; mais son bonheur au jeu et ses intrigues amoureuses le remirent bientôt à flot et le placèrent en peu de temps sur un pied convenable dans la société. Un mois plus tard, il avait son équipage à deux chevaux anglais, plus deux chevaux de selle, l'un pour lui, l'autre pour son écuyer; un valet de chambre, un appartement élégant, et c'est au milieu d'une vie mondaine qu'il tâchait de dissiper les tristes souvenirs de son foyer domestique et de ceux qu'il y avait laissés.

III.

Lettre des patriotes polonais réunis à Paris, au citoyen Michel Oguinsky, du 20 *août* 1795 (1).

Citoyen, il nous est bien consolant d'apprendre que, dans la situation où se trouve actuellement notre patrie, les citoyens qui ont fait autant de sacrifices que vous pour la sauver ne cessent de mettre en usage tous les moyens qui leur paraissent propres à la relever encore.

Après nous avoir annoncé, de concert avec nos compatriotes résidant à Venise, que vous vous déterminiez à aller à Constantinople pour suivre les affaires de la Pologne, mais que vous désiriez vous assurer, avant de vous y rendre, de la protection de l'ambassadeur de la République française près la Porte Ottomane, le citoyen Barss s'est empressé d'exposer au gouvernement ces intentions, qui sont aussi celles de tous vos compatriotes.

L'avis du comité de salut public est que les ministres de la République aimeront à recevoir des renseignements utiles touchant la Pologne, dont le sort n'a jamais cessé d'intéresser la République française, de ceux de nos compatriotes qui se sont distingués par leur valeur, par leur amour pour la liberté et par la confiance que leur accorderont leurs frères réfugiés.

(1) Chodzko, *Histoire des Légions polonaises*, Paris, 1829, t. I, p. 302.

D'après cet énoncé, vous ne pourrez vous dispenser de vous persuader que l'ambassadeur de la République à Constantinople ne vous accueille avec le même intérêt que ses commettants veulent bien nous porter. Nous ne doutons pas même que lorsqu'il sera pénétré, par votre conduite aussi prudente qu'active, de l'utilité de votre séjour à Constantinople, il ne vous indique, suivant l'exigence des circonstances, et peut-être même de l'aveu de son gouvernement, quelques mesures qui répondent au but du voyage que vous vous chargez d'entreprendre.

Outre les instructions historiques sur les relations de notre pays avec la Turquie, que nous vous avons envoyées, nous avons encore quelques conseils à vous donner.

1° Lorsque vous serez arrivé à Constantinople, gardez-vous d'y déclarer l'objet de votre mission à d'autres qu'à l'ambassadeur de la République française et aux personnes qu'il vous aura indiquées. Il faut même que vous mettiez toute votre adresse à donner le change aux agents de nos ennemis sur nos liaisons avec ceux qui s'intéressent pour nous.

2° Dans ces moments où le gouvernement de Pologne est désorganisé, où la nation, opprimée par ses ennemis, ne peut ni émettre librement son vœu, ni se voir régie comme elle l'a voulu, nous ne pouvons avoir d'autres guides, dans des démarches tendant à lui rendre sa liberté et son indépendance, que notre honneur, notre conscience et l'intérêt que nous avons tous à la voir, par suite d'un système solide, rendue à tous ses droits; en conséquence, les signatures de vos concitoyens, ci-devant membres du conseil national, ainsi que celles de plusieurs autres choisis à cet effet par nos frères réfugiés à Paris, ne peuvent vous servir que de preuves indubitables de la confiance que nous n'hésitons pas à vous accorder unanimement.

Au reste, votre patriotisme, votre zèle, vos lumières, les services que vous avez rendus à notre patrie commune, et notamment pendant la dernière révolution, nous sont garants d'une conduite qui augmentera à votre égard l'estime de vos compatriotes et la reconnaissance de notre nation malheureuse.

Avides de coopérer à vos travaux, nous tâcherons de vous aider de tous les moyens qui dépendent de nous, et de ceux de nos concitoyens dont les pensées sont conformes aux nôtres, et

qui n'ont en vue que la liberté et l'indépendance de notre patrie.

Signé GABRIEL TASZYCKI, FRANÇOIS DMOCHOWSKI, D. MNIEWSKI, P. NIEMOJOWSKI, THOMAS MARUSZEWSKI, FRANÇOIS WYSZKOWSKI, JOSEPH KOCIELL, KLEMENT LIBERADZKI, KAZIMIR DE LA ROCHE, JOSEPH WYBICKI, JEAN DEMBOWKI, CHARLES PROZOR, ADAM BRONIEC, ROMUALD GIEDROYC, XAVIER DAMBROWSKI, JOSEPH WIELHORSKI, E. ZABLOCKI, IGNACE IASINSKI, FRANÇOIS BARSS, J. MEYER.

Paris, ce 20 août 1795.

Cette lettre fut remise par les patriotes de Venise au citoyen Oguinsky, avec l'apostille suivante :

« En joignant nos vœux et nos suffrages à ceux de nos concitoyens qui sont à Paris, et dont les noms sont spécifiés ci-dessus, nous certifions l'authenticité de cet extrait, qui nous a été délivré par la chancellerie du citoyen Lallement, ministre de France, et la déposition de la lettre originale par nos compatriotes assemblés à Paris, au comité de salut public. »

Signé PRUSIMOWSKI, F. S. LAZNINSKI, G. NAGURSKY, F. WYSSOGIERD, X. IEZIERSKI, I. WENGLENSKI, K. KOLYSKO.

Venise, ce 23 septembre 1795.

IV.

Information pour le citoyen Michel Oguinsky, appelé par le vœu de ses compatriotes à la mission de Constantinople, signée par tous les Polonais réunis à Paris, approuvée par le comité de salut public, en date du 29 *thermidor an III* (16 *août* 1795), *et envoyée à Venise à l'ambassadeur français Lallement, pour être remise au citoyen Oguinsky* (1).

Les patriotes polonais réunis à Paris dans le dessein de travailler au salut de leur patrie, et animés du même esprit que tous

(1) Chodzko, *Histoire des Légions polonaises*, t. I, p. 306.

leurs compatriotes qui professent les principes de la liberté et de l'indépendance, ayant été convaincus de la nécessité de voir au plus tôt près de la Porte Ottomane un de leurs concitoyens distingué par sa réputation, ses talents et sa prudence, ont jeté les yeux unanimement sur le citoyen Michel Oguinsky. Celui-ci, en se rendant au poste important où le bien de la patrie, le vœu de ses compatriotes et l'honneur national l'appellent, voudra bien recevoir les instructions suivantes. Ce ne sont point des ordres qu'on lui donne ni des devoirs qu'on lui impose; car ses vertus civiques et ses sentiments n'en ont pas besoin; ce sont des données et des résultats d'observations, dictés par l'amour de la patrie, qui embrase tous nos cœurs, basés sur des calculs qui ne paraissent pas douteux, car ils reposent sur les dispositions non équivoques des puissances amies de la Pologne, sur l'état présent des affaires de l'Europe, et sur les mesures déjà prises par la République française pour travailler efficacement au salut de notre patrie.

INSTRUCTIONS PUBLIQUES.

1° Vu les circonstances du moment, toutes les démarches, opérations, insinuations et rapports avec le divan, ne se feront que confidentiellement tant qu'il s'agira de mesures préliminaires, et prendront un caractère officiel aussitôt que les résultats de ces opérations auront produit l'effet qu'on en attend.

2° Toutes ces démarches se feront toujours conjointement avec les agents français, au nom de la république de la Pologne, représentée par l'autorité nationale, reconnue par la nation polonaise dans son état d'indépendance.

3° Les bases sur lesquelles elles seront appuyées, et le but vers lequel elles tendront, se trouvent exposés dans les articles suivants :

I. La Porte Ottomane reconnaît dans la nation polonaise une nation amie et alliée.

II. Les Polonais, en combattant leurs ennemis, combattent ceux de la Porte Ottomane, et coopèrent de cette manière à la sûreté et à l'affermissement de cet empire.

III. Les deux États resteront armés contre les ennemis com-

muns, jusqu'à ce que ceux-ci soient réduits à l'impossibilité de troubler leur tranquillité et d'attenter à leur intégrité et à leur indépendance.

IV. Réunies pendant la guerre, les parties contractantes le seront également aux négociations de la paix, qui ne peut être traitée séparément ; et le divan d'une part, et l'autorité nationale reconnue par les Polonais de l'autre, s'engagent à prendre respectivement toutes les mesures nécessaires pour déterminer la République française, la Suède et le Danemark, à appuyer les démarches des parties contractantes et à obtenir les résultats favorables qu'on doit en espérer.

4° Ces diverses communications seront accompagnées des développements politiques, des notes d'après les données ci-jointes, extraites des plans généraux pris en considération par le gouvernement français, et dont même une partie se trouve en pleine exécution dans le moment actuel. On s'attachera particulièrement dans ces pièces à tracer les avantages présents et futurs qu'amènera l'indépendance de la Pologne pour les intérêts de la Porte Ottomane. On s'appliquera à tracer le tableau de la puissance de la République française, de cette alliée commune des deux parties, entre les mains de laquelle se trouve la balance politique de l'Europe. On indiquera les moyens et les efforts que le peuple français a employés pour y parvenir ; on développera ceux que le peuple polonais a faits dans les derniers temps pour obtenir son indépendance ; on s'attachera à démontrer que la dernière révolution de Pologne n'a échoué que par l'abandon dans lequel l'ont laissée les puissances qui devaient être le plus intéressées à la soutenir ; on exposera les dangers qui en ont résulté pour la Turquie ; on ajoutera que ce sera à la sagesse du divan actuel, éclairé par l'expérience du passé, d'appuyer les efforts des Polonais, que le courage et l'amour de la patrie leur ont fait entreprendre ; on terminera par déclarer que l'objet principal de la présente mission est de resserrer les liens formés par la nature entre les deux parties, dont les intérêts sont communs, et qui ont le même ennemi à combattre.

5° Tous les soins seront employés à décider la Porte Ottomane à déclarer préalablement aux cabinets de l'Europe qu'elle désire voir au plus tôt la Pologne rendue à sa liberté, à son intégrité et

à son indépendance, pour le bien-être et la tranquillité de l'Europe; qu'elle invite les trois puissances co-partageantes à prendre cette déclaration en considération, et que, dans l'attente d'une réponse satisfaisante à cet égard, elle croit devoir faire doubler ses armements sur terre et sur mer, pour garantir sa propre sûreté.

6° Les parties contractantes ne traitent ensemble et n'entrent en rapport réciproque que provisoirement, pour accélérer l'époque où la nation polonaise, délivrée de sa position, pourra consolider par des traités d'alliance et de commerce la bonne harmonie qu'on cherche à établir réciproquement.

INSTRUCTIONS SECRÈTES.

1° Il sera ouvert une négociation secrète auprès du divan pour obtenir un asile en faveur de l'autorité nationale, dans quelques cantons de la Moldavie. L'endroit le plus convenable pour cet objet paraît être la Raya de Chocim, ou le Cadilée de Botossanie, qui forment le coin entre la Boukowine et la Podolie. De cette manière, ce rassemblement des Polonais serait sous la double juridiction du prince de Moldavie et du pacha de Chocim.

Ainsi, pendant l'organisation primitive, et au cas que la Porte ne jugeât pas à propos de se déclarer sur-le-champ contre la Russie, ce rassemblement pourrait successivement se transporter de l'un dans l'autre district, suivant que les réquisitions du commandant russe à Kamieniec s'adresseraient à Yassy ou à Chocim, en protestant contre ce rassemblement.

2° Le chargé de la mission à Constantinople s'attachera à démontrer les avantages qui résulteraient pour la Porte Ottomane, dès qu'elle aurait accordé cet asile. La première conséquence en serait une affluence de militaires polonais qui, d'après le plan ci-joint, s'organiseraient facilement et formeraient bientôt un corps de troupes assez considérable. On stipulerait d'avance, en faveur de ces militaires réfugiés, un asile et des secours alimentaires.

3° Si les deux articles précédents sont acceptés,

I. La Porte sera invitée à déclarer aux agents français qu'elle consent à transporter à sa destination un parc d'artillerie, des

fusils et des munitions, que la République française se propose de délivrer aux Polonais.

II. La même déclaration doit avoir lieu pour les officiers d'artillerie, qui doivent se rendre sur les bords du Dniester.

4° Le citoyen M. O. s'entendra avec Albert Turski, envoyé par la République française comme officier général de la cavalerie turque, sur les moyens d'influencer militairement le ministre ottoman, pour obtenir une prompte décision par rapport aux articles suivants d'une instruction particulière délivrée au susdit compatriote :

I. D'insister sur la nécessité de donner des ordres aux princes de Moldavie et de Valachie à l'effet de recevoir les militaires réfugiés polonais, de leur permettre non-seulement un libre séjour, mais même de ne pas les empêcher dans leur organisation.

II. Demander, pour fixer le centre de cette organisation, le lieu le plus proche de la forteresse de Chocim, celle de Kamieniec devant être le premier objet des entreprises offensives.

III. Conseiller de faire porter les forces principales des Turcs vers Oczakow; d'en faire également filer par la Géorgie, pour reprendre la Crimée à revers, pendant que cette presqu'île sera bloquée par la flotte. Ce plan, le seul qui puisse rendre à la Porte Ottomane les dernières usurpations faites sur son territoire par les Russes, s'exécutera d'autant plus facilement qu'en favorisant et secondant les efforts des Polonais contre les armées russes, sur les bords du Dniester, elle n'aura pas besoin d'employer sur ce point un aussi grand nombre de ses propres troupes.

5° Dès que les dispositions et mesures ci-dessus mentionnées seront prises, l'action des rapports provisoires sera telle, quant aux opérations militaires et aux négociations réciproques des deux États avec les autres puissances leurs alliées, que s'ils étaient basés sur des traités déjà conclus, c'est-à-dire que la Pologne d'une part, comme la Turquie de l'autre, multiplieront et combineront toutes leurs opérations militaires contre les ennemis communs, pour les réduire par les armes, tandis qu'ils emploieront tous leurs moyens politiques pour consolider et faire triompher la quintuple réunion de la France, de la Turquie, de la Suède, du Danemark et de la Pologne.

6° Les résultats des articles ci-dessus formeront les préliminaires des traités d'alliance offensifs et commerciaux, et seront provisoirement garantis par de simples conventions secrètes entre les deux gouvernements, et communiqués en cas de besoin aux autres coalisés.

7° On opérera dans tous ses rapports avec le divan et d'après . . . . . .

8° L'impulsion à donner à la Porte Ottomane doit être l'*offensive* contre la Russie et la *défensive* contre l'Autriche, au cas que celle-ci voulût se désister de fournir des contingents aux Russes d'après les *traités* existants, et qu'elle ne s'immisçât en aucune manière dans les opérations militaires des Polonais. Dans un cas opposé, on agirait hostilement contre cette puissance, en dirigeant les forces principales de la Turquie (sans préjudice toutefois de celles qu'on emploierait contre les Russes) vers les places de Novi, Gradiska et le bannat de Temeswar, pour faire par là une diversion aux forces autrichiennes dans la Boukowine et la Gallicie, contre lesquelles agiraient de leur côté les Polonais.

9° Le chargé de la mission de Constantinople fera passer ses rapports à l'autorité nationale siégeant en Moldavie, et en enverra les *duplicata* à l'agence polonaise à Paris, chargée de la direction générale des opérations politiques. Il entretiendra une correspondance active avec les autres agents polonais à Copenhague, à Stockholm, etc., en tant que ses instructions seront en contact avec celles qui leur seront délivrées.

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES.

1° Crutta, envoyé par le gouvernement de Pologne à Constantinople, sera de suite attaché à la légation polonaise en qualité de drogman.

2° Le citoyen Oguinsky pèsera dans sa sagesse s'il peut tirer parti de Marion, ci-devant employé au bureau des affaires étrangères à Varsovie, et se trouvant actuellement à Constantinople, où l'on peut prendre des informations sur son compte auprès de la légation française.

3° On ne reconnaîtra pour Polonais et l'on ne protégera que ceux qui auront pris une part honorable dans les deux der-

nières révolutions. On pourra même, en cas de besoin, requérir, au nom des intérêts communs, la police du lieu contre ceux qui chercheraient à entraver les rapports existants et à établir entre les deux États. M. Aksak, à cause de ses liaisons avec la légation russe, pourrait se trouver dans ce dernier cas.

4° On s'attachera à maintenir parmi les réfugiés polonais une communication fraternelle de principes et de bonne harmonie qui convient à la dignité de bons républicains.

5° On prendra toutes les mesures possibles pour assurer les correspondances, non-seulement avec l'autorité nationale, par l'intermédiaire des courriers des princes de Moldavie et de Valachie, ou même des émissaires particuliers, mais aussi avec Paris, par nos compatriotes résidant à Venise, ainsi qu'avec Stockholm et Copenhague, par les agents de ces deux puissances.

S'il se trouvait quelque circonstance omise dans les présentes, c'est au patriotisme, aux lumières, aux talents et à l'expérience de celui auquel nous les confions à y suppléer, en se conformant aux bases que nous avons adoptées.

Notre confiance à cet égard, ainsi qu'en tout ce que le citoyen Oguinsky opérera, est aussi franche qu'illimitée.

Note. Les présentes instructions se rédigeaient alors que la Prusse négociait une paix partielle avec la République française; elles ont été arrêtées et terminées au moment où cette paix a été conclue et publiée. Il est essentiel ici d'ajouter que cette circonstance ne change ni ne modifie aucun point des dispositions ci-dessus, et qu'elle ne doit être regardée que comme un moyen plus puissant encore de décider la Porte, la Suède et le Danemark à une réunion de forces contre la Russie.

Nous croyons devoir joindre aux présentes plusieurs imprimés authentiques qui pourront servir à fixer l'opinion politique en Europe sur les derniers événements arrivés en Pologne.

V.

Lettre du citoyen François Barss aux Polonais réunis à Venise, du 20 août 1795 (1).

Je vous ai annoncé, citoyens, par ma dernière lettre, en date du 11 du présent, que conformément à vos intentions, que nous avons trouvées d'accord avec les nôtres, j'ai présenté au gouvernement deux notes. Dans la première, j'ai demandé la protection des ministres français résidant près des cours alliées, pour les agents secrets de la Pologne que nous y avons ou que nous pourrons y avoir, en exposant en même temps l'avantage mutuel qui pourrait résulter d'une communication suivie, que les ministres français, ou ceux qui ont des liaisons avec eux, entretiendraient par la voie de nos agents avec nos compatriotes qui sont à l'étranger. Dans la seconde note, j'ai informé du départ déterminé du citoyen Oguinsky pour Constantinople. Voici le contenu de la réponse qui m'a été faite :

« Les ministres de la République qui se trouvent près des cours étrangères sont obligés, citoyen, par la nature de leur emploi, de recueillir les informations nécessaires partout où ils se trouveront. Quant à ce qui regarde les renseignements touchant votre patrie, dont le sort n'a jamais cessé d'intéresser la République, il sera très-agréable auxdits ministes de les recevoir par la voie de ceux de vos concitoyens qui se distingueront par leurs talents, par l'amour de la liberté et par la confiance que leur accorderont ceux de leurs confrères qui ont échappé à la poursuite des ennemis de leur patrie. C'est en conséquence que nous n'avons pas besoin de donner des instructions particulières à ce sujet à nos agents. Celles qui leur ont été données relativement aux affaires générales de votre patrie sont conformes aux maximes et aux intérêts du gouvernement libre, qui mérite la confiance de tous ceux qui sont opprimés. »

C'est la réponse que l'on m'a donnée par écrit; et, en particu-

(1) Chodzko, *Histoire des Légions polonaises*, t. I, p. 299.

lier, l'on m'a fait part qu'il y avait déjà des lettres expédiées à Constantinople pour Verninac, relativement au citoyen Oguinsky.

Le citoyen Oguinsky recevra en outre, par le citoyen Lallement, une lettre dans laquelle nous lui exprimons nos sentiments et notre opinion touchant son voyage. Cette lettre ouverte a été remise au gouvernement, qui a promis de la faire passer à Venise. Il n'y a donc plus rien qui puisse arrêter ce citoyen pour entreprendre un voyage dont nous nous promettons tant de bien, connaissant l'activité, le zèle et les talents de celui qui se sacrifie pour les intérêts de sa patrie. Il ne s'agit plus que de régler la correspondance par la voie de Venise, de remettre au citoyen Oguinsky le chiffre pour la correspondance avec nous et les autres agents polonais, et tous les papiers nécessaires à sa mission, que vous recevrez sous peu de jours par le ministre de la République française à Venise.

Signé BARSS.

VI.

Acte de confédération relatif au rétablissement de la Pologne (1).

Cracovie, le 6 janvier 1796.

Nous soussignés, citoyens de la République de Pologne, mettons une pleine confiance dans la loyauté de la nation française, nation à qui seule appartient la gloire de soutenir de toutes ses forces tout peuple qui, connaissant le prix de la liberté, fera des efforts pour la recouvrer.

Nous nous flattons que la nation française a reconnu dans nos derniers efforts, d'un côté, l'intérêt et le désir unanime de faire une diversion qui obligerait les ennemis de la France à partager leurs forces ; de l'autre, l'énergie qui nous a portés à ne pas être effrayés de la coalition des puissances voisines liguées pour notre anéantissement.

(1) Comte d'Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, Paris, 1862, p. 417.

Persuadés que, quoique le succès n'ait point répondu à nos entreprises, nous nous sommes rendus dignes par nos tentatives de compter sur l'appui de la nation française; assurés d'ailleurs que la France ne saurait trouver d'allié plus naturel qu'un peuple animé par le même sentiment de liberté, et jaloux de lui en devoir le recouvrement, nous déclarons, au nom de la nation polonaise, au nom de nos compatriotes dont la voix étouffée par l'oppression ne peut s'élever, mais dont les sentiments nous sont bien connus :

1° Que l'espoir de notre liberté est fondé sur notre bonne cause, sur la confiance que nous donnent notre courage, la générosité de la nation française et l'équité des puissances qui n'ont pas eu de part directe à l'attentat commis contre notre existence.

2° Que nous nous regardons dès ce moment, chacun en particulier et tous en général ci-après soussignés, réunis par un lien indissoluble; qu'au premier appel de cette généreuse nation, nous sommes prêts à tout sacrifier, biens, existence et tout ce qui est en notre pouvoir, promettant de nous porter en masse ou séparément partout où, d'après un système combiné, notre présence sera nécessaire.

3° Nous déclarons en outre que nous reconnaissons notre députation établie à Paris, et les agents qui en dépendent, comme légalement constitués.

4° Comme les circonstances dans lesquelles nous nous trouvons et les précautions que nous sommes obligés de prendre ne nous permettent pas de donner à cet écrit, par un plus grand nombre de signatures, et par sa publicité, toute l'authenticité qui pourrait le marquer au sceau de la volonté générale de la nation, nous répondons de toutes les autorisations que ces mêmes circonstances nous empêchent de rendre publiques actuellement, et qui paraîtront aussitôt que nous pourrons donner à cet acte toute la publicité nécessaire.

5° De plus, nous nous réservons pour lors de donner une autre déclaration et d'exposer aux yeux de l'Europe entière tous les genres d'oppression que nous ont fait essuyer nos ennemis, et la perfidie qu'ils ont mise dans l'infraction et violation de leurs traités.

6° Nous nous proposons en même temps de réclamer l'appui de toutes les nations qui, dans l'anéantissement de la nôtre, se trouvent menacées du même sort par l'ambition demesurée de ces puissances, dont la politique consiste à se jouer des traités les plus sacrés.

En foi de quoi nous signons le présent manifeste, dont un exemplaire sera conservé dans notre protocole, et l'autre envoyé et communiqué partout où besoin sera....

(*Suivent de nombreuses signatures.*)

Conforme à l'original,

FR.-XAV. RYMKIEWICZ, *général;* WLADISLAS JABLONOWSKI *colonel, députés de Gallicie.*

VII.

Notice sur le baron Armfeld, ministre de Suède.

Gustave III, à son lit de mort, nomma Armfeld membre du Conseil qui devait, pendant la minorité de Gustave IV, gouverner le royaume; mais, n'ayant pas eu le temps de signer cet acte, le duc de Sudermanie, précédemment tuteur, ne consentit pas à reconnaître Armfeld qui fut démis de ses charges et emplois, envoyé avec une mission diplomatique à Naples, puis, après son départ, accusé de trahison et condamné par contumace. Gracié par Gustave IV, en 1799, et établi à Vienne, il se lia avec les seigneurs polonais occupés alors à enrôler des polonophiles parmi les Allemands, et procura une décoration suédoise à Gentz, un des plus ardents partisans de la Pologne. Se voyant en butte à de nouvelles poursuites, il entra en 1809 au service de la Russie.

VIII.

Oguinsky dit dans ses Mémoires (1) :

« Le neuvième jour après mon arrivée, lorsque nous étions à dîner, on vint annoncer l'arrivée du capitaine du cercle, qui entra dans le salon accompagné de son secrétaire, et présenta au comte plusieurs lettres-circulaires qui venaient de lui être adressées, et dont le comte fit la lecture à haute voix. L'une d'elles avait rapport à moi, et contenait l'avis que le comte Michel Oguinsky, grand-trésorier de Lithuanie, qui s'était fait connaître par ses sentiments exaltés à l'époque de la révolution de Pologne, en 1794, et qui depuis avait été pendant neuf mois, à titre d'agent des patriotes polonais, à Constantinople, venait de quitter inopinément cette ville, en prenant le nom de Martin, négociant français, et qui voyageait avec un passe-port de l'ambassadeur de France et un firman du Grand Seigneur; qu'on avait la certitude qu'il passerait par la Gallicie, et que, comme il était indispensable de l'empêcher de continuer sa route et de se saisir de lui et de ses papiers, on ordonnait d'observer ses pas et de tâcher de l'arrêter et de l'envoyer à Vienne, en rendant responsables tous les employés civils et militaires qui ne mettraient point de zèle à l'exécution de ces ordres, et en étendant la responsabilité ainsi que les châtiments les plus sévères sur tous les propriétaires qui lui offriraient un asile dans leur maison, ou qui ne feraient pas connaître le lieu de son séjour.

« Cette lettre-circulaire était terminée par mon signalement, qui, aux vêtements près, que j'avais quittés, se trouvait très-exact.

« On conçoit le trouble et l'agitation que j'éprouvai pendant cette lecture. Le comte Dziédouchitzky avait su cacher son émotion, et congédia le capitaine sans faire apercevoir ses inquiétudes; mais il fut décidé qu'on prendrait dorénavant beaucoup plus de précautions à mon égard, et en conséquence je me tins presque toujours renfermé dans ma chambre. »

(1) Comte Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 259.

IX.

Fragments d'une lettre adressée, le 27 décembre 1796, par les représentants de la Gallicie aux Polonais réunis à Paris.

Citoyens! après trois années d'impatience qui aggravaient nos souffrances et nos malheurs, c'est pour la première fois que nous avons éprouvé une véritable consolation en voyant arriver ici celui à qui nous confions la présente (1).

Ce citoyen, estimable sous tous les rapports, a trouvé en nous des compatriotes qui, sachant respecter le secret indispensable dans la conduite des affaires, n'ont pas insisté pour apprendre de lui ce qui ne doit être révélé qu'avec le temps et à un petit nombre de personnes; mais, en revanche, nous devons lui rendre la justice que, n'ayant pas trouvé nécessaire d'exciter notre patriotisme par des fictions, il n'a pas voulu suivre la route usitée dans tous les mouvements révolutionnaires, en nourrissant nos espérances par des assertions fausses et dénuées de fondement.

Après nous être communiqué mutuellement et avec franchise nos opinions, nous avons reconnu ces deux vérités incontestables :

1° Que le bon sens nous dicte, et que l'expérience que nous avons acquise par notre dernière insurrection nous prescrit la nécessité de chercher auprès des cours étrangères un appui pour le rétablissement de notre pays, ainsi que les moyens de nous le faire garantir, non-seulement par des déclarations amicales, mais par des réponses précises et suivies de résultats qui répondent à notre attente;

2° Que si, par une triste destinée, cette nation qui fait trembler l'Europe entière, ainsi que cette puissance voisine que la malheureuse catastrophe de la Pologne doit alarmer plus que toute autre, nous abandonnaient à notre propre sort, nous ne devrions plus avoir d'égard pour ceux qui nous flattent de promesses illusoires; mais, suivant l'impulsion du patriotisme et de

(1) Comte Oguinsky, *Mémoires*, t. II, p. 264.

l'honneur, nous nous trouverions obligés de nous fier à nos propres forces, sans consulter d'autre règle que celle que le désespoir nous prescrit.

Dans ce dernier cas, le Polonais qui aura eu le bonheur de survivre au rétablissement de sa patrie ne pourra hésiter de mettre dans la même balance et ces souverains despotes qui, avec la force armée, ont asservi notre nation, et cette puissance républicaine dont les légions renversent tout ce qui s'oppose à ses projets, mais qui, ayant profité de l'époque de notre destruction pour consolider son existence, est insensible à nos malheurs et ne nous promet ses secours que dans l'avenir, c'est-à-dire lorsque nous nous serons relevés par nous-mêmes, ou lorsque notre génération présente sera éteinte et que celle qui la suivra sera condamnée à jamais au silence!

Dans la première position, c'est à vous, citoyens, qu'il est réservé d'agir efficacement; dans la seconde, nos efforts doivent être communs.

Il ne nous appartient point de vous prescrire des règles de conduite, car vous les trouverez dans vos lumières et dans votre patriotisme. Notre confiance en vous a augmenté depuis que nous avons connu personnellement et de près celui qui vous remettra cette lettre, et que vous avez chargé de représenter la nation dans le point le plus important pour toutes les combinaisons ultérieures; et si vous avez le bonheur d'en trouver pour vos missions d'autres qui lui ressemblent et qui possèdent ses talents, son énergie et sa prudence dans le maniement des affaires, il est impossible que vous ne terminiez heureusement ce que vous avez si bien commencé, et que le succès ne couronne vos entreprises.

X.

Plan projeté par les patriotes polonais, réunis à Paris, pour la régénération de la république polonaise (1).

Paris, ce 26 germinal an V (15 avril 1797).

La Pologne, sans existence politique et sans représentation nationale, ne peut calculer la possibilité de sa régénération que sur l'intérêt de ses alliés. Son espoir n'est fondé que sur des événements qui changent la face de l'Europe, et c'est là-dessus qu'elle doit fixer son système d'opérations.

C'est sur ces principes que doit être basé tout plan projeté par les patriotes polonais; c'est aussi sur ces principes que reposent les réflexions suivantes :

La République française, qui triomphe partout de ses ennemis, trouve tous les jours de nouveaux motifs pour se convaincre de la haine que lui porte la *Maison d'Autriche*. Cette puissance, malgré les échecs continuels qu'elle éprouve, persiste obstinément dans le système de continuer la guerre. Elle restreint son union avec les ennemis naturels de la France; elle cherche à attiser le feu de la discorde entre cette nation et ses amis naturels; elle entretient la fermentation dans l'esprit des voisins, elle enfante et nourrit les dissensions intestines.

Il n'est pas à douter, d'après cette observation, que la France, profitant des circonstances favorables qui se présentent et de la supériorité de ses forces, ne veuille réduire la Maison d'Autriche à l'impossibilité de lui nuire à l'avenir par des opérations soit politiques, soit militaires.

Les triomphes continuels de la République française ne l'ont pas mise encore jusqu'à présent dans le cas de n'avoir plus rien à craindre pour son gouvernement et pour l'intégrité de ses possessions. Non-seulement la perte des Pays-Bas pour la Maison d'Autriche est contre-balancée par les nouvelles acquisitions

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 423.

faites sur la Pologne, mais même ces nouvelles conquêtes, en arrondissant les États de l'Autriche, renforcent considérablement sa puissance dans le Nord. Les alliés naturels de la France ne sont point en état de balancer les forces de l'Autriche réunies à celles de la Russie, et, par conséquent, ils ne sauraient maintenir l'influence de la République dans cette partie de l'Europe.

Le gouvernement français, qui conçoit toute la force de cette vérité, voulant s'assurer le premier rang entre les puissances de l'Europe et maintenir l'équilibre des forces politiques, ne peut point s'écarter de ses alliés dans les rapports politiques et commerciaux, et enfin, pour consolider son existence et assurer l'intégrité de ses possessions, il jugera sans doute indispensable de mettre la Maison d'Autriche dans l'impossibilité de lui être préjudiciable. C'est en partant de ces principes qu'il faudra réduire la Maison d'Autriche à se confiner dans ses possessions en Allemagne, et rendre l'indépendance à toutes possessions, en commençant depuis l'Italie jusqu'à la Gallicie. C'est le vrai moyen d'affaiblir les forces réelles de l'Autriche et d'augmenter celles de la France et de ses alliés.

Déjà des combinaisons politiques commencent à se réaliser, soit directement, soit indirectement. La protection marquée que la France donne aux républiques naissantes de l'Italie fait présumer que si les Karinthiens, les Kroates, les Slavons, les Hongrois et les Galliciens, en suivant l'exemple des Lombards, secouaient le joug de la Maison d'Autriche, leurs insurrections ne pourraient que convenir au gouvernement français sous plusieurs points de vue.

En premier lieu, parce que tous ces peuples limitrophes, réunis par l'identité d'intérêts et d'opinions, formeraient une ligue fédérative assez puissante pour résister aux efforts de la Maison d'Autriche et pour assurer leur existence politique, à l'instar des Suisses.

En second lieu, parce que toutes les nations nouvellemen insurgées sous les auspices de la France affaibliraient autant les forces de son ennemi naturel qu'elles augmenteraient celles de la République française, pour faire face, soit à la Maison d'Autriche, soit à quelque autre puissance ennemie.

En troisième lieu, parce que la Porte Ottomane, cet allié le

plus ancien de la France, menacé de sa ruine du côté de la Russie, ne pourrait trouver de barrière plus efficace, pour se mettre à couvert de ce danger, qu'en se séparant de la Maison d'Autriche, amie et alliée de la Russie, par les États de nouvelles républiques, pacifiques et tranquilles d'après les principes de leurs constitutions, ennemies de l'Autriche par l'intérêt de leur propre conservation, et se conformant par système aux impulsions de la France.

Enfin, nous ajouterons encore que la Méditerranée et l'Autriche étant affranchies par ce moyen de la domination de l'Angleterre, le commerce du Levant, le plus lucratif pour la France, pourrait reprendre cette supériorité dont il a joui pendant tant de siècles.

Voilà le fondement de notre plan, que l'état des circonstances actuelles nous suggère. Ce plan, dont l'exécution ne peut avoir lieu qu'autant qu'il répondra aux vues du gouvernement français, doit lui être présenté avant tout dans le dessein de lui faire connaître et les motifs de nos espérances et les moyens que nos propres forces offrent pour la destruction de son ennemi naturel, et pour augmenter le nombre de ses alliés.

Voyons à présent ce qu'il nous convient d'entreprendre pour l'effectuer avec autant d'activité que d'énergie.

1° Il est indispensable que trois de nos concitoyens, jouissant de notre confiance et de celle de toute la nation, se rendent incessamment en Italie pour tenter d'obtenir du général Bonaparte, de l'aveu du gouvernement, que les *Légions polonaises* qui sont à la solde de la Lombardie s'avancent par Trieste du côté de la Hongrie, et que, d'un autre côté, los Polonais épars en Valachie et en Moldavie se rapprochent du Danube et tentent également de pénétrer par la Transylvanie dans l'intérieur de la Hongrie.

2° Pour rendre plus efficace la marche des *Légions polonaises* et faciliter l'insurrection en Hongrie, il serait nécessaire que ces citoyens qui se chargent d'aller en Italie choisissent deux de leurs compatriotes pour pénétrer dans la Hongrie, pour prendre des renseignements sur l'opinion publique, pour se concerter avec les patriotes hongrois, pour les informer de la marche des *Légions polonaises*, et pour leur communiquer tout le plan, d'après les circonstances ultérieures; il leur sera remis une note exacte

que nous avons entre nos mains, touchant les bonnes dispositions des patriotes hongrois, ainsi que des renseignements sur le local de la Hongrie.

3° Dans le dessein de faciliter et d'accélérer l'explosion en Hongrie, nous enverrons dans le même temps un émissaire chez nos patriotes en Gallicie, en leur insinuant de ne point se compromettre par des démarches trop précipitées, mais d'envoyer sans délai plusieurs d'entre eux, connus par leurs lumières et leur patriotisme, en Hongrie, avec ordre de communiquer à ceux des patriotes hongrois qui mériteraient leur confiance, notre plan, en les assurant de l'esprit patriotique qui anime les Galliciens, et en leur faisant part de la marche des *Légions polonaises*, pour former un noyau de forces militaires en Hongrie.

Quant à ce qui regarde l'acte d'insurrection des Galliciens, il devrait être conçu en Hongrie, prenant pour motif que les Galliciens et les Hongrois ayant été jadis sous la domination des princes russiens ou ruthéniens, et ensuite sous celle de la famille des Jagellons, et n'ayant cessé d'être rapprochés par les principes de liberté et par les liaisons d'amitié et du bon voisinage, réunissent présentement leurs efforts communs et inséparables pour secouer le joug des Allemands. Cette démarche circonspecte, en manifestant les intentions des Galliciens, les mettrait à couvert des hostilités russes, en cas que ceux-ci fussent déterminés à embrasser la cause de la Maison d'Autriche, et au moins elle ne choquerait point ouvertement les puissances intéressées au partage de la Pologne.

D'après les sentiments patriotiques et l'amour de la liberté qui caractérisent la nation hongroise, il ne faut pas douter de l'énergie qu'ils mettront dans leur explosion lorsqu'ils seront informés des intentions de la République française à leur égard. Il faut observer encore que l'absence de l'archiduc Joseph, palatin de Hongrie, et le départ de tous les principaux magnats du pays pour Vienne ne contribuera pas peu à lever les obstacles que l'insurrection pourrait éprouver.

4° Les citoyens polonais qui vont se rendre en Italie entretiendront une communication exacte avec les émissaires de Gallicie qui se trouveront en Hongrie pour concerter, d'après les

événements, le moment où les Galliciens pourront agir par eux-mêmes sans compromettre la cause commune.

5° Ils s'adresseront aussi aux gouvernements respectifs des nouvelles républiques naissantes en Italie, pour leur faire connaître l'intérêt qui doit les conduire à faire une diversion aux forces de la Maison d'Autriche en appuyant notre plan. Et, pour faciliter la formation de la légion fédérative, ils devraient les engager à faire des adresses aux Kroates, Slavons, Dalmates, Hongrois et Galliciens. Il ne faut point douter que toutes les nations dépendantes de la Maison d'Antriche s'empresseront de secouer le joug qui les opprime, et les Dalmates, vexés par les Vénitiens et peu accoutumés à subir l'esclavage, embrasseront le plan de la fédération dès qu'il parviendra à leur connaissance.

XI.

Lettre du citoyen Michel-Cléophas Oguinsky, représentant de l'émigration polonaise en Turquie, au général Bonaparte, commandant en chef de l'armée d'Italie, en faveur de la cause polonaise (1).

Constantinople, ce 23 thermidor an IV (10 août 1796).

Citeyen général,

S'il ne fallait qu'illustrer la gloire du nom français par des victoires et des conquêtes, s'il ne s'agissait que de vous rendre digne du titre de défenseur et de citoyen ayant bien mérité de la patrie, et si votre ambition, citoyen général, se bornait à terrasser l'ennemi et à vous faire admirer et respecter de toute l'Europe, vous pourriez déjà mettre un terme à vos exploits et vous reposer à l'ombre de vos lauriers.

Votre carrière, aussi brillante que périlleuse, vous mériterait dès à présent une place distinguée à côté de ces hommes illustres

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 419.

dont les fastes de l'antiquité nous ont transmis la mémoire, et vous trouveriez dans le sein de votre patrie et de votre famille une récompense bien douce pour un héros qui n'a combattu que pour assurer la paix à l'Europe et consolider le bien-être, la gloire et la puissance de la France.

Mais il est encore, citoyen général, des soins bien dignes de vous; votre cœur, que les succès n'ont pas rendu sourd au cri de l'humanité souffrante, gémit sans doute au seul souvenir de tant d'êtres malheureux qui attendent encore leur salut de la France.

Quinze millions de Polonais, jadis indépendants, aujourd'hui victimes de la force des circonstances, fixent leurs regards sur vous. Ils voudraient percer cette barrière qui les sépare de vous pour partager vos dangers, pour vous couronner de nouveaux lauriers et pour ajouter à tous les titres que vous avez acquis celui de père des opprimés.

Ne perdez point de vue, citoyen général, cette nation que ses malheurs rendent intéressante, et qui ne souffre que pour avoir voulu assurer la liberté et l'indépendance de son pays. Vous êtes un de ceux dont la position doit ouvrir aux Polonais une voie pour secouer le joug odieux et avilissant qu'ils supportent avec impatience. Vous trouverez, comme citoyen français, des motifs bien puissants pour les tirer de l'oppression, et votre zèle patriotique, secondé de vos talents militaires, franchira les obstacles qui s'y opposent.

Non, il ne sera point dit que les Polonais soient condamnés à porter les chaînes de l'esclavage aussi longtemps que la France existera!... Si l'identité des sentiments qui rapprochent les deux nations ne nous garantissait cette certitude consolante, l'amitié et la confiance que nous portons aux Français ne nous mériteraient-elles pas leurs soins fraternels et leur puissant appui?

Hâtez-vous, citoyen général, de faire connaître à l'univers entier que la France fait consister sa gloire à protéger les faibles et à assurer le bonheur des peuples qui réclament sa protection; hâtez-vous de combler nos vœux et nos espérances; rétablissez l'équilibre en Europe en rendant la liberté et l'indépendance aux nations qui en ont été privées, et faites en sorte que, depuis le centre de l'Italie jusqu'aux sources du Borysthène, les peuples

rentrés dans leurs droits chérissent en vous l'ami de l'humanité et respectent le guerrier vainqueur.

Signé MICHEL OGUINSKY.

XII.

Proclamation adressée aux Polonais, pour leur annoncer la formation des légions d'Italie (1).

Milan, 1er pluviôse an V (20 janvier 1797).

Dombrowski, lieutenant général polonais, autorisé à former des légions polonaises en Italie,

A ses concitoyens.

Fidèle à ma patrie jusqu'au dernier moment, j'ai combattu pour sa liberté sous l'immortel Kosciushko; elle a succombé, et il ne nous reste que le souvenir consolant d'avoir versé notre sang pour le pays de nos ancêtres, et d'avoir vu nos drapeaux triomphants à Dubienka, Raçlawice, Varsovie et Vilno.

Polonais! l'espérance nous rallie! la France triomphe, elle combat pour la cause des nations; tâchons d'affaiblir ses ennemis; elle nous accorde un asile, attendons de meilleures destinées pour notre pays. Rangeons-nous sous les drapeaux de la France : ils sont ceux de l'honneur et de la victoire.

Des légions polonaises se forment en Italie, sur cette terre jadis le sanctuaire de la liberté; déjà des officiers et des soldats, compagnons de vos travaux et de votre courage, sont avec moi; déjà les bataillons s'organisent!... Venez, compagnons, jetez les armes qu'on vous a forcés de porter! Combattons pour la cause commune des nations, pour la liberté, sous le vaillant Bonaparte, vainqueur de nos ennemis.

Le triomphe de la République française, c'est notre unique espérance; c'est par elle, c'est par ses alliés que nous reverrons

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 422.

peut-être avec joie ces foyers chéris que nous avons abandonnés avec des larmes.

Au quartier général de Milan, le 1er pluviôse an V de la République française une et indivisible, — 20 janvier 1797.

Le lieutenant général polonais,

Signé JEAN DOMBROWSKI.

XIII.

Convention prise entre l'administration générale de la Lombardie, au nom du peuple lombard d'un côté, et le citoyen Dombrowski, lieutenant général polonais, au nom de ses compatriotes, qui offrent leurs services pour le recouvrement de la liberté de la Lombardie, de l'autre; appuyée par le général en chef Bonaparte, commandant l'armée d'Italie (1).

Milan, 20 nivôse an V (9 janvier 1797).

1° Les corps polonais qui se formeront en Lombardie retiendront le titre de légions polonaises auxiliaires de la Lombardie;

2° Les costumes, les marques militaires et l'organisation de ce corps se rapprocheront le plus possible des usages des Polonais;

3° Le peuple lombard verra avec satisfaction porter les contre-épaulettes aux couleurs nationales de la Lombardie, avec inscription : *Gli uomini liberi sono fratelli;* « les hommes libres sont frères; » en outre, tant les officiers que les soldats du corps polonais porteront la cocarde française, comme celle de la nation protectrice des hommes libres;

4° La solde, la subsistance et tout ce qui est accordé aux troupes nationales, sera commun aux corps polonais, c'est-à-dire selon les règlements des troupes françaises;

5° L'administration générale de la Lombardie délivrera les brevets aux officiers et employés desdits corps, en se réservant le droit de présenter ses réflexions sur les individus si elle le

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 421.

juge nécessaire. Lesdits brevets seront aussi approuvés et signés par le général commandant de la Lombardie, comme directement autorisé *ad hoc* par le général en chef de l'armée d'Italie ;

6° Le peuple lombard déclare qu'il regardera toujours les Polonais armés pour la défense de la liberté comme de véritables frères, et non pas comme des troupes étrangères; en conséquence de quoi, l'administration générale leur accorde formellement le droit de véritables citoyens lombards, sans que cela empêche qu'ils puissent se rendre à leurs propres foyers si le cas l'exige, et que la Lombardie soit réellement reconnue libre, et qu'elle ne soit pas en actualité de guerre pour se soutenir. Cet engagement sera publié par une proclamation adressée aux Polonais par l'administration de la Lombardie.

Les articles 7°, 8° et 9° des propositions concernant les détails seront exécutés sans retard et avec le plus d'activité possible.

10° Tous ces concerts seront présentés au général en chef de l'armée d'Italie, pour les approbations et signatures.

Milan, fait au palais de l'administration générale de la Lombardie, ce 20 nivôse an V (9 janvier 1797) de la République française, et premier de la liberté de la Lombardie.

Le général en chef approuve les engagements.

BONAPARTE.

PORCELLI, *président;* VISCONTI, *représentant.*

CLAVERA, *secrétaire.*

JEAN DOMBROWSKI, *lieutenant général polonais.*

XIV.

Lettre du général Dombrowski au général Bonaparte, en faveur de la cause polonaise (1).

Reggio, ce 22 messidor an V (10 juillet 1797).

Permettez-moi, citoyen général, d'être auprès de vous l'organe des sentiments de mes compatriotes et frères d'armes, qui se sont

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 426.

rassemblés sous vos auspices en Italie, et souffrez que je vous entretienne un moment des intérêts d'une nation malheureuse. Je ne veux nullement vous retracer ici le triste tableau de nos malheurs; il serait trop long et trop affligeant pour un homme sensible et ami de l'humanité : je vous dirai seulement que, depuis le moment où il a plu à nos ennemis de nous rayer de la liste des puissances existantes, nous n'avons cessé de chercher tous les moyens propres à nous donner une existence politique quelconque. Il ne s'en présenta qu'un seul, analogue aux circonstances et capable de remplir ce but : ce fut celui de former un noyau de militaires polonais.

C'est alors que, voyant l'impossibilité d'exécuter ce projet dans notre pays, nous avons unanimement jeté les yeux sur vous, citoyen général, comme le seul capable de faciliter nos desseins et de nous protéger. Honoré de la confiance de mes compatriotes et approuvé par votre gouvernement, je suis venu en Italie, et j'ai trouvé en votre personne un appui pour toutes mes espérances. C'est sous vos propres yeux, citoyen général, que notre corps s'est formé et grossi jusqu'au nombre de six mille hommes. Déjà un avenir flatteur nous souriait; nous espérions cueillir des lauriers sous votre commandement, augmenter de plus en plus nos forces, et, en vous suivant dans la carrière de vos victoires, trouver un sentier qui nous aurait conduits vers notre patrie, où déjà un autre noyau de cette nature, qui se formait en Valachie par le secours des patriotes, n'attendait que le moment de se rallier à nous sous vos ordres. Et tout à coup les préliminaires de la paix, signés à Léoben, sont venus faire évanouir toutes espérances. Mais, comme rien au monde ne peut nous faire abandonner nos desseins et le désir de recouvrer notre liberté, nous nous adressons à vous avec cette confiance que vous nous avez si justement inspirée. Le moment est arrivé où une paix générale doit assurer le sort de l'Europe et fixer la destinée des puissances qui la composent. Dans un moment aussi intéressant, personne ne s'assoupira sur ses propres intérêts, et les ennemis de la France, même ceux qui ont fait le plus de mal à l'humanité, chercheront à s'assurer un sort quelconque, tandis que les Polonais oubliés resteront les seules victimes, et pourquoi? Pour avoir servi la cause de la liberté, pour avoir montré à l'Europe

que dans l'espace de cinq mois, éloignés de trois cents milles de leur patrie, ils ont pu former un corps de six mille hommes? Que la famille des Bourbons, le stathouder et les différents princes d'Allemagne et d'Italie nous montrent, dans le cours de cette guerre, autant de soldats armés en leur faveur ; et cependant ceux-ci se reposent entièrement sur les convenances, les intérêts et les liens qui les attachent aux rois et aux monarchies, tandis que nous, bien loin d'avoir un roi ou une monarchie pour amis, nous les avons tous pour ennemis. Nous ne pouvons donc nous adresser qu'aux Républiques française et cisalpine, et espérer que celles-là auront égard à notre situation et à la bonne volonté que nous leur avons témoignée, et que, par leur entremise, nous obtiendrons le droit incontestable d'avoir une représentation nationale au congrès de la paix. Voilà l'intention des Polonais qui composent les légions, celle des patriotes répandus dans la France, et le vœu de la nation entière.

Mais nous ne voulons pas faire cette démarche, ni aucune autre, sans nous être auparavant consultés avec vous, citoyen général, que tous les Polonais regardent comme l'arbitre de la Pologne. Prononcez, dites ce que nous devons faire. Votre avis, votre conseil sera pour nous une loi impérieuse. Enfin, nous vous confierons notre destinée, et nous ne pouvons la remettre en de meilleures mains.

Signé DOMBROWSKI.

XV.

Réponse du général Bonaparte à la lettre du général Dombrowski du 10 juillet 1797 (1).

Milan, ce 25 messidor an V (13 juillet 1797).

J'ai vu avec plaisir, citoyen général, avec quelle promptitude vous avez rétabli l'ordre dans le département de Reggio. L'on est trop satisfait de la tenue et de la bonne conduite de vos lé-

(1) Comte Angeberg, *Actes diplomatiques concernant la Pologne*, p. 428.

gions, pour que tout le monde ne s'empresse de faire tout ce qui pourra vous être utile. Si les affaires se rompent, je vous rendrai quelques troupes françaises et italiennes pour former une division en ligne, et j'espère que vos légions figureront avec honneur à l'armée, car il ne me vient de tous côtés sur ce corps que de bons renseignements. En attendant, ordonnez qu'on les exerce partout au maniement des armes et aux autres évolutions.

Quant à la demande que vous me faites de pouvoir entrer au congrès, vous sentez combien cela est difficile. Les vœux de tous les amis de la liberté sont pour les braves Polonais, mais il n'appartient qu'au temps et aux destinées de les rétablir.

Signé : BONAPARTE.

XVI.

Supplique des États de Gallicie à l'empereur Ferdinand Ier (1).

Léopol, le 26 septembre 1845 (1).

Sire, l'année dernière, si fatale par les intempéries du ciel, avait déjà porté atteinte au travail et aux espérances des cultivateurs, et les inondations extraordinaires ont détruit leurs ressources et gravement compromis leur avenir. Dans l'année courante, les récoltes ont été médiocres; la récolte des pommes de terre est incertaine, et les malheurs s'accroissent et s'étendent sur tout le sol. Dans beaucoup d'endroits, la grêle a fait des ravages, le bétail est atteint par les maladies épidémiques. Les bas-fonds de nos contrées montagneuses ont été détruits, et les pauvres paysans sont sans asile, sans vêtements, sans bétail, sans chevaux ; et ceux qui, depuis si longtemps, arrosaient de leurs sueurs les terres de leurs ancêtres, se dispersent et se livrent à la mendicité. Les anciennes ressources s'épuisent, et il y a peu

(1) *Gazette officielle polonaise de Léopol*, de 1846. — *De la Pologne, de son passé et de son avenir*, par Aurélien de Courson, Paris, 1846. — *La Conjuration du Panslavisme et l'insurrection polonaise*, par Cyprien Robert, Paris, 1846. — *Mémorial polonais*, par Léonard Chodzko, 1846 ; et *Massacres de Gallicie*, par le même, 1861.

d'espoir pour l'avenir : on n'a donc en perspective que la cherté et la famine.

Au milieu de ces malheurs si grands et si universels, vos fidèles États sont toujours prêts à supporter tous les sacrifices dont il est question dans vos suprêmes communications. La noblesse ne demande rien pour elle, mais elle demande avec instance tout ce qui peut porter de prompts et efficaces secours aux paysans qui ont le plus souffert. Nous soumettons humblement cette question à la décision de Votre Majesté impériale et royale. Les sacrifices que le gouvernement pourra faire momentanément seront secondés par nous avec tout le zèle possible, et ces sacrifices seront facilement récompensés dans un avenir prochain, avec les nouvelles récoltes. Votre Majesté ajoutera ainsi un bienfait de plus à sa paternelle sollicitude.

Nous attendons surtout d'heureux effets pour le pays d'une mesure tendant à améliorer et à fixer définitivement la situation des paysans et leurs rapports avec les propriétaires, et remercions Votre Majesté impériale et royale d'avoir permis qu'une commission des États fût chargée d'examiner et de mûrir cette question.

Loin de nous la pensée de porter atteinte à la propriété de qui que ce soit ou à aucun droit légitimement acquis! Nous ne voulons éveiller ni craintes ni espérances d'une nature qui aurait pour effet de jeter la perturbation dans la gestion de toutes les fortunes territoriales, de diminuer la production et de compromettre la tranquillité publique; au contraire, le vœu des États est de donner à tous les droits des garanties nouvelles, mais, en même temps, d'écarter les entraves qui en paralysent la jouissance, et de rendre ainsi désormais possibles les arrangements amiables également avantageux aux propriétaires et aux paysans, leurs fermiers. Une telle mesure aurait pour effet certain d'améliorer la condition de tous et d'augmenter la richesse nationale; en faisant disparaître toute cause et tout prétexte même d'impatience et de trouble, elle assurerait à l'avenir la tranquillité du pays.

La commission des États se voit toutefois renfermée dans des attributions trop restreintes pour qu'il soit possible de réaliser ses vœux. Comme preuve du sentiment universel de la nécessité et de l'urgence de cette mesure et des moyens qui doivent l'a-

mener, nous supplions Votre Majesté de remarquer que les membres des États, pour la plupart propriétaires fonciers, se sont réunis pour présenter à Votre Majesté cette requête dans un nombre beaucoup plus grand que de coutume.

XVII.

Manifeste impérial du 24 février 1864, proclamant l'état de siége en Gallicie (1).

Depuis bien des mois, le royaume de Pologne est le théâtre de funestes événements. La Gallicie a été vivement émue par ses sympathies pour les destinées de la contrée qui l'avoisine, et ce pays, ordinairement si paisible et habitué à marcher dans les voies de l'ordre et de la légalité, a été ébranlé jusque dans ses fondements les plus intimes. Mon gouvernement a consciencieusement rempli, vis-à-vis de cette situation, ses devoirs internationaux; il a mis à exécution les lois existantes, et y a mis la douceur et les ménagements qui paraissaient propres à calmer les esprits et à détourner les individus induits dans de fausses voies de leur malheureuse entreprise. Le succès n'a pas répondu à l'attente. Des associations tendant à des buts de haute trahison se sont organisées au-dedans des limites de mon empire; des enrôlements et des extorsions pour soutenir l'insurrection ont lieu constamment; la sûreté personnelle et la propriété des habitants du pays et sa prospérité sont compromises et l'ordre légal est gravement menacé.

Un pouvoir révolutionnaire agissant en secret et dont les buts derniers sont dirigés aussi contre la sûreté et l'intégrité de l'Autriche, s'arroge dans mes pays un pouvoir gouvernemental en forme, exige des impôts et d'autres prestations, se fait prêter serment par ses organes et cherche à obtenir l'obéissance à ses ordres par des intimidations et des moyens de toute espèce, ne reculant pas même devant l'assassinat. Des faits nombreux indiquent que les partis révolutionnaires s'occupent à faire de

(1) *De la Politique de l'Autriche dans la question polonaise*, p. 35.

mon royaume de Gallicie et de Cracovie, dans un prochain avenir, le théâtre de violences ouvertes. Une situation de ce genre ne peut être tolérée. Me souvenant de mes devoirs gouvernementaux envers un pays qui forme uue partie inséparable de mon empire, et dont la grande majorité des habitants comptent parmi les plus fidèles de mes sujets, je me suis vu obligé, après avoir appliqué vainement tous les moyens que fournissent les lois existantes, à ordonner pour la Gallicie des mesures exceptionnelles propres à sauvegarder la tranquillité intérieure et à protéger avec plus d'efficacité les personnes et les propriétés de sa population paisible.

Habitants de la Gallicie! mon plus vif désir est que ces mesures deviennent bientôt superflues; mais l'accomplissement de ce vœu dépend de votre coopération. J'ai la ferme confiance que les efforts que fait mon gouvernement pour procurer l'obéissance à la loi et rétablir la tranquillité troublée dans le pays ne manqueront pas de votre appui. Mes soins tendent sans interruption à votre prospérité, et je suis résolu de faire tout pour rendre le plus tôt possible à votre pays les bénédictions de l'ordre légal et avec elles les garanties de la prospérité générale.

Ainsi donné dans ma capitale et résidence de Vienne, le 24 février 1864.

Signé : FRANÇOIS-JOSEPH.

FIN DES ANNEXES.

ERRATA.

Page 71, ligne 19, Piramavitch, *lisez :* Piramovitch.
— 82, » 4, la capitale, *lisez :* le Capitole.
— 87, » 28, Kazmian, *lisez :* Kozmian.
— 90, » 28, (Lands-président), *lisez :* (Lands-president).
— 141, » 19, Czatplitzki, *lisez :* Czaplitzki.
— 163, » 31, Circonstances, *lisez :* circonstances. »
— 179, » 8, losque, *lisez :* lorsque.
— 237, » 13, auxiliaires, *lisez :* militaires hongrois.
— 329, » 21, Citeyen, *lisez :* Citoyen.

TABLE DES MATIÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

Pages

La Gallicie annexée a l'Autriche. — Origine de la Gallicie. — La Russie-Rouge et la terre de Galitch. — Domination polonaise. — Apparition des confréries religieuses pour la défense de l'orthodoxie. — L'occupation autrichienne. — Protection accordée par l'Autriche à la classe villageoise et au clergé grec-uni. — Réformes. — Les seigneurs polonais cajolés par la cour de Vienne..... 1 à 22

CHAPITRE DEUXIÈME.

La Pologne, le lendemain de sa chute. — Les ouvrages de Kozmian, d'Oguinsky, et les articles de Mazade sur la Pologne. — Leur contraste avec les Mémoires d'Okhotzki. — Saturnales après le dernier partage. — Contrats de 1795 et 1796 à Lemberg. — Poninsky disculpé. — Quand la noblesse polonaise s'aperçut-elle de la chute de leur patrie? — Réflexions sur la constitution du 3 mai. — Rôle du parti Czartoryisky..... 23 à 38

CHAPITRE TROISIÈME.

La première émigration polonaise. — Projet de Dombrowski après la capitulation de Varsovie. — Espérances des Polonais fondées sur la France. — Les réfugiés polonais à Paris. — Krouta et Kirkor remplacés à Constantinople par Oguinsky. — Différents partis dans l'émigration. — Barss. — L'acte d'insurrection de Cracovie. — Les réfugiés polonais en Moldavie. — Xavier Dambrowski.—Départ d'Oguinsky pour la Gallicie. — Conciliabules chez Dziédouchitzky. — Oguinsky expédié à Paris et Henri Dombrowski à Berlin; tous les deux échouent dans leurs missions diplomatiques. — L'escapade de Dénisko en Gallicie. — Il passe au service de la Russie. — Dambrowski suit son exemple..... 39 à 66

CHAPITRE QUATRIÈME.

Pages

LES LÉGIONS POLONAISES. — Projet des émigrés polonais de pénétrer en Gallicie. — Conclusion du traité de paix entre la France et l'Autriche. — Diète polonaise à Milan. — Formation des Légions polonaises. — Occupation de Rome. — Le Pape et la France. — Triste sort des Légions..... 67 à 84

CHAPITRE CINQUIÈME.

LA GALLICIE DEPUIS AUSTERLITZ JUSQU'A LA PRISE DE VARSOVIE EN 1831. — L'Autriche change de régime. — Création du duché de Varsovie. — Campagne de 1809. — Zamoïsky, Grjimaïlo et Venglensky. — La désunion dans l'administration de la Gallicie. — Le congrès de Vienne. — La Gallicie retombe sous la domination autrichienne. — Prévisions du prince de Metternich. — Haüer et le baron Krieg. — La population russienne. — La révolution de 1830. — Conduite de l'Autriche..... 85 à 102

CHAPITRE SIXIÈME.

TROUBLES DE 1846 EN GALLICIE. — Préparatifs d'un mouvement social dans toute l'Europe. — Les propriétaires fonciers de la Gallicie et la disette de 1845. — Sollicitations de secours soi-disant pour les villageois. — Émissaires et agents révolutionnaires. — Dembowski. — Nominations avant le soulèvement. — Projet de nouvelles Vêpres siciliennes. — Ruses adroites de l'aristocratie gallicienne à l'égard de l'archiduc Ferdinand. — Défense de rassemblements populaires. — Insuccès des tentatives d'un soulèvement en Gallicie. — Collision avec les paysans. — La population des campagnes résiste aux suggestions séditieuses. — Massacre des seigneurs. — Atrocités commises en Gallicie..... 103 à 144

CHAPITRE SEPTIÈME.

DERNIERS JOURS DE LA RÉPUBLIQUE DE CRACOVIE. — Importance politique de Cracovie. — Occupation et évacuation de la ville par les troupes autrichiennes. — Les péripéties de Cracovie pendant la dernière semaine de l'existence de la République. — Le comte Wodzitzki nommé président; ses proclamations et sa destitution. — Le gouvernement national proclamé. — Le dictateur Tyssowski; il est remplacé plus tard par Wichniewski. — Retour au pouvoir de Tyssowski et ses proclamations. — L'allégresse de Cracovie. — L'approche des troupes russes. — La fuite du dictateur. — Le comte Wodzitzki réélu président. — Occupation des troupes russes et autrichiennes. — La République de Cracovie enclavée à l'Autriche..... 145 à 172

CHAPITRE HUITIÈME.

Pages

La vérité sur les événements de 1846. — Illusions de l'émigration. — Ses mécomptes tant à l'égard des villageois en Gallicie que des démocrates allemands. — Opinion erronée en France concernant les événements de 1846 en Gallicie. — Lettre d'un gentilhomme polonais au prince de Metternich. — La conduite rusée de la noblesse gallicienne à l'égard de l'Autriche. — Retraite de l'archiduc Ferdinand. — La police secrète. — Procès des accusés politiques. — Régime du comité. — Rodolphe Stadion. — Nouvelle organisation de la classe villageoise..... 173 à 201

CHAPITRE NEUVIÈME.

Événements de 1848 et le polonisme en Hongrie. — Le mouvement révolutionnaire de 1848 en Europe. — Situation de la Gallicie. — Le comte François Stadion. — Démonstrations à Lemberg. — Dobrjanski et Koultchizki. — La condition des villageois améliorée. — Le comte Goloukhowsky et la garde nationale. — Diète à Vienne. — Le discours de Kapoustchak. — Conduite de Castiglione à Cracovie. — Les manifestes polonais. — Position difficile de l'Autriche. — La Gallicie pendant l'été de 1848. — Nouvelle révolution à Vienne. — Bem et Wysotzki. — Hammerstein comprime l'émeute à Lemberg, — Coopération des Polonais à la révolution de Hongrie. — Opinion de Wysotzki sur ses compatriotes..... 202 à 241

CHAPITRE DIXIÈME.

Le comte Agénor Goloukhowsky. — Nationalité et langue ruthènes. — Députation à l'empereur. — Activité littéraire. — Réunion des savants ruthènes à Lemberg. — Conduite de Hammerstein. — La position du polonisme s'améliore. — Régime de Goloukhowsky. — Les Kouléchowtzy. — Losinski et Terletzki. — Les Vassiliens. — Le développement progressif du judaïsme et son influence en Gallicie..... 242 à 265

CHAPITRE ONZIÈME.

L'insurrection polonaise de 1863. — Calculs de l'émigration basés sur l'Autriche. — Guerre d'Orient et la campagne de 1859 en Italie. — La noblesse gallicienne. — Le prince Sapiéha. — Premières démonstrations. — Le gouvernement autrichien et la Gallicie pendant l'insurrection de 1863. — Extraits de l'ouvrage de Fouque. — Les effets de la dernière insurrection. — Antagonisme des Ruthènes et du polonisme en Gallicie..... 266 à 303

ANNEXES..... 305 à 339

Errata..... 340

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

BIBLIOTEKA NARODOWA
BIBLIOTEKA UNIWERSYTECKA W TORUNIU

U01634

180 —

~~1 U64 0590 25~~

~~D.K Antiqkw. Kraków~~
11.3.64
180,-